



Arts et Spectacles : Les Français et la photographie

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14715 - 8 F

JEUDI 21 MAI 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

Désastre en Afrique

On ne connaît pas son étendue, mais une chose est sûre : il y aura catastrophe. Non pas au Sahel, comme par le passé, mais au sud et à l'est du continent. En Afrique australe, d'où sont venus les premiers cris d'alarme, la pire des sécheresses du siècle s'annonce. Déjà, dans la corne de l'Afrique déchirée par la guerre, chaque jour des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants meurent de faim. Le nombre de personnes menacées par la famine est évidemment difficile à évaluer avec exactitude. Soixante millions, comme le dit la Commission européenne ? Cent quinze millions, comme l'avance le président de la Banque mondiale ? Un désastre, en tout cas.

Voilà des mois que les responsables politiques africains et les organisations - notamment humanitaires - appellent la communauté internationale à l'aide. Le désastre qui s'annonce sera le plus grand, disent-ils, que la famine de 1984-1985, qui avait provoqué la mort de centaines de milliers de personnes en Éthiopie, au Soudan et en Somalie. Aucun bilan précis n'avait pu, d'ailleurs, être établi à l'époque. Et pour cause... L'abandon de ces régions est tel qu'aucune statistique ne paraît crédible.

DEPUIS cette dernière grande famine, dans la corne de l'Afrique la déliquescence des États n'a fait que s'accroître : conflits interminables, exactions effroyables, déplacements de populations dont le sort a empiré depuis qu'a commencé l'après-guerre froide. Livrés à eux-mêmes dès lors qu'Américains et Soviétiques ont cessé de se battre par Africains interposés, les « seigneurs de la guerre » en puissance font la loi.

Dans ces « terrae incognitae » où, régulièrement, disparaissent des représentants d'organismes comme le Comité international de la Croix-Rouge, la guerre - et donc la politique - est la première cause de la famine. Dans le sud du continent, où c'est la sécheresse qui amène la faim, la catastrophe risque, à l'inverse, d'avoir des conséquences politiques.

AU Malawi, la famine, poussant la population à agir, pourrait ébranler la dictature du président à vie Kamuzu Banda. Au contraire, en Zambie, en Angola, au Mozambique, la marche vers la démocratie pourrait être interrompue par des populations affamées. Comme le note un universitaire zimbabwéen, « l'avenir n'est plus dans les mains des politiciens : tout dépend de la nature ».

Pour les dirigeants africains, et, surtout, pour les populations qui ont fait, tout dépend aussi de la mobilisation de l'Occident. Ce n'est pas la première fois qu'on lance des cris d'alarme au sujet des famines menaçantes, mais il y a, cette fois, une raison supplémentaire de désespérer : les Africains ont le sentiment d'être abandonnés par un monde occidental plus soucieux d'aider l'Europe de l'Est que de prêter secours à un continent abusivement considéré comme perdu.

Lire page 5 l'article de MARIE-PIERRE SUBTIL

M0147 - 0521 0 - 6.00 F



Nouvelles émeutes à Bangkok

Les manifestants défient le pouvoir thaïlandais

De nouveaux affrontements ont eu lieu à Bangkok, mercredi 20 mai, entre quelques milliers de manifestants et les forces de l'ordre. Le gouvernement a décrété dans la soirée, à 21 heures, heure locale, le couvre-feu dans la capitale. Des dissensions semblent se faire jour entre généraux, certains souhaitant mettre fin à la crise sans violence. Alors que le bilan s'alourdit et que plusieurs capitales, dont Paris, critiquent la répression, les troubles se sont étendus à la province.

Le malaise des généraux

BANGKOK

de notre correspondant

Des communistes auraient manipulé les manifestations antigouvernementales de ces derniers jours à Bangkok. Tel est l'argument avancé, mardi 19 mai, par le premier ministre, le général Suchinda Krapayoon, pour expliquer la brutale intervention de l'armée en cours dans la capitale de la Thaïlande. Et puisqu'il s'agit de « communistes », les militaires

n'hésiteront donc pas à continuer de réprimer, s'en prenant même à un personnel politique avec lequel ils frayaient encore volontiers ces dernières semaines. Le recours à un tel procès et l'ampleur de la répression, qu'il entend justifier, soulignent à quel point les forces armées ont l'intention de demeurer le pivot de la politique thaïlandaise.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Lire la suite et nos Informations page 4

La réduction des arsenaux stratégiques

Les États-Unis et les quatre Républiques nucléaires de la CEI devraient mettre en œuvre le traité START.

Lire page 3 l'article d'ALAIN FRACHON

RMI : Vers une modification de la législation

Priorité au dispositif d'insertion et à la gratuité des soins.

Lire page 17 l'article d'OLIVIER PIOT

Une loi sur le sport

Après le drame de Bastia, les députés ont renforcé les contraintes de sécurité.

Lire page 9 l'article de FRÉDÉRIC BOBIN

page 10 le reportage en Corse d'AGATHE LOGEART et page 2 « Le petit Corse », par CHRISTINE OCKRENT

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 26

Lors du sommet Mitterrand-Kohl de La Rochelle

La France et l'Allemagne vont créer un corps d'armée à vocation européenne

MM. Mitterrand et Kohl doivent entériner, lors du sommet de La Rochelle les 21 et 22 mai, la création d'un corps d'armée franco-allemand, à vocation européenne, qui devrait compter de 35 000 à 40 000 hommes et être opérationnel en 1995. Ils évoqueront également la ratification des accords de Maastricht et le sommet des pays industrialisés.

Une formation souple

par Jacques Isnard

Dans cette aventure, où ils espèrent entraîner avec eux les Belges et les Luxembourgeois, les Français et les Allemands font chacun un pas dans la direction de l'autre. A la suite de la guerre du Golfe, les Français acceptent désormais ce à quoi ils étaient hostiles depuis bientôt trente ans : ils participent à des unités militaires multinationales. Les Allemands, une fois réunifiés, se considèrent comme des partenaires à part entière de l'Union européenne : ils s'octroient ainsi une certaine autonomie dans le domaine de la défense par rapport à l'OTAN.

Lire la suite page 3



Maastricht, vu du port

Les Rochelais entre le doute et l'espoir

LA ROCHELLE

de notre envoyée spéciale

M. Michel Crépeau aime les symboles et la photo l'avait bouleversé. « Vous vous souvenez ? 1984, Verdun, Kohl et Mitterrand, main dans la main. C'était poignant et magnifique. L'histoire et l'idéal de l'Europe tenaient en une image ».

Alors, comme le maire voit grand et qu'il fait profession de

foi en l'Europe, la photo de Verdun a recouvert la ville et forcé La Rochelle au souvenir. On la voit partout, avenue du 11-Novembre ou rue de la Muse, sur le Champ de Mars bien sûr et près de l'aquarium ; devant les écoles, dans la ZUP et autour du vieux port. Même si le président de l'Association des déportés regrette que la mémoire du maire soit courte.

ANNICK COJEAN

Lire la suite page 8

Lire aussi

L'Italie en accusation

L'Italie risque de ne pouvoir franchir l'étape de la monnaie unique prévue dans le traité de Maastricht, ce qui aurait des conséquences désastreuses pour l'ensemble de la CEE.

Lire page 17 l'article de PHILIPPE LEMAITRE

L'énergie en débat

Contre les projets de Bruxelles de faire entrer l'énergie dans le secteur concurrentiel, les syndicats d'EDF et de GDF, soutenus par leurs directions, se mobilisent. Un conseil des ministres de l'énergie a lieu jeudi 21 mai à Bruxelles.

Lire page 18 l'article de JEAN-PIERRE TUQUOI

ARTS ET SPECTACLES

Un nouveau festival : « Photofolie »

La photographie qui s'interroge encore sur son statut méritait bien une fête. C'est chose faite : 500 manifestations se dérouleront dans 300 villes de France à l'initiative du ministère de la culture. Pour l'occasion, la SORFES a réalisé un sondage pour le monde et l'Association pour la promotion de l'image sur les pratiques photographiques des Français, qui ont à leur disposition un parc de dix-sept millions d'appareils et utilisent cent huit millions de pellicules par an.

Egalement au sommaire

■ Cinéma : rencontre avec Arnaud Desplechin. ■ La sélection de la semaine.

pages 27 à 36

EDUCATION ♦ CAMPUS

■ L'orientation à plusieurs voix. ■ Des lycéens très « pros ». ■ Turbulences au SGEN-CFDT. ■ Repères. ■ L'alternance en pointillé. ■ Université : le front du refus. ■ Géographies à l'écran. ■ Point de vue : Les vertus du partenariat, par Jean-Claude Werrebrouck.

pages 13 à 18



Annie Ernaux

Passion simple

nrf

GALLIMARD

La « méthode Tapie »

Après l'expérience de Montfermeil, le ministre de la ville veut créer un établissement public pour les banlieues

par Philippe Bernold

M. Bernard Tapie devait annoncer mercredi 20 mai au conseil des ministres plusieurs mesures pour les banlieues, dont la création d'un établissement public. La rencontre du raider d'Adidas et de la banlieue en crise a commencé le 18 avril 1991 devant les jeunes bours de la cité des Bosquets de Montfermeil (Seine-Saint-Denis). Ce soir-là, M. Tapie annonce trente-huit initiatives destinées à sortir de l'impasse un quartier devenu le symbole de la relégation urbaine et du glissement des banlieues françaises vers le ghetto ethnique, depuis que le maire y a refusé l'inscription d'enfants étrangers à l'école.

Les Bosquets, enclave de béton, de misère et d'insécurité en pleine zone pavillonnaire, où s'entassent des étrangers en mal de logement, vont devenir le laboratoire de la « méthode Tapie ». Le carnet d'adresses du député des Bouches-du-Rhône, son talent médiatique, son aura de « tombeur de Le Pen » et son tempérament de gagnant sont les atouts de l'opération baptisée « Forum des citoyens ».

M. Tapie se fait fort de bousculer les barrières politiques et

l'inertie administrative qui ont fait des Bosquets une aberration urbanistique, un réservoir de mal-vivre et un épouvantail pour l'extrême droite. M. Tapie brandit toutes ses casquettes. Il annonce la création d'une école de football dirigée par Michel Hidalgo, la participation de jeunes de la cité au marathon de New-York, l'implantation de nouvelles entreprises et d'une école de formation.

Cette première intrusion spectaculaire d'un industriel dans la sphère du social doit montrer la voie. Mais Tapie le politique n'apparaît pas à Montfermeil. C'est la condition qu'a mise à sa venue, le maire de la ville, Pierre Bernard, condamné par deux fois pour discrimination raciale, et qui partage aujourd'hui le Combat pour les valeurs de Philippe de Villiers.

Fascinés par l'image de Bernard Tapie, les Bosquets se prennent à rêver. « Tapie, c'était l'image du père, le symbole de la réussite et de l'avenir. Des choses qui n'existent quasiment plus dans la tête des jeunes », constate Laurence Khloyan, directrice de la Mission avenir jeunes (MAJ).

Lire la suite et l'article de MARC AMBROISE-RENDU page 10

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 780 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Espagne, 160 PTA; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 Fl.; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 Fl.; Portugal, 170 ESC; Suède, 450 F SFA; Suisse, 1,20 FS; USA, 1,25 \$; USA (Hawaï), 2,50 \$.



DÉBATS

Histoire

Les « archives de Moscou »

par Pierre Broué

DEPUIS quelques mois, la presse se préoccupe légitimement du sort des « archives de Moscou ». Moins bruyamment peut-être se succèdent à Moscou des émissions de grandes universités, de maisons d'édition, de groupes de presse agitant des chèques riches en zéros et proposant des équipes de chercheurs et de spécialistes.

Or qu'y a-t-il d'exceptionnel dans ces archives ? Mon sentiment est que les amateurs de scoops devraient s'abstenir, car ils ne trouveront rien, ou bien des épisodes remâchés qu'ils risquent de ne pas reconnaître.

J'ai devant moi une liste complète des cinq cent cinquante et un fonds des « archives centrales du parti » (Institut du marxisme-léninisme) près le CC du PCUS. C'est de ces archives-là et de celles du Komintern qu'il s'agit. Il n'est pas question encore d'ouvrir aux chercheurs les pièces du « fonds Staline », ni celles des archives du KGB.

Aussi bien, le grand bénéficiaire de l'ouverture va être le chercheur en histoire russe, et pas seulement pour la période d'après 1917, où l'on attend du « sensationnel », mais pour les décennies précédentes.

Ainsi, les archives de police sur les groupes clandestins, par exemple le fonds du groupe Emancipation du travail quand Lénine y militait, les *meimonts* de Trotski les collections de journaux et revues, légers et illégaux, bolcheviques ou non, les coupures, les notes, les interrogatoires, vont nous introduire dans une réalité concrète dont les idéologues tranchent volontiers plus que les vrais historiens. On appréciera de trouver les bibliothèques russes de l'exil, rachetées en bloc en Suisse, après la révolution.

On aura même sa part de « mystère historique » avec le « fonds Azéva », ce fonds de Trotski de la police tsariste qui était parvenu à la tête de l'organisation terroriste populiste et partageait son temps entre les attentats qu'il préparait, et dénonçait pour justifier son salaire, et ceux qu'il menait à bien pour conserver la confiance de ses camarades.

La mémoire du mouvement ouvrier

Enfin l'historien de l'URSS s'attache avec intérêt non seulement aux multiples fonds de rapports de commissions, d'enquêtes, etc. sur la situation à différentes époques, ici ou là, mais aussi aux fonds qui centralisent nombre d'informations, comme les cinq placards à part et à la suite — Zinoviev, Kamenev, Trotski, Radek, Boukharine — ou encore le fonds Martov.

Ces archives ont commencé à être rassemblées à une époque où Moscou voulait être une capitale culturelle internationale — celle du mouvement ouvrier — et où, dans le monde entier, des spécialistes de la compétence d'un Boris Souverain traquaient bibliothèques et archives de militants pour les « sauver » grâce à Moscou, où elles sont maintenant cloîtrées depuis plus d'un demi-siècle.

Du coup, la part est peut-être plus belle encore pour le marxologue ou le germaniste. On sent qu'ici les achats furent guidés par la main du grand spécialiste qu'était D.B. Riazanov. Il faudra des années pour connaître le contenu, non seulement des fonds Marx et Engels mais de leurs « satellites ». Je cite, au hasard, Feuerbach, Sorge, Weydemeyer, Freiligrath, Kugelmann, Ferdinand Lassalle. Et Clara Zetkin, Mehring, Eduard Bernstein, Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Karl Kautsky, autour de Wilhelm Liebknecht et August Bebel, montent une « garde rapprochée » probablement d'une grande richesse. Fervus est là lui aussi.

Les historiens français du dix-neuvième siècle qui connaissent peu l'URSS auront sans doute d'énormes surprises. En dehors des fonds généraux sur l'histoire française, il existe d'abord des fonds sur la Révolution de 1789, « les révolutions françaises », la Commune et ses lendemains. Rien d'étonnant à trouver ici un fonds Babeuf, et aussi un fonds Antoinette, un fonds Buonarroti, des fonds Marc Antoine Julien, Jacques Roux. On ne s'étonnera pas — connaissant l'ouverture d'esprit des révolutionnaires du début des années 20 — de l'existence de fonds

Saint-Simon, Enfantin, Cabet, Pierre Leroux, Louis Blanc pour les utopistes, mais aussi Lamennais, Armand Marrast, Gustave Flourens, Elie et Elisee Reclus, et, bien entendu, Auguste Blanqui et Pierre Joseph Proudhon.

Dans cette caverne d'Ali Baba de la mémoire du mouvement ouvrier, dorment les fonds retrouvés, choisis avec soin et achetés par Souvarine, qui y consacra dix ans de vie professionnelle (même après sa rupture avec le stalinisme) : le fonds Barbès, mais aussi le fonds Benoît Malon et ceux des communistes, Edouard Vaillant, Louise Michel, Cluseret, Delescluze, Lhuillier, Vermorel, Félix Pyat, et ce fonds Lissagay dont on peut imaginer la richesse puisqu'il fut sans doute la base de sa fameuse Histoire de la Commune de 1871. Plus près de nous, un fonds Merheim, important pour la période 1914-1917, un fonds Cachin qui empiète un peu sur les fonds du Komintern.

Pourquoi, au détour d'une ligne, un fonds dont une parenthèse nous informe qu'il s'agit des archives du « trotskiste » néerlandais Sneevliet (fusillé par l'occupant allemand en 1943) ? Comment sont-elles venues en URSS ? Pourquoi ce fonds n'est pas au KGB ? Erreur, grain de sable mécanique ? Laissons les « kaguébologues » s'exciter tout seuls. L'incident en tout cas doit nous rappeler que certains « princes » peu charmants pénètrent pendant ces années dans le château aux documents dormants, et nous invitent à ne pas relâcher notre vigilance.

Mon horizon sur les archives du Komintern est plus limité pour le moment. Je sais seulement que, pour les deux ou trois chapitres que j'ai consacrés dans un de mes livres au fiasco de l'Octobre allemand de 1923, je découvre les documents intégraux que j'avais pu citer d'après les extraits, faute d'autorisation de pénétrer en URSS : thèses de Zinoviev sur l'Allemagne, ordres du jour de Trotski à l'armée rouge, débats au comité central pendant plus d'une semaine, décision de prendre le risque de la guerre pour aider la révolution allemande. Tout cela, personne ne le croyait quand Trotski était l'unique source.

Je voudrais conclure en signalant la création d'une initiative internationale pour la sauvegarde, la mise en état de recherche et l'étude des archives du Komintern (1), à l'initiative de plus d'une centaine d'historiens de tous pays, dans les colloques de La Chaux-de-Fonds et de Mannheim, et qui a reçu à Moscou un accueil excellent. Siègent notamment dans le groupe le grand spécialiste allemand Hermann Weber, le Dr Konrad de Graz et Fridrikh Firtsov qui, à l'Institut du marxisme-léninisme, fut si longtemps le vrai « conservateur », au sens noble et correct du terme, de ce trésor.

(1) Adresses de l'initiative. Pour l'Europe, Dr Bernard B. Bayle, Kaiser Allee 39, D 5100 Aachen (Allemagne), tél. 241-78-05. Pour la Russie, Dr Aleksandr Vaitis, 107014 Moscou, Solokhinskaya ul. 3-190, tél. 369-47-46.

Pierre Broué est historien et biographe de Trotski, coordonnateur de l'initiative pour la sauvegarde des archives du Komintern.

Disons qu'il s'appelle Dominique. Il a dix-sept ans. Vous ne le connaissez pas, moi non plus — ou plutôt j'en connais tant qu'il ressemble avec leur mère noire, leur accent qu'ils accusent encore, leur regard lourd d'insulaires toujours prompts à gesticuler dans le regard de l'autre ce soupçon de différence qui les irrite et les conforte à la fois.

Dominique est au lycée, à Bastia. A lui et à ses congénères, pour adoucir la rentrée scolaire et écarter les invendus de dernière minute, on avait offert des places gratuites pour le match. Le match — Bastia contre l'OM — les parents pauvres contre les cousins riches et glorieux du continent, — la fierté, le combat, la fête, à l'unisson d'un peuple dispersé, meurtri, orgueilleux, qui pour un moment, tout en sachant qu'il allait perdre, savourait l'ivresse d'espérer la victoire.

Les lycéens, on les avait placés tout en haut de la tribune épidermique qu'il avait bien fallu édifier pour que le stade Furiani masque sa petitesse et sa misère, pour qu'il soit à la hauteur. Le Corse veut toujours être à la hauteur, sans rien dire, ou alors il se dérobe, sans rien dire.

Dominique était venu avec sa copine. Elle est à l'hôpital, la jambe ouverte, il n'a rien. Rien

sauf des contusions, et des noirs à l'âme. Et le frayer qui revient par rafales, de s'être senti tomber en une fraction de seconde, en même temps que ces journalistes placés juste en dessous de lui et qu'il observait sans en avoir l'air — ça ne se fait pas, en Corse, de manifester de l'intérêt pour ce qu'on ne sait pas faire. Il les regardait quand même, Dominique, il était content d'être près d'eux, sans en avoir l'air. Il les a vus broyés quelques secondes plus tard, coincés, cassés, et lui n'avait rien. Sa copine avait mal, très mal, elle a vite été prise en charge, il lui a tenu la main le plus longtemps possible avant d'arriver, comme tant d'autres, au centre de la pelouse, à chercher les caméras de télévision pour faire furtivement un geste qui rassure la famille, réunie devant la poste, au village.

Il n'a rien, Dominique, sauf la colère. Cette colère qui le berce depuis l'enfance, puisqu'il est corse — cette colère rentrée, qui ronge lentement, le temps d'une vie dans l'administration, jusqu'à la prématé, et qui fait que l'on grommelle contre tout, contre les touristes quand il y en a et quand il n'y en a pas, contre la pluie et contre la sécheresse, contre le soleil et contre l'ombre, contre les dérogations et contre les subventions, contre l'exil et contre le

confinement insulaire, contre les anciens, les clans, et contre les modernes qui veulent les remplacer.

Le dicton affirme : la Corse ne sera jamais heureuse. Et le Corse en est convaincu, il n'est pas fait pour le même bonheur que les autres. Il est de Méditerranée, il est d'une île perdue par le destin, la fatalité, l'ananké des Grecs, qui drapent de noir les femmes jeunes, burine les visages, étourdit les regards qui se détournent de la mer trop bleue pour aller vers le sombre des montagnes. Le Corse rêve d'Empire, de colonies perdues et construites par ses ancêtres, il se bute à son île qu'il ne saurait quitter même s'il doit vivre ailleurs, et qu'il préserve à sa manière parfois violente, intolérante, explosive.

La violence et la colère, les frustrations, l'espoir qui n'a plus que la forme d'un ballon et la couleur d'une équipe, ce sont, partout en Europe, les ingrédients du football — sport populaire, incantatoire, exutoire, sport de pauvres tourmentés par l'argent qu'il rapporte aux autres, aux managers, aux organisateurs, aux joueurs et aux télévisions.

A Bastia, ce mardi soir, dans le stade Furiani, agrandi deux fois pour l'occasion, Dominique n'avait au cœur que la fête, heureux et inconscient de tenir son

Bastia

Le petit Corse

par Christine Ockrent

de figurant du grand spectacle télévisé, celui qui hurle sa passion et qui tape des pieds. Quand le chant corse retentit pour saluer les deux équipes, il eut comme tous les autres la larme à l'âme. Puis ce fut la tragédie. La tragédie à la corse, digne, retenue, pudique, toute en violence rentrée, la tragédie d'un peuple qui en a l'habitude et qui y retrouve ses valeurs : la solidarité, l'entraide, la famille.

Il est facile d'aimer la Corse, si belle. Il est plus difficile d'aimer les CorSES et de les comprendre, ils s'y dérobent par pudeur, par différence, et leurs excès les desservent. Quand on les aime, et c'est un privilège, on sait que c'est en faisant nôtre leurs valeurs, même un moment, qu'on leur permet d'oublier que la Corse est une île, de Méditerranée, de bleu et de noir.

Depuis la catastrophe, Dominique retourne au stade pour voir et revoir les décombres, pour éprouver la frayeur, entretenir sa colère. Il sera content, sans en avoir l'air, de sentir qu'on continue de penser à lui.

★ Ce texte a fait l'objet d'une chronique diffusée le dimanche à 8 h 45 sur France Inter.

COURRIER

Les jeux du cirque

N'en déplaise à ceux qui voudraient que les langues anciennes fussent des langues mortes, la lecture des classiques serait des plus profitables, y compris pour les organisateurs de spectacles sportifs.

Tacite nous raconte, en effet, la catastrophe survenue, près de Rome, sous le règne de Tibère, lorsqu'un amphithéâtre s'effondra sous le poids de cinquante mille personnes, réunies pour un spectacle de gladiateurs. « Un certain Attilus, affranchi d'origine, avait construit son amphithéâtre sans en assurer les fondations sur un sol ferme, ni en consolider par des liens assez forts la charpente de bois ; aussi bien n'eût-ce pas la surabondance de richesses ni l'ambition de se populariser dans sa ville, mais un sordide intérêt, qui lui avait suggéré cette entreprise. Là coururent, avides de tels spectacles et sévres de plaisirs sous un prince comme Tibère, une multitude de tout sexe, de tout âge, dont la proximité de Rome augmentait l'affluence. La catastrophe en fut plus terrible. L'édifice entièrement rampli, ses flancs se déchirèrent ; il s'écroula en débris, se renversa en dehors, entraînant dans sa chute et couvrant de ses ruines la foule innombrable qui regardait les jeux ou se pressait à l'entour ».

L'historien souligne l'efficacité des secours et l'élan de solidarité envers les victimes ; il évoque les mesures décidées pour prévenir le retour d'une telle catastrophe : un sénatus-consulte défendit d'édifier aucun amphithéâtre que la solidité du terrain n'eût été constatée. Quant au responsable, Attilus, il fut jugé coupable et envoyé en exil. (Annales. Livre IV, chapitres 62 et 63). Saurions-nous, aussi, tirer les leçons de la catastrophe de Furiani ? Ceux qui ignorent l'histoire, dit-on, sont condamnés à la revivre.

MICHEL LEROY (Boulogne-sur-Seine)

Civiliser les spectateurs

On a vu à Bastia des supporters chauffés à blanc, incapables de se conformer aux demandes répétées d'un service de sécurité qui leur demandait de ne plus taper des pieds. On a vu les fonctionnaires enlever à la hâte les barrières séparant le public du terrain, barrières contre lesquelles d'autres supporters, en d'autres lieux, péroreraient étonnés. La première mesure de sécurité ne serait-elle pas de civiliser les spectateurs et ceux qui gravitent autour du sport ? Plus de grilles, les civilisés n'en ont nul besoin, et à ces gentlemen ne sont pas capables de contenir leurs pulsions élémentaires plus de matches. Et ces grilles ne sont-elles pas le signe tangible d'un déclin de civilisation ? Je mesure de moins en moins la différence entre ces jeux et ceux de la décadence romaine puisque chez nous, dans un Occident qui se dit civilisé, les mises à mort sont de plus en plus fréquentes.

CHARLES PROST (Cesson)

Le message du football

Pourquoi a-t-on pris la décision de supprimer la finale de la Coupe de France pour délit d'indécence ? Je comprends qu'à l'heure où ces lignes sont écrites des personnes luttent contre la mort et que cette question semble dérisoire. Mais puisqu'il s'agit de décence, il convient d'éclaircir cette décision.

Les joueurs de Bastia, nous le comprenons trop bien hélas, dans un élan spontané du cœur ont réagis à disputer leur chance. Dans ce dramatique contexte, Mougins et Marseille ne se voient pas brandir une coupe aux parfums mortuaires ; qui oserait le leur reprocher ? Personne, bien entendu. S'est-on demandé à la FFF pourquoi en 1941, 1942, 1943 Bordeaux, le Red Star et Marseille brandirent une coupe, alors que l'abomination de l'holocauste se déroulait à quelques kilomètres de là ? Reproche-t-on à Maurice Kempes de brandir une Coupe du monde en 1978 à Buenos Aires entouré de généraux dictateurs ? Trouva-t-on à redire à la poignée de main de 1974 entre Beckenbauer pour la République fédérale et Bransch pour la République démocratique, consacrant ainsi, par le biais du sport universel, le criminel déclin d'un peuple ?

Pourtant, elles le furent ; et c'est très bien ainsi. Car le football est, de nos jours, plus qu'un sport : il délivre un message. On peut le déplorer, mais c'est ainsi. (.)

Je ne pense pas avoir tenu des propos indécents en disant cela. Je pense au contraire que le meilleur moyen pour un footballeur d'honorer la mémoire des victimes est de disputer une rencontre de football avec toute sa générosité pour la Corse, pour la douleur des CorSES.

JEAN-PHILIPPE MALOSSE

Une prétention excessive

Si Bastia veut avoir un club de football professionnel, elle doit en payer le prix. Chaque quinzaine, en saison, une rencontre a lieu à Furiani. La moyenne des spectateurs à l'heure actuelle, mille personnes (certains ont des toilettes payantes). A l'étranger, les grands stades, malgré la télévision et les autres possibilités de distraction qu'offre la société moderne, quoique immenses, sont pleins. Un stade de vingt mille personnes, en Corse, serait vide à longueur d'année. Ce vide ferait ressortir le gaspillage causé par son édification et son entretien, gaspillage qui constituerait une sorte de scandale.

Puisque les CorSES ne veulent pas ou ne peuvent pas soutenir leurs équipes en supporters conséquents (ce qui impliquerait une moyenne de dix mille spectateurs par rencontre), ils devraient être raisonnables et ne pas exiger des rencontres de clubs professionnels que des rencontres d'un intérêt particulièrement exceptionnel se déroulent en Corse.

Les dirigeants du SCB ont voulu, par deux fois, faire plaisir aux CorSES insulaires. Lors de « l'épopée » de la coupe de l'UEFA, le club d'Eindhoven aurait sans doute perdu si le match aller s'était déroulé au stade-vélodrome de Marseille ou au Parc des Princes. Mardi 5 mai, toujours pour faire plaisir, contre tout bon sens, la Corse et le sport ont été endeuillés. Que les CorSES aient l'intelligence de tirer la leçon qui s'impose ; la providence ou le destin la leur font payer assez cher.

HENRI ANTONI (Paris)

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourme, gérant directeur de la publication

Bruno Frappart, directeur de la rédaction

Jacques Guin, directeur de la gestion

Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Ferenczi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Télécopieur : 49-60-30-10

ÉTRANGER

Après l'accord conclu avec le président du Kazakhstan

Les Etats-Unis et les quatre Républiques nucléaires de la CEI devraient mettre en œuvre le traité START

La visite à Washington de M. Noursoultan Nazarbaev, le président du Kazakhstan, une des quatre Républiques nucléaires de l'ex-URSS, a permis, mardi 19 mai, de franchir un pas important vers la mise en application du traité START sur la réduction des arsenaux atomiques stratégiques. A l'issue des entretiens que M. Nazarbaev a eus à la Maison Blanche et au département d'Etat, les deux parties ont annoncé s'être entendues sur un projet de protocole d'application de l'accord START. Si les trois autres Républiques nucléaires - la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine - en conviennent, le protocole pourrait être signé par tous les intéressés le week-end prochain à Lisbonne à l'occasion de la deuxième réunion de la Conférence sur l'aide internationale à l'ex-URSS.

WASHINGTON

de notre correspondant

Conclu en juillet 1991 entre Washington et Moscou, l'accord START, qui prévoit la réduction d'un tiers des armements stratégiques (de longue portée) des Deux Grands de l'époque, n'a pu être mis en application, ni même ratifié par le Sénat américain, du fait du démantèlement de l'un de ses signataires, l'URSS. L'éclatement de celle-ci en quatre puissances nucléaires a changé les données du désarmement.

Washington aurait souhaité voir la Russie devenir l'héritière unique de l'URSS en matière nucléaire. Les Etats-Unis n'ont pas caché qu'ils s'opposaient, en ce domaine, à ne garder qu'un seul interlocuteur, en l'espèce la Russie. Faute d'y arriver, les deux parties se sont

entendues que les quatre Républiques sur lesquelles se trouvent les engins nucléaires de l'ex-URSS signent un protocole les engageant à appliquer le traité START.

En principe, la Russie et la Biélorussie n'y trouvent rien à redire. Plus problématique paraissait être l'accord de l'Ukraine et du Kazakhstan, deux Républiques qui se méfient de «l'impérialisme» russe et entendent utiliser comme moyen de pression les armes nucléaires se trouvant sur leur territoire. Un accord sur le projet de protocole a été conclu avec l'Ukraine le 6 mai dernier lors de la visite à Washington du président Leonid Kravtchouk.

Des garanties de sécurité

C'est maintenant chose faite avec le Kazakhstan, qui est apparu comme le plus réticent à s'engager dans cette voie. En fait, Washington avait fait savoir que l'aide économique dépendrait de la bonne disposition de ces deux Républiques en matière de désarmement; celles-ci, en retour, utilisaient les armes nucléaires comme monnaie d'échange aussi bien dans leurs relations avec la Russie qu'avec les Occidentaux.

Le Kazakhstan dispose de 104 missiles SS-18, armés de dix têtes nucléaires chacun et qui font de ce pays la quatrième puissance nucléaire du monde; bragués sur les Etats-Unis, ces engins figurent parmi les missiles que Washington estime être les plus dangereux dans la panoplie de l'ex-URSS. Selon le traité START, la moitié doit être éliminée d'ici à 1999. Aux termes du projet de protocole, le président Nazarbaev s'est engagé à les retirer tous dans le même délai. Dans une déclaration conjointe signée par le président George Bush et son hôte, le Kazakhstan «garantit l'élimination sur son territoire de tous types d'armes nucléaires (...) au cours d'une période de sept ans».



Au cours de la laborieuse négociation menée depuis plusieurs mois avec les Etats-Unis - en fait, essentiellement avec le secrétaire d'Etat, M. James Baker, par téléphone - M. Nazarbaev avait tenté de faire valoir que son pays possédait «temporairement» rester une puissance nucléaire militaire. Il a finalement cédé aux pressions américaines, et la déclaration commune stipule que le «Kazakhstan adhère le plus tôt possible au traité sur la non-prolifération (TNP) des armes nucléaires en tant qu'Etat non nucléaire».

Aller plus loin

Le président kazakh indique encore qu'il a été incité à adhérer au traité START après que son pays ait conclu, la semaine dernière, un accord de sécurité avec la Russie et quatre autres Républiques de l'ex-URSS et après avoir reçu l'assurance que la Chine renoncerait à toute revendication sur le territoire du Kazakhstan.

Les Etats-Unis doivent maintenant soumettre à la Russie et à la

paix en dehors de la zone traditionnelle de l'OTAN.

Troisième mission: le corps européen se mue en unité de «capacités vertes», comme on appelle parfois ces soldats voués à l'action humanitaire ou à la protection de l'environnement. Un tel engagement peut se faire au profit de l'UEO ou de toute autre intervention internationale, collaboration par les Etats qui ont fourni des contingents nationaux à ce corps européen.

Pour l'instant, la France et l'Allemagne ont jeté les bases d'une formation qui se veut très souple. C'est la raison pour laquelle les deux pays ont proposé à d'autres Etats européens de se joindre à leur projet. Cette invitation a été adressée notamment à la Belgique, au Luxembourg et à l'Espagne. Elle n'est pas exclusive. Le Portugal, l'Italie, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne ont été sollicités d'y participer dès qu'ils le souhaiteront.

Ces Etats membres de l'UEO pourraient rallier le corps européen selon diverses formules qui sont à l'étude et qui leur permettraient, par exemple, de lui rattacher des unités nationales de leur choix ou des formations affectées, dans les mêmes conditions, à la défense principale de l'OTAN.

Le testament du général Galvin

Cette éventualité n'est pas du goût des Américains. Certes, Français et Allemands considèrent ce corps de 35 000 à 40 000 hommes comme un moyen pour eux d'affirmer l'identité européenne de défense qui a été formellement reconnue par le futur traité de Maastricht. Mais de nombreux dirigeants aux Etats-Unis voient dans cette aventure le risque d'une rivalité entre l'OTAN et l'UEO et, du même coup, ils craignent un affaiblissement de la coalition occidentale, du fait d'une coopération militaire «à la carte» qui se généraliserait entre alliés sur le modèle de ce que la France a instauré après le retrait de ses forces des commandements intégrés en 1967.

A Paris, dans les milieux militaires, on considère que les Américains affectent de ne pas comprendre que le statut des forces alliées en Allemagne a radicalement changé depuis la réunification et la dissolution du «bloc» communiste. Après le départ des forces ex-soviétiques prévu pour 1994, l'Allemagne retrouvera sans doute une marge accrue d'autonomie vis-à-vis de ses alliés et, en particulier, il y a tout lieu de croire que l'Union européenne deviendra,

dans ces circonstances, le creuset à terme d'une défense commune du continent européen.

Dans cette hypothèse, le corps franco-allemand devrait agir en propre mais être placé sous contrôle opérationnel de l'OTAN.

Quittant prochainement ses fonctions de commandant suprême des forces alliées en Europe, le général John Galvin a laissé - à l'intention du Congrès américain - un testament où il est loin de condamner, quant à lui, le projet de corps européen.

En 1992, fait-il observer, les forces américaines en Europe totalisent 312 000 hommes. En 1995, elles réuniront 150 000 hommes. C'est suffisant pour servir en priorité à l'entretien des infrastructures nécessaires à l'accueil, s'il le fallait, des renforts déployés depuis les Etats-Unis. «La politique de Washington», a expliqué le général Galvin, «est d'encourager les Européens à mieux assurer par eux-mêmes leur sécurité. Tant que cela ne trouble pas l'Organisation atlantique, il faut laisser davantage faire l'Europe».

Pressé de dire si le corps européen en devenant travaillera avec l'OTAN, il a estimé que tel sera le cas avec l'assentiment des gouvernements en cause, comme ça l'est déjà. «Du reste, a conclu le général Galvin en soulignant le caractère positif de cette initiative, Français et Allemands ont offert à d'autres Européens la possibilité de participer à ce corps», selon une formule qui reste à creuser.

JACQUES ISNARD

Le nouvel ambassadeur de France en Allemagne a pris ses fonctions. - M. Bertrand Dufourcq a présenté mardi 19 mai à Bonn ses lettres de créance au président de la République fédérale allemande, M. Richard von Weizsäcker. Il remplace M. Serge Boidevaux, nommé au début de l'année secrétaire général du Quai d'Orsay. Directeur du cabinet du ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, entre 1984 et 1985, M. Dufourcq a été, de 1988 à 1991, directeur des affaires politiques du ministère et secrétaire adjoint du secrétaire d'Etat au conseil de défense franco-allemand à un moment particulièrement crucial des relations entre la France et l'Allemagne, réunifiée en 1990. Il parle allemand et il a été, à partir de février 1991, le dernier ambassadeur de France auprès de l'ex-Union soviétique. - (Corresp.)

Accueil favorable à la demande suisse d'adhésion à la CEE

La France a exprimé, mardi 19 mai, sa satisfaction après l'annonce par la Suisse de son intention de demander son adhésion à la Communauté européenne. «Évidemment, l'adhésion de la Suisse à la CEE, qui sera d'abord l'affaire du peuple suisse, suppose, dans notre esprit, si adhésion il y a, que ce pays adhère à la totalité de l'acquis communautaire, y compris l'acquis de Maastricht», a précisé le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard.

Une perspective qui ne semble pas effrayer la Suisse si l'on en croit la presse helvétique, qui a réagi très favorablement à l'annonce de la prochaine demande d'adhésion à la CEE. A quelques exceptions près, elle se félicite de la position du gouvernement. Les commentaires les plus enthousiastes viennent des éditorialistes de la presse suisse romande. «L'Europe retrouve son cœur», affirme la Tribune de Genève.

Pour le quotidien la Suisse, il était «grand temps de redéfinir la place et l'apport de notre pays au sein de l'Europe en gestation. Le Conseil fédéral [gouvernement] a enfin le courage de le reconnaître». Le Journal de Genève, lui aussi, salue la décision du gouvernement, qui a «le mérite d'être claire». Seul le journal lausannois 24 Heures se montre plus réservé en semblant regretter la précipitation de Berne. Au moment où l'Europe «est en train de réfléchir à la réforme de ses institutions (...) il n'est pas prudent d'en observer les très grandes lignes avant de se déclarer». La presse suisse allemande est elle aussi presque unanime à saluer «le courage» du Conseil fédéral: «Magnifique, courageux et conséquent», s'exclame la Berner Zeitung de Berne. - (AFP, Reuters)

Les présidents du Costa-Rica, du Honduras et du Panama repartent par M. Mitterrand. - Dans le cadre d'une tournée européenne visant à défendre les exportations de bananes d'Amérique centrale dans la perspective du marché unique européen de 1993 (le 11 mai), les présidents costaricien Rafael Calderon, hondurien Rafael Callejas et panaméen Guillermo Endara devaient être reçus, mercredi 20 mai à l'Elysée, par M. François Mitterrand. L'Amérique latine fournit 60 % des importations de bananes de la CEE, frappées d'un droit de douane de 20 %, sauf en Allemagne. Les Latino-Américains souhaitent que ce fruit figure parmi les produits agricoles pour lesquels le directeur général du GATT réclame la suppression des contingents et une tarification généralisée. La France, comme d'autres pays de la CEE, entend soutenir ses propres producteurs et respecter les accords passés avec les pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) dans le cadre de la convention de Lomé. - (AFP)

Le corps d'armée franco-allemand

Suite de la première page

Avec la création d'un corps européen de 35 000 à 40 000 hommes, la France et l'Allemagne franchissent une nouvelle étape qui laisse loin derrière le projet de la brigade mixte de 4 000 hommes, constituée au début des années 90. De celle-ci, on a dit qu'elle était surtout une école pour l'apprentissage des deux langues. Du corps européen, on doit admettre qu'il s'agit d'une formation militaire dont l'ambition est de remplir des missions opérationnelles.

Outre la brigade mixte existante, le corps européen, qui aura son PC à Strasbourg, inclut la 1^{re} division blindée française, stationnée à Lamoignon, et deux brigades mécanisées allemandes, qui sont l'équivalent d'une division blindée.

Trois missions principales

L'état-major commencera de s'installer cet été: il est voué à devenir un véritable PC chargé de la gestion, dite organique, des unités impliquées et - ce qui est nouveau et important - de la planification des opérations éventuelles sur le terrain. La brigade mixte lui sera affectée l'an prochain. En principe, le corps, avec les deux divisions blindées qui lui seront rattachées, devrait être opérationnellement prêt en 1993.

Les deux armées se sont mises d'accord pour attribuer à cette grande unité une série de missions, à charge pour l'ensemble du corps d'être employé, le cas échéant, dans le cadre constitutionnel propre à chacun des pays en cause.

Le secrétaire général de la Ligue arabe à l'Elysée. - Après un entretien avec le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Ismaïl Abdel Meguid, sera reçu, mardi 26 mai, par le président François Mitterrand, à l'Elysée. La crise qui oppose la Libye aux pays occidentaux à propos des attentats contre le Boeing de la PanAm et le DC-10 d'UTA devrait notamment figurer à l'ordre du jour des entretiens.

Par cette formule, il est convenu que l'Allemagne doit résoudre le problème politique et juridique de savoir si la Bundeswehr respecte la Constitution, à partir du moment où elle peut être appelée, dans un cadre multinational, à intervenir hors de la zone de l'OTAN. Sur ce thème, le débat reste ouvert outre-Rhin entre les différentes formations politiques.

Première mission: le corps européen agit au profit de la défense, dite principale, de l'Europe, conformément aux articles 3 du traité de Bruxelles (qui fonde l'Union de l'Europe occidentale en 1948) et du traité de Washington (qui crée l'OTAN en 1949). Ces articles stipulent, tous les deux, que les pays contractants se doivent aide et assistance militaire dès que l'un d'eux est victime d'une agression extérieure.

Dans ce cadre, le corps européen opère - et la France en avait accepté en novembre 1991 la perspective bien que le débat ne paraît pas tranché - sous la double casquette de l'OTAN et de l'UEO. Il faudra donc revoir les accords dits Ailleret-Lemnitz (1967) et Valentin-Ferber (1974), du nom des chefs militaires de l'époque, qui fixent les conditions dans lesquelles l'armée française intervient au sein ou en marge de l'OTAN. Mais le principe reste le même.

Le nouveau corps n'est pas assigné à l'OTAN en permanence. Il peut être mis, en cas de besoin, à la disposition des commandements alliés, sur la base des accords qui seront alors passés et qui s'inscriront de la procédure spéciale de mise sous «contrôle opérationnel», en vigueur actuellement pour les forces françaises.

En clair, le corps européen ne peut pas, lors de ses missions, être démantelé pour être utilisé de façon dispersée; il accomplit ses missions dans un cadre de temps et de lieu qui a été déterminé à l'avance et qui est approuvé à chaque fois par les gouvernements, et qui conduit lui-même ses opérations.

Deuxième mission: le corps européen peut être appelé pour le maintien et le rétablissement de la

«Que Sais-je?» et l'environnement.

L'agriculture biologique, par Catherine de Silguy - N° 2632.

L'aménagement urbain, par Denis Rousseau et Georges Vauzeilles - N° 2664.

La défense de l'environnement en France, par Jean-Luc Mathieu - N° 2662.

L'environnement, par Jacques Vernier - N° 2667.

La pollution des eaux, par Jean-Bernard Leroy - N° 983 (2^e édition corrigée).

La protection internationale de l'environnement, par Jean-Luc Mathieu - N° 2636.

Les transports urbains, par Pierre Merlin - N° 1344.

L'urbanisme, par Pierre Merlin - N° 187.

Les verts, par Guillaume Sainteny - N° 2554 (2^e édition corrigée).

Les villes nouvelles en France, par Pierre Merlin - N° 2609.

Chaque volume 128 pages, 38 F.



COLLECTION «QUE SAIS-JE?» L'encyclopédie au format de poche

هكمان النكل

ASIE

THAÏLANDE : troisième nuit de violences dans la capitale

Des dissensions semblent se faire jour entre militaires à Bangkok

BANGKOK

de notre correspondant

Défiant l'état d'urgence, des milliers de personnes ont encore manifesté, dans la nuit du mardi 19 au mercredi 20 mai, sur le campus de l'université de Ramkhamhaeng, dans la banlieue de Bangkok. Le meeting, au cours duquel les orateurs ont réclamé la libération des détenus et demandé au roi d'intervenir publiquement, s'est déroulé dans une atmosphère tendue, mais sans incident notable.

Les forces de l'ordre ne sont pas intervenues et, mercredi en fin de matinée, de quatre à cinq mille étudiants, encore réunis sur le campus, ont élevé des barricades dotées de chausse-trappes pour assurer leur propre protection. Dans le reste de la capitale thaïlandaise, occupée par l'armée, la vie a repris mercredi matin après une nuit où, suivant les conseils insistants des autorités, les habitants étaient demeurés calfeutrés chez eux.

Des rumeurs faisaient toutefois état, en milieu de journée, de dissensions entre militaires. Mardi, dans l'après-midi et la

soirée, les chaînes de télévision ont diffusé à plusieurs reprises une allocution du premier ministre, le général Suchinda Krapayoon, accusant de « subversion » et de sympathies communistes « un officier qui s'est lancé dans la politique et est devenu le chef d'un parti politique ». Il ne pouvait s'agir que du général Chaovalit Yongchaiyut, président de la principale formation de l'opposition parlementaire, le Parti de la nouvelle aspiration (PNA).

On apprenait, entre-temps, que le général Chaovalit, prédécesseur du général Suchinda à la tête des forces armées, figurait sur une liste de dix-sept personnes qui ont reçu l'interdiction de quitter le territoire national. Objet d'un mandat d'arrêt, l'adjoint de M. Chaovalit, M. Veera Musgpong, s'est, de son côté, rendu aux autorités.

La chasse aux opposants se poursuivait, le général Suchinda a clairement indiqué qu'il ne se retirerait pas. Cette fermeté s'était confirmée, mardi en début de matinée, quand l'armée a de nouveau tiré sur des manifestants et occupé l'hôtel Royal, rendez-vous de journalistes et d'observa-

teurs, où de nombreux manifestants s'étaient réfugiés la nuit précédente. Les arrestations ont été conduites de façon particulièrement brutale.

Selon le *Bangkok Post*, trois mille personnes ont été arrêtées dans la seule matinée de mardi. Un bilan officiel des victimes donné mardi après-midi - seize morts et quatre cents blessés - est contesté par de nombreux observateurs et diplomates, qui parlent de plusieurs dizaines de morts.

Manifestations en province

Le responsable de ces manifestations en faveur de réformes démocratiques, le général Chamlong Srimuang, arrêté lundi après-midi, est détenu depuis dans une école de police en compagnie d'autres dirigeants de l'opposition. D'autres organisateurs des manifestations n'ont pas encore été retrouvés par les forces de l'ordre.

Le mouvement de protestation s'est étendu à plusieurs villes de province, qui ne sont pas soumises à l'état d'urgence et où des rassemblements ont eu lieu pour

dénoncer la brutalité de la répression à Bangkok et réclamer, une fois de plus, la démission du général Suchinda. Dans la capitale, en revanche, les autorités ayant recommandé à la population de faire des réserves de nourriture et annoncé que les transports publics seraient interrompus à 18 h 30, la vie a commencé à s'éteindre mardi en fin d'après-midi.

Dès le milieu de la journée, les magasins, pris d'assaut dans la matinée, ont commencé à fermer leurs portes et les employés de bureaux ont regagné leur domicile. Les pompes à essence, qui ne sont plus alimentées, avaient également cessé de fonctionner, et la banque centrale a dû intervenir à plusieurs reprises, à la suite de retraites massives de liquidités. Le soir, même les quartiers chauds de la capitale étaient déserts. Mercredi matin, les banques ainsi qu'environ deux magasins sur trois sont restés fermés, mais les autobus circulaient de nouveau en ville et certaines stations d'essence étaient rouvertes.

Les rumeurs sur des divisions au sein des forces armées circulent depuis mercredi matin. Certains généraux seraient

préoccupés par la brutalité de la répression, dont la responsabilité échoit au premier ministre. Ces officiers chercheraient à mettre un terme à la crise sans recourir de nouveau à la force, ce qui va dans le sens de l'appel à la non-violence lancé de Paris par la princesse Sirindhorn, qui s'est clairement prononcée après s'en être entretenu avec le roi.

Les fusiliers-marins, stationnés sur l'un des grands ponts enjambant le fleuve Chao Phya, avaient laissé passer, mardi avant l'aube, des centaines de manifestants poursuivis par des soldats qui tiraient en l'air. Les fusiliers-marins avaient eu une attitude identique lors de la sanglante répression du mouvement étudiant en 1973. Certaines unités ne souhaiteraient pas être impliquées dans de nouvelles opérations de répression, et des responsables de la police seraient mécontents du rôle qu'on leur a fait jouer depuis lundi. Le gouvernement devait, cependant, se prononcer dès mercredi soir sur une éventuelle reconduction de l'état d'urgence, qui expirait la nuit suivante.

J.-C. P.

Prisonniers et cadavres piétinés par des soldats

Les manifestants antigouvernementaux ont continué, mercredi 20 mai, à élever des barricades formées de camions, de grilles et de sacs de ciment face aux soldats armés de fusils d'assaut M-16. Selon plusieurs témoignages concordants, les soldats n'ont pas hésité à faire usage de leurs armes et à marcher sur les prisonniers, et même sur les corps des premières victimes tombées sous le tir nourri de leurs armes automatiques. Les affrontements entre l'armée et les manifestants

avaient débuté, dimanche soir, autour de la place du monument à la Démocratie. Après l'intervention de l'armée, les rues de Bangkok se sont transformées en champ de bataille.

L'hôtel Royal en flammes

L'avenue Rajdamnoen, au centre de la capitale, a été le théâtre de violents incidents, qui ont repris mercredi. Les manifestants s'en sont pris aux bâtiments publics, les dévastant et les

incendiant. Autour de l'hôtel Royal - qui, selon la police, était en flammes mercredi - qui avait été transformé en hôpital de fortune pour y accueillir des blessés, les affrontements ont été sanglants.

Des groupes de manifestants ont d'autre part parcouru la ville à moto pour tenter de bloquer d'autres points stratégiques. Soldats et policiers n'ont pas hésité à faire usage de leurs armes, renforçant ainsi la détermination de la foule. - (AFP, UPI, Reuters.)

Le malaise des généraux

Suite de la première page

C'était la raison du coup d'État du 23 février 1991. Et c'est pourquoi le royaume a, depuis, été doté par les militaires d'une Constitution introduisant un régime semi-électif, le gouvernement étant responsable devant une Chambre basse, élue le 22 mars dernier, et un Sénat nommé, le même jour, par leurs soins. L'armée estime légitime son rôle au centre de la vie politique thaïlandaise. Il en va, dit-elle, de la sécurité et des intérêts du royaume.

Mais ce qui pouvait peut-être prêter à discussion il y a vingt ans est bien plus difficile à admettre aujourd'hui. Le mouvement communiste insurgé thaïlandais, qui n'a jamais été d'ailleurs si fort qu'on a pu le dire dans les années 70, n'existe plus depuis une dizaine d'années. Avec le règlement du conflit cambodgien, les tensions aux frontières sont devenues pratiquement inexistantes.

En outre, depuis 1987, une expansion économique exceptionnelle a attiré des milliards de dollars d'investissements étrangers et fait de ce pays de cinquante-cinq millions d'habitants un petit « tigre » asiatique. Ce qui veut dire aussi que le pays s'est modernisé et que la société a changé. Une classe moyenne urbaine, surtout à Bangkok, cohabite aujourd'hui avec

des populations rurales qui, notamment dans le Nord-Est, ont beaucoup moins bénéficié du développement du pays.

Le poids de l'armée ne se justifie donc pas. Il gêne la croissance et retarde la stabilisation de la vie politique. Les manifestations de Bangkok ont rassemblé, au fil des jours, des gens d'origines très diverses, du col blanc au chauffeur de taxi, de l'habitant de bidonville à la dame patronnesse, de l'étudiant à l'adolescent socialement inadapté.

Derrière les slogans qui dénoncent l'arrogance du pouvoir se dessine également un malaise social. Dans un univers surmédiasé, des problèmes nouveaux se discutent ouvertement, de la protection de l'environnement à la lutte contre le sida. La crise politique, d'abord circonscrite au personnel politique et militaire, a donc réveillé un nombre de frustrations et la manne s'est mise à bouillir.

Faire donner des soldats, très souvent d'origine rurale, contre des citoyens qui protestent dans les rues peut permettre au pouvoir militaire d'obtenir un répit, à condition qu'il paie une addition de plus en plus élevée, ce qu'il a fait encore cette fois-ci. Mais les généraux auraient tort d'y voir une garantie sur l'avenir. L'arrestation du général Chamlong Srimuang, le principal animateur des

Les milieux d'affaires inquiets

Face aux méthodes du pouvoir, les milieux d'affaires et le personnel politique ont été plus partagés que par le passé : ils ont garé également un œil sur les cours de la Bourse, qui s'effondraient, et se sont inquiétés des réactions des investisseurs étrangers, dont la confiance a été ébranlée par la violence de la secousse.

Les militaires, qui ont dominé la vie politique thaïlandaise depuis l'abolition de la monarchie absolue en 1932, ont donc pris le risque, pour imposer de nouveau leur autorité, de scier la branche sur laquelle ils sont assis. L'économie, dont le rythme de croissance s'annonçait déjà moins fort cette année, accuse le choc. La faction la plus évoluée de la société n'admet pas qu'on la traite en mineure alors qu'elle gère la prospérité du royaume. Ces élites montantes vont réfléchir à la manière dont elles pourront, à l'avenir, mieux circonscrire les appétits des militaires et élargir leur champ de manœuvre. Pour les généraux, se maintenir au sommet de la pyramide se révèle déjà un exercice de plus en plus pénible.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Protestations internationales

En visite à Paris, la princesse Sirindhorn, fille du roi Bhumibol, a dans un appel transmis par la télévision d'État thaïlandaise demandé, mercredi 20 mai, « aux gens au pouvoir de mettre un terme aux morts violentes. Tout peut être négocié. Les problèmes peuvent être résolus par des moyens pacifiques. Je ne veux plus de morts. Nous voulons tous la même chose, la démocratie », a ajouté la princesse, l'un des membres de la famille royale les plus populaires.

La violence qui balaie Bangkok depuis plusieurs jours et la brutalité de la répression militaire ont suscité de vives protestations, en

premier lieu de la Nouvelle-Zélande, dont un ressortissant a trouvé la mort lors des troubles. En France, le Quai d'Orsay a exprimé mardi sa « très vive préoccupation face à la brutale répression des manifestations », et « lancé un appel à la reprise sans délai du dialogue ».

Le département d'État a déclaré que les États-Unis « ne pouvaient pas accepter l'usage de la force meurtrière comme moyen de résoudre les questions qui séparent l'opposition et le gouvernement » ; le Pentagone a, pour sa part, annoncé l'annulation des manœuvres conjointes américano-thaïlandaises

« Cobra d'or ». Londres a déploré « l'usage excessif de la force ». Le Cambodge voisin, a « regretté cette effusion de sang ». Le Japon, qui fournit plus de la moitié de l'aide internationale à la Thaïlande, est « gravement préoccupé », mais n'envisage pas de réduire son assistance.

Quant au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale, ils se sont refusés à tout « commentaire » sur une affaire « strictement politique » entre le gouvernement et l'opposition.

Répercussions sur le tourisme

Les troubles n'ont pas encore eu de sérieuses répercussions sur le tourisme, qui représente 5 % du PNB de la Thaïlande, mais plusieurs pays ont déjà conseillé à leurs ressortissants d'éviter de se rendre à Bangkok ou du moins, comme la France, de « différer de quelques jours leur départ ». Et l'on s'attend à de nombreuses annulations de séjours dans le royaume si les violences se poursuivent. - (AFP, Reuters, AP.)

■ MALAISIE : une Française arrêtée en possession de drogue. - Le Quai d'Orsay a confirmé, mercredi 20 mai, qu'une ressortissante française de dix-neuf ans avait été arrêtée, le 15 mai, pour trafic de drogue. La police a trouvé 38 grammes d'héroïne sur le lieu de son arrestation. La jeune femme, dont l'identité n'a pas été révélée, risque la peine capitale puisque celle-ci est automatique pour toute personne arrêtée en possession de plus de quinze grammes d'héroïne ou de 200 grammes de cannabis. - (Reuters, AP.)



POURQUOI FAIRE EN 3 HEURES CE QUE L'ON PEUT FAIRE EN 1 HEURE.

Si Air Inter vous propose d'aller à Bordeaux en 1 heure, c'est pour vous permettre d'y rester 3 heures et de revenir dans la journée. Et comme il y a 13 vols par jour, vous aurez le choix de vos horaires. Air Inter vous propose encore plus de possibilités de voyager à tarifs réduits avec, par exemple, la nouvelle Carte L'un pour tous ou les nouveaux vols Grand Bleu pour les jeunes. Renseignez-vous vite auprès d'Air Inter (Paris 15 46 90 00 ou de votre agent de voyages et Minitel 3615 - 3615 AIRINTER).

COLOMBE PARIS FRANCE

AIR INTER
L'AVION FACILE

AFRIQUE

NIGÉRIA : après les sanglants affrontements dans le Nord Le gouvernement interdit les rassemblements à caractère religieux ou ethnique

Le gouvernement nigérien a annoncé l'interdiction des rassemblements politiques pour des motifs religieux ou ethniques, mardi 19 mai, après les violences qui ont fait près de trois cents morts dans le nord du pays, selon des sources diplomatiques (nos dernières éditions du 20 mai).

L'armée et la police patrouillaient mardi dans les rues de Kaduna, capitale de l'Etat du même nom, où, malgré une certaine tension, le calme semblait revenu, le gouvernement civil de la province ayant fait appel à l'armée pour rétablir l'ordre. « Il y a eu près de trois cents morts, c'est terrible, a déclaré un diplomate étranger en poste à Kaduna, j'ai vu des morgues et des hôpitaux remplis de blessés et de cadavres, dont certains portaient des traces de coups qui les rendaient méconnaissables. D'autres avaient la gorge tranchée. »

Ces violences s'inscrivent dans une longue tradition de luttes ethniques et religieuses, qui ont fait plus de cinq mille victimes en douze ans, selon un bilan dressé par l'AFP. Ces émeutes ont toujours lieu dans les principales villes du Nord, peuplées en majorité de musulmans, dont certains sont des fondamentalistes voulant imposer leur religion à l'ensemble du pays, alors que le Nigeria est un état laïc.

(AFP)

Arrestation du président du Comité nigérien des droits de l'homme. Le président du Comité nigérien de défense des droits de l'homme (CDHR), le Dr Boko Ransome Kuti, a été arrêté mardi 19 mai à son domicile, à Lagos, par des agents des Services de sécurité d'Etat, a annoncé le CDHR dans un communiqué. M. Ransome Kuti, frère du ministre de la Santé et du célèbre musicien Fela, avait signé jeudi un communiqué de soutien aux manifestations étudiantes à l'origine des récentes émeutes de Lagos.

(AFP)

MAROC : les prochaines élections législatives

Le roi opposé au droit de vote à dix-huit ans

Le roi Hassan II du Maroc a repoussé cinq des principales demandes de l'opposition, à propos du projet de loi électorale, en écartant notamment l'idée d'abaisser le droit de vote de vingt et un à dix-huit ans, l'éligibilité de vingt-trois à vingt et un ans et l'adoption du scrutin proportionnel.

Le souverain, dont l'arbitrage avait été sollicité par l'opposition vis-à-vis de la majorité gouver-

mentale, a en revanche donné une suite favorable à d'autres demandes, telles que le financement par l'Etat des campagnes électorales, la répression systématique de la fraude électorale, ou l'égalité des candidats et des partis à la radio et à la télévision. Il n'a toutefois fourni aucune précision ni sur la date du début du processus électoral ni sur celle du référendum relatif à la révision de la Constitution. (AFP)

CÔTE-D'IVOIRE : le dernier député de l'opposition a quitté le Parlement. L'opposition ne siègera plus à l'Assemblée nationale après la décision du Parti ivoirien des travailleurs (PIT) de retirer « jusqu'à nouvel ordre » son unique député, M. Francis Wodé, selon un communiqué de ce parti, rendu public mardi 19 mai à Abidjan. Sept députés du Front populaire ivoirien (FPI) avaient déjà déscarté l'hémicycle, le 29 avril, pour protester contre la condamnation à des peines d'emprisonnement des principaux dirigeants de l'opposition. (AFP)

MOZAMBIQUE : seize personnes massacrées par les rebelles. L'agence officielle mozambicaine AIM a rapporté mardi 19 mai que seize personnes, dont des enfants, ont été massacrées vendredi par des rebelles de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO), dans les faubourgs de Manjacaze, au sud du pays. (AFP)

RWANDA : intensification des combats dans le Nord. Selon le ministre de la Défense, M. James Gasana, les combats entre l'armée nationale et les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) se sont intensifiés, depuis le 17 avril, faisant plus de trois cents morts au total. Le ministre a accusé, mardi 19 mai, l'Ouganda voisin d'avoir accru son appui au FPR en envoyant des troupes dans les zones de combats. (AFP)

La mission de cet observatoire, qui doit contribuer à la lutte contre la désertification en Afrique du Nord, de l'Est et de l'Ouest, est d'être « un outil de liaison et un cadre international de partenariat et de concertation, constitué sous la forme d'une association internationale », selon la déclaration adoptée par les pays du Nord et du Sud concernés.

Pour lutter contre la désertification Création d'un Observatoire du Sahara et du Sahel

Après des travaux exploratoires de deux ans, l'idée de créer un Observatoire du Sahara et du Sahel, lancée en 1988 par la France et endossée par ses partenaires du groupe des sept pays les plus industrialisés, s'est concrétisée avec l'adoption, vendredi 15 mai à Paris, d'une déclaration portant création de l'organisme, sous le sigle OSS.

La mission de cet observatoire, qui doit contribuer à la lutte contre la désertification en Afrique du Nord, de l'Est et de l'Ouest, est d'être « un outil de liaison et un cadre international de partenariat et de concertation, constitué sous la forme d'une association internationale », selon la déclaration adoptée par les pays du Nord et du Sud concernés.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : s'exprimant pour la première fois

Les deux médecins qui ont autopsié le corps de John Kennedy affirment que le président américain a été victime d'un seul tireur

WASHINGTON

de notre correspondant

La polémique sur l'assassinat de John Kennedy rebondit. Cette fois, ce sont les deux médecins responsables de l'autopsie du corps du président qui, près de trente ans plus tard, sortent de leur réserve et défendent leurs conclusions : Kennedy a été assassiné par un seul tireur dont les deux projectiles, disent-ils, ont touché le président à la tête, par derrière.

En gros, c'est la thèse qu'avait reprise la commission Warren, nommée par le président Lyndon Johnson au lendemain de l'assassinat de Dallas (Texas), le 22 novembre 1963, et qui incriminait un seul tireur, Lee Harvey Oswald. Accueilli parfois avec scepticisme, le rapport Warren est la cible de ceux qui dénoncent un

complot du pouvoir destiné à masquer les vraies raisons et les vrais auteurs de l'assassinat du président Kennedy. Les « fans de la conspiration », dont les scénarios ont inspiré le dernier film d'Oliver Stone, J.F.K., avancent, en général, que John Kennedy a été pris sous le feu d'au moins deux tireurs qui auraient agi pour le compte - au choix - de « l'établissement » militaro-industriel américain, de la Mafia, « des juifs », des franc-maçons ou des Cubains.

Se disant fatigués d'être soupçonnés d'avoir falsifié l'autopsie du président, les docteurs James Hume et Thornton Boswell, aujourd'hui retraités, sont, pour la première fois, sortis de leur mutisme. Ils se sont confiés au Journal of the American Medical Association (JAMA), qui doit publier cet entretien le 27 mai et dont le rédacteur en chef, M. George Lund-

berg, a révélé, mardi 19 mai, la teneur. Les deux médecins racontent avoir procédé à l'autopsie durant quatre heures dans la nuit du 22 au 23 novembre à l'hôpital naval de Bethesda, à Washington, où la dépouille mortelle du président avait été acheminée depuis Dallas.

Il disent n'avoir subi aucune pression. Ils réaffirment que le président a « été touché par deux balles qui l'ont atteint par l'arrière, l'une dans le haut du crâne, l'autre dans le cou ». Au bout de quatre heures, ils ont décidé d'arrêter leur examen, « principalement motivés par le fait que nous savions que Jacqueline Kennedy (l'épouse du président) attendait l'élégé du dessus pour ramener le corps à la Maison Blanche et parce que le médecin du président nous avait demandé de nous dépêcher ».

Il y a peu de chance que ce récit mette un terme à la polémique. Dans un livre publié le mois dernier, J.F.K., la conspiration du silence, un autre médecin, le docteur Charles Crenshaw, qui, lui, a examiné le corps à l'hôpital Parkland de Dallas, juste après l'assassinat, affirme que le président a aussi été touché par une balle qui l'a atteint de face - ce qui accablait le thèse d'un deuxième tireur. C'est une hypothèse qu'avait retenue une commission du Congrès qui, reprenant l'enquête en 1978, avait critiqué les résultats de l'autopsie pratiquée en 1963.

Prochaine étape de la polémique : la probable ouverture au public, réclamée par le Congrès et les anciens membres de la commission Warren, de tous les documents concernant l'assassinat dont disposent les autorités.

ALAIN FRACHON

ÉQUATEUR : grave défaite de la gauche au pouvoir

Le second tour de l'élection présidentielle opposera deux candidats conservateurs

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Les électeurs équatoriens devront choisir, lors du second tour de l'élection présidentielle, le 5 juillet, entre deux candidats de droite. Les conservateurs ont en effet remporté une victoire, attendue mais écrasante, le 17 mai. Selon des résultats encore partiels, MM. Sixto Duran Ballen, de l'Union républicaine (UR), et Jaime Nebot Saadi, du Parti social chrétien (PSC) sont arrivés en tête, avec respectivement 27 % et 21 % des suffrages, et devraient donc se retrouver face à face.

Cet affrontement sera arbitré par l'imprévisible candidat populiste, M. Abdala Bucaram. Arrivé en troisième position avec 19 % des

suffrages, M. Bucaram ne s'est pas encore avoué vaincu : il exige que le tribunal électoral « vérifie les votes un par un ». Le parti de centre gauche au pouvoir depuis 1988, la Gauche démocratique (ID), apparaît en revanche comme le grand perdant de ce scrutin, son candidat M. Raul Baca n'ayant obtenu que 7 % des suffrages.

Les deux candidats en lice devraient mener une campagne encore plus violente et plus agressive que lors du premier tour, d'autant que leurs programmes sont assez semblables. Le « jeune » Nebot Saadi (quarante-cinq ans) ne se démarque de son rival, candidat à la présidence pour la troisième fois à soixante-dix ans, que par son libéralisme plus radical. L'opposition traditionnelle entre les intérêts

de Guayaquil - la ville la plus importante du pays, fief de M. Nebot Saadi - et ceux de la capitale - Quito est la cité de M. Sixto Duran Ballen - devrait par ailleurs s'exacerber.

Se félicitant du déroulement pacifique de ce scrutin, le président Rodrigo Borja a prédit que « dans très peu de temps les résultats des programmes de privatisation [que souhaite mettre en œuvre la droite] se feront douloureusement sentir ». Après quatre années d'un gouvernement qui a respecté les droits de l'homme et mené une politique d'assainissement économique sans recourir aux plans brutaux ni aux licenciements massifs, l'Équateur s'appareille à opérer un virage considérable.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

MBA

SCIENCES PO

Un programme bilingue.
9 mois intensifs.
A partir de janvier 1993.

Un diplôme international reconnu, la tradition culturelle de Sciences Po, des professeurs de plusieurs pays, des études à Paris.

Admission niveau 3 cycle : grandes écoles, masters, maîtrises.
Expérience professionnelle requise.

Pour toute information, contactez le Directeur du MBA, le professeur Jean-Jacques Rosa, au (1) 45 44 87 43, ou adressez-nous votre carte pour recevoir le dossier de présentation.

(Inscriptions : du 15 mai au 30 juillet 92)

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS
17, bd Saint-Germain 75006 PARIS - Tél. (1) 45 44 87 43 - Fax (1) 45 44 81 41

ScPo

EUROPE

Tandis que les affrontements continuent à Sarajevo

Musulmans et Croates envisagent une confédération entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine

Les combats se sont poursuivis, mardi 19 mai, en Bosnie-Herzégovine, malgré l'accord de cessez-le-feu conclu la veille, pour une durée de trois semaines, entre l'armée ex-fédérale, la communauté serbe et les autorités bosniaques. Cependant, musulmans et Croates ont entrepris des négociations en vue de la création d'une confédération entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine.

BELGRADE

de notre correspondante

Affamée par trois semaines de siège, Sarajevo a subi de nouvelles attaques d'artillerie qui ont atteint son centre historique. Dans la matinée, une alerte aérienne avait été déclenchée après le survol de la ville par des avions de l'armée yougoslave. De violents affrontements se sont également produits dans le sud-ouest de la République, à Mostar, ainsi que dans l'est, à Gorazde, et dans le Nord, dans l'enclave croate située à proximité de la Save.

D'autre part, l'évacuation de certaines casernes et installations militaires, convenue entre l'ex-armée fédérale et les autorités bosniaques, s'est heurtée, mardi, à de nombreuses difficultés. L'armée entend se retirer avec son armement lourd, tandis que les autorités bosniaques s'y opposent, craignant que ce matériel ne soit remis aux milices serbes. Les autorités bosniaques exigent également le contrôle des édifices militaires avant le départ des « fédéraux », qui réclament, pour leur part, des garanties supplémentaires à leur évacuation, et notamment une escorte de la Force de protection de l'ONU.

Refusant d'abandonner aux mains des Bosniaques les installations stratégiques qui pourraient être utilisées dans un conflit éventuel avec la Ser-

bie, l'armée serbo-fédérale a dynamité, lundi soir, un deuxième aéroport militaire situé en Bosnie-Herzégovine. Il s'agit de la base aérienne de Tuzla, dans le nord-est de la République, non loin de la frontière avec la Serbie. En outre, le retrait de Bosnie-Herzégovine avant le 20 mai de tous les militaires originaires de la nouvelle Yougoslavie - réduite à la Serbie et au Monténégro - touche à sa fin. Après cette date, le président de Bosnie-Herzégovine, le musulman Alija Izetbegovic, a déclaré que l'ex-armée yougoslave stationnée en Bosnie-Herzégovine serait considérée comme « une force d'occupation » et traitée en tant que telle.

Le chef de l'Etat bosniaque a par ailleurs annoncé qu'il ne se rendait pas à Lisbonne, où devait se poursuivre, mercredi 20 mai, sous l'égide de la Communauté européenne, les négociations sur la réorganisation de la Bosnie-Herzégovine en cantons ethniques. Ces négociations sont interrompues depuis le 1^{er} mai. Cette

décision intervient après que M. Izetbegovic ait affirmé « ne pas vouloir avoir de contacts » avec le dirigeant de la communauté serbe, M. Radovan Karadzic.

Négociations secrètes à Split

Tandis que M. Karadzic réaffirmait sa volonté de séparer les régions serbes de Bosnie-Herzégovine de cette République - dont l'indépendance a notamment été reconnue par la CEE ainsi que par les Etats-Unis - et de les rattacher à la nouvelle Yougoslavie, les communautés musulmane et croate s'approprient à renforcer leurs liens pour combattre l'« agression serbe » contre la Bosnie-Herzégovine. Les dirigeants de ces deux communautés ont convenus que l'intégrité de la République bosniaque ne pouvait être efficacement défendue que par l'action coordonnée de toutes les forces « patriotiques » regroupées au sein de forces armées soumises à l'autorité d'un commandement unique.

Allant très loin dans le renforcement de leur alliance, les responsables croates et musulmans de Bosnie-Herzégovine ont décidé, lors d'une réunion secrète le week-end dernier dans la ville dalmate (Croatie) de Split, de conclure un accord bilatéral « valable pour les deux communautés ethniques ». Selon la presse croate, qui a révélé cette rencontre, l'accord conclu par le musulman Irfan Ajazovic et le croate Miljenko Brkic prévoit la création d'une Confédération entre la Bosnie-Herzégovine et la Croatie. Les deux parties ont tenu les Serbes à l'écart de leurs tractations, estimant impossible la poursuite des négociations sur l'avenir de la Bosnie « avec l'œil radical de la partie serbe », qui a formé « une rébellion contre l'Etat bosniaque ». Sans valeur légale jusqu'à présent, cette initiative pourrait toutefois déboucher sur des changements concrets si les présidents Alija Izetbegovic de Bosnie et Franjo

Tudjman de Croatie se rencontraient, comme l'a annoncé une partie de la presse croate.

Quelle que soit la suite qui sera réservée à ce projet de confédération musulmano-croate, il est à rapprocher des négociations secrètes engagées depuis longtemps par les Croates et les Serbes sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine ainsi que de la volonté clairement affichée par ces derniers de rejoindre la nouvelle Yougoslavie.

Le dernier épisode des contacts serbo-croates - une rencontre au début du mois en Autriche qui aurait abouti à un accord sur le dépeçage de la Bosnie - avait été critiqué par la plupart des partis politiques de Zagreb. Ceux-ci avaient dénoncé le pacte « malhonnête », sur le dos des musulmans, du président Tudjman avec le principal ennemi de la Croatie, le président serbe Slobodan Milosevic.

Pour sa part, Belgrade a violemment réagi à l'accord croato-musulman de Split, voyant dans un tel projet une tentative de créer la Grande Croatie à laquelle aspiraient les ultranationalistes croates.

FLORENCE HARTMANN

Visite russe interrompue en Serbie. - Le ministre des affaires étrangères de Russie, M. Andreï Kozirev, qui avait entrepris lundi une visite de plusieurs jours dans l'ex-Yougoslavie, a été rappelé, mardi 19 mai, à Moscou. Le chef de la diplomatie russe, qui s'est entretenu avec le vice-président de l'ex-Yougoslavie, M. Branko Kostic, ainsi qu'avec les présidents de Serbie et du Monténégro, MM. Slobodan Milosevic et Momir Bulatovic, avait pourtant annoncé à Belgrade qu'il se rendrait mercredi à Sarajevo pour tenter de convaincre les parties en conflit de cesser les hostilités et de créer des « zones de sécurité », notamment autour de l'aéroport de Sarajevo. (Corresp.)

MOLDAVIE : durant la visite du président roumain

De nouveaux combats ont fait une vingtaine de morts

De nouveaux combats entre forces moldaves et séparatistes russophones de Transnistrie opposés à une éventuelle réunification de la Moldavie avec la Roumanie ont fait, lundi 18 et mardi 19 mai, près de vingt morts, alors que le président roumain effectuait sa première visite officielle dans « l'autre Etat roumain ».

BUCAREST

de notre correspondant

« La Moldavie est confrontée au conflit de Transnistrie. La Roumanie est minée par les ambitions politiques aux effets déstabilisateurs », a estimé, mardi 19 mai, le président roumain, M. Ion Iliescu, lors de sa première visite officielle en République de Moldavie, ex-soviétique, aujourd'hui indépendante et formée, pour l'essentiel, de territoires roumains d'avant 1940. Dès son retour à Bucarest, après un dépôt de gerbe au monument d'Etienne le Grand, héros historique moldave et roumain, le président Iliescu a prononcé à la télévision une allocution musclée. Selon lui, la Roumanie, située entre « deux points brûlants, la Yougoslavie et l'ex-URSS », est menacée d'être entraînée dans l'un des conflits et a, en conséquence, besoin de « cohésion nationale » et d'une « direction ferme ».

Si les ministres qui accompagnent M. Iliescu ont signé des accords partiels avec la Moldavie, la signature annoncée d'un traité « de fraternité et d'intégration » avait été raisonnablement et discrètement ajournée, au grand dam des partisans, roumains et moldaves, de la réunification rapide entre les deux pays.

Depuis le 1^{er} mars, les combats sur les rives du Dniestr entre Moldaves et russophones de l'est de la République qui craignent la réunification avec Bucarest ont fait plus de cent morts, dont une vingtaine

pendant les deux jours de visite du président roumain. Les affrontements de lundi et mardi, dont chacun rejette sur l'autre la responsabilité, sont les plus meurtriers depuis le cessez-le-feu conclu, le 17 avril, par les ministres des affaires étrangères de Roumanie, Moldavie, Russie et Ukraine.

Plus grave peut-être : alors que des observateurs militaires de ces quatre pays n'ont pu se déployer dans un point-test du conflit en raison « du manque d'équipement et d'autres problèmes d'organisation », des unités de la XIV^e armée russe, basée dans la zone russo-phonie, ont pris position mardi aux côtés des « séparatistes », selon le ministère moldave de l'intérieur. Le conseil militaire de cette armée a menacé, mardi, d'une « réponse majeure », sans donner plus de précisions.

Selon le ministère moldave de l'intérieur, le commandant de la XIV^e armée a expliqué que ces unités « ont échappé au contrôle des autorités militaires ». Dénonçant ce déploiement, le président moldave, M. Mircea Snegur, a lancé, tard dans la soirée de mardi, un appel à toute la population, lui demandant de se tenir prête, « à tout moment, et par tous les moyens », à répondre à l'appel « de la partie en danger ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

ALBANIE : le nouveau pouvoir confronté à un mouvement de grève. - Les neuf mille cheminots qui ont cessé le travail, lundi 18 mai, ont été suivis, mardi, par les instituteurs et, mercredi, par le personnel médical. Ces débrayages constituent le plus important mouvement de grève auquel est confronté le nouveau gouvernement albanais qui a mis fin, au mois d'avril, à plus de quarante-cinq ans de régime communiste. Ces grèves sont la conséquence de la crainte de la population de voir son niveau de vie baisser après l'annonce, par le gouvernement, d'un plan d'austérité économique. (AFP)

Le conflit dans le Haut-Karabakh et au Nakhitchevan

La Turquie n'exclut pas une intervention militaire

Les combats qui se déroulent dans le Haut-Karabakh, une enclave peuplée en majorité d'Arméniens mais située en Azerbaïdjan, et au Nakhitchevan, République autonome azerbaïdjanaise enclavée entre la Turquie, l'Arménie et l'Iran (le Monde du 20 mai), suscitent des prises de position de plus en plus nombreuses dans la communauté internationale, qui condamne les récentes initiatives militaires arméniennes. Ainsi, à l'issue d'une réunion extraordinaire, tenue dans la nuit du lundi 18 au mardi 19 mai, le gouvernement turc a averti l'Arménie que ses attaques contre l'Azerbaïdjan « affecteraient inévitablement la politique jusqu'à présent équilibrée de la Turquie » dans la région. « Nous tenons à souligner que l'Ar-

ménie se fourvoie totalement et sera responsable des conséquences de son attitude agressive si elle ne la corrige pas », a affirmé le gouvernement turc, qui a appelé la communauté internationale à « assumer sa responsabilité » en vue d'« empêcher la création d'une situation irréparable ».

Le premier ministre, M. Suleyman Demirel, n'a pas exclu, pour sa part, une intervention militaire si le Parlement d'Ankara en décidait ainsi. Quant au président de la République, M. Turgut Ozal, en convalescence à Houston (Texas) à l'issue d'une opération chirurgicale, il s'est prononcé en faveur de l'envoi de troupes au Nakhitchevan. « Envoyons des troupes au Nakhitchevan. Il faut les envoyer sans hésitation, sinon les événements du

Haut-Karabakh pourraient s'y répéter », a dit M. Ozal. Selon lui, il faut d'abord « reprendre aux Arméniens Choucha et Latchine » pour « rétablir l'ancien statu quo » et « commencer des négociations ».

A Téhéran, le gouvernement a rappelé que l'Iran, dont les Azeris forment la deuxième communauté ethnique en importance, « n'accepterait aucun changement de frontières » entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Les attaques arméniennes au Nakhitchevan et au Karabakh « ne feront qu'aggraver et compliquer les problèmes actuels de la région », a estimé le médiateur iranien, M. Mahmoud Vaezi, en dénonçant l'« agression flagrante » de l'Arménie. M. Mahmoud Vaezi, qui s'était rendu à Bakou, à Erevan et au Karabakh la semaine dernière, a précisé que l'Iran ne reprendrait ses efforts diplomatiques qu'après apaisement des troubles en Azerbaïdjan.

La CEE condamne l'Arménie

L'ambassadeur russe auprès des Nations unies, M. Igor Vorontsov, s'est déclaré favorable, mardi, à l'envoi éventuel d'une force de maintien de la paix au Haut-Karabakh, avec la participation des pays européens, des membres de la CEE et de l'ONU. Les Etats-Unis ont, pour leur part, énergiquement condamné l'escalade de la violence dans la région. Le porte-parole du département d'Etat, M. Margaret Tutwiler, a souligné que Washington « n'acceptera pas de changement unilatéral du statut du Haut-Karabakh, du Nakhitchevan ou de tout autre territoire sur la base d'une action militaire ou de la violence ». Les délégués de la Communauté européenne à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) ont vivement critiqué, dans un communiqué rédigé mardi, « les actions agressives » menées par les forces arméniennes au Haut-Karabakh. « Nous ne pouvons permettre la violation des principes fondamentaux de la CSCE sans condamnation ferme », ont-ils souligné. Une mission de l'ONU devait arriver, mercredi 20 mai, en Arménie, avant de se rendre en Azerbaïdjan. (AFP, Reuter, AP)

Pour le Pentagone

La mort accidentelle de neuf soldats britanniques dans le Golfe est un incident « clos »

Le porte-parole du Pentagone, M. Pete Williams, a déclaré, mardi 19 mai, que la mort des neuf soldats britanniques tués par l'aviation américaine durant la guerre du Golfe, constituait un incident désormais « clos », et que Washington n'entendait pas reprendre l'enquête. « Il est évident qu'un terrible accident a eu lieu ce jour-là, et il est profondément regretté par tous ceux qui sont concernés », a déclaré M. Williams avant d'indiquer que trente-cinq soldats américains ont également été tués par des « tirs amis » durant la guerre du Golfe.

Deux pilotes de l'US Air Force avaient tiré par erreur, le 26 février 1991, sur deux blindés britanniques dans le désert irakien (le Monde du 19 mai). L'affaire avait soulevé une émotion considérable en Grande-Bretagne après que les deux pilotes américains eurent refusé de venir témoigner devant une commission d'enquête britannique. Celle-ci a rendu un verdict selon lequel les neuf soldats ont été victimes d'un « homicide par imprudence ». Ce verdict ouvre la voie à des poursuites criminelles contre les pilotes américains, mais le porte-parole du Pentagone a estimé que cette éventualité était « improbable ». (AFP)

BULGARIE : inculpation de l'ancien président Mladenov. - L'ancien président bulgare, M. Petar Mladenov, un des acteurs de la chute du régime communiste de M. Todor Jivkov en novembre 1989, a été inculpé, mardi 19 mai, d'incitation à la discrimination et à la haine nationale. La justice lui reproche son rôle dans la politique de « bulgarisation » des noms de musulmans d'origine turque en 1984-1985. M. Mladenov était alors ministre des affaires étrangères. (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

PROCHE-ORIENT

Participation massive aux élections

Journée « historique » pour les Kurdes d'Irak

CHAKLAWA

de notre envoyée spéciale

Les Kurdes irakiens ont déjà obtenu, mardi 19 mai, une première victoire, en organisant sans problème majeur les premières élections libres de leur histoire. Jusqu'à la fermeture, à minuit, des 178 bureaux de vote installés dans le Kurdistan « libéré », ils se sont pressés massivement pour élire leurs députés et choisir leur « leader » entre MM. Massoud Barzani et Jalal Talabani, chefs des deux principaux partis, qui ont chacun voté dans son fief.

« Historique », cette journée festive était aussi une fête, et dans maints endroits, danses et chants nationalistes ont distillé les votants dans leur très longue attente. A Kalak, dernier village près du « front », un orchestre improvisé défiait les soldats du président Saddam Hussein, postés sur une colline, à quelque 500 mètres de là. Pour la circonstance, les pechmergas (combattants) avaient fermé la route et aucune communication n'était possible entre Mossoul, sous contrôle irakien, et Erbil, futur siège des institutions kurdes.

A l'école du village agricole de Bekha, le sérieux des opérations trahissait la plupart des participants, obligés de présenter une pièce d'identité, avant de trémper leur doigt dans une encre noire ou bleue, cette fois réputée indélébile (le Monde du 19 mai). Dans quelques centres, elle s'est toutefois révélée lavable, et cet accroc pourrait donner prétexte à des contestations futures.

L'absence quasi totale du secret des urnes - la plupart des électeurs déposaient leur bulletin ouvert, devant les assesseurs - semblait d'autant

moins gênante que beaucoup arboraient, à la boutonnière, en foulard, ou une fleur à la main, le couleur du parti de leur choix. Compte tenu des circonstances, ces élections ont été dans la plupart des cas honnêtes, même si des irrégularités étaient aussi constatées à propos des cartes d'identité, preuve au principe de l'âge des votants. Comme le résumait, en milieu d'après-midi, M. Nathalie Muller, membre de la Fédération internationale des droits de l'homme et de l'équipe de 135 observateurs étrangers sollicités par le Front uni du Kurdistan pour surveiller la régularité des élections, « sans répondre à des standards démocratiques, ces élections ont été démocratiques. Il n'y a pas eu de tricherie volontaire et surtout nous n'avons constaté aucune pression ».

L'important pour la quasi-totalité des participants était surtout d'être là et, comme nous le disait l'un d'eux : « Peu importe pour qui on vote, c'est pour le Kurdistan qu'on a voté. » Younès, vingt-trois ans, un pechmerge, était venu « pour élever les yeux du Bas (le parti au pouvoir en Irak), car je ne veux plus d'eux », dit-il.

Toute la journée, l'aviation alliée a survolé le Kurdistan, comme pour garantir la liberté de ce scrutin déclaré « illégal » par Bagdad. Le peuple kurde a passé, avec succès son « examen démocratique », comme le disait M. Barzani. Mais le test à venir, celui de l'acceptation par tous des résultats est tout aussi important et déjà la contestation grande au sein des petites parties qui soulignent diverses « irrégularités ».

FRANÇOISE CHIPAUX

orientations
SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle

Adresse : _____ Ville : _____

Code postal : _____

Niveau d'études 91-92 _____ Age : _____

désire recevoir gratuitement des Informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Esthétique, Cosmétique
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance
<input type="checkbox"/> Préparer un MBA	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> 3 ^e Cycle de Gestion, Droit	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Hôtellerie, Tourisme, Accueil
<input type="checkbox"/> Métiers de la Défense	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Architecture Intérieure	<input type="checkbox"/> Ingénieur Aéronautique/Automobile
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste
<input type="checkbox"/> Arts et Techniques du Spectacle	<input type="checkbox"/> Ingénieur Informatique
<input type="checkbox"/> Assistance de Direction/Bureautique	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Astronomie	<input type="checkbox"/> Langues
<input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité	<input type="checkbox"/> Pathologie Dentaire
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance, Expertise Comptable	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques
<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel	<input type="checkbox"/> Sténographie/Communication
<input type="checkbox"/> Electronique	<input type="checkbox"/> Styliste, Modélisme

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille
75008 Paris (réponse par courrier uniquement)
ou composez sur minitel **3615 code ORIENTATIO**

M 82-12

POLITIQUE

Dans son rapport annuel

Le Conseil d'Etat critique la « logorrhée législative et réglementaire »

Sept mille cinq cents lois applicables, quatre-vingt-deux mille décrets en vigueur, vingt mille règlements communautaires... Ces quelques chiffres mis en avant par le Conseil d'Etat, dans le rapport annuel qu'il vient de présenter au président de la République et au premier ministre, justifient que cette institution chargée, notamment, de veiller à la qualité du droit s'inquiète. La haute juridiction administrative fait remarquer à tous les « producteurs » de droit que, aujourd'hui, « le droit n'apparaît plus comme une protection mais comme une menace », bref, que trop de droit tue le droit.

La France est-elle encore un Etat de droit? Cette question en forme de provocation n'est pas posée par un polémiste mais par la plus haute instance administrative française : le Conseil d'Etat. Depuis plusieurs années, il s'inquiète des conditions dans lesquelles sont fabriquées les normes juridiques qui conditionnent la vie des citoyens. Sans succès, malgré les rappels à l'ordre aux ministres et aux administrations des chefs de gouvernement successifs.

Pour accroître ses chances de se faire entendre, le Conseil d'Etat a décidé, cette année, de taper encore plus fort et encore plus clairement. A la précision de l'analyse de sa section des études présidée par M. Guy Braibant, il a joint la brutalité des formules en confiant la rédaction de son rapport annuel à M^{me} Jurgensen, plus connue sous son nom de plume de Françoise Chauderhaignon. Le résultat devrait ouvrir les yeux de tous ceux qui, à un titre ou à un autre, ont une part de responsabilité dans l'élaboration de la loi ou du règlement. Car le constat est sans appel : non seulement on légifère trop en France, mais on légifère mal ; et cette « insécurité juridique » peut amener à douter de la réalité de l'Etat de droit.

Force est de constater que « l'inflation des prescriptions et des règles n'est pas une chimère mais une réalité » : au début de la V^e République il y avait, en moyenne 80 lois par an ; depuis 1982, ce chiffre moyen est de 108. Ces lois plus nombreuses sont aussi plus longues : 93 lignes en moyenne en 1950, 200 en 1970, 220 aujourd'hui. Le « stock » est encore plus impressionnant : 7 500 lois actuellement applicables, à quoi il faut ajouter quelques 82 000 décrets réglementaires, les 10 000 à 15 000 circulaires émises chaque année par les seules autorités centrales, et les quelque 20 000 règlements de la Communauté européenne ayant force de lois.

« La loi « jetable » n'est pas respectable »

Comment s'étonner alors que ce rapport parle d'une « logorrhée législative et réglementaire » puisqu'en 1989 le code du travail avait grossi de 36 % par rapport à 1976, et que le code général des impôts s'est, lui, alourdi de 35 % en quinze ans. Le résultat de cette manie est détestable, car « qui dit inflation dit dévalorisation ; quand le droit bavarde, le citoyen ne lui prête plus qu'une oreille distraite ». Surtout, explique le Conseil d'Etat, « rien n'est plus contraire au principe d'égalité entre les citoyens que de laisser proliférer un droit si complexe qu'il n'est accessible qu'à une poignée de spécialistes ».

Le constat dressé, il faut encore en analyser les causes pour tenter de les corriger. Pour ce faire, le Conseil ne s'arrête pas aux idées reçues. Certes, il évoque l'extension du domaine d'intervention du législateur, le développement des relations internationales, la décentralisation, mais il met en avant aussi la responsabilité des médias pour qui « un bon ministre, c'est d'abord un ministre qui fait des

textes ». Pour un membre du gouvernement la méthode la plus efficace de faire parler de lui est de proposer une nouvelle loi et de la défendre au Parlement.

Le changement pour le changement est ainsi, trop souvent, préféré à une meilleure application des règles existantes. D'autant que « le perfectionnisme des bureaux » les amène à vouloir faire « du sur-mesure quand il faudrait se contenter de prêt-à-porter, en laissant au juge le soin de mettre l'habit à la taille de chacun ». Comme ils n'y parviennent pas du premier coup, ils ne cessent de modifier leur œuvre. Ainsi le Conseil d'Etat a, notamment, calculé que, pour l'impôt sur le revenu, le régime applicable aux frais de garde d'enfants a changé quatre fois entre 1981 et 1988, que celui pour les dépenses d'isolation thermique a été modifié huit fois depuis 1975, que celui des investissements pour l'achat de logements en vue de la location a été modifié quatre fois depuis 1985, ce qui fait qu'actuellement il existe quatre régimes parallèles.

Le rapport peut ainsi décrire « un curieux mouvement pendulaire » qui entraîne des modifications « en général, dans un premier temps au nom d'une plus grande justice fiscale (d'où une complication de la règle) et, dans un second temps, [invoque] la nécessité de simplifier le système (d'où des inégalités qui permettront de remettre en marche le balancier) ». D'où cette remarque amère : « La loi dont on change à chaque saison, la loi « jetable » n'est pas respectable : pourquoi ne pas frauder si l'on peut supposer que de changement en changement, ce qui est licite aujourd'hui sera licite demain? »

« Sous la pression des médias »

inflation normative, ces changements à répétition sont d'autant plus pernicieux que le Conseil d'Etat constate que les nouvelles règles sont fort mal écrites. La manie des textes « d'affichages » entraîne « un droit mou, un droit flou ». Il évoque, comme exemple, la loi sur l'enseignement de 1989 « dont tout l'article premier (quarante-neuf lignes) n'est qu'un long exposé des motifs, et dont chaque chapitre comporte de nouveau une formulation d'objectifs aussi généraux que généraux ». Or, il a constaté que cette habitude se répand, y compris dans les décrets, alors que pour lui « en droit ce qui va sans dire ne va pas mieux en le disant ; les lois n'ont pas pour objet d'enfoncer des portes ouvertes ».

Le législateur se cantonne, ainsi, affirme ce rapport « dans un rôle velléitaire : à parler pour ne rien dire, il perd sa crédibilité ». Il la perd d'autant plus que, trop souvent, il n'y a pas d'étude de « faisabilité » de la nouvelle norme : à l'automne dernier il a fait reporter sine die l'application de la loi de juillet 1989 créant le permis de conduire à point.

La multiplication des « lois fourre-tout », les textes portant « diverses dispositions d'ordre... » est aussi sévèrement critiquée par le Conseil d'Etat. Elles concernent maintenant tous les secteurs, puisqu'il y en a eu sept en 1990, plus une « demi-douzaine » qui, sans avoir cet intitulé, étaient des lois « hétéroclites ». Y sont noyées des dispositions pourtant fort importantes, comme en 1991 la législation des techniques de procréations médicales, ou l'indemnisation des transfusés contaminés par le virus du sida. De plus, sous la pression des parlementaires ou des administrations, qui trouvent ce moyen commode pour « vider » leur tiroir, ces textes augmentent, en moyenne, de 100 % entre leur dépôt devant le Parlement et leur adoption définitive : « On légifère par petites touches, sous la pression de l'urgence ou des médias, privant ainsi la loi des caractères de solennité, de généralité, de permanence et de clarté qui devaient la caractériser ».

Cette hâte contribue, bien entendu, à la dégradation de la norme juridique. Trop souvent le Conseil d'Etat, dont justement une des fonctions est d'assister le gouvernement dans la rédaction des lois et des décrets, est saisi en

urgence : en 1991 il a disposé de quarante-huit heures pour examiner le « texte complexe et hétéroclite » du DDOS du printemps, et de quatre jours pour étudier le projet de loi de finances pour 1992. Et cela parfois alors que les textes ainsi préparés dans la précipitation ne sont pas inscrits à l'ordre du jour du Parlement avant plusieurs mois. Mais il faut nourrir celui du conseil des ministres ; le rapport constate que si, jusqu'au milieu des années 80, 15 % de ces conseils n'examinaient aucun projet de loi, il n'y en a eu que deux sans un tel « menu » en 1989 et en 1990, et aucun en 1991.

La correction d'une telle dérive ne pourra être le fruit d'une nouvelle circulaire du premier ministre, constate le Conseil d'Etat, puisqu'il y en a eu déjà beaucoup, et qu'elles n'ont servi à rien. Il faut « inviter les administrations à un changement de mentalité, lequel ne s'opérera ni en un jour ni sans une forte volonté politique ». Il faudrait, en fait, que les gouvernants comprennent que l'acte législatif n'est pas un instrument de l'art de la communication.

THIERRY BRÉHIER

Au cours de la réunion de son comité central

Le PCF cherche des alliés sur la question européenne

Le comité central du Parti communiste français s'est réuni, mercredi matin 20 mai, pour débattre des conséquences du traité de Maastricht à partir d'un rapport présenté par M. Francis Wurtz, membre du bureau politique.

Après avoir affirmé que la pétition lancée à la mi-avril par le PCF pour l'organisation d'un référendum « connaît d'ores et déjà un succès », celui-ci a répondu à toutes les critiques qui s'expriment, à l'intérieur même du parti, contre le « non résolu » opposé par M. Georges Marchais à ce traité.

M. Wurtz a invité les militants communistes « à déjouer le piège pernicieux par lequel les forces politiques dominantes espèrent les neutraliser. Ce piège, a-t-il dit, c'est l'enfermement dans le faux dilemme : « Fiez-vous pour ou contre l'Europe? », sous-entendu : les adversaires de Maastricht sont des anti-européens. « La bonne réponse à cette interpellation tient en trois éléments, a ajouté M. Wurtz.

Nous sommes pour une construction européenne qui réponde aux aspirations des peuples concernés et aux exigences de notre temps (...). Nous sommes contre le contenu et la conception de l'actuelle construction européenne, telle qu'elle existe et se transforme présentement (...). Nous nous mettons au service des femmes et des hommes qui contestent, sinon la nature, du moins les effets de cette Europe-là. »

Appel à toutes les forces progressistes

Le rapporteur a souligné que « le moment semble venu d'une grande initiative politique sur l'Europe. Notre objectif, a-t-il précisé, est de favoriser le dialogue, l'échange, toute forme de convergence face aux problèmes communs » à tous les partis communistes d'Europe (Espagne, Grèce, Italie, Portugal, Chypre, etc.). « Il y a, d'un côté, l'avance prise par les forces capitalistes, qui disposent de moyens colossaux et profitent d'un rapport des forces plus favorable. Mais ne constate-t-on pas, de l'autre,

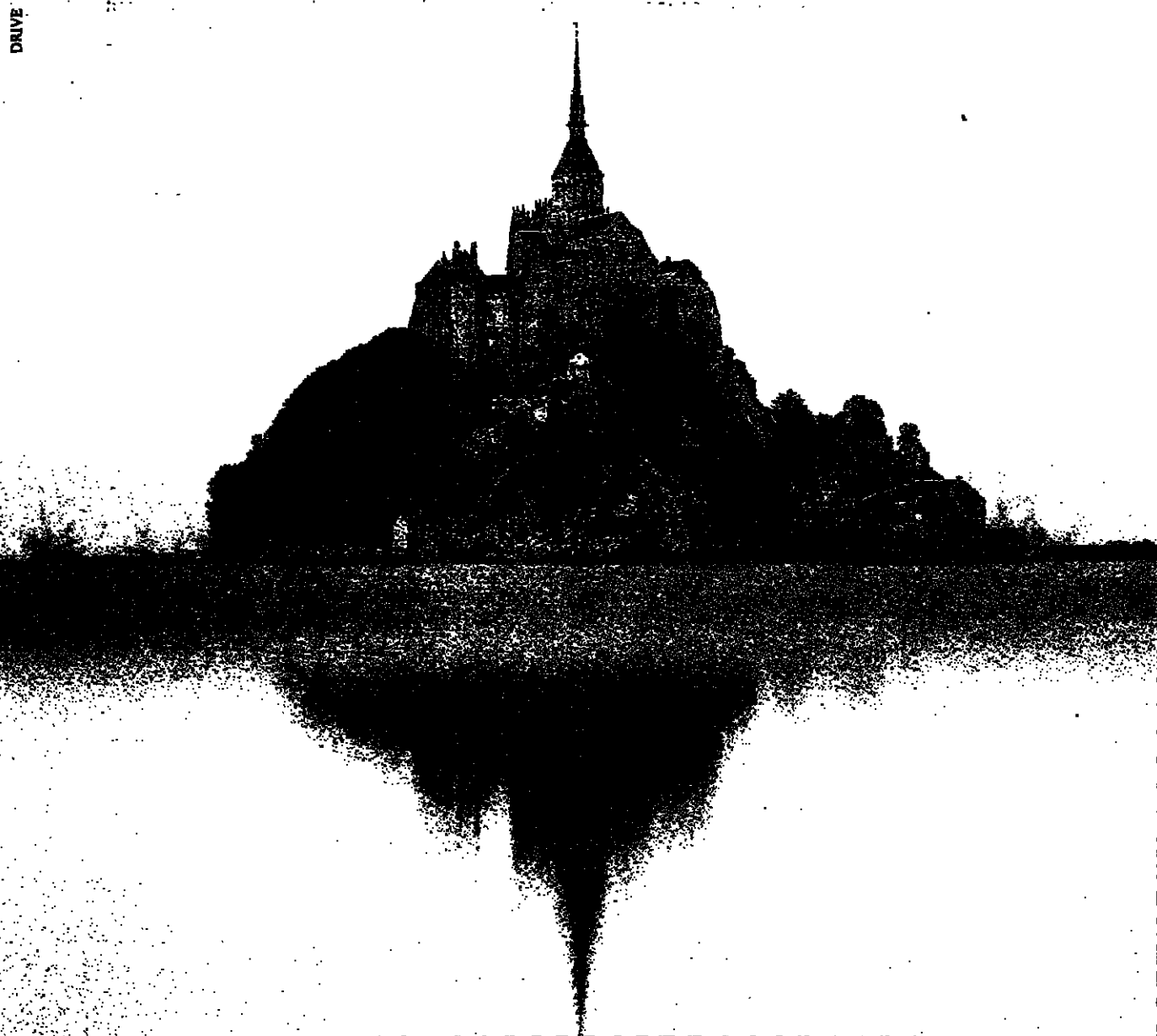
l'émergence dans les consciences de questions de fond, sous l'effet d'expériences telles que la guerre du Golfe, les révoltes sociales de Los Angeles, l'enfoncement dramatique et explosif des peuples du tiers-monde dans le sous-développement, les enjeux de l'avenir écologique de la planète? »

« Dans ce contexte, a conclu M. Wurtz, le Parti communiste français se propose de contribuer à la conception et à l'organisation d'une floraison de rencontres entre syndicalistes, élus, scientifiques, créateurs, notamment d'Europe, et y compris dans l'esprit de la décision du 27^e congrès de s'adresser aux Partis communistes et à toutes les forces progressistes d'une rencontre de responsables ou de personnalités représentatives de forces sociales et politiques de différentes sensibilités, pour confronter nos analyses, nos expériences, nos propositions alternatives sur l'Europe, et aboutir, le cas échéant, à des actions communes ou convergentes. »

PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL

SAUVEGARDER LE MONT SAINT-MICHEL, C'EST SAUVER SON EAU.

DNVE



L'Agence de l'Eau Seine-Normandie contribue à la protection de l'environnement et du patrimoine naturel. C'est pourquoi nous allons financer les équipements destinés à dépolluer et purifier les eaux de la baie du Mont Saint-Michel. En effet, la mission prioritaire de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie est de s'associer financièrement aux collectivités territoriales et locales, aux industriels et aux agriculteurs dans la mesure où ils s'engagent à préserver

les ressources en eau et à veiller au respect de sa qualité. Exposez-nous la nature des problèmes à résoudre, l'étendue des travaux à entreprendre. Avec vous, nous étudierons votre dossier en vue du financement de vos aménagements. Protéger notre patrimoine naturel est une grande cause de la fin du XX^e siècle. En finançant vos projets, nous vous aiderons comme nous l'avons fait pour le Mont Saint-Michel.



AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE

Agence de l'Eau Seine-Normandie 51, rue Salvador-Allende 92027 Nanterre Cedex Tél. (1) 47 76 44 24 Fax (1) 49 01 95 80

POLITIQUE

Le projet de loi sur le sport au Palais-Bourbon

Les députés socialistes renforcent la lutte contre l'insécurité dans les stades

Les députés ont adopté en première lecture, dans la nuit du mardi 19 au mercredi 20 mai, par 279 voix contre une, le projet de loi sur la modernisation du sport présenté par M. Frédéric Bredin, ministre de la jeunesse et des sports. Les socialistes ont voté « pour ». Les groupes UDF, UDC, RPR et PC se sont abstenus. Ce texte, qui vise notamment à permettre « une gestion plus claire et rigoureuse » des clubs professionnels, a été amendé dans le sens d'un renforcement de la sécurité des manifestations sportives.

Toute la journée durant, des trêves au perchoir, il y a eu cette présence muette, ces souvenirs insistants, ces échos assourdis, si proches et, pourtant, si loin de cet hémicycle drapé de pourpre et de ces pupitres engorgés de rapports officiels. Comment légiférer sur le sport, l'argent et la sécurité sans être hanté par Furiani ? Répétitif jusqu'à l'obsession, l'hommage a scandé les débats. « Le sport est du côté de la fête, mais celle-ci, en Corse, a tourné au drame », a rappelé M. Bredin. L'ombre portée de ce drame ne peut que conférer à nos débats une gravité particulière.

Solidaire, M. Guy Druet (RPR, Seine-et-Marne) s'est « incliné » devant « tant de souffrances et tant de deuils ». Accusateur, M. Francis Saint-Ellier (UDF, Calvados) ne veut pas oublier « les images de nos compatriotes corses victimes de l'incurie et de l'incompétence ».

Une gestion plus transparente

Hommes de l'île, M. Pierre Pasquini (RPR, Haute-Corse) a évoqué cette « jeunesse, traumatisée pour longtemps, peut-être pour toujours », tandis que M. Roger Francoz (apparenté PS, Haute-Corse) a voulu voir une source de réconfort dans la « solidarité nationale » qui a dispensé une « bouffée d'amitié et

de solidarité » à une population en état de choc.

Ainsi donc, ce projet est-il tout entier pénétré des bonnes résolutions de « l'après-Furiani ». Il s'agit, a souligné M. Thierry Mandon (PS, Essonne), rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, de relever le défi du « succès accru du sport-spectacle, lié au développement et à la libéralisation de l'audiovisuel » qui a « drainé vers le sport de considérables sources de profit qu'il n'a pas toujours su maîtriser ». En quête d'une gestion plus transparente, M. Bredin propose que les clubs aient le choix entre deux statuts commerciaux : la société d'économie mixte sportive, qui permet aux collectivités locales d'être majoritaires dans le capital, et la société à objet sportif — rebaptisée « société à but sportif » après l'adoption d'un amendement — dans laquelle l'association sportive détient la majorité de blocage (33 %).

Il est prévu, en outre, que seuls les clubs présentant des comptes en équilibre pourront conserver le statut associatif et que la profession des intermédiaires sportifs sera mieux encadrée par l'Etat. Le projet, toutefois, ne se résume pas à cette seule exigence de moralisation. Au-delà, il vise à améliorer la situation fiscale et sociale des sportifs de haut niveau et à « garantir le droit à l'information » en allouant le « droit de citation » en matière sportive sur le droit commun, afin de « permettre à toutes les chaînes de télévision de retransmettre des extraits de toutes les manifestations sportives ».

Tirant les enseignements du drame de Furiani, le ministre des sports a déposé, enfin, une série d'amendements tendant à renforcer la sécurité des manifestations sportives (le Monde du 19 mai). Une de ces mesures prévoit que tout organisateur responsable d'une manifestation sportive se tenant dans une enceinte non homologuée est passible d'une peine pouvant aller jusqu'à deux ans d'emprisonnement.

Parce que les circonstances s'y prêtent, peu et que l'opinion n'au-

rait guère compris des pugilats d'hémicycle, les groupes de l'opposition et du PC n'ont pas vraiment cherché querelle à M. Bredin, même s'ils ont tenu à exprimer leurs réserves sous forme de motions de procédure. Défendant une question préalable (signifiant qu'il n'y a pas lieu à délibérer), déposée au nom du RPR, de l'UDF et de l'UDC, M. Druet a reproché au ministre ses « silences sur la politique internationale et européenne de la France » et la « précipitation » qui, selon lui, a présidé à l'élaboration de son texte. L'ancien champion olympique de 110 mètres haies n'a toutefois pas souhaité que sa motion soit soumise au vote. De son côté, soulignant l'exception d'irrecevabilité (signifiant que le texte est contraire à une ou plusieurs dispositions constitutionnelles), M. Georges Hage (PC, Nord) a expliqué que le dispositif proposé par M. Bredin « ne prend pas la mesure du pourrissement profond et multiforme du football professionnel par l'argent », mais sa motion a été rejetée par l'Assemblée.

L'incitation à la violence sévèrement réprimée

Estimant que le texte s'était amélioré au fil de la discussion, les députés de la droite, du centre et du Parti communiste se sont finalement abstenus au moment du vote final. L'opposition avait pu obtenir, en effet, l'adoption de certains de ses amendements, tel celui précisant que l'interdiction de conserver le statut associatif ne devra être prononcée contre un club que si son déficit se prolonge sur « deux années consécutives », ou celui allourdissant les pénalités financières frappant les « intermédiaires » en infraction. MM. Guy Druet et Michel Péricard (RPR, Yvelines) ont obtenu, aussi, de faire inscrire que la rémunération perçue par un « intermédiaire » ne devra pas dépasser 10 % du montant du contrat conclu.

Sur le chapitre sensible des rapports entre le sport et les médias, les députés ont adopté, contre

l'avis de M. Bredin, qui préférait s'en remettre à des discussions à venir au sein de la commission des sports du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), l'amendement présenté par MM. Thierry Mandon et Bernard Schreiner (PS, Yvelines) visant à éviter la pratique du « gel des droits » en matière de retransmission télévisée. M. Mandon a obtenu, en outre, que les médias se voient garantir le libre accès aux enceintes sportives, afin d'éviter que ne se renouvelle l'ostracisme dont certains journalistes ont parfois été victimes. Enfin, comme pour mieux solenniser sa résolution à lutter contre l'insécurité dans les stades, l'Assemblée a suivi M. Mandon dans sa proposition de punir d'une amende de 600 F à 200 000 F « toute personne qui (...) aura, par un moyen quelconque, provoqué les spectateurs à la haine ou à la violence à l'égard de l'arbitre ou d'un groupe de personnes ».

Cet amendement vise, notamment, les « speakers » chargés de galvaniser le moral des supporters et dont le zèle a parfois donné lieu à des dérapages. Là encore, M. Bredin n'a pas été suivi dans son souci de préférer la concertation entre partenaires à la voie législative. Elle suggérerait de s'en remettre plutôt à la commission tripartite Etat-Parlement-nouveau sport — pour l'heure à l'état de projet — dont la mission sera, précisément, de réfléchir aux moyens de lutter contre les délits dans les stades. L'ardeur des députés socialistes à poser leur empreinte sur ce texte tant attendu était, visiblement, irrésistible.

FREDERIC BOBIN

La pharmacie et le médicament au Sénat. — Les sénateurs ont adopté à la quasi-unanimité, mardi 19 mai, le projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament, qui transcrit notamment dans le droit français trois directives européennes. Seuls les communistes se sont abstenus.

Dans le Nord-Pas-de-Calais

L'alliance entre l'UDF, M. Borloo et Génération Ecologie a volé en éclats

LILLE

de notre correspondant

Il a fallu deux journées pleines, lundi 18 et mardi 19 mai, pour désigner les présidents et secrétaires des douze commissions du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. L'alliance de l'UDF, de la liste Borloo et de Génération Ecologie, renforcée par le Front national, qui avait imposé la semaine dernière un règlement intérieur très restrictif pour la présidence, M. Marie-Christine Blandin, et les vice-présidents a, cette fois, volé en éclats. Si bien que le shadow-cabinet que MM. Jacques Legendre (UDF) et Borloo souhaitaient opposer à l'exécutif régional n'a pas beaucoup de consistance. Sur les douze commissions, quatre reviennent au PS, trois à l'UDF, trois à la liste Borloo et deux aux Verts. Le responsable du Front national, M. Carl Lang, n'a pas admis qu'on lui refuse un troisième secré-

taire de commission, celui de la culture, auquel il tenait beaucoup. Lui et ses amis n'ont plus accepté de participer aux réunions. Le Front national, jusqu'alors, avait joué un rôle d'arbitre et avait même fait barrage à l'élection de certaines personnalités comme MM. Philippe Vasseur, député UDF du Pas-de-Calais, ou Gérard Vignoble, maire de Wasquhal, CDS, ex-PS. Un seul Vert, vice-président du conseil régional chargé des transports, M. Hascoet, a été élu président d'une commission, précisément celle chargée des transports et des infrastructures.

A l'issue de ces deux journées, le Parti socialiste qui, lundi encore, avait proposé à l'opposition une répartition des présidences des commissions, à partir avec l'exécutif, mais sans le concours du Front national, a dénoncé l'alliance réalisée par l'UDF, la liste Borloo et Génération Ecologie avec l'extrême droite. — (Interim.)

Après le lancement de Combat pour les valeurs

M. Mégret considère M. de Villiers comme « un poisson pilote du Front national »

Au lendemain du lancement de la formation de M. de Villiers, Combat pour les valeurs, M. Barrot, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, a estimé, mardi 19 mai, que cette initiative « risque d'affaiblir un peu la démarche de l'opposition, en excluant du lieu de rassemblement ». Dans un entretien au journal La Croix du même jour, M. Mégret, député général du Front national, a expliqué qu'il ne craignait pas de voir M. de Villiers entamer l'électorat de M. Le Pen : « M. de Villiers, a-t-il déclaré, fait, comme Monsieur Jourdain, du lepénisme sans le savoir. (...) Poisson pilote du Front national dans les milieux bourgeois, il est un élément supplémentaire de dis-

location de la droite UDF-RPR. Et cela, objectivement, nous sert. »

Le comité directeur de l'Alliance populaire, groupe d'extrême droite, a, pour sa part, « exprimé sa méfiance à l'égard de la démarche macronnesque du marquis libéral de Villiers, voire-bail des voix nationales en territoire giscardien ».

Interrogé, mercredi 20 mai, sur Europe 1, M. Millon a qualifié de « ligue » le mouvement de M. de Villiers, en estimant que celui-ci était en train de « dévisser l'opposition ». « J'espère qu'il va réfléchir, a déclaré le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale. Les valeurs ça se pratique, ça se vit, mais ça ne se proclame pas. »

UNE GUERRE EN EUROPE



Tout à la fois essai, manuel d'histoire, livre de voyage et analyse des derniers événements, le livre de Paul Garde représente une dé indispensable pour décrypter le déferlement quotidien d'informations contradictoires.

Marcel Semo, Libération

Le très utile précis de Paul Garde.

Jacques Julliard, Le Nouvel Observateur

C'est sans doute le livre le plus clair et le plus pédagogique publié sur le drame yougoslave.

Jean-Claude Kieffer, Dernières Nouvelles d'Alsace

FAYARD

PASCALE ROBERT-DIARD

Les retombées de l'affaire SAGES

Le groupe PS de l'Assemblée s'indigne des propos de M^{me} Lienemann sur les fausses factures

Les propos tenus par M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, ministre déléguée au logement et au cadre de vie, qui mettaient en cause deux élus socialistes de l'Essonne dans l'affaire des fausses factures de la SAGES, ont suscité une grande émotion dans les rangs des députés socialistes. Après plusieurs jours de silence, M^{me} Lienemann serait prête à faire un geste pour apaiser les esprits, tandis que l'un des élus mis en cause, M. Claude Germon, député de l'Essonne et maire de Massy, devait être reçu mercredi par M. Pierre Bérégovoy.

Au cours de leur réunion de groupe, mardi, les députés socialistes n'ont pas eu de mots assez durs pour condamner l'« indignité » et la « lâcheté » des accusations de fausses factures portées, dans le Parisien du 13 mai, par M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, ministre déléguée au logement et au cadre de vie et maire d'Alfortville (Essonne), à l'encontre de deux élus socialistes de ce département, MM. Claude Germon, député, maire de Massy, et Jacques Guyard, maire d'Evry. Englués dans les « affaires » politico-financières depuis le début de la législature, abattus par la révélation hebdomadaire de nouvelles listes d'inculpés ou de persécution, convaincus d'être les victimes d'un acharnement judiciaire et d'une « gourmandise médiatique », les socialistes n'avaient pas encore imaginé que l'attaque pourrait venir de leurs propres rangs, a fortiori d'un membre du gouvernement. C'est, à leurs yeux, un coup de poignard dans le dos.

Solidaire de leur collègue de l'Essonne, M. Germon, présent à la réunion du groupe, les députés ont vigoureusement dénoncé les propos

de M^{me} Lienemann, en mettant en garde ceux qui, dans les rangs socialistes, seraient tentés, selon l'expression de M. Raymond Douyère, de « se faire une vertu sur le dos des autres ».

M. Fabius : « Vider l'abcès »

« Dans un gouvernement, a observé M. Bernard Poincaré, chacun doit s'occuper de son ministère. M^{me} Lienemann n'est pas à la justice. » « Personnellement choqué » des déclarations du ministre du logement, M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, a appelé les socialistes à faire preuve d'un « double courage : celui d'assumer le passé et les défaillances de certains de nos camarades », et à « laisser faire la justice ».

« Il faut vider l'abcès » des fausses factures, a observé le premier secrétaire du PS, M. Laurent Fabius, en espérant que « la justice aille vite, afin que ceux qui sont condamnables soient condamnés », mais, « s'il prévenu, on ne peut pas, comme M^{me} Lienemann, livrer « sans preuve des noms en pâture ». Soulignant « l'émotion et le désarroi » des députés PS, le président du groupe, M. Jean Auroux, s'est insurgé contre « les méthodes d'insinuation, voire de délation », de M^{me} Lienemann. « Chacun est présumé innocent, a rappelé M. Auroux, et nous condamnons toute expression tendant à insinuer telle ou telle culpabilité présumée. » « Personne n'a le monopole de la vertu », a ajouté le président du groupe, en soulignant une « mise au point » du ministre du logement, qui serait « le minimum attendu par le

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres

Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13

B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07

Siège social : Institut britannique de Paris

SOCIÉTÉ

Pour restructurer les banlieues les plus difficiles

Le ministre de la ville veut créer un établissement public

M. Bernard Tapie, ministre de la ville, a présenté, mercredi 20 mai au conseil des ministres, une série de mesures nouvelles destinées à renforcer la politique en faveur des banlieues mises au point par son prédécesseur, M. Michel Delebarre. Parmi celles-ci figure la création d'un établissement public national chargé de restructurer complètement, grâce à des aménagements lourds, certains des quartiers les plus difficiles.

Après les déclarations du premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, sur la priorité qu'il entend donner à la politique de la ville et les mesures annoncées par M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur, pour assurer la sécurité dans les «quartiers chauds» (le Monde du 14 mai), on attendait de M. Bernard Tapie, jusqu'ici silencieux, qu'il formule à son tour ses idées. Six semaines de réflexion l'ont convaincu que l'ensemble des dispositifs mis en place depuis dix ans pour tenter de soigner le mal des banlieues resterait inefficace pour certaines d'entre elles, décidément trop mal conçues.

Au gré de ses déplacements sur le terrain, son prédécesseur, M. Michel Delebarre, avait déjà pressenti cela. En septembre 1991, lors d'une visite à Montfermeil (Seine-Saint-Denis), il s'était rendu compte que, pour tirer ces vingt-trois mille habitants de leur isolement et de leur désespoir, il faudrait autre chose que la pesante application d'un programme de développement social, engagé depuis deux ans. Pour refaire une véritable ville, il ne suffit pas de repeindre des grands ensembles et d'améliorer quelques services publics. Il faut casser certaines barres, retracer des rues, aménager des zones d'activités, construire des bureaux, ouvrir des lignes de transports en commun. Voilà une chirurgie lourde, coûteuse, longue à mener et qui dépasse les moyens de la commune et même ceux que le ministre de la ville et son bras séculier, la délégation interministérielle à la ville (DIV), peuvent

apporter. C'est pourquoi M. Tapie a décidé de créer un instrument d'urbanisme puissant, capable de porter à bout de bras, durant une décennie s'il le faut, un vrai projet de ville. Il a songé à une formule qui a fait ses preuves : l'établissement public national, à qui l'on doit les villes nouvelles, le quartier de la Défense et bien d'autres grandes réalisations.

Le nouvel établissement public devrait être opérationnel dès le mois d'octobre. Il lui faudra un nom (peut-être Banlieues de France) et un patron ayant à la fois de l'autorité et de l'expérience. Une personnalité équivalente à celle d'un Paul Delouvrier, chargé par le général de Gaulle au cours des années 60, de remettre de l'ordre dans l'agglomération parisienne.

Des financements publics et privés

Banlieues de France serait le maître d'ouvrage et choisirait dans les quartiers à restaurer tel ou tel maître d'œuvre (établissement public local ou société d'économie mixte) en accord avec les collectivités locales et les organismes d'HLM. Aux crédits d'État s'ajouteraient des financements multiples, publics et privés. Mais, assuré au moins de la continuité et de la cohérence du projet, l'établissement public national ne s'engagerait que sur les banlieues vraiment difficiles : pas plus d'une quinzaine situées dans les agglomérations de Lille-Roubaix-Tourcoing, de Paris (Gennevilliers et Montfermeil, par exemple), de Lyon (Vénissieux) et de Marseille. Mais les quatre cents autres quartiers à problèmes ne seront pas abandonnés pour autant. Ils continueront à bénéficier au moins pour un temps des dispositifs déjà mis en place : contrats DSO, contrats de ville, etc.

Dans ce domaine plus classique, M. Tapie prévoit quelques mesures de détail qui s'inspirent de multiples idées émises par les auteurs des rapports commandés en son temps par M. Delebarre. Ainsi, le nombre des appels du contingent qui devraient être mis au service des associations et des chefs de projet va être porté de quatre cents à mille. Sur le premier contingent prévu l'an dernier,

soixante-dix sont déjà en fonction assurant l'animation d'un grand ensemble, tenant ailleurs la comptabilité d'un comité local, etc. Un millier d'autres appels rempliront leurs obligations militaires comme auxiliaires de police.

«Maisons du citoyen»

Enfin, deux mille volontaires seront mis à la disposition des chefs d'établissement scolaire pour prêter main forte au personnel d'encadrement et de surveillance. Leur statut sera précisé par M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale, lors d'un prochain conseil des ministres.

L'ensemble de ces quatre mille jeunes appelés devrait être mis à pied d'œuvre dans un délai de un an.

Autre projet du ministre de la ville : le recrutement de cinq cents adultes volontaires, retraités, chômeurs ou membres de famille, âgés pour quelques mois et payés 2.750 francs par mois. Ces «parents d'école» s'occuperont des jeunes en dehors des horaires scolaires. Ils tiendront permanence dans des maisons de quartier ouvertes vingt-quatre heures sur vingt-quatre et qui devraient devenir des lieux d'accueil et de vie collective.

L'expérience sera lancée d'abord dans cinq quartiers particulièrement

difficiles avant d'être éventuellement généralisée. Il s'agit, dans l'esprit du nouveau ministre de la ville, de restaurer des relations normales de quartier. Des entreprises comme Bouygues, la Caisse des dépôts et les Centres Locaux ont accepté de participer au financement de ces «maisons du citoyen». On espère qu'après avoir fait connaissance avec la réalité locale ces sociétés investiront pour leur propre compte, soit en construisant des bureaux, soit en ouvrant des établissements commerciaux dans les grands ensembles.

Enfin, M. Tapie voudrait inciter les maires des banlieues en difficulté à y créer des conseils consultatifs de quartier groupant quelques élus, des

représentants d'associations, des fonctionnaires locaux, des agents de l'État. Ces sortes de commissions municipales territoriales permettraient de mieux connaître les souhaits des habitants et, en retour, de les informer des projets qui les concernent. Là encore, l'objectif est de réveiller chez les habitants de ces banlieues sous-administrées le goût de la chose publique. Bref, de susciter une nouvelle citoyenneté sans laquelle les meilleurs des projets publics resteront des opérations plaquées et sans lendemain.

MARC AMBROISE-RENDU

La «méthode Tapie»

Suite de la page une

«Pendant des mois, les gens n'adhèrent plus à la tête le soir. Ils se réunissent pour supprimer les intentions de Tapie», complète Serge Malik, un ancien dirigeant de SOS-Racisme qui souligne le poids des désillusions ultérieures. Un an après les envolées lyriques sur «la rencontre des citoyens», le défi des vedettes du sport et le battage médiatique, le dépit l'emporte en effet chez les jeunes de la cité. «Tapie ? On connaît pas», répondent-ils plutôt que d'avouer leur désarroi.

L'école de foot ? Quatre jeunes des Bosquets ont passé une semaine au centre de formation de l'OM à Marseille, avant d'être «invités à poursuivre au PSG». La télé câblée ? Elle n'existe pas, même si quinze jeunes ont suivi une formation à la vidéo et auraient créé une «entreprise d'insertion» dans ce secteur.

Le «défi jeunes» dans l'Himalaya s'est achevé en drame avec la mort de l'un des trois jeunes rangers et de leur chien. Quant au film réalisé par des enfants de l'école Victor-Hugo, fiction très décapante sur la «ville malade», qui devait faire l'objet d'une large diffusion, il n'a été projeté qu'en

catimini devant des initiés. «Je voulais montrer les enfants des Bosquets comme des modèles et non pas comme des spécimens curieux. On les a totalement oubliés», se venge Hervé Chevillon, animateur du projet, lui aussi revenu de la «méthode Tapie».

Comme toutes les interventions sociales, le parachutage du «Forum des citoyens» a produit des frustrations. Les travailleurs sociaux, les enseignants ont eu le sentiment d'être méprisés. «Tapie fait des paillettes et s'en vante. Nous on reste après pour gérer les problèmes», résume un éducateur. La distribution de deux cents places à chaque match parisien de l'OM a fait des heureux, et des grincheux. Quarante-cinq jeunes ont vécu un rêve en participant au marathon de New-York. Mais après ? «Nous n'avons jamais fait croire aux jeunes que nous allions trouver à chacun un travail tout cuit, les mater ou faire des choses à leur place», réagit Noëlle Bellone, secrétaire générale du groupe Tapie, ordonnatrice des opérations à Montfermeil, et chef de cabinet du nouveau ministre de la ville. La méthode Tapie ? C'est le sport, en petite foulée derrière moi. Lorsque vous aurez retrouvé le goût de

l'effort, vous serez aptes à trouver du travail», résume le maire de Montfermeil, admiratif.

Le «Forum des citoyens» n'a pas produit que du discours. Il a financé une prospection systématique des emplois vacants dans un rayon équivalent à une heure de transport de la cité, que la MAJ n'avait pas su s'offrir. Résultat : quarante emplois débouchés, mais dont seule une dizaine convenait aux jeunes des Bosquets, sous-qualifiés.

«Casser le ghetto»

Pour le reste, l'irruption du patron de choc a bousculé les réseaux associatifs et administratifs traditionnels, comme l'antenne locale du Développement social des quartiers (DSQ), qu'il a court-circuité avant même d'être ministre. La médiatisation forcée de certaines initiatives a activé les querelles de personnes. L'«effet Tapie» a permis le déblocage du dossier de la route de descente, auparavant promise aux Bosquets depuis presque trente ans. Il n'est probablement pas étranger à l'installation d'entreprises artisanales dans la «tour Utrillo», immeuble de bureaux planté au cœur de la cité, qui restait aux trois quarts vide auparavant. La sécurité, elle, semble plutôt améliorée, même si personne n'exclut un embrasement imprévu. Le maire, qui rêve de

«casser le ghetto» des Bosquets en expulsant de sa commune la moitié de ses six mille cinq cents habitants, laisse éclater sa reconnaissance. «Grâce à M. Tapie», la démolition de la «barre numéro deux» est programmée pour la fin 1992. Seul obstacle : trente familles sur cent quarante-six vivent encore dans ce bloc dont les logements libérés ont été murés.

«M. Tapie n'est pas un magicien mais ses résultats sont étonnants», insiste M. Bernard, qui a capitalisé dans sa ville 78,54 % des voix aux dernières cantonales. Le champion du combat anti-Le Pen que se voulait M. Tapie aurait-il servi un homme qui répète qu'il n'a «rien contre le Front national» et en distille les idées ? Aurait-il utilisé les Bosquets pour devenir le «Monsieur banlieue» du gouvernement ? Aujourd'hui, le ministre de la ville entend faire de Montfermeil l'une des vitrines de son action. La première «maison du citoyen», prototype pour l'exercice de la nouvelle citoyenneté banlieusarde, doit ouvrir aux Bosquets. On y trouvera des bureaux de l'ANPE et de la Caisse d'allocation familiale, un écrin public, un restaurant associatif, un local aménagé pour les fêtes familiales des résidents... et un commissariat de police.

PHILIPPE BERNARD

Le «deuil impossible» de Bastia

Deux semaines après la catastrophe du stade de Furiani la Corse ne parvient pas encore à prendre la mesure de ce qui lui est arrivé

BASTIA

de notre envoyée spéciale

Comme un hanneton impuissant tombé sur le dos, Toni est enferrmé dans sa coquille de plâtre. Le lit mécanique avec sa hampe et son trapèze ne passait pas par la porte de la salle à manger. Il a fallu le démonter, puis le remonter, puis le poser là, à la place de la table, devant la télévision, au bord du balcon enrubanné de vignes qui domine le village et la mer, plus loin, plus bas. Toni grapple un bol de cerises du jardin. Il ne sait pas quoi faire des noix. Il ne sait pas non plus quoi faire de lui-même et tourne la tête pour cacher des larmes de rage. Il agit les jambes, nerveusement, pour s'assurer qu'elles répondent. La famille, les amis viennent sans cesse pour toucher la main du gisant, caresser sa joue creuse, dire un mot gentil. Devant lui, Toni a une opération peut-être, des mois de ce plaisir qui enferrme son torse, et on ne sait combien de semaines de rééducation.

A deux endroits, la colonne vertébrale du jeune homme a été brisée quand il est tombé, il y a deux semaines déjà, le mardi 5 mai, de la tribune nord de Furiani. On l'a transporté assis dans un fourgon de police jusqu'à l'hôpital de Bastia, et il n'a pu être évacué qu'à 11 heures du matin vers Nice. «J'ai agonisé pendant seize heures», dit-il. «Et la boucherie est fermée.» C'est ce qui lui fait le plus mal. «Sa» boucherie, ouverte il y a cinq ans au village et qui commençait à marcher. Toni, et c'est si rare, avait choisi de rester «au village», chez lui, à Canari, de travailler dur et de réussir. Le rêve est cassé comme son dos. La camionnette a fait en panne. Et les traites ne vont pas s'arrêter.

Ce jour-là, ce 5 mai où le stade s'est écroulé, aurait dû être la plus belle fête de l'année. Dès 3 heures de l'après-midi, avec leurs pompoms et leurs banderoles, les quarante jeunes de ce village de 331 habitants avaient pris la route de Bastia. Cette superbe route du cap qui tutoie la mer avant

de plonger dans les vignes de Patrimonio et de dominer les bords de la lagune où on avait, bien des années plus tôt, planté le stade. Ils avaient prévu de les voir qu'il ne fallait pas les attendre avant le petit matin. Et le village, ce qu'il en restait, avait ouvert son poste de télévision pour partager leur plaisir à l'unisson.

Des quarante, trente-huit sont tombés de la tribune. Dans la seule famille de Toni, les Granini, sept ont été blessés. Ange, le frère de Toni, est toujours à l'hôpital sur le continent. Il y a Henriette, avec sa mauvaise entorse et sa clavicule fracturée. Et puis les Ruitor «dont le garçon est bien blessé, un fer lui est rentré dedans». Et puis Audrey, «la petite de quatorze ans qui a eu la mâchoire ouverte à Nice», et Nancy, seize ans, «qui a le poignet cassé et qui est debout quand même, même si elle a été blessée à la tête». Et tous les autres, un genou, une minerve, une plaie suture...

La boucherie est fermée, et le «tabac-journaux» aussi parce que «Dominique est dans une gouttière à l'hôpital». Canari, avec ses cinq artisans maçons, ses six gendarmes, son hôtel-restaurant de dix chambres, ses trois bergers, une maternité et une école primaire, réussissait à survivre sur ses 700 hectares de beauté pure. Et voilà qu'une nuit de match, l'angoisse et la douleur collectives y ont pris le cœur et les nuits des gens. Depuis, les jeunes qui ne clopinent pas n'ont plus envie de rien. Le groupe de musique de Pino n'a plus le cœur à répéter, la boîte de nuit de Luri ne marche plus. Le mari de Christine, le cousin de Toni, pompier bénévoles, qui n'a pas ménagé sa peine, fait des cauchemars en revoyant ces parents affolés qui couraient les portes des ambulances à la recherche désespérée de leurs enfants.

Quinze morts, 355 personnes encore hospitalisées, disent les communiqués des autorités. Mais derrière les sécheresses des chiffres, au-delà des péripéties d'une enquête judiciaire ultra-sensible, des polémiques publi-

ques sur les niveaux de responsabilité et des interrogations sur l'avenir du football corse, l'île ne parvient pas encore à prendre la mesure de ce qui lui est arrivé. Car la catastrophe de Furiani n'est pas une catastrophe comme une autre.

Minerves et béquilles

Il faut aller dans le garage de la gendarmerie de Montecarlo pour comprendre. Là, sur des cintres prêtés par un supermarché, les gendarmes ont soigneusement accroché tous les vêtements abandonnés dans la panique. Il y a trois exactement 1.342 objets. Dans ce détroit, moi-même de la douleur, on trouve des blousons en jean, des chandails, des chaussures dépareillées, soigneusement équipées pied gauche ou pied droit, des lunettes, des bijoux, des sacs à dos, des brochettes de casquettes et des fanions, des appareils photo et des trousseaux de clés. Et sur une table, un peu plus loin, le matériel des journalistes qui ont dégringolé les premiers du haut de la tribune de presse. Qui viendra un jour réclamer ce casque poisseux du sang d'un mort ?

Cette garde-robe, cette panoplie d'hommes jeunes, d'adolescents, d'enfants même (ce petit pull-over vert tendre...), vieux qu'une photo, sont l'instinct du drame. En quelques secondes, 3.000 personnes sont tombées de ces gradins pour lesquels, faute d'avoir pu les vendre, le Sporting Club de Bastia avait, l'après-midi même du match, distribué gratuitement 1.400 billets dans les écoles.

«Des jeunes. Nos jeunes : voilà les victimes. Allez voir au lycée du Fango, à Bastia, ce ne sont que minerves et béquilles», se désole Adèle, l'un des membres du comité de soutien aux victimes de Furiani, fondé par le docteur Benedetti, médecin généraliste à Ghisonaccia,

un membre actif de Médecins du monde. L'observation est juste. Les premiers chiffres réunis au SAMU de Haute-Corse par les docteurs Javouin et Lambert sont éclairants : sur 420 personnes blessées, 340 sont des personnes hospitalisées à Bastia après la catastrophe, 54 % ont entre onze et vingt-cinq ans et 42 % entre vingt-cinq et soixante-cinq ans. Parmi elles, 100 personnes souffrent de fractures du rachis : 60 de traumatismes des membres inférieurs ou supérieurs. Les estimations les moins pessimistes avancent que 12 personnes resteront tétraplégiques ou parapalégiques et qu'une quarantaine, gravement atteintes, auront besoin de longs mois de rééducation avant de reprendre une activité, parfois en gardant d'importantes séquelles.

La plupart des victimes sont originaires de Haute-Corse (Balagne, cap Corse, région de Bastia) et de la plaine orientale. En plus des problèmes humains, les problèmes sociaux que les diverses cellules de crise ont constatés de soutien tentent de résoudre s'annoncent comme un phénomène de longue durée qui frappe une région déjà fragile.

Éviter le clientélisme

La litanie des demandes d'aide - outre ce qui concerne le déplacement des familles de blessés sur le continent et leur hébergement - ressemble à un mariage économique et social. Ici c'est un jeune couple avec bébé de vingt-quatre jours. L'homme, au chômage, devait commencer un travail de gardien le 7 mai. Il est, comme sa femme, blessé. Son compte créditeur de 2.500 F devait servir à payer une traite du même montant. La famille, si elle l'honneur, n'a plus de quoi se nourrir. Là, c'est une jeune femme de ménage, mère célibataire, hospitalisée avec les deux bras cassés. Elle a confié son bébé, qu'elle allaitait jusqu'ici, à une mère

qui ne peut le garder éternellement.

La chambre des métiers encourage la détresse d'artisans confrontés à des arrêts de travail qui vont les contraindre - comme le boucher de Canari - à mettre la clé sous la porte : un boulanger, un petit entrepreneur du bâtiment, un mécanicien, un garagiste, un menuisier, un peintre. Qu'ils travaillent seuls, comme c'est souvent le cas, avec un ou deux employés, le résultat est le même : les commandes ou les travaux en cours ne pourront être honorés et les employés risquent d'être licenciés. Les agriculteurs ne sont pas épargnés, tel ce berger de Calenzana, dont les 80 brebis, faute d'être traitées, risquent de mourir : dans l'urgence on a pu lui trouver un ouvrier agricole pour le dépanner. Mais pour combien de temps ?

Pour le docteur Benedetti, le risque est grand que les allocations ou aides diverses qui vont être allouées aux victimes ne servent d'échappatoire à une population déjà marginalisée : 33 % de moins de vingt-cinq ans à Bastia sont chômeurs (29 % en Haute-Corse). Comment résister à l'attrait d'une pension complétée par un petit travail au noir ? Comment éviter que le clientélisme n'influence la distribution des aides financières d'urgence (même la Fédération française de football y est allée de son chèque au compte ouvert à la mairie de Bastia) ?

La Corse, aujourd'hui ressermée autour de ses drames et de ses plaies, veut faire face. «Je me refuse à dire qu'on en a pour vingt ans à se relever», dit le maire de Bastia, M. Emile Zucarelli, qui est aussi ministre des PTT, comme pour excuser ses peurs. Il n'empêche : les traces de Furiani ne sont pas prêtes de s'effacer. Ces images terribles de l'hôpital de Bastia («la guerre comme Beyrouth à la tête», dit le docteur Lambert, qui y organisait les secours pour le SAMU), ces cauchemars qui réveillent en sursaut sauveteurs et blessés, le mutisme d'une mère qui n'arrive plus à trouver les mots de sa douleur, la culpabilité de ceux qui

ont été épargnés. «Le deuil impossible», selon le mot d'un psychiatre, de ceux qui se reprochent d'avoir laissé y aller les gosses...

Il y a aussi cette peur d'un enfant qui, le mardi, ne veut plus aller à l'école et ferme les yeux quand il croise un passant en deuil. Après les minerves, Bastia craint aujourd'hui de voir arriver les fauteuils roulants. Et l'île, une fois la solidarité épuisée, redoute de se retrouver encore un peu plus loin des autres, raplée sur elle-même, après avoir fabriqué ce monstre des tribunes qui a emporté ses enfants.

AGATHE LOGEART

La cour d'appel de Bastia conserve le dossier

La chambre criminelle de la Cour de cassation a désigné mercredi 20 mai la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bastia pour poursuivre l'instruction de la catastrophe de Furiani. La Cour de cassation avait été saisie d'une requête en désignation de juridiction par le parquet général de Bastia, après que M. Henri Hurand, l'ancien préfet de Haute-Corse, et M. Eugène Bertucci, le maire de Furiani, avaient été mis en cause dans le rapport de la commission administrative nommée par le premier ministre. Dans sa requête, le procureur général de Bastia, M. Jean-Louis Nadal, avait estimé qu'un «dépeçage» causait (...) un «détail considérable», et dans le contexte local serait vite perçu comme une volonté politique d'éloigner le débat pour ne pas faire toute la vérité sur cette affaire.

Quinze

André Dulac est

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le procès de Gérard Lebourg aux assises du Calvados

Une journée cafard-cauchemar

CAEN

de notre envoyé spécial

Après deux ans d'enquêtes infructueuses, près de trois mille personnes interrogées, une somme d'expertises de police scientifique, les gendarmes de la section de recherche de Caen pensent bien, ce 1^{er} septembre 1990, élucider l'affaire Delphine, ce meurtre d'enfant qui avait secoué l'été 1988 aux côtés d'autres présumés : Céline, Ludvine... Ils sont aux abords du restaurant « Le Pot-au-Feu » à Deauville, presque satisfaits, inquiets aussi. La veille, le restaurateur avait découvert par hasard, dans la chambre de son aide de cuisine, une mallette remplie de photos d'enfant, de lettres manuscrites et dactylographiées, des confessions sur l'affaire Delphine, une signature du crime en quelques sortes et des projets. D'autres viols encore...

Quand ils encerclent Gérard Lebourg, ils sont étonnés par l'absence de résistance du jeune homme. Celui-ci surprend la mention « Affaire Delphine Boulay » sur un acte de commission rogatoire et dit : « Je sais très bien ce que j'ai fait ». Gérard Lebourg raconte et quand l'insoutenable ne peut plus sortir de sa bouche, il écrit. Les gendarmes et l'accusé se passent ainsi, des petits bouts de papier où se dessinent une journée

de cafard-cauchemar, une dérive alcoolisée, un crime organisé. Lebourg livre de nombreux détails et certains ne peuvent être inventés, se disent les enquêteurs.

Ainsi Lebourg ira de lui-même identifier l'emplacement de la tente de Delphine dans le pré où s'était installé le camp scout durant l'été 1988. Il guidera les gendarmes, quelques kilomètres plus loin, pour accéder au chemin du Bout-du-Haut, à Villerville, et quand il s'approchera du lieu du crime, ses yeux s'arrêteront furtivement sur la cime de l'arbre. « C'est là », dira-t-il en tremblant et en prenant la main d'un gendarme. « C'était périlleux et inutile de s'approcher », confiera un enquêteur.

« Être tranquille »

Aujourd'hui Lebourg nie devant les jurés de la cour d'assises du Calvados. Alors la présidente, M^{me} Martine Varin, reprend les aveux qu'il a passés trois fois devant les gendarmes, quinze fois devant le juge d'instruction, soit vingt pages au total de procès-verbaux. Elle reprend le détail de cette journée et Lebourg acquiesce presque, hypnotisé par cette histoire, ces gestes qu'il a tant de fois décrits. La corde qu'il est allé chercher au grenier, le drap dans l'armoire, le coton dans la salle de bain. Le bidon d'essence qu'il est

allé remplir à la station-service. La voiture de sa mère qu'il a empruntée pour se rendre aux abords du camp. Le guet dans le champ de maïs et le bruit de la fermeture éclair d'une des tentes. La fillette sortie faire pipi en pleine nuit, surprise puis ligotée, violée dans un sous-bois, tuée par les coups puis carbonisée à l'essence.

« J'ai regardé brûler le corps et je suis parti car j'ai cru que quel qu'un arrivait ». A chaque fois Lebourg dit oui, puis précise machinalement : « Je l'ai dit ». Lui-même ne semble pas y croire, tente d'impliquer son frère Jean-Pierre également emprisonné pour pédophilie violente. « Je l'ai dit mais c'est des conneries ». Lorsque la présidente lui rappelle qu'il est actuellement incarcéré dans une unité psychiatrique de la prison de Rennes et lui demande, exaspérée : « Mais qu'est-ce que vous voulez de plus ? », Lebourg répond : « Être tranquille ».

La mère de Delphine, elle, s'est bouchée les oreilles lorsque les experts sont venus décrire l'état du corps carbonisé. Elle a fondu en larmes quand son institutrice est venue parler de Delphine comme une enfant « souriante, toujours gaie ».

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

MÉDECINE

Après une série d'hépatites aiguës

Le ministre de la santé interdit la vente de certaines spécialités phytothérapeutiques amaigrissantes

M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, vient d'interdire à la vente l'ensemble des spécialités phytothérapeutiques à base d'une plante, la germandrée-petit chène, utilisée pour ses propriétés « amaigrissantes ». Différents éléments épidémiologiques laissent en effet penser aujourd'hui que ces spécialités sont à l'origine d'une série d'hépatites aiguës.

Les produits phytothérapeutiques à base de germandrée-petit chène sont bien connus tant des pharmaciens que du grand public. A eux seuls, les laboratoires Arko Pharma (491 millions de chiffre d'affaires, 600 personnes), qui occupent en France, avec leurs Arko géules, une position dominante sur le marché pharmacologique de l'automédication à base de plantes, réalisent 3 % de ces ventes, soit 15 millions de francs annuels, à partir de cette substance.

« Nous traitons annuellement environ 10 tonnes de germandrée-petit chène, une plante sauvage originaire de Yougoslavie », explique le docteur Alain Lecomte, directeur médical des laboratoires Arko Pharma.

Selon le ministère de la santé, les indications actuelles de la germandrée-petit chène, reconnues dans l'avis au fabricant concernant une demande d'autorisation de mise sur le marché d'un médicament à base de plante, font que ces « spécialités » sont « traditionnellement utilisées comme adjuvants des régimes amaigrissants, dans le traitement symptomatique des diarrhées légères, ou, par voie orale, comme antalgique dans les affections de la cavité buccale et de l'oropharynx, et pour l'hygiène buccale ». En pratique, six spécialités contenant de la germandrée-petit chène avaient obtenu une autorisation de commercialisation en phytothérapie (1).

La décision ministérielle d'interdire la commercialisation fait suite à un retrait d'autorisation de mise sur le marché, pris à titre conservatoire le 4 février dernier, ainsi qu'à l'avis émis le 16 avril par la Commission nationale de pharmacovigilance.

Les spécialistes médicaux de cette discipline ont observé une série de vingt-six cas d'hépatite aiguë à la suite d'un traitement avec de la germandrée-petit chène. Il s'agissait le plus souvent de femmes (24 femmes et 2 hommes) d'un âge moyen de quarante-cinq ans. Dans dix-neuf cas, ces produits avaient été utilisés pour tenter de réduire une surcharge pondérale, le traitement ayant une durée moyenne de neuf semaines. Les phénomènes pathologiques observés étaient d'autant plus graves qu'ils survenaient chez des personnes ayant, après une première

interruption de traitement, repris la consommation de substances à base de cette plante. Dans tous les cas, toutefois, l'évolution a été favorable dans un délai de six semaines à six mois.

En l'état actuel des connaissances, aucun élément expérimental ne permet d'expliquer avec précision le mécanisme physio-pathologique à l'origine de ces manifestations hépatiques. « L'augmentation récente de la fréquence de notification des hépatites peut s'expliquer en partie par le fait que l'indication traditionnelle « diurétique » a été transcrite en « utilisé en adjuvant des régimes amaigrissants », ce qui a pu entraîner une recrudescence de l'emploi de ce médicament, indique-t-on au ministère de la santé. De plus, ces fréquences sont vraisemblablement sous-estimées, en raison notamment de la méconnaissance actuelle de l'hépatotoxicité de

la germandrée-petit chène par le corps médical. » Au siège d'Arko Pharma, on affirme ne pas disposer d'éléments permettant d'identifier l'origine exacte d'un phénomène pathologique dont on ne conteste pas l'existence, même si l'on tient à en minorer la fréquence.

JEAN-YVES NAU

(1) Six spécialités contenant de la germandrée-petit chène ont été récemment commercialisées en France : Arko géules germandrée, Arko fusettes germandrée, et Tealine, des laboratoires Arko Pharma ; Elusane germandrée, des laboratoires Pierre Fabre ; lissine pectorale d'Alsace Vialfron (laboratoires Motal) et Eau des bénédictines de l'abbaye de Pradines (Laboratoire des bénédictines de l'abbaye de Pradines). Arko Pharma précise que leur nouvelle « spécialité », Nouvelle Tealine, ne contient pas de germandrée-petit chène.

Préservatifs hors écran

Dans un communiqué publié mardi 19 mai, l'hôtel Matignon annonce l'annulation d'une campagne télévisée incitant les jeunes à avoir recours, lors de leurs relations sexuelles, aux préservatifs masculins. « Une nouvelle étude a été demandée aux concepteurs de la campagne de telle sorte qu'une information objective puisse être apportée aux jeunes sans choquer inutilement certaines sensibilités », précisent les services de M. Pierre Bérégovoy.

Cette campagne, décidée par le précédent gouvernement, visait notamment à informer les adolescents sur l'ensemble des méthodes contraceptives. Elles s'inscrivaient dans le cadre des mesures prises par M^{me} Véronique Niertz, secrétaire d'Etat aux droits de la femme, et adoptées en conseil des ministres le 4 mars dernier (le Monde du 5 mars).

On indique dans l'entourage du premier ministre que si le slogan de la campagne émise était « astucieux », le message délivré en revanche « n'était pas très clair ». « Compte tenu des risques de confusion qu'une telle campagne risquait d'introduire dans les esprits, le travail accompli à la demande de M^{me} Niertz n'a pas obtenu l'approbation interministérielle », ajoute-t-on à l'hôtel Matignon. L'embarras est tout aussi évident dans l'entourage de M^{me} Niertz, où l'on se refuse

« à commenter une décision prise par Matignon » après avoir dû annuler la conférence de presse prévue pour le lancement de cette campagne.

Tout en s'interdisant de révéler le contenu du spot télévisé et le slogan retenu, on prend soin, dans l'entourage du premier ministre, de préciser qu'il ne s'agit que d'un report de la campagne et qu'il n'y a eu dans cette affaire aucune pression de la hiérarchie catholique, opposée — en dépit de la progression de l'épidémie de sida — à toute action incitant à l'usage des préservatifs. Selon le *Canard enchaîné* du 20 mai — qui précise que le slogan retenu était « la contraception, pour ne pas penser qu'à l'amour », c'est le premier ministre lui-même qui aurait pris la décision.

Déjà en 1982, une décision de M. Bérégovoy, alors ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, qui s'était opposé au remboursement de l'avortement (le Monde du 5 août 1982), avait suscité de vives réactions dans les milieux féministes : « Dans le domaine des mœurs, quand le dossier est délicat et la solution controversée, nous avons-il alors déclaré, il est souhaitable de rechercher le plus large consensus des différents composantes de la société française. »

J.-Y. N.

ÉDUCATION

La Ligue de l'enseignement demande le report de la journée de l'Europe à l'école. — La Ligue de l'enseignement demande le report de la journée d'information sur l'Europe organisée jeudi 21 mai dans les classes de CM2 des écoles primaires. La Ligue estime que cette initiative, qui doit concerner neuf cent mille élèves, « pourrait être mal interprétée à l'heure du débat politique relatif au traité de Maastricht ». Elle demande son report « après les débats parlementaires et un éventuel référendum ».

Le soutien présumé à des militants de l'ETA

Quinze élus bretons demandent à être inculpés

SAINT-BRIEUC

de notre correspondant

Quinze élus de l'UDB (Union démocratique bretonne) de la région de Lannion et Paimpol, dans les Côtes-d'Armor, ont adressé un courrier au procureur de la République pour lui demander d'être inculpés dans le cadre de

l'affaire du soutien présumé de militants régionalistes bretons à l'ETA. Le 10 mai dernier, seize personnes soupçonnées d'avoir hébergé des militants de l'organisation séparatiste basque, dont plusieurs originaires ou résidant en Bretagne, avaient été écrouées sous les chefs d'inculpation d'association de malfaiteurs, aide au séjour irrégulier, complicité pour l'obtention de faux documents administratifs, participation à une entreprise terroriste.

Tout en affirmant leur opposition totale aux actions violentes de l'ETA, les élus de l'UDB (un mai, quatre adjoints et dix conseillers municipaux) expliquent : « Chacun et chacune d'entre nous avons pu, à une occasion ou une autre, nous rendre coupables de ce délit d'hospitalité grâce pour la circonstance en accueillant des personnes sans vérifier leurs antécédents ou la régularité de leur situation ni fouiller leurs bagages. »

P. L.

DÉFENSE

Ancien chef d'état-major de Raoul Salan en Algérie

Le général André Dulac est mort

Le général André Dulac, qui joua un rôle important aux côtés du général Raoul Salan pendant la guerre d'Algérie et lors de l'accession au pouvoir du général de Gaulle en 1958, est décédé, dimanche 17 mai à Paris, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Il avait rassemblé ses souvenirs dans un livre intitulé *Nos guerres perdues*, paru chez Fayard en 1979.

Né le 5 juillet 1907 à Beauvais (Oise), ancien élève de Saint-Cyr, André Dulac sert, comme capitaine, dans le corps d'armée du Levant en 1939, qui devait plus tard, sous les ordres du général Dentz et selon les consignes du gouvernement de Vichy, s'opposer aux troupes anglaises et françaises en Syrie.

De retour en France et placé en congé d'armistice, André Dulac entre, en 1948, dans le réseau Hunter du Bureau central de renseignement et d'action (BCRA), puis à la Direction générale des études et recherches (DGER), qui ont été les services secrets de la France combattante. En 1945, promu lieutenant-colonel, il sert dans l'infanterie avant d'être nommé avec le grade de colonel, en 1950, à la tête du 41^e régiment d'infanterie. Il est affecté au Nord-Vietnam, puis à Paris. Promu général de brigade en 1956, il commande le secteur autonome de Tebessa, à la frontière algéro-tunisienne.

Au début de 1957, le général Dulac devient chef d'état-major à la 10^e région militaire (Alger). Le 23 mai 1958, alors que des événements graves secouent l'Algérie, puis la France, il devient l'adjoint civil et militaire du général Raoul Salan, qui exerce alors les fonctions de commandant supérieur interarmées en Algérie, d'abord chargé des pouvoirs civils et militaires, puis délégué général du gouvernement en Algérie.

C'est l'époque où certains hommes politiques de la IV^e Répu-

blique et une partie de l'armée appellent au pouvoir le général de Gaulle. Dans ses fonctions, le général Dulac est un conseiller très écouté du général Salan, pour le compte duquel il assure les liaisons avec « l'état-major » gaulliste.

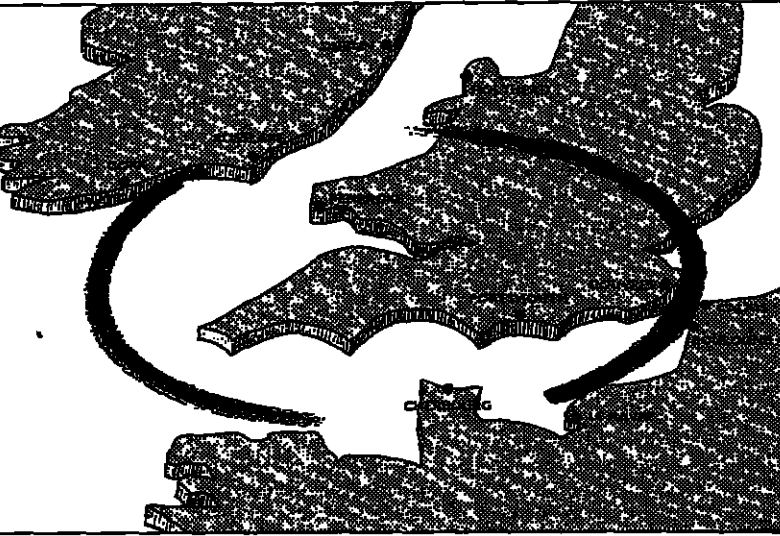
Pendant ces événements, où se profile la menace d'une intervention armée contre la métropole et qui aboutiront à la chute du régime, le général Dulac a alors un entretien, le 28 mai à Colombey-les-Deux-Églises, avec le général de Gaulle, qui lui assure vouloir arriver au pouvoir dans le strict respect de la légalité républicaine. Un an plus tard, il sera promu général de division et il reçoit le commandement de la 2^e division d'infanterie et de la subdivision de Bône, en Algérie.

En août 1960, André Dulac devient chef d'état-major du général commandant en chef les forces alliées Centre-Europe ; il occupera cette fonction au sein de l'OTAN, que la France quitte en 1966, jusqu'en février 1964, date à laquelle il est élevé au rang de général de corps d'armée du cadre de réserve. Titulaire de la médaille de la Résistance, le général Dulac était commandeur du Mérite et grand officier de la Légion d'honneur.

« L'Espagne commandera moins d'avions de combat européens. — Au Parlement espagnol, le ministre de la défense, M. Julian Garcia Vargas, a exposé, mardi 19 mai, la position de son gouvernement sur le programme Eurofighter d'un avion de combat européen, en coopération avec l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni. L'Espagne, qui participe au projet à hauteur de 13 %, va réduire sa commande de 100 à 87 avions, et demande aux constructeurs que le prix de l'appareil diminue de 20 %. De plus, elle souhaite retarder le début de la fabrication. Faisant allusion à l'attitude de l'Allemagne (le Monde du 19 mai), le ministre a estimé que le retrait d'un pays met le projet en danger. »

ALLEZ EN IRLANDE EN TOURNANT EN ROND.

NOUVEAU FERRY ULTRA-MODERNE
Capable de transporter 2000 passagers, le superbe ferry «Tide of Inisfree» vient d'être mis en service sur la liaison sud Grande Bretagne-Irlande qu'il assure deux fois par jour dans chaque sens.



Passer par l'Angleterre dans un sens. Prenez la route directe dans l'autre.

Dans un sens, via l'Angleterre, vous aurez un minimum de mer, 4 ports en France (Calais/Boulogne/Le Havre/Cherbourg) et des traversées très fréquentes. Dans l'autre, un trajet direct, très peu de voiture et deux ports en France (Le Havre et Cherbourg) comme en Irlande (Rosslare et Cork). En plus, le tarif est des plus agaçants : 875 F A/R par personne voiture comprise (jusqu'au 9 juillet, base 4 personnes). Alors, vous venez ?

Irlande

B&I LINE

IRISH FERRIES

Renseignements et brochures : 3615 IRLANDE, votre Agent de Voyage ou

Bennett Voyages, 28 bd Haussmann-75009 Paris
Tél. (1) 48 01 87 77-Minitel 3615 BENNETT

Transports et Voyages, 8, rue Auber, 75009 Paris
Tél. (1) 42 66 91 91-Minitel 3615 IRISH FERRIES

SOCIÉTÉ

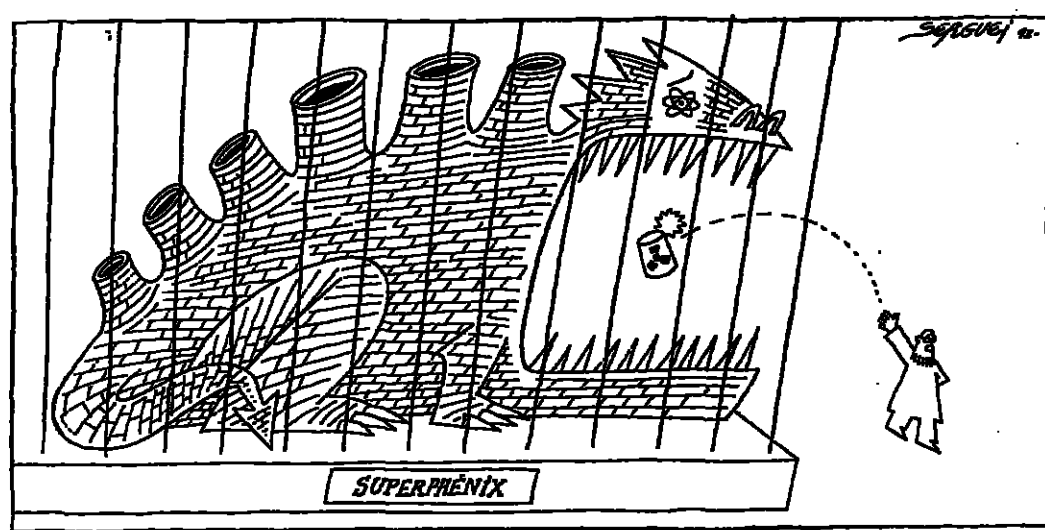
NUCLÉAIRE

Un surgénérateur encombrant

Le gouvernement fera prochainement connaître sa décision sur le redémarrage éventuel de Superphénix

Il faudra encore attendre quelques semaines pour connaître la décision du gouvernement sur le redémarrage du réacteur surgénérateur Superphénix. Arrêtée à la suite d'une série d'incidents techniques, cette centrale à neutrons rapides construite à Creys-Malville (Isère), sur les bords du Rhône, à une cinquantaine de kilomètres en amont de Lyon, fait l'objet d'un débat très controversé. L'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques a pris, mardi 19 mai, l'initiative d'entendre publiquement l'ensemble de ceux - ministres, industriels, chercheurs, syndicalistes et associations de défense de l'environnement - qui sont impliqués dans ce dossier.

« Sur Superphénix », a affirmé M. Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, devant l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, le gouvernement n'est pas entré dans sa phase de décision. Toute l'information n'est pas encore disponible. Nous attendons donc que la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) remette son rapport sur le dossier de la sûreté. Le message est clair : le gouvernement ne choisira qu'en connaissance de cause, conscient, comme le rappelaient le député Jean-Yves Le Déaut, président de l'Office parlementaire, et le député Claude Biroux (1), que l'on doit « sur le nucléaire obtenir le consentement du public et des élus » et que, sur ce sujet, « la transparence est non seulement l'exigence de la démocratie mais celle aussi d'une efficacité toujours accrue du contrôle de sûreté ».



Fort de ces grands principes, fort aussi de la résolution de M. Ségolène Royal, ministre de l'environnement, pour qui « la sûreté ne se négocie pas » et les choix doivent se faire en dehors « de toute précipitation », chacun attend le verdict qu'exprimera, « très bientôt », espère-t-on, la direction de la sûreté des installations nucléaires. Nul ne sait encore quelle en sera la teneur. Mais le groupe permanent des réacteurs, l'un des « experts » consultés par la DSIN, a donné un avis technique favorable au redémarrage de la centrale de Creys-Malville.

Vingt-quatre mois de fonctionnement

De toute façon, « le gouvernement ne passera pas outre à un avis négatif de la DSIN », a souligné M. Strauss-Kahn. Mais un feu vert des autorités de sûreté ne règlera pas le problème pour autant. Au-delà du simple problème de la

sûreté se pose en effet celui de l'intérêt économique de redémarrer une telle installation et celui aussi de son utilisation. Sur le premier point, chacun est d'accord aujourd'hui pour penser que le développement industriel des surgénérateurs, s'il doit un jour avoir lieu, n'interviendra pas avant 2010-2020 au plus tôt (le Monde du 15 avril). De plus, Superphénix, pour lequel 27,5 milliards de francs ont été investis, n'a fonctionné, du fait d'ennuis divers, qu'un peu plus de vingt-quatre mois en six ans et demi d'existence (2). Même à l'arrêt, il coûte encore quelque 450 millions de francs par an.

Faut-il arrêter les frais ? Certes, le cœur de ce réacteur et son rechargement représentent encore « 35 milliards de kilowatts-heures, soit une valeur de 4 à 5 milliards de francs », souligne M. Jean Bergougnoux, directeur général d'EDF, si j'ai comme beaucoup la conviction que les besoins en surgénérateurs s'éloignent dans le temps,

je pense qu'il ne faut pas pour autant fermer la porte à une option qui peut se révéler utile un jour ».

Une opinion partagée par M. Hubert Curien, ministre de la Recherche et de l'Espace : « Si les autorités de sûreté confirment leur accord, je suis sûr, il faut repartir. C'est un outil d'études essentiel », a-t-il lancé aux parlementaires. D'autant plus essentiel que les Japonais et les Américains continuent leurs recherches et que Tokyo s'apprête à mettre en service au printemps 1993 le surgénérateur de Monju, équivalent du réacteur Phénix (250 mégawatts). D'autre part, les Allemands, les Français et les Britanniques ont engagé les premiers travaux de l'EFBR (European Fast Reactor), successeur de Superphénix.

Une conversion possible en incinérateur

« Cette coopération européenne », s'inspire M. Philippe Rouvillois, administrateur au CEA, résisterait très difficilement, et c'est un euphémisme, à une décision d'arrêt. La situation serait alors d'autant plus délicate, selon lui, que les Japonais consacrent aux surgénérateurs des moyens très supérieurs à ceux des Européens, dont l'avance tient uniquement à la possession de Superphénix. Enfin, certains craignent que nos partenaires européens dans la centrale de Creys-Malville, essentiellement les Allemands et les Italiens, ne réclament des dédommagements si le réacteur était fermé pour des raisons n'ayant rien à voir avec la sûreté. Mais comment justifier le redémarrage d'une filière dont l'intérêt économique est aussi lointain ? EDF et le CEA ne contestent pas

que la production d'électricité d'une telle installation est finalement marginale. Les arguments sont donc ailleurs. Dans le retour d'expérience que ne manque pas d'apporter un réacteur qui fonctionne, fut-il, comme c'est le cas, un prototype expérimental. Et surtout dans une utilisation différente de celle prévue à l'origine par ses concepteurs. Les qualités particulières de ce type de réacteur permettent en effet de les employer comme incinérateur d'actinides, ces déchets radioactifs à vie longue que sont le neptunium, l'américium et le curium, ou comme outil de gestion et de réduction des stocks de plutonium.

Ces dernières possibilités, également mises en avant à l'étranger, semblent séduire les responsables politiques, qui y voient, bien évidemment, un argument de nature à convaincre une opinion publique qui a manifesté sa sensibilité verte aux dernières élections. Toutefois, un tel choix nécessiterait de nouvelles études, la constitution d'un nouveau dossier de sûreté et le développement du conditionnement des matières à éliminer.

Deux ans de délai minimum qui conduiraient donc à de premiers essais en 1994 (3). Mais d'ici là ? Retarder la décision d'un redémarrage à cette date pourrait tenter des politiques embarrassés par ce dossier. Ce n'est pas sans risque. Car, le 3 juillet prochain, Superphénix « fêtera » sa deuxième année d'arrêt. Or la législation française stipule que toute installation nucléaire immobilisée pendant une aussi longue période doit faire l'objet de nouvelles procédures d'autorisation de fonctionnement et d'une nouvelle enquête d'utilité publique, susceptible de rallumer les passions.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU
ET JEAN-PAUL DUFOUR

- (1) Auteur d'un rapport sur le contrôle de la sûreté et de la sécurité des installations nucléaires.
- (2) Soit l'équivalent de jours de fonctionnement à pleine puissance, Superphénix ayant été pendant cette période raccordé au réseau pendant 7410 heures. Ce chiffre est à comparer à celui du réacteur surgénérateur Phénix, qui a déjà fonctionné pendant 100 000 heures.
- (3) En cas de redémarrage de Superphénix, le scénario pourrait être le suivant : utilisation normale du réacteur de 1992 à 1994 ; utilisation pour essais comme incinérateur d'actinides de 1994 à 1998 ; utilisation avec un cœur adapté (fonctionnement en régime de sous-génération) pour brûler du plutonium et des actinides en quantités substantielles après 1998.

de notre correspondant

Après l'irradiation en août 1991 de trois ouvriers

L'expert judiciaire relève de graves anomalies dans l'accélérateur de particules de Forbach

NANCY

Dans la semaine du 6 au 12 août 1991, MM. Daniel Leroy, Giovanni Nespoli, et Jean-Marc Bies, tous trois employés intermédiaires de la société Electro-Beam Service (EBS) de Forbach, spécialisée dans le traitement ionisant du téflon, sont irradiés par les rayonnements provenant d'un accélérateur de particules. Sans se rendre compte du danger qu'ils couraient, Leroy et Nespoli, voulant réparer l'appareil tombé en panne, s'exposent alors directement aux rayons gamma provenant de l'accélérateur de particules. Ceux-ci pénètrent dans leur peau jusqu'à une profondeur de 8 millimètres. Quatre mois plus tard, ils sont hospitalisés.

M. Paul Genty, expert judiciaire national, avait été chargé par M. Gabriel Steffanus, juge d'instruction à Sarreguemines, de déterminer les éventuelles responsabilités dans ce drame. L'expert vient de rendre son rapport. Il relève de graves anomalies et de nombreuses négligences et met à jour plusieurs types de responsabilités. L'expert s'est rendu à plusieurs reprises chez EBS, où il a constaté « des anomalies de conception du matériel » : fuites d'irradiations, possibilités d'entrer dans le blocage sans passer par le processus de sécurité, dégradation rapide du convoyeur entraînant des pannes nécessitant l'intervention des ouvriers.

M. Genty met également clairement en cause la société EBS, lui reprochant « des anomalies d'exploitation ». Au premier rang de celles-ci : « la nécessité de la productivité engendrant une mise en service rapide de l'accélérateur en limitant au minimum les arrêts de réparation et de maintenance ». L'existence « d'anomalies liées au contexte administratif ». Des réponses « tardives ou incomplètes » avaient été apportées par les organismes de contrôle pour cause de congés annuels alors qu'EBS avait demandé préalablement à sa mise en service des renseignements à la préfecture et au SCPR (Service central de protection contre les rayonnements ionisants).

Au vu des conclusions accablantes de ce rapport, M. Lagrange, avocat d'une des victimes de Forbach, a écrit au juge pour lui demander de renvoyer au plus tôt le directeur et le PDG d'EBS devant le tribunal. Ceux-ci sont inculpés de blessures involontaires et d'infraction aux règlements. Actuellement, un des trois irradiés, M. Daniel Leroy, vingt-huit ans, toujours hospitalisé, est dans un état grave.

MONIQUE RAUX



Vivre à deux une relation de qualité

Le monde change, votre demande aussi. Vous voulez trouver un partenaire au caractère réellement compatible avec le vôtre, pour vivre une union stable et harmonieuse.

Pour répondre à votre attente, Ion International conjugue une expérience acquise depuis 1950, une qualité humaine d'écoute et des techniques modernes.

De plus, Ion International renouvelle les contacts jusqu'au succès final.

Ion International

Tél. 45 26 70 85

Pour recevoir une documentation complète, faites 3615 code Ion sur votre Minitel ou retournez ce coupon :

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement sous pli neutre et cacheté, votre brochure 34 pages couleur.

M., Mme, Mlle _____ Age _____

Prénom _____ Adresse _____

Tél. _____

■ PARIS (75009) 94, rue Saint-Lazare - Tél. : (1) 45 26 70 85

■ BORDEAUX AOUTAINE (33200) Gnozilac - Tél. : 577 43 96 85

■ TOULOUSE (31000) 16, rue Nungesser-et-Coli - Tél. : 61 59 48 58

■ BRUXELLES (1040) rue Belliard 205 BP 15 - Tél. : (02) 238 99 99

■ GENEVE (1204) 4, route de Florissant - Tél. : (022) 46 81 88



EN BREF

□ L'Inde a lancé un nouveau satellite. - L'Inde a mis sur orbite, mercredi 20 mai, un satellite scientifique après deux tentatives avortées en 1987 et 1988. Ce satellite a été lancé par une fusée ASLV (Augmented Satellite Launch Vehicle) à 2 h 32 mn (heure française) depuis le pas de tir de Sriharikota, dans le sud du pays. Neuf minutes et 18 secondes plus tard, la fusée a largué sa charge utile, le SCROSS-C, un satellite scientifique de 106 kg. - (AFP)

□ Mobilisation pour le classement de deux vallées alpines. - Une trentaine de personnalités françaises, italiennes et suisses viennent de créer un comité international pour obtenir le classement de deux vallées particulièrement pittoresques proches de Briançon (Hautes-Alpes) : la Clarée et la vallée Enroite. La procédure de classement de ces deux sillons, longs au total de 23 km, pittoresque car elle se heurte à un projet autoroutier France-Italie.

□ Des demandeurs d'asile kurdes placés en garde à vue. - Vingt-sept Kurdes de nationalité turque, demandeurs d'asile déboutés, qui poursuivaient, depuis le 5 mai, une grève de la faim dans une salle paroissiale de Vernon (Eure) ont été délogés par la police, mercredi 20 mai, vers six heures du matin. Ils ont été placés en garde à vue au commissariat d'Evreux.

□ TENNIS : Boris Becker forfait pour Roland-Garros. - L'Allemand Boris Becker, quatrième joueur mondial, a déclaré forfait pour les Internationaux de France de tennis qui débuteront lundi 25 mai au stade Roland-Garros.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
créée le 10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beyre-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléc. MONDOPUB 634 128 F
Télfax : 46-62-66-71 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composant 30-15 - Taper LEMONDE
ou 20-15 - Taper LM

Imprimé au
12, rue M. Courbet
94832 IVRY Cedex
1991

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télax : 208.808F

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEYRE-MÉRY
94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Télax : 261.311F

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2033
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales y compris CEE selon
3 mois	460 F	572 F	750 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Page 10

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales à l'imprimerie.

MBA

Graduate School
of Management
University of Dallas

EDUCATION • CAMPUS

L'orientation à plusieurs voix

Le grand marathon commence à la mi-juin pour tous les élèves. Enseignants et chefs d'établissement sont contraints d'écouter davantage les familles

« **L**e jeune construit son orientation au lieu de la subir » : c'est une des phrases-clés de la loi d'orientation du 10 juillet 1989. Pour la deuxième année consécutive, collégiens et lycéens vont pouvoir mettre à l'épreuve les intentions gouvernementales : entre le 13 et le 24 juin prochain, ils seront fixés sur leur sort et connaîtront les propositions définitives des conseils de classe. A eux ensuite, en cas de problème, de jouer finement avec des procédures nettement rajoutées et plus souples qu'auparavant.

Pour accompagner l'augmentation du nombre d'élèves scolarisés au lycée puis atteignant le niveau bac, il fallait bien changer les procédures d'orientation, jusque-là très rigides et autoritaires. Le projet en tout cas est ambitieux même si l'expression très volontariste des textes prête un peu à sourire, appliquée à un domaine encore aussi mouvant et conflictuel (1).

Il aurait été vain néanmoins de prétendre conduire 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat - ou 100 % à une qualification - sans toucher à ces procédures d'orientation malhonnêtes, où la place des parents et encore plus celles des élèves était réduite à la portion congrue, où leur marge de manœuvre était quasiment nulle. Soucieux de « placer l'élève au centre du système éducatif », M. Jospin avait donc largement centré sa loi d'orientation sur la notion de « continuité éducative » : plus d'orientation coupée, expliquait-il, ni d'orientation sanction, mal comprises par les principaux intéressés. Place à l'accueil et à l'écoute des familles, à la discussion avec « l'équipe éducative » et aux décisions prises en concertation avec les parents d'élèves.

Faiblesse des repêchages

Un décret, publié en juin 1990, applicable pour la première fois en 1991, venait préciser très concrètement les modifications apportées à l'ancien système. Deux changements importants étaient apportés, qui provoquaient immédiatement la colère du Syndicat national des enseignants de second degré (SNES), majoritaire dans les lycées : la place des parents et surtout leur pouvoir de contestation des décisions prises en matière d'orientation étaient nettement élargis ; le rôle des chefs d'établissement était renforcé. Ces derniers pouvaient notamment, en cas de désaccord entre la famille et les professeurs, trancher contre l'avis du conseil de classe, accepter par exemple un redoublement ou une orientation dans telle ou telle filière, refusés par le conseil.

Du jamais vu dans une institution où les « patrons » jouissent d'une autorité morale mais où il ne disposent quasiment d'aucun pouvoir. « A la rentrée scolaire », raconte amusé, le proviseur du lycée Turgot à Paris, certains profs avaient lancé une enquête auprès de leurs collègues pour savoir combien d'avis repêchés d'élèves contre l'avis des conseils de classe. »

Fantôme ou réalité ? Les chefs d'établissement n'ont, semble-t-il, pas abusé de leur nouveau pouvoir. D'après une enquête de la direction des lycées et collèges du ministère, la marge d'initiative laissée aux chefs d'établissement n'a profité, en 1991, qu'à 0,6 % des élèves de troisième, repêchés par leur principal et admis en seconde. De la même

comme ils joueraient au Loto. Pour tenter le coup et parce qu'ils ne courent rien. Reste qu'ensuite ils sont déçus. L'augmentation actuelle du nombre des recours en appel ne me paraît pas un très bon signe. »

En réalité, au plan national, le taux de recours en appel a baissé. Il a concerné en 1991, toujours

pour entamer la procédure (au lieu de huit l'an dernier). Curieusement, cette disposition n'a guère soulevé de protestations du côté des fédérations de parents d'élèves. Beaucoup de chefs d'établissement affirment qu'ils constituent eux-mêmes les dossiers d'appel, voire, comme le proviseur adjoint du lycée professionnel de Montreuil (Seine-et-

autres niveaux de la scolarité, le redoublement peut être imposé mais pas une orientation vers une filière non convoitée. Si, en fin de troisième par exemple, le conseil de classe propose une orientation en BEP, la famille peut toujours exiger « le maintien de l'élève dans sa classe d'origine », pour la durée d'une seule année scolaire. Même chose en fin de seconde, où le redoublement peut être préféré à une orientation dans une filière non convoitée.

A écouter les chefs d'établissement, les parents ne se sont pas privés, dès la première année d'application des nouveaux textes, de se servir de leurs droits. Pour preuve, l'augmentation du taux de redoublements en seconde qui a dépassé les 15 % en 1991. Toutefois, les choses semblent très différentes selon le type d'établissement considéré et selon la politique menée en matière d'information et d'implication des familles.

Entretiens individuels

Au lycée Jean-Monnet de Joué-lès-Tours, par exemple, malgré les nouveaux droits accordés aux familles, le taux de redoublement a diminué en 1991, passant de 18 à 12 % et sept familles seulement (sur 370 concernées) ont fait appel à l'issue de cette classe. Sans qu'aucune, d'ailleurs, n'ait obtenu satisfaction. « L'idée de la loi, explique le proviseur M. Kieffer, c'est que l'orientation ne soit plus l'affaire du troisième trimestre mais qu'elle soit préparée tout au long de l'année. La loi fait obligation au proviseur de recevoir individuellement chaque famille pour lesquelles subsiste un désaccord. J'en ai vu une cinquantaine l'an dernier, mais pratiquement toutes se sont rangées à notre avis. »

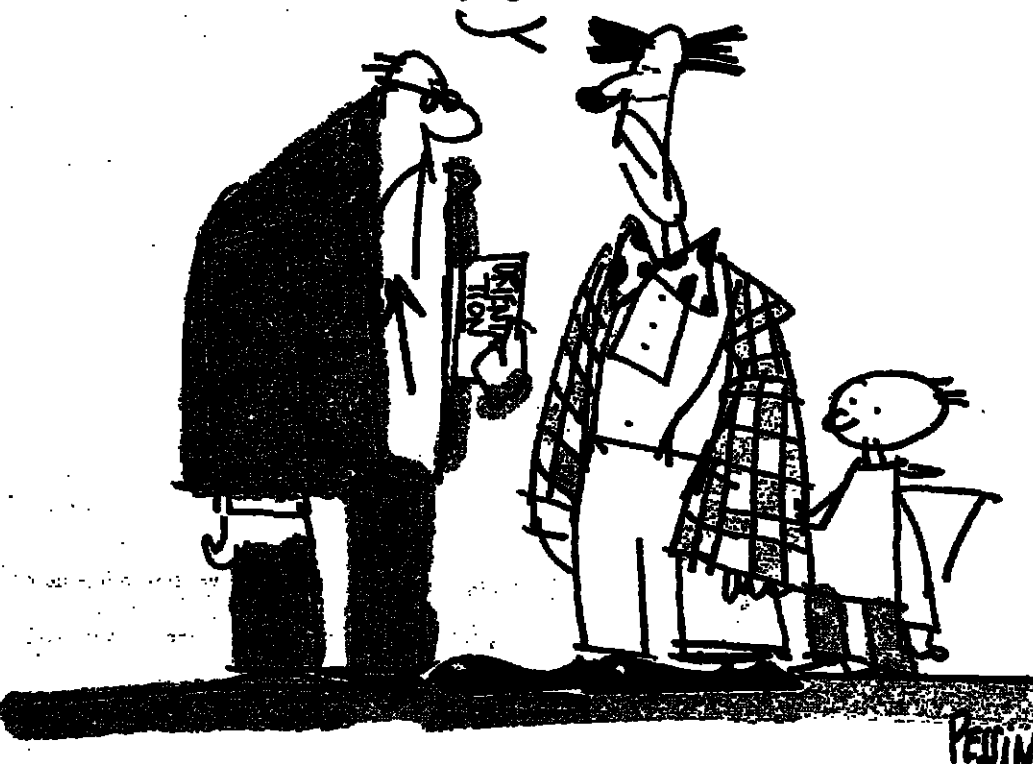
Rien de tel au lycée Turgot, où d'après le proviseur, M. Boyer, les désaccords à l'issue des conseils de classe concernent environ deux tiers des élèves « la quasi-totalité faisant le choix du recours en appel ». « Là où les conflits sont les plus fréquents, souligne le proviseur, c'est en fin de seconde, quand les élèves qui ont déjà souvent un an de retard doivent se plier à nos propositions ou redoubler une nouvelle fois. »

Les chefs d'établissement sont unanimes : les nouvelles procédures ont surtout permis que le dialogue avec les familles, jusque-là réduit aux grands-messes des réunions d'information de début d'année, soit plus fréquent et davantage individualisé. Mais demeure le problème de fond sur lequel bute le ministère et qui désespère certains proviseurs de lycée professionnel : l'engouement des familles - et des jeunes eux-mêmes - pour la poursuite d'études longues. En 1991, les trois quarts des élèves de troisième ont réclamé d'entrer en seconde tandis qu'un peu plus de 20 % d'entre eux seulement souhaitaient aller en BEP.

CHRISTINE GARIN

(1) Voir le dossier très complet du Monde de l'éducation n° 193, mai 1992.

MOI, MES PARENTS S'EN FOUTAIENT UN PEU.



façon, d'après cette enquête, la hausse de un point du taux de passage en première est due aux décisions des chefs d'établissement. Pas de quoi fêter un chat.

« On ne va pas s'amuser à se désolidariser de nos profs », explique M. Patrick Tenèze, principal du collège Henri-Wallon de Garges-lès-Gonesse (Seine-Saint-Denis). Nous intervenons à la marge pour remettre en jeu, éventuellement une ou deux décisions. Mais cela se fait toujours, du moins chez moi, de manière collégiale. Cela donne un peu plus de souplesse au système, et surtout cela nous oblige à rencontrer tous les parents, systématiquement et individuellement. Et ça, ça fait vraiment du bien à l'institution. »

En fin de cinquième, dans son collège, vingt-cinq élèves ont fait appel aux décisions du conseil de classe. Un ou deux seulement ont obtenu satisfaction. « Les gamins, explique Patrick Tenèze, font appel

d'après l'enquête de la direction des lycées et collèges, 2,5 % des élèves de cinquième, 3 % de ceux de troisième, 3,4 % de ceux de seconde et 5,5 % de ceux de première. Soit une baisse de 20 à 33 % selon les niveaux par rapport à 1990. En revanche, contrairement à ce que ressentent principaux et proviseurs, les taux d'appel satisfaisants ont tendance à augmenter. Situés dans une fourchette comprise entre 29 et 36 % selon les classes en 1990, ils ont dépassé 35 % à tous les niveaux en 1991. « Il est probable que les entretiens entre les chefs d'établissement et les familles aient contribué à réduire sensiblement les taux d'appel », conclut l'enquête. »

La nécessité de prolonger quelque peu un troisième trimestre d'étude déjà très entamé par l'organisation des épreuves du baccalauréat a conduit le ministère à raccourcir de moitié, cette année, le délai laissé aux parents pour faire appel. Ils disposeront donc de trois jours

Marne) qu'ils reçoivent les parents le samedi et le dimanche. Mais il n'est pas sûr que tous soient aussi conciliants. »

Nouveaux droits pour les parents

Mais la grande nouveauté de la loi d'orientation est l'introduction des notions de « continuité éducative » et de « cycles d'apprentissage » à l'école primaire comme au collège. Car cette réforme a une conséquence directe sur la particularité bien française - et très contestée - du redoublement.

S'ils ne sont pas interdits comme cela avait été furtivement évoqué, les redoublements doivent être, selon la loi d'orientation « limités au maximum et réservés à des cas bien particuliers d'échecs scolaires ». Autrement dit, le passage dans la classe supérieure est de droit à l'issue d'un cycle, soit en sixième, en quatrième et en première. Aux

Les grands rendez-vous

■ En sixième : tous les élèves passent en cinquième et le redoublement ne peut, en aucun cas, être imposé aux familles.

■ En cinquième : la loi d'orientation a supprimé le « palier » d'orientation de cinquième. L'orientation vers un CAP en trois ans à l'issue de cette classe devient exceptionnelle : de 16,4 % en 1985, l'orientation vers une quatrième préparatoire de lycée professionnel est passée à 5,2 % en 1989 et à 1,2 % en 1991. Plus des trois-quarts des élèves (76,3 %) sont actuellement orientés vers une quatrième d'enseignement général et 8 % vers une quatrième technologique (la plus souvent en lycée professionnel) débouchant sur la préparation d'un BEP. En cas de désaccord avec l'orientation proposée par le conseil de classe, la famille peut désormais exiger le redoublement.

■ En quatrième : la quasi-totalité des élèves (91,4 %) passent en troisième. Le redoublement ne peut pas être imposé aux familles (il a concerné 6,4 % des élèves en 1991).

■ En troisième : c'est la plus importante puisque c'est à l'issue des quatre années de collège que doit se dessiner l'orientation définitive des élèves. La majorité des élèves (64 %) est orientée vers une seconde d'enseignement général ou technologique. Un petit quart (22,5 %) part en lycée professionnel pour préparer un BEP. Enfin, 9 % des élèves redoublent.

Si l'orientation proposée par le conseil de classe n'est pas conforme aux vœux exprimés par l'élève et sa famille, ces derniers doivent obligatoirement être reçus par le chef d'établissement. Ce dernier prend ensuite une décision d'orientation ou de redoublement qui doit être motivée et qui peut, éventuellement, contredire l'avis émis par le conseil de classe. Si le désaccord persiste, l'élève et ses parents peuvent faire appel dans un délai de trois jours - au lieu de huit jusqu'en juin 1991. Le décret précise que les parents peuvent être présents à la commission d'appel ce qui, jusqu'alors, n'était pas autorisé.

■ En seconde : comme à l'issue de la troisième, l'élève et sa famille peuvent préférer un redoublement plutôt qu'une orientation dans une autre filière que celle qu'ils ont choisie. Le taux de redoublement est d'ailleurs particulièrement élevé dans cette classe puisqu'il concerne 15 % des élèves.

THE DALLAS MBA

Le programme MBA de l'Université de Dallas s'installe à Paris. Dès cette année, après une "summer session" de cinq semaines à Paris, les participants suivront les cours à Dallas d'août à avril, à l'issue desquels ils obtiendront le diplôme MBA. Le programme s'adresse aux diplômés de l'enseignement supérieur, et aux cadres désireux de suivre une formation de haut niveau en management.

Déroulement du programme :
- "Summer session" à Paris : du 22 juin au 13 août 1992
European Certificate in International Management
- Cours à Dallas : du 31 août au 30 avril 1993
Diplôme MBA délivré par University of Dallas



Graduate School of Management
University of Dallas

Informations/Admissions :
University of Dallas in Paris
c/o L.F.A.M.
19, rue Cépée - 75015 Paris
Tél. (1) 47 34 38 23
Fax. (1) 47 05 74 75

PCS

PREPARATION COMMERCIALE SUPERIEURE

Centre de préparation.
OLUX HEC et à Sciences Politiques.
Créé en 1976.

Classes prépa ESC et classes pilotes HEC
Corps professoral réputé
Suivi personnalisé et groupes homogènes
Admission sur dossier pour bacheliers B, C, D.

Classes "pilotes" HEC

Conditions d'admission
- Vale générale bac C plus mention et/ou admissibles aux concours
- Vale économique bac B et D plus mention et/ou admissibles aux concours
- Dépôt des dossiers à partir de janvier

GRUPPE ESLSA - PCS
48, rue de la Fédération 75015 Paris
Tél. (1) 48 66 59 98
enseignement supérieur privé

eslsca

ADMISSIONS SUR TITRE EN 1^{re} ou 2^e ANNÉE

L'admission sur titre à l'ESLSA permet aux diplômés de l'enseignement supérieur d'intégrer l'une des meilleures écoles de commerce françaises et d'obtenir à l'issue du programme le diplôme ESLSA visé par l'État. Ce diplôme peut être cumulé avec le diplôme M.B.A. d'une université américaine dans le cadre du programme international de 3^e année.

Pour la première année les candidats doivent être titulaires d'un DEUG, DUT, ou diplôme équivalent. La deuxième année s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur, pharmacien, médecin, d'IEP, ou d'une maîtrise.

Date des épreuves :
- 1^{re} année (1 session) : 7 et 8 juillet 1992
Inscription avant le : 15 juin
- 2^e année (2 sessions) : 9 et 10 juillet 1992
23 et 24 septembre 1992
Inscription avant le : 15 juin (1^{re} session)
31 juillet (2^e session)

Renseignements - Inscription
ESLSA
1, rue Bougainville - 75007 Paris - Tél. : (1) 45-51-32-59.
Établissement privé d'enseignement supérieur fondé en 1949
Diplôme visé par l'État.

LYCEE LA FONTAINE

75016 PARIS
Tél. : 16 (1) 46 51 31 21

PREPA HEC

CONCOURS D'ADMISSION DIRECTE

28^e Année

ESCP

CONCOURS D'ADMISSION 1^{re} ANNÉE

(diplômés du 1^{er} cycle)

STAGE D'ÉTÉ

EN COLLABORATION AVEC LE CNED

20 JUILLET - 22 AOÛT 1992

Réunions d'information au Lycée

28 avril 9H

30 mai 9H

MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

CNED DE LA VILLE

EDUCATION • CAMPUS

Des lycéens très « pros »

« Sans lui, aujourd'hui, nous ne serions pas ici. » Jeudi 14 mai, dans leur discours d'investiture, en présence de M. Jack Lang, les tout nouveaux représentants des lycéens au Conseil supérieur de l'éducation se sont offert un petit coup de chapeau à Lionel Jospin.

L'initiative d'intégrer les lycéens à cette instance consultative, prise à la suite du mouvement de l'automne 1990, revient en effet à l'ancien ministre de l'éducation nationale. Mais il n'aura pas eu le temps d'en recueillir les fruits. M. Lang, en revanche, entend visiblement mettre à profit cette occasion mensuelle d'un contact direct avec la jeunesse des lycéens. Les trois nouveaux élus, Gilles Robert, de Brest, Boris de Lahalle, lycéen à Revin (Ardennes), et Nathalie Fort, de l'île de la Réunion - l'ont très vite constaté.

Ils avaient pris, eux-mêmes, l'initiative de demander une entrevue au ministre. « Après tout, explique Boris, porte-parole du trio, nous représentons plus de deux millions de lycéens. » En vrais « pros », sitôt élus au conseil, ils expédient un fax au cabinet du ministre, garantissant à ce dernier qu'ils « aborderaient le débat dans un esprit de dialogue constructif ». « Représentants des lycéens de France, plaidait le message, nous pensons qu'il est légitime que vous nous receviez afin que nous vous fassions part de nos préoccupations. » Imparable. Pourtant, à dix jours du fameux conseil, les lycéens n'avaient reçu aucune réponse et réitéraient leur demande.

« Chiche », répondait finale-

ment Jack Lang, qui, de surcroît, les invitait à déjeuner, en toute simplicité. « Un point partout », commentait Gilles Robert, un peu étourdi et « bluffé » à l'issue de cette journée « extraordinaire sur le plan personnel ». Une forme de stage intensif pour cet élève de terminale G, membre du conseil d'administration de son lycée, élu au comité d'environnement social local et arbitre du club de football de Plabennec (Finistère).

« Nous ne nous sommes pas sentis pris pour des rigolos, raconte-t-il. Il y a eu une vraie discussion avec le ministre comme avec ses collaborateurs. » Le montant des bourses, la lenteur des travaux de rénovation des lycées, l'insuffisance des équipements sportifs : les sujets ne manquaient pas. Certes, un peu éloignés des thèmes à l'ordre du jour du conseil. Avec les quatre-vingt-douze autres membres, du Conseil, les trois élus lycéens devaient en effet se prononcer, notamment, sur un projet d'arrêté modifiant les conditions de délivrance du BTS force de vente et sur un décret fixant les conditions exceptionnelles d'accès aux échelles de rémunération des adjoints d'enseignement. « Nous n'avons pas pris part à tous les votes », reconnaît Gilles, qui précise : « Nous sommes là pour faire entendre la voix des lycéens, et c'est surtout sur les problèmes des études et de la vie lycéenne que nous nous exprimons. » A l'évidence, on peut leur faire confiance.

Ch. G.

VACANCES EDUCATIVES

COURS DE VACANCES EN BRETAGNE-SUD, DANS LES ALPES ET EN ANGLETERRE

En Bretagne sud : trois centres dans un cadre de verdure et à proximité des plus belles plages : Raguene, Kerfany-les-Pins, Port-Manec'h...

Dans les Alpes : au chalet Home Florimont à Morzine-Avoriaz au pied du fabuleux domaine des Portes du Soleil.

En Angleterre : à Stella Marys School à Bideford dans le Devon, à proximité des plages de la côte sud-ouest.

JUILLET - AOÛT

Séjours de trois semaines de révisions intensives et de perfectionnement scolaire pour les enfants du CP à la PREMIÈRE Inclusive (Section pré-CP au centre de Kertriguer en Bretagne).

MATHS, PHYSIQUE, FRANÇAIS, ANGLAIS, ALLEMAND

Encadrement sérieux : Professeurs expérimentés en exercice. Animateurs BAFA.

Nombreuses activités : voile, canoë-kayak, tennis, équitation, tir à l'arc, mountain-bike, randonnées...

Demandez la documentation à :

VACANCES ÉDUCATIVES
Tour C.I.T.-Montparnasse, 3, rue de l'Arrivée,
75749 Paris Cedex 15.
Tél. : 43-22-85-41.

ESSEC PROGRAMME DOCTORAL ASSOCIÉ IAE D'AIX-ESSEC

Pour devenir professeur
chercheur, conseiller en gestion
et économie d'entreprise

■ DEA "Sciences de Gestion" IAE d'AIX-ESSEC

Diplôme requis : 2^e cycle ou grande école d'ingénieurs ou de gestion

■ Programme Post-DEA de préparation à une thèse de Doctorat IAE d'AIX-ESSEC

Diplôme requis : DEA en Sciences de Gestion ou Économie

Thèses dirigées par des professeurs de l'ESSEC

durée des travaux : 2 à 3 ans

possibilités de bourses de recherches significatives

■ Date limite des candidatures : 15 juin 1992

PROGRAMME DOCTORAL ESSEC

Groupe ESSEC - BP 105

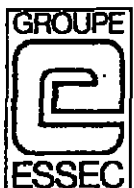
95021 Cergy-Pontoise Cedex

Tél. : (1) 34 43 30 85

Établissement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Versailles

Programme bénéficiant du soutien de la FNEGE - Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises

Groupe ESSEC Établissement d'Enseignement Supérieur Privé



Turbulences au SGEN-CFDT

Le congrès du Syndicat général de l'éducation nationale se déroule jusqu'au 22 mai, sur fond de crise interne et de recomposition syndicale

APRÈS Anancy (en 1986) et Marseille (en 1989), le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN), troisième force de la CFDT, s'offre, jusqu'au 22 mai à Nancy, son troisième congrès de crise. Il y a six ans, son secrétaire général sortant, M. Michel Vergnolle, avait été mis en minorité et remplacé après des débats douloureux par M. Jean-Michel Boullier, l'actuel secrétaire général. Trois ans plus tard, ce dernier était réélu dans une ambiance de crise ouverte. Au cœur des débats : un désaccord vigoureux bien qu'ancien entre les tenants d'un syndicalisme plutôt réformiste, axé sur la négociation et la politique contractuelle, très en phase avec les grands choix de la confédération, et les partisans d'un syndicalisme plus musclé, davantage axé sur la transformation sociale, majoritaires dans l'actuelle direction du SGEN.

Depuis, les conflits n'ont pas manqué. Ainsi, en 1989, contre l'avis de la maison mère, le SGEN n'a pas signé le relevé de conclusions sur la revalorisation des enseignants. De même il s'est opposé, au sein de la CFDT, à la signature des accords Duraufour sur la fonction publique. En 1991 encore, des divergences de fond sont apparues au sujet de l'apprentissage, le SGEN restant partisan du SNETAA-FEN et la CGT - de l'enseignement en alternance sous statut scolaire.

Mais c'est surtout le bouleversement prévisible, à plus ou moins long terme, du paysage syndical dû à l'éclatement de la FEN qui pèse désormais sur les relations entre Jean-Michel Boullier et son équipe et le patron de la CFDT, M. Jean Kaspar. Les relations ont toujours été difficiles entre le syndicat d'enseignants et la « centrale ». Elles tournent aujourd'hui au règlement de comptes.

Ainsi, en mars dernier, un mois avant le congrès de la CFDT, qui s'est déroulé du 7 au 10 avril à Paris, Jean-Michel Boullier était battu aux élections du bureau national de la confédération. Du coup, le SGEN, son troisième syndicat (qui pèse à lui seul 8 % de ses

adhérents), n'est plus représenté dans l'instance dirigeante de la CFDT. « C'est une première », faisait remarquer Jean Kaspar dans une lettre sévère adressée le 10 avril comme « un appel au redressement », aux membres de la commission exécutive du SGEN. « Ce résultat, écrivait-il, traduit une inquiétude profonde de la grande majorité de l'organisation qui se pose légitimement la question de savoir où va le SGEN et quelle est sa politique. » Et il évoquait, dans des termes sans équivoque, « la difficulté » du syndicat enseignant « à construire une majorité claire », ainsi que son « indécision chronique » dans la manière de « gérer sa politique » et son « rapport au contractuel » et de « construire ses alliances ». Une allusion manifeste aux réticences profondes exprimées par l'actuelle direction du SGEN face à un éventuel rapprochement de la FEN - bientôt débarrassée de ses minorités proches des communistes - et de la CFDT dans un vaste « pôle réformiste ».

Instituteurs et professeurs

Cette question était au cœur du dernier congrès de la confédération qui vient d'avoir lieu à Paris, et qui a confirmé, par 60 % des voix lors de son vote d'orientation, sa « stratégie réformiste » (le Monde du 9 avril). Or si ce projet de recomposition défendu par M. Kaspar suscite l'opposition d'une forte minorité au sein de la confédération, c'est plus vrai encore au SGEN qui, depuis sa création, tire sa force de son image de syndicat « différent », et attire en son sein de nombreux enseignants qui ne se reconnaissent pas, pour diverses raisons, dans les syndicats de la FEN. Le SGEN accueille en effet aussi bien des « pédagogues » reboutés par l'image « corps » du SNET ou du SNI que des militants d'extrême gauche ou encore des catholiques défenseurs de l'école publique.

Traditionnellement situé « à gauche » de la confédération, le SGEN est doublement embarrassé par les visées de la confédération sur la FEN. Car le clivage de nature politique entre le syndicat et la

confédération se double, un peu comme à la FEN, d'une opposition entre instituteurs et professeurs au sein de l'appareil du SGEN. Les professeurs des collèges et des lycées constituent en effet le milieu privilégié du SGEN et « tiennent » actuellement le syndicat.

Au début des années 50, les instituteurs étaient plus nombreux au SGEN que les enseignants du second degré (4 700 contre 4 000). Mais la montée en régime presque continue du SGEN, qui est passé entre 1950 et 1980 de 10 000 à plus de 50 000 adhérents, s'est faite par l'apport massif des enseignants du second degré.

Depuis dix ans, le mouvement général de désyndicalisation n'a pas épargné le SGEN, qui a perdu près de 40 % de ses adhérents. Toutefois, il s'est fait moins sentir dans les rangs des instituteurs que dans ceux des professeurs. Du coup, leur poids dans le syndicat augmente à nouveau depuis le début des années 80, tout comme l'audience du SGEN chez les instituteurs aux élections professionnelles, qui atteint aujourd'hui 15 %, soit un score égal à celui du SGEN second degré.

« Le SGEN premier degré, analyse Antoine Bévoit (1), a réussi électoralement une percée que le reflux de la syndicalisation n'a pas freiné, exactement à l'inverse de ce qui semble se passer dans le second degré. » Et il poursuit : « Cela suggère une transformation de l'image du SGEN. Elle survient au moment où la scolarisation dans le secondaire connaît un développement important. (...) La faiblesse du SGEN dans ce secteur est donc un handicap stratégique. »

Une équipe de rechange

A plus forte raison si le Syndicat national des instituteurs (SNI), force principale de la FEN, se met, comme il en a l'intention, à épauler les enseignants des collèges et des lycées. Dans l'hypothèse encore lointaine d'un rapprochement, voire d'une fusion de la FEN et de la CFDT, le SGEN avec ses 20 000 à 25 000 enseignants des collèges et des lycées constituerait une force

non négligeable pour une FEN qui se retrouverait, après l'exclusion du SNET, pratiquement dépourvue sur ce terrain. Mais le SGEN, et particulièrement en son sein les enseignants du second degré, n'a pas du tout envie de se retrouver noyé au sein d'une FEN forte de 280 000 adhérents dont une bonne moitié d'instituteurs.

La baisse d'audience du SGEN dans le second degré pourrait bien, en revanche, constituer le principal point d'appui d'un affrontement entre l'actuelle direction et sa minorité, animée par des instituteurs et plus proche de la ligne confédérale. Trois parmi les cinq plus gros syndicats, la Haute-Savoie, le Doubs et le Haut-Rhin, qui rassemblent à eux seuls 15 % des adhérents et qui sont les bastions traditionnels de l'implantation du SGEN chez les instituteurs, ont déposé un amendement global à la motion d'orientation du congrès qui s'ouvre ce mercredi 20 mai. Les principaux animateurs de la contestation ne le cachent pas : c'est une véritable alternative à l'actuelle direction qui est proposée. Pour preuve, une équipe de rechange, entièrement composée d'instituteurs, est déjà constituée. Cette minorité agissante critique durement une direction « qui a tendance à se focaliser sur des revendications inatteignables » et qui, « sans y être opposée, a une attitude flottante face à l'éventualité d'un rapprochement avec la FEN ».

« Nous sommes clairement partisans d'un rapprochement avec la FEN, explique un chef de file de la contestation. Sur les problèmes pédagogiques comme sur le corps unique par exemple, les positions du SGEN et celles du SNI ne sont plus incompatibles. Même si le SGEN, à la différence du SNI, est encore très marqué par sa culture minoritaire. » Le grand déballe devrait avoir lieu jeudi 21 et vendredi 22 mai lors du débat d'orientation du congrès. Avec un résultat aléatoire.

CHRISTINE GARIN

(1) Le SGEN-CFDT, du syndicat national à la fédération, Institut d'études politiques de Grenoble, avril 1991.

REPÈRES

COMMUNICATION. La Société française des sciences de l'information et de la communication réunira son 9^e congrès national à l'Institut universitaire professionnalisé (IUP INFOCOM) de Roubaix, du 21 au 23 mai. Chercheurs et spécialistes de l'Université, des organismes publics de recherche et des milieux professionnels se réuniront autour du thème « Les nouveaux espaces de l'information et de la communication ».

► Renseignements : Marie-Françoise Lejeune (IUP de Roubaix). Tél. : 20-85-66-00.

INGÉNIEURS. Les trois principales associations françaises d'ingénieurs scientifiques viennent de fusionner et de constituer le Conseil national des Ingénieurs et des scientifiques de France (CNISF). Présidé par M. Gilbert Rurman, ce conseil regroupe plus de 170 associations d'anciens élèves, une vingtaine de groupes régionaux et une quarantaine de sociétés scientifiques et techniques représentant quelque 300 000 adhérents.

► CNISF : 7, rue Lamennais 75003 Paris. Tél. : 44-13-66-88.

INITIATION. L'Association pour le développement des méthodes de formation dans l'enseignement supérieur (ADMES) organise le 12 juin, à Paris, une journée d'études sur les centres d'initiation à l'enseignement supérieur (CIES) créés depuis trois ans pour former les futurs enseignants du supérieur. Cette rencontre a pour objectif de rassembler les « acteurs » des CIES (directeurs, formateurs, moniteurs) afin de réfléchir sur le dispositif et ses finalités.

► Inscriptions : M.-F. Fave-Bonnet, Sciences de l'éducation, université Paris-X-Nanterre, 200, avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex.

LECTORAT ÉTUDIANT. SCP Communication, en partenariat avec Promo J, vient de publier, pour la seconde année consécutive, les résultats de l'Observa-

toire du lectorat étudiant. Réalisée en interrogeant trois mille étudiants et cinq cents lycéens sur leur lecture d'une cinquantaine de journaux et leur écoute de neuf radios, cette enquête confirme que les étudiants lisent peu les journaux. Seuls les quotidiens régionaux (35 %) les lisent au moins une ou deux fois par semaine) et le Monde (29 %), tirent à peu près leur épingle du jeu pour les quotidiens, le Nouvel Observateur pour les hebdomadaires (21 %) les lisent au moins une fois par mois, et l'Étudiant pour les mensuels (30 %) les lisent au moins une fois par an.

► SCP Communication. Tél. : 49-77-78-78.

MÉCÉNAT. Le CETELEM, société spécialisée dans le crédit à l'équipement des particuliers, vient de créer, sous l'égide de la fondation de France, la Fondation « Éduquer pour entreprendre ». Dotée de 1 million de francs, dans l'immédiat, elle est destinée à aider au financement de projets d'étude ou de recherche au bénéfice d'étudiants et de jeunes chercheurs. Elle attribuera notamment à des étudiants, boursiers de l'État, des bourses complémentaires d'un montant équivalent (25 bourses des 1^{er} et 2^e cycles, 10 bourses de DEA ou DESS) ainsi que trois allocations de recherche. Les bénéficiaires seront choisis par un conseil scientifique composé d'universitaires et de chercheurs de renom.

► Renseignements : Fondation CETELEM. Tél. : 46-39-11-17.

SANTÉ DES ÉTUDIANTS. La Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), la Fondation santé des étudiants de France (FSEF) et la Mutuelle interjeunes ont décidé de lancer un programme d'enquêtes et de recherche sur la santé des étudiants et des jeunes en voie d'insertion ou en situation précaire. Ces enquêtes serviront de base à l'élaboration d'un plan de santé pour les étudiants et les jeunes qui sera proposé aux pouvoirs publics.

L'ALLEMAND EN ALLEMAGNE / SUISSE COURS INTENSIFS

• Commencement chaque mois
• Pour des informations supplémentaires veuillez contacter:

Benedict

Suisse: 8004 Zurich, Miltstr. 104, 161 0041 / 7242 12 60 - 8401 Winterthur, Bahnhofplatz 3, 161 0041 52/22 38 22 - 6003 Lucerne, Pilatusstr. 6, 161 0041 41/23 96 26 - 9001 Saint-Gall, Neumarkt 1, 161 0041 71/22 55 44
Allemagne: 8000 Munich 2, Bayernstr. 21, 161 0049 89/65 56 45

UNIVERSITÉ DE PARIS X NANTERRE

MAGISTÈRE

MODELISATION APPLIQUEE

SCIENCES ECONOMIQUES
ET GESTION

200, avenue de la République
92001 NANTERRE CEDEX
Tél. (1) 40 97 78 32

Recrutement:

DEUG de Sciences Economiques,
MASS ou équivalent
Admissibilités grandes écoles
économiques et scientifiques

jusqu'au 4 juillet 1992

35 places au concours

L'alternance

EDUCATION • CAMPUS

L'alternance en pointillé

La préparation du projet de loi sur l'apprentissage témoigne des hésitations de l'éducation nationale

MENÉE tambour battant, et non sans grimaces de dents, depuis le mois de mai 1991 par le gouvern-

ement de M^{me} Edith Cresson, la relance de l'apprentissage a-t-elle fait long feu ? S'il est prématuré de l'affirmer puisque le projet de loi sur l'apprentissage devait être finalement examiné mercredi 27 mai en conseil des ministres, il est certain que le dossier est passé à l'arrière-plan depuis l'arrivée, rue de Grenelle, de M. Jack Lang et de son secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, M. Jean Glavany.

Les négociations avaient pourtant abouti, en neuf mois, à l'adoption, au conseil des ministres du 26 février dernier, de tout un train de mesures législatives, qui devaient être examinées lors de la présente session parlementaire. Objectif avoué : accroître d'au moins 400 000 en cinq ans le nombre de jeunes entrant dans les formations dites en alternance, apprentissage ou alternance sous statut scolaire dispensée dans les lycées professionnels (LP), ce qui supposait le doublement du nombre de jeunes formés par l'apprentissage.

Auparavant, les partenaires sociaux avaient conclu un accord, les 8 et 9 janvier, revalorisant notamment la rémunération des apprentis. Les 3 et 4 février, une table ronde réunissant les principaux partenaires de l'apprentissage avait scellé la « rénovation » de la filière et établi les règles d'une collaboration entre partenaires sociaux, Etat et régions, sur la base de contrats d'objectifs.

A l'urgence a succédé un silence qui a embarrasé — ou inquiété — plus d'un partenaire. Si les préoccupations affichées par Matignon portaient davantage, aujourd'hui, sur le traitement du chômage que sur les questions de formation, rien ne laisse pourtant préjuger de l'avenir d'un texte qui a su mobiliser autant d'énergies en un laps de temps aussi court. Tout au plus, constate-t-on que la pause ainsi marquée n'a pas

été sans déplaire à ceux-là mêmes — à l'éducation nationale — qui avaient affiché leur peu d'inclination envers une filière frappée du sceau de l'échec scolaire.

Mais on imagine mal aujourd'hui que le gouvernement revienne sur les dispositions législatives prévues, le ministère du travail — dont le titulaire n'a pas changé — ayant particulièrement œuvré sur le dossier. On l'imagine d'autant plus mal que se met en place actuellement la commission éducation-professions censée resserrer les liens entre ministère, patronat et syndicats. Revenir peu ou prou sur le projet de loi, note-t-on au Conseil national du patronat français (CNPF), est « impossible » et constituerait d'ailleurs « une première dans l'histoire de la politique contractuelle, qui est un fait social acquis ».

Recoller les morceaux

Même son de cloche à la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME), vite rassurée par le ministère du travail, ou à l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie (AFCFI), où M. Raymond Cerruti, son président, est venu dire la semaine dernière à M. Jean Glavany combien il souhaitait voir clairement reconnaître, dans le projet de loi sur l'apprentissage, une responsabilité aux instances consulaires « à la hauteur de leur implication ». Alerté par les hésitations du secrétariat d'Etat à l'enseignement technique, M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, est également monté au créneau, mardi 12 mai, pour souligner qu'une remise en question du dossier serait « inacceptable » et pour réaffirmer l'attachement de la centrale syndicale à « un développement maîtrisé et négocié de l'apprentissage ».

De fait, la pause marquée sur le dossier de l'apprentissage aura surtout mis au jour l'intention du nouveau secrétaire d'Etat à l'enseignement technique de « recoller » les morceaux dans les lycées profes-

sionnels. Leurs enseignants ont, en effet, pris de plein fouet les critiques concernant le système de formation professionnelle initiale. Ces critiques ont été d'autant plus mal ressenties que, dans la pratique, ces enseignants sont parmi les plus engagés, au sein du système éducatif, dans la voie de l'alternance. Artisans de l'alternance sous statut scolaire, ce sont eux, notamment, qui ont développé les baccalauréats professionnels, dont tous s'accordent à louer les forts taux d'insertion dans la vie professionnelle.

Dans son entreprise de réconciliation, M. Glavany, qui reconnaît par ailleurs que le débat sur l'apprentissage aura eu le mérite de « remuer les consciences, tout en s'attaquant injustement à l'enseignement technique », aura cherché à « jouer » jusqu'au dernier moment sur l'une des dispositions les plus délicates et les plus controversées du projet de loi : la modification législative qui doit permettre aux professions et aux lycées professionnels qui le souhaitent de créer conjointement des organismes de formation d'apprentis. La possibilité d'ouverture de sections d'apprentis en lycée professionnel avait fait l'effet d'une bombe chez les enseignants du technique, qui se voyaient confrontés au spectre d'une « privatisation » de leur fonction.

Pour défendre et illustrer sa bonne volonté vis-à-vis des enseignants, M. Glavany doit d'ailleurs jouer sur un autre tableau : la redéfinition attendue du statut des professeurs de lycées professionnels (PLP), dont l'examen est prévu le 2 juin en commission technique mixte paritaire. On comprend, dans un tel contexte, qu'il ait pu demander à lâcher du lest sur la question de l'apprentissage. A dix mois des échéances électorales, le secrétariat d'Etat ne veut pas manquer d'arguments pour reprendre en main un dossier dont les incidences politiques, au sein du milieu enseignant, ont déjà été plus que fâcheuses.

JEAN-MICHEL DUMAY

Université : le front du refus

Malgré son adoption par le CNESER, le projet de rénovation des premiers cycles suscite des résistances persistantes

PEUT-ON encore réformer, si peu que ce soit, l'enseignement supérieur. Peut-on encore tenter de modifier de façon globale et nationale, le contenu et l'organisation des formations et des diplômes ? Après la réunion du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), lundi 18 mai, la question mérite d'être posée. Cette instance consultative était, en effet, une nouvelle fois appelée à se prononcer sur le projet de rénovation des premier et second cycles universitaires.

Lancé de façon abrupte en janvier dernier par M. Jospin et son conseiller spécial, M. Claude Allègre, ce projet, on le sait, avait rapidement déclenché la grogne d'enseignants inquiets de l'avenir de leur discipline ou choqués par le caractère trop autoritaire, à leurs yeux, d'un certain nombre de dispositions. Cette grogne avait ensuite été relayée par une partie des étudiants, trop anxieux de l'avenir pour n'être pas méfiants à l'égard de toute réforme. Et au fil des semaines, entre janvier et avril, le projet initial avait été remodelé et assoupli, à la fois dans son contenu et son éventuel calendrier d'application. Rapidement le ministère de l'éducation avait renoncé à une mise en œuvre générale dès la rentrée 1992.

Les modules en question

Après avoir pris la mesure du dossier et des oppositions qu'il suscitait, le nouveau ministre, M. Jack Lang, décidait de franchir un nouveau pas pour détendre l'atmosphère. Le 23 avril, il dénonçait la « suspension » de l'application de cette réforme à la rentrée 1992, renvoyait la redéfinition des DEUG (diplômes d'études universitaires générales) aux propositions que pourrait lui faire la communauté universitaire lors de conférences

pédagogiques prévues au mois de juin et ne conservait, dans l'immédiat, que les modifications générales qui n'avaient pas été contestées au cours des dernières semaines. Ce sont précisément ces dispositions qui étaient regroupées dans le nouveau projet d'arrêté soumis au CNESER le 18 mai.

Cette volonté d'apaisement n'aura pas été suffisante pour désarmer les réactions de rejet dispersées. Personne, on l'imagine bien, n'a osé contester la nécessité d'améliorer l'information et l'accueil des nouveaux étudiants, le développement de passerelles permettant les réorientations en cours d'études, ou la réorganisation des modalités d'examen offrant davantage de garanties aux étudiants. En revanche, un surprenant front du refus s'est constitué contre la seule disposition franchement novatrice qui demeurait dans le projet : l'organisation de l'enseignement sous forme de « modules » capitalisables, c'est-à-dire définitivement acquis par l'étudiant qui a réussi ses examens.

Malgré de nouvelles concessions du ministère, et en particulier la suppression du nombre de six modules fixé impérativement pour la première année — une fourchette plus souple de dix à quatorze modules étant fixée pour les deux premières années — six organisations d'enseignants ou d'étudiants ont quitté la séance du CNESER pour protester contre le principe même des modules : cette coalition rassemblait dans un même élan des organisations de droite comme l'Union nationale interuniversitaire (UNI) ou la Fédération autonome des syndicats de l'enseignement supérieur, et des organisations proches des communistes comme la CGT, l'UNEF et une partie du SNESup, auxquels s'était joint FO.

A l'inverse, le SGEN, la FEN, la CFDT, l'UNEF-indépendante et démocratique et les parents d'élèves de la FCFP se prononçaient pour la


réforme. Et ils étaient rejoints à la fois par l'Association Qualité de la Science française (QSF), très partagée il y a quelques semaines sur le projet Jospin, et par M. Pierre Duhaucourt, l'un des trois représentants du SNESup, ancien secrétaire général de ce syndicat et en décalage avec la direction actuelle.

Ligne de partage

Cette ligne de partage a sans doute le mérite de la clarté. D'un côté, un ensemble d'organisations prêtes à accepter et soutenir une rénovation jugée indispensable à terme par bon nombre d'universitaires confrontés sur le terrain, à l'explosion des effectifs et des profils d'étudiants. De l'autre côté, un regroupement d'opposants réfractaires, pour des raisons politiques ou corporatives, à toute velléité de mutation progressive de l'université et prêts à vider la réforme de toute réalité. Soit par volonté de maintenir coûte que coûte le statu quo, soit dans l'attente d'un changement politique qui rendrait caduc le projet actuel.

On se souvient de l'impasse à laquelle avait conduit ce genre de calculs en 1986, lors du retour au gouvernement de la droite et de l'initiative malheureuse du projet de loi Devaquet. Or, depuis six ans, le paysage universitaire a profondément changé : on compte en effet quelque 350 000 étudiants supplémentaires dans les universités françaises, plus anxieux que jamais de décrocher, grâce aux études supérieures, leur passeport pour l'emploi. Face à cette pression, peut-on prendre le risque de geler en l'état la réalité de l'université, de rejeter toute évolution et de dénoncer besoins et à de nouvelles attentes ?

GÉRARD COURTOIS



MASTER
COMUNICAZIONE
D'IMPRESA

Anno Accademico
Settembre 1992 - Novembre 1992

INSCRIZIONI APERTES FINO AL 15 MAGGIO 1992

Il primo Corso di Specializzazione in Comunicazione è nato per rispondere alle esigenze dei professionisti e dei manager che hanno bisogno di un corso di alta qualità, che integri la teoria con la pratica, e che offra un ambiente di studio e di lavoro di alto livello.

Programma del Corso:

- 1. Fondamenti della Comunicazione
- 2. Strategie di Comunicazione
- 3. Comunicazione e Marketing
- 4. Comunicazione e Organizzazione
- 5. Comunicazione e Cultura
- 6. Comunicazione e Tecnologia
- 7. Comunicazione e Ambiente
- 8. Comunicazione e Società
- 9. Comunicazione e Politica
- 10. Comunicazione e Economia
- 11. Comunicazione e Arte
- 12. Comunicazione e Letteratura
- 13. Comunicazione e Filosofia
- 14. Comunicazione e Psicologia
- 15. Comunicazione e Sociologia
- 16. Comunicazione e Storia
- 17. Comunicazione e Geografia
- 18. Comunicazione e Scienze Naturali
- 19. Comunicazione e Scienze Umane
- 20. Comunicazione e Scienze Interdisciplinari

Gruppo Editoriale L'Espresso

Via... 100 - 00100 Roma - Tel. (06) 478111 - Telex 320000 - Fax (06) 478112

EDUCATION • CAMPUS

Géographies à l'écran

A U départ, un souvenir : celui des longues séances de cinéma pédagogique où le professeur d'histoire-géographie projetait la Gironde, fleuve tranquille devant une classe qui s'endormait après un quart d'heure de projection. Antoine Godebert, jeune agrégé de géographie, constate que les vidéos à disposition des enseignants n'ont pas beaucoup changé depuis le temps où il fréquentait le lycée. Il suit alors un master d'information-média à l'Ecole supérieure de commerce de Paris.

De cette expérience naît, avec Christian Gandjbakch, l'idée de fournir aux enseignants des films vidéo à usage pédagogique. Une étude de marché leur permet de mieux cerner les besoins des professeurs et les produits offerts par le CNDP (Centre national de documentation pédagogique). « La conclusion est qu'il restait beaucoup à faire dans le domaine », résume Antoine Godebert. « On s'est aperçu que les établissements étaient équipés en magnétoscopes, mais sans films spécifiques, ou alors très classiques. Ils se débrouillaient avec les enregistrements effectués par la documentation. »

Les deux jeunes diplômés décident donc, au printemps 1990, de monter une entreprise. Gulliver Vidéo pédagogique. « Notre but est d'essayer de concilier le dynamisme du reportage télévisé et l'intégrité scientifique des productions universitaires », souligne Christophe Gandjbakch. Leur première série est réalisée sur les Etats-Unis : quatre films traitant des minorités ethniques, des villes, du basculement vers le Pacifique et de l'économie industrielle. Avant de les tourner, ils réunissent un groupe d'enseignants pour mettre au point le concept. Deux principes seront retenus : le film doit être court – dix minutes maximum – et traiter des aspects les plus modernes des

programmes de première et terminale.

Ils reçoivent pour ce projet une subvention du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, et partent sur le terrain. Le concept prend forme. Les reportages alternent avec les analyses de spécialistes et les témoignages recueillis sur place, agrémentés de croquis, cartes animées et chiffres en légende. Un script résumé pour le professeur et un livret aide-mémoire à l'usage des élèves sont fournis avec la vidéo. « Si le lycéen retient quatre chiffres, c'est très bien », note Antoine Godebert. L'objectif est modeste, mais bien ciblé.

L'accueil des enseignants se révèle positif : plus de cent cassettes sont rapidement vendues. Ce début prometteur permet aux deux « reporters-enseignants » de réaliser une série sur le tiers-monde et de préparer des cassettes sur des sujets variés : les institutions comme l'Europe, l'Etat, la commune, la région, le département, des thèmes étrangers avec la Corée, le Japon, les pays de l'Est, une gamme économique traitant des nouvelles technologies, l'industrie agroalimentaire...

Seule ombre au tableau : les tarifs. Les enseignants se plaignent du prix des cassettes (700 F la série de quatre à la rentrée dernière), qui représente de 15 % à 20 % de leur budget annuel. Pour limiter les coûts, l'entreprise Gulliver se lance dans une politique de partenariat avec des entreprises, collectivités locales, écoles et laboratoires. La série sur le tiers-monde devait ainsi être vendue 390 F. « On ne fait pas du public-reportage, mais bien des sujets pédagogiques », précise Christophe Gandjbakch. Une distinction qu'il n'est pas toujours facile de faire comprendre aux partenaires.

SYLVIA ZAPPI

► Gulliver Vidéo pédagogique, 6, rue de Montmorency, 75003 Paris. Tél. : 40-27-82-13.

POINT DE VUE

Les vertus du partenariat

par Jean-Claude Werrebrouck

LES récentes décisions concernant l'élargissement du système IUT (instituts universitaires de technologie) et surtout la création des instituts universitaires professionnalisés (IUP) viennent relancer le débat sur la professionnalisation de l'université. Lieu de production et de diffusion d'un savoir désintéressé, l'université doit davantage évoluer et s'orienter vers la transmission de savoir-faire et de connaissances pratiques.

Cartes les préoccupations professionnelles n'ont jamais été totalement absentes, et ce dans pratiquement toutes les disciplines de la panoplie offerte. Toutefois, il est aujourd'hui demandé d'aller beaucoup plus loin et certaines des nouvelles universités actuellement en construction seront à dominante technologique et professionnelle.

La réussite de cette transformation exige la réunion d'un certain nombre de conditions. Tout d'abord l'université doit continuer à exercer sa mission de toujours et ne pas renoncer au caractère universitaire et critique de la connaissance. La professionnalisation ne sera authentique que si la culture générale y occupe une place de choix. De ce point de vue, on se réjouira des dispositions retenues dans le projet des IUP.

En second lieu, si une culture professionnelle est proposée, celle-ci ne pourra s'épanouir que par le biais d'un partenariat, voire de véritables joint-ventures, avec les branches professionnelles concernées et plus encore ces entités qui sont les entreprises. Demander à l'université d'être autre chose que l'université serait criminel, et c'est la raison pour laquelle le partenariat est impératif : il permet de maintenir, voire

d'enrichir, le patrimoine culturel et intellectuel d'une population tout en autorisant son authentique professionnalisation. A l'inverse, professionnaliser sans partenariat, c'est gâcher le potentiel de l'université et c'est bâcler la professionnalisation.

Interventions politiques

Mais le partenariat suppose des partenaires libres et égaux, c'est-à-dire capables de négocier en disposant de moyens équivalents. Cela pose une fois de plus le problème de l'autonomie, problème jusqu'ici fort mal perçu par les réformateurs en tout genre de l'université.

Le partenariat, c'est d'abord la possibilité de contracter sans interventions politiques grossières de la part des collectivités, notamment territoriales. A cet égard, on ne peut qu'être choqué de constater que des « IUP politiques » ou des « départements d'IUT politiques » sont parachutés en dehors de toute négociation ou discussion entre les responsables universitaires et l'environnement économique. Le cas des IUP est lui-même caricatural et on apprend que dans telle ou telle région, neuf instituts sont créés avant que la commission d'expertise se soit prononcée quant à la qualité des dossiers présentés...

Il faut donc que cessent les ravages d'une régionalisation mal conçue : l'université tout comme l'école en général ne peut être le champ de bataille des divers protagonistes de la sphère politique locale.

Le partenariat ensuite suppose de pouvoir négocier sur un pied d'égalité. L'université doit donc bénéficier d'un authentique pouvoir de décision assorti d'un authentique moyen de respecter les engagements contractés : cela passe par la création d'un rapport social appelé traditionnellement « salariat » à l'intérieur des universités.

Concrètement, le président de l'université ne peut être un « collègue » représentant la communauté des professeurs, ingénieurs, techniciens, etc... Il doit être un authentique « patron » avec la possibilité d'agir sur la carrière de ses « collaborateurs » (et non pas « collègues »). Même chose s'agissant des doyens et autres directeurs d'UFR qui ne peuvent être que des cadres d'un authentique pouvoir de décision pour mission de conduire et d'entraîner les salariés vers les objectifs de l'université.

Si la professionnalisation passe par le partenariat, il faut que l'université cesse d'être une « non-organisation », peuplée de travailleurs indépendants aux trajectoires incontrôlables. C'est le prix de la crédibilité que demande ce partenaire plutôt mieux organisé qu'est la profession ou l'entreprise.

Bien sûr, le salariat à l'université ne peut avoir la même signification qu'en entreprise et il n'est guère possible de fixer des obligations de résultat (en termes de recherche ou d'enseignement, par exemple) comme cela peut être le cas en entreprise. Il faut toutefois qu'un véritable contrat (autre chose qu'un simple « arrêté » ou « décret » de nomination) relie les collaborateurs à la direction de l'université.

La lisibilité des comptes

Cela touche bien évidemment aussi les questions de gestion financière, notamment cette situation qui reste complètement ahurissante : l'université, comme du reste les autres organisations administratives, demeure à l'aube du vingt et unième siècle une entité qui n'a pas à tenir un comptabilité des salaires puisque ceux-ci sont payés par une autre instance : l'Etat. Comment, dans ces conditions, développer le sentiment d'appartenance des collaborateurs ?

Dans le même temps, ces questions de gestion financière qui supposent une bonne lisibilité des comptes (le partenaire entreprise aime par exemple savoir ce qu'est

devenue sa subvention ou sa taxe d'apprentissage) amènent à penser qu'il devient urgent d'abandonner la comptabilité publique.

Outre que celle-ci reste « opaque » aux yeux des comptables classiques, elle introduit par le biais de la sacro-sainte séparation des fonctions d'ordonnateur et d'agent comptable, une bicéphalisation de la direction, d'où le renforcement du déficit de management et de responsabilité de cette même direction... déficit mal perçu du partenaire économique qui risque de le saisir en termes d'incompétence ou de laisser-aller...

Cette nécessaire autonomie de gestion, qui va bien au-delà de ce qui est proposé par le ministère avec son actuelle idée de comptabilité analytique (on croit rêver !), permettrait alors de donner une dimension économique au partenariat : l'accord doit être mutuellement avantageux et les entreprises qui investissent dans l'université (cette fois de façon lisible) peuvent espérer en tirer profit sous la forme d'accès à moindre coût d'embauche et d'adaptation des jeunes diplômés.

Voilà sans doute le sens des évolutions organisationnelles nécessaires, évolutions qui ne peuvent que s'accélérer au fur et à mesure du rapprochement avec l'environnement, rapprochement qui met en pleine lumière les anachronismes de la gestion universitaire.

Bien évidemment ces évolutions sont des révolutions en ce sens que, derrière tout cela, il y a des acteurs sociaux qui ne sont pas prêts à accepter le changement.

C'est la raison pour laquelle la bonne méthode – et le propos s'adresse ici au décideur public – consiste à agir sans heurter, sans choquer, concrètement, sans texte législatif accoucheur de l'échec et du gâchis. De ce point de vue, l'histoire récente est riche de ces échecs et il faut donc savoir que, collectivement, la communauté universitaire préfère le statu quo (indépendance totale contre rémunération faible) au changement dans le sens que l'on vient d'évoquer.

Agir à la marge

Il est donc impératif d'agir à la marge (ce qui ne veut pas dire par petites touches) et d'instaurer ici et là, notamment pour les nouvelles universités, des statuts dérogatoires, en particulier pour la gestion des personnels et la gestion financière. Toujours pour se garantir contre l'échec, ce changement pourrait aussi se faire sur la base d'un volontariat : des universitaires acceptant d'être détachés dans ces organisations nouvelles contre de nouvelles rémunérations.

Maintenant, si à la marge il est possible de faire mieux, on peut être sûr que les dérogations se multiplieront, autrement dit la préférence collective évoluera et permettra un réel changement de l'université française.

► Jean-Claude Werrebrouck est professeur à l'université Lille-II et président de la Conférence des IUP.



L'editorial l'avait éclairé,
le libre propos interpellé,
l'analyse économique rassuré.

Déterminé,
il venait de lire les pages offres d'emploi.

Le Monde
INITIATIVES

Le monde des nouveaux commerciaux
Une nouvelle rubrique d'offres d'emploi dans Initiatives, tous les mardis

**Histoire de la presse
des jeunes**

et des journaux
pour enfants

Par Alain FOURMENT

Edition Éole 150 F

Distributeur Distique

Le Monde de l'éducation

mai 1992

SPÉCIAL ORIENTATION
Des conseils pour un trimestre décisif

Options - filières - séries : les informations à connaître. Au collège et au lycée, ce qu'il faut faire en cas de désaccord avec le conseil de classe.

A suivre :

RÉUSSIR LA PHILO DU BAC.

Chaque mois jusqu'en juin, une aide pratique pour rédiger une dissertation ou un commentaire de texte. Les réflexions d'un philosophe contemporain sur les notions au programme du bac.

Enquête :

SEXE, AMOUR ET LYCÉENS.

Une radioscopie des comportements de la nouvelle génération. Avec le point de vue d'enseignants et de psychologues.

Reportage :

LES FOULARDS ISLAMIQUES A L'ÉCOLE.

Une enquête de terrain auprès d'établissements qui accueillent des jeunes filles portant le foulard islamique.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ÉCONOMIE

La réunion des ministres des finances des Douze

Le désordre italien compromet le programme de l'Union économique et monétaire

BILLET

Le Japon critiqué

Les excédents commerciaux du Japon atteindront, peut-être même dépasseront, les 100 milliards de dollars (550 milliards de francs environ) cette année. Un surplus considérable qui montre que le pays vit au-dessus de ses moyens, comme l'ont fait remarquer les participants au conseil de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) qui s'est tenu à Paris lundi 18 et mardi 19 mai.

Coincé entre la grande-masse du G7 (les sept pays les plus industrialisés) fin avril à Washington et le sommet de Munich du 6 au 8 juillet, la réunion de l'OCDE n'a pas brillé d'un particulier éclat. Qu'ajouter aux sempiternelles recommandations de coopération et de meilleure gestion faites aux uns et aux autres et de façon tellement feutrée que les pays « coupables » ne sont jamais ou presque jamais désignés ? Des heures de discussion au sein du conseil de l'OCDE, précédées le samedi dernier par un studieux comité de politique économique, n'ont pas fait avancer les choses. Il faudra probablement un jour repenser le rôle, l'action et l'image de l'OCDE, comme l'ont dit certains participants à la réunion qui vient de se tenir à Paris.

Dans le long - trop long - communiqué final publié à l'issue des travaux, figure une recommandation de relance de la demande interne concernant « les pays qui connaissent des excédents importants et un ralentissement de la croissance ». Allusion transparente au Japon, qui est le seul des pays industrialisés à bénéficier de comptes publics excédentaires. C'est ainsi que fait surface le seul débat vraiment important - pour le court terme en tout cas - qui a eu lieu au sein de l'OCDE. Les pays industrialisés, qui ont décidé de laisser en paix l'Allemagne malgré ses taux d'intérêt assassins, ont mis le Japon devant ses responsabilités : ou vous relancez votre demande intérieure en accélérant par exemple vos dépenses publiques ou bien vous revalorisez le yen pour être moins compétitif. Fureur des Japonais qui avaient déjà été mis en accusation à Washington. « Il y a des limites à ce qu'un seul pays peut faire » pour soutenir la croissance mondiale, a répondu M. Kozo Watanabe, ministre du célèbre MITI. Le Japon a donc refusé tout net de relancer sa dépense publique, acceptant seulement une revalorisation de sa monnaie. L'ennui est que personne ne sait très bien comment pousser le yen à s'apprécier par rapport au dollar et aux monnaies européennes...

ALAIN VERNHOLES

Il est à craindre que l'Italie, faute de remplir les critères de bonne santé économique exigés par le traité de Maastricht, ne soit en mesure, début 1997, de franchir le seuil de la troisième

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant
« L'évolution constante va dans le sens de la divergence et non pas de la convergence. En l'absence d'interlocuteur politique, nous sommes restés prudent. Notre message s'adresse au futur gouvernement. Il faut tirer la sonnette d'alarme. Aujourd'hui, la priorité en Italie, c'est un pouvoir politique stable », a commenté M. Michel Sapin, ministre français de l'économie.

De fait, loin de se réduire, comme c'était l'objectif, le déficit des finances publiques italiennes n'a fait que s'aggraver au cours des six derniers mois, dépassant de 30 000 milliards de lire le seuil que les autorités italiennes s'étaient fixés. « Rien n'a été fait pour infléchir cette tendance », s'est insurgé M. Henning Christensen, vice-président de la Commission chargée de la politique économique et monétaire, ajoutant que la correction à entreprendre au cours des six mois à venir, pour revenir dans le droit chemin, devrait être considérable.

Dans ses conclusions, le conseil, vu la « gravité de la situation », réclame

au gouvernement un programme d'ajustement supplémentaire afin de limiter le déficit public en 1992. Il appelle de ses vœux des « mesures exceptionnelles » en matière d'assainissement structurel et il précise que, si ce diagnostic se trouvait confirmé, que les perspectives économiques, mais aussi politiques, offertes par cet ambitieux programme s'en trouveraient considérablement modifiées. Bien plus que les interventions de quelques politiciens à la réflexion archaïque, c'est la dure réalité économique qui vient aujourd'hui compromettre l'ambitieuse politique engagée à Maastricht.

Comparées au désordre qui frappe l'Italie, les difficultés de l'Allemagne, qui présentait mardi, à son tour, un plan de convergence, ressemblent à celles du bon élève qui doit surmonter les handicaps provisoires d'un accident. « Heureux, ambitieux, courageux », c'est ainsi que M. Sapin a qualifié le programme de rééquilibrage budgétaire présenté par M. Theo Waigel, son collègue allemand.

Grâce à un étroit contrôle des dépenses publiques, à tous les niveaux (budget fédéral, Länder, communes), Bonn entend ramener le déficit financier, qui se situait à 4,1 % du

Les difficultés du bon élève

Un tel programme de redressement devrait être mis en œuvre immédiatement si l'on veut éviter une atteinte à la crédibilité de la politique économique allemande, souligne le conseil dans des termes pleins de scepticisme. Comme si, seul un sursaut politique que rien ne laisse présager, le cas de l'Italie, pays fondateur de la Communauté, troisième puissance économique des

étape du programme d'Union économique et monétaire (UEM), celle de la monnaie unique. Compte tenu du poids de son économie, une telle défaillance aurait des conséquences négatives

sérieuses sur l'ensemble de la Communauté. Telle est la mise en garde, rédigée en termes particulièrement alarmistes, qu'ont rendue publique mardi 19 mai les ministres des finances des

Douze après avoir fait le point sur la situation dans la péninsule au regard du « programme de convergence » présenté par les autorités de Rome en novembre 1991.

tant d'une certaine préoccupation devant le « cas allemand », ont effectivement été posées à M. Waigel.

Néanmoins, la confiance domine. M. Christensen a ainsi estimé qu'une croissance annuelle de 10 % dans l'ex-RDA « n'avait rien d'une prévision déraisonnable, compte tenu des engagements souscrits auprès de la Treuhandschaft (l'agence chargée de la privatisation dans les cinq Länder de l'Est) par les repreneurs d'entreprises en matière d'investissement ».

M. Sapin a espéré, quant à lui, que la politique d'assainissement mise en œuvre par Bonn permettrait d'obtenir des résultats concrets, c'est-à-dire, dans son esprit, une baisse des taux « dans un avenir pas trop éloigné ».

Il a confirmé qu'il avait toujours en tête, pour un tel aboutissement, le sommet des sept principaux pays industrialisés à Munich, en juillet. Personne ne conteste l'analyse de M. Waigel lorsqu'il affirme qu'en tout état de cause l'Allemagne sera en état, le moment venu, de passer à la troisième étape du programme de l'UEM.

PHILIPPE LEMAITRE

Un certain scepticisme

Le porte-parole de la présidence portugaise, en rendant compte des débats, a fait état d'un certain scepticisme manifesté par les pays partenaires. Les Länder et autres collectivités locales sont-ils prêts à s'engager avec la même détermination que l'État central ? Les récents accords salariaux ne risquent-ils pas de compromettre la politique d'assainissement financier et d'interdire-t-ils, à terme, la baisse des taux, qui pour les partenaires de l'Allemagne demeure l'objectif prioritaire ? De telles questions, illustrant la persis-

Le projet de loi sur le RMI

Le gouvernement donne la priorité au dispositif d'insertion et à la gratuité des soins pour les plus pauvres

M. René Teulade, ministre des affaires sociales, a présenté mercredi 20 mai au conseil des ministres le projet de loi sur le revenu minimum d'insertion (RMI). Accompagné d'une « modernisation » de l'aide médicale et d'un élargissement du dispositif d'aide aux jeunes, le texte donne la priorité aux efforts d'insertion et propose la généralisation de la gratuité des soins médicaux.

« Un second souffle est nécessaire » : telle avait été l'une des

du 1^{er} décembre 1988, qui instaura le revenu minimum d'insertion pour une période de trois ans. Depuis, le dispositif a touché près de deux millions de personnes.

Première priorité : le renforcement du dispositif d'insertion qui fut, dès son origine, la principale originalité du RMI, mais dont les résultats ont été jugés « encore limités » par la commission. Sur les 567 000 allocataires inscrits à la fin 1991, seulement 18,6 % ont bénéficié des mesures d'insertion professionnelle prévues par les « plans emplois » du gouvernement, avec des disparités souvent très fortes d'un département à l'autre. Les nouvelles dispositions pré-

vision des projets, ils seront chargés d'élaborer leur propre programme et se verront dotés de crédits du département.

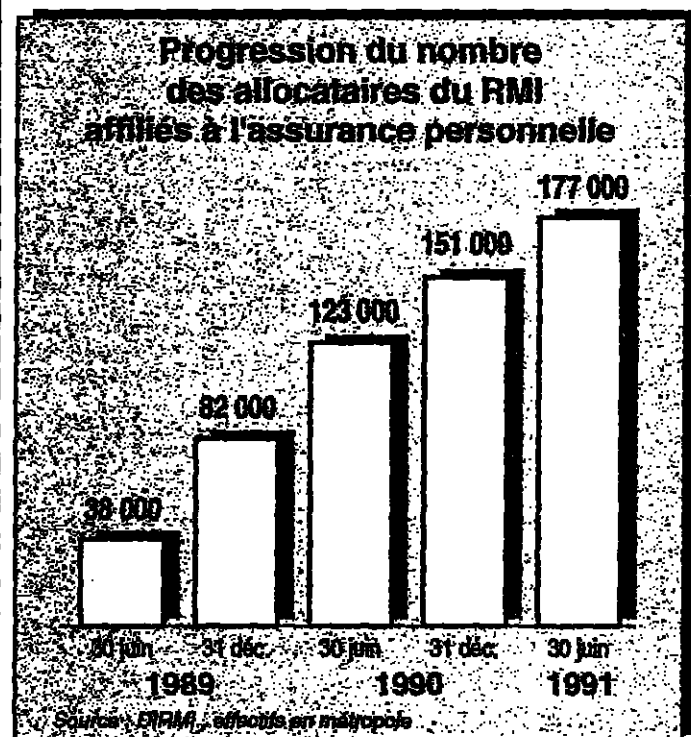
La seconde priorité du projet de loi concerne la généralisation de la gratuité des soins médicaux. En 1991, l'affiliation automatique des allocataires à l'assurance-maladie a permis à 180 000 bénéficiaires du RMI de disposer d'une couverture de base au titre de l'assurance personnelle. Mais « près d'un allocataire sur deux continue à rencontrer des difficultés financières pour se faire soigner », souligne la commission. Et il est vrai que le système ne dispensait pas les « RMistes » de prendre eux-mêmes en charge le ticket modérateur et d'avancer les frais. Seuls certains départements ont mis en place des systèmes complémentaires - comme les cartes santé - qui offrent aux allocataires une gratuité totale des soins. Le projet de loi généralise ces dispositifs. Il prévoit en outre une modernisation de l'aide médicale, dans le but d'améliorer l'accès aux soins « des plus démunis » et une simplification des conditions d'ouverture des droits à l'assurance-maladie.

Le troisième volet du projet de loi concerne les jeunes de 18 à

25 ans. Dans l'esprit des propositions avancées de la commission dans ce domaine, le texte n'ouvre pas les droits du RMI aux moins de vingt-cinq ans. En revanche, il demande la généralisation des fonds départementaux d'aide à l'insertion des jeunes, pratiqués dans certains départements, et comprenant notamment un soutien financier direct « pour une durée limitée et à titre subsidiaire ». D'autre part, les jeunes seront dorénavant admis de plein droit à l'aide médicale pour la prise en charge de leurs cotisations d'assurance personnelle. Enfin, ces dispositions s'accompagnent de mesures de « lutte contre la pauvreté et l'exclusion », prévoyant notamment l'accès à une consommation minimum d'énergie (chauffage et électricité).

Une fois examinées en conseil des ministres, ces propositions seront aussitôt transmises aux parlementaires et feront l'objet d'une première lecture prévue entre le 5 et le 10 juin. Les dispositions législatives adoptées pourraient ainsi entrer en application dès le 1^{er} janvier 1993.

OLIVIER PIOT



principales conclusions du rapport de la Commission nationale d'évaluation du RMI, remis au gouvernement le 11 mars dernier (le Monde du 12 mars). Et les nouvelles dispositions législatives proposées par M. Teulade, placées dans la continuité des propositions faites par M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, dans son programme de lutte contre le chômage de longue durée (le Monde du 30 avril), sont largement inspirées des grandes lignes tracées par la commission. L'exception pourtant de la valorisation du RMI : celui-ci reste à son niveau mensuel de 1 836 francs (2 185 francs au maximum pour une personne seule). Ces propositions permettront de renouveler le texte de loi

voient donc de renforcer les moyens des acteurs locaux, pièces maîtresses des programmes d'insertion. Les conseils départementaux d'insertion (CDI) devront dorénavant construire l'intégralité de leur projet et répartir les crédits qu'ils consacrent - ainsi que l'État - aux différentes actions d'insertion sociale et professionnelle.

L'aide de certains départements

A l'image de départements plus dynamiques, ils auront en outre à suivre la mise en œuvre des programmes. Au niveau local, la mission des comités locaux d'insertion (CLI) est élargie : outre la valida-

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.



APPEL D'OFFRES

L'ENTE AUTONOMA FIERA INTERNAZIONALE DI MILANO - LARGO DOMODOSSOLA 1 - 20145 MILANO, SE REFERANT A L'ANNONCE PUBLIEE DANS LE QUOTIDIEN "LE MONDE" LE 22 AVRIL 1992 DATE 23 AVRIL 1992, VU LES MODIFICATIONS APPORTEES AUX DELAIS INITIALEMENT PREVUS DANS L'APPEL D'OFFRES, VOUS PRIE DE BIEN VOULOIR NOTER QUE LA DATE DE PRESENTATION DES DEMANDES DE PARTICIPATION, SELON LES MODALITES INDIQUEES DANS LE NOUVEL APPEL D'OFFRES, A ETE DIFFEREE AU 15 JUIN 1992 AVANT 12H00.

UNE COPIE DU NOUVEL APPEL D'OFFRES PEUT ETRE DEMANDEE DIRECTEMENT OU PAR TELECOPIE (N. 1939/2/4997366) A LA "DIREZIONE DI PROGETTO" A L'ATTENTION DE M. L'INGENIEUR ANTONIO VETTESE, ET CE JUSQU'AU 29 MAI 1992 AVANT 17H00.

LES DEMANDES DE COPIES CONCERNANT LE PRECEDENT APPEL D'OFFRES, DEJA ENVOYEE A LA FIERA DI MILANO, RESTENT TOUJOURS VALABLES, ET SERONT SUJETTES A UNE REPONSE EN TEMPS UTILE.

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Les comptes du premier industriel européen

Le chiffre d'affaires de Daimler-Benz dépassera 100 milliards de deutschemarks en 1992

Le groupe Daimler-Benz, premier industriel européen, a réalisé un chiffre d'affaires de 95 milliards de deutschemarks (322 milliards de francs) en 1991 et des bénéfices de 1,942 milliard de DM (6,6 milliards de francs). Son président, M. Edzard Reuter, attend une nette amélioration de la rentabilité en 1992.

STUTTGART

de notre envoyé spécial

« La période difficile est finie. Notre cap est bon. Les structures fondamentales sont là, il faut désormais les exploiter. » M. Edzard Reuter, président de Daimler-Benz, fait front. Beaucoup de critiques s'étaient exprimées ces derniers temps contre sa politique de diversification menée à coups de milliards de marks. Part de l'automobile, M. Reuter veut bâtir « un groupe technologique », unifié et présent dans l'aéronautique avec Deutsche Aerospace (DASA), l'électronique et l'électro-technique avec AEG et les services informatiques avec DEBS.

Pour M. Reuter, l'heure était venue, en présentant les résultats de 1991, mardi 19 mai, de démontrer aux sceptiques qu'il n'avait pas eu les yeux plus gros que le ventre. La croissance est toujours au rendez-vous avec un chiffre d'affaires

qui dépassera la barre des 100 milliards de DM cette année (95 milliards en 1991). Daimler consolide sa place de premier industriel européen.

Quelle rentabilité? C'est sur ce point sensible que M. Reuter se veut le plus affirmatif. Les critiques lui reprochent en effet de gaspiller l'argent des automobiles Mercedes dans des activités pas encore, ou peu, rentables. Le profit du groupe stagne depuis 1985. L'année 1991 ne marque d'ailleurs pas de rupture visible puisque la légère augmentation du bénéfice net (1,942 milliards de DM contre 1,795 milliards en 1990) ne provient que du repli de 0,9 milliard des impôts. Avec 2 %, le rapport du profit sur le chiffre d'affaires est au plus bas depuis dix ans. Le groupe s'avère incapable d'auto-financer ses énormes frais d'investissement (7,6 milliards de DM en 1991) et de recherche-développement (7,5 milliards de DM). Il devra procéder à une augmentation de capital cette année.

Turbulences aéronautiques

C'est le coût de la remise en ordre, explique le président. AEG a été débarrassé d'Olympia (activités bancaires et de télécommunications), lourdement déficitaire. La provision effectuée pour s'en débarrasser n'a pas été compensée par la vente des câbles à Alcatel. Les

ventes des secteurs « trop petits à l'échelle mondiale » ne sont pas achevées, mais le groupe estime que le gros est fait et qu'il « rentre dans des eaux plus calmes », selon l'expression du directeur financier, M. Gerhard Liener.

Ce ne sera peut-être pas le cas de l'aéronautique, si le programme d'avion de chasse EFA est abandonné (lire encadré). Dans le secteur civil, DASA mène des négociations — qui sont « en bonne voie » — pour le rachat du hollandais Fokker, en accord avec ses partenaires Aérospatiale et Alenia. Cette acquisition aidera à trouver une solution pour le problème le plus lourd qui pèse sur le groupe : sa filiale d'avions régionaux Dornier, en pertes de 184 millions de DM en 1991 contre 37 millions en 1990.

Pour étayer son optimisme, M. Reuter avance que le résultat d'exploitation va « doubler » cette année, mais il ne le chiffre pas pour 1991. La comptabilité allemande a ses mystères, et les grands groupes ne détaillent pas leurs résultats par branche, l'opacité demeure. On est donc encore obligé de le croire sur parole. Une nouvelle croissance des ventes de 16 % au premier trimestre et du bénéfice net de 14 % à 480 millions de DM apporte tout de même de l'eau à son moulin.

ERIC LE BOUCHER

Contre l'abandon de l'EFA concurrent du Rafale

STUTTGART

de notre envoyé spécial

M. Reuter, président de Daimler-Benz, a vigoureusement mis en garde le gouvernement de Bonn contre un éventuel abandon du projet d'avion de combat européen EFA, concurrent du Rafale français, étudié en commun avec les Britanniques, les Italiens et les Espagnols. Une décision sur ce sujet, qui déchire la coalition au pouvoir, doit être prise dans les semaines qui viennent.

M. Jürgen Möllemann, ministre de l'économie, est ouvertement contre, tandis qu'on prête au ministre de la défense, M. Volker Rühe, un avis similaire. Selon la presse allemande, les coûts ont tellement augmenté que l'armée de l'air n'aurait plus les moyens d'en acquiescer que quatre-vingts au lieu des deux cent cinquante exemplaires prévus à partir de l'an 2000. L'Allemagne, qui a besoin aujourd'hui de faire de sévères économies, devrait, selon les adversaires de l'EFA, « tirer des dividendes de la paix ».

« Les discussions dénotent un manque de clairvoyance », a expliqué M. Reuter, pour lequel « il n'y a pas d'alternative à cet avion ». Un abandon

mettrait en danger, à ses yeux, « une défense moderne de l'Allemagne ». En outre, l'EFA (appelé Jäger 90 en Allemagne), avec les projets de la station orbitale Columbus et de navette Hermes, constitue un moteur de la construction aéronautique allemande. Celle-ci serait remise en cause « pour des pseudo-raisons budgétaires », a poursuivi le président de Daimler, qui rappelle que « l'agriculture coûte cent cinquante fois plus ».

Daimler, qui a mis énormément sur l'aéronautique, verrait dans l'abandon de l'EFA une coûteuse déception, même si M. Reuter affirme que « le bilan du groupe ne s'en trouverait pas déséquilibré ». Avec lui, toute l'industrie militaire s'est mobilisée depuis quelques jours en évoquant la perte possible de vingt mille emplois. L'essentiel de ces emplois sont situés en Bavière, ce qui explique que la CSU, membre de la coalition, se soit engagée, derrière son président M. Theo Waigel, le ministre des finances, pour défendre l'avion et pour en faire un point fort de ses discussions avec le chancelier Kohl.

E. L. B.

AFFAIRES

Afin de se désendetter

Le groupe Pinault cède ses meubles de cuisines à Dapta-Mallinoud

Après avoir repris successivement Conforama et Le Printemps en 1991 pour se concentrer sur la distribution, Pinault amorce son désengagement du secteur du bois, son métier d'origine où il était le numéro un français. Le groupe présidé par M. François Pinault vient ainsi de vendre une partie de ses activités dans l'ameublement à l'entreprise auvergnate Dapta-Mallinoud.

Les firmes cédées sont Lafa (mobiliers), Sofiseb (meubles de cuisine de marque Arthur Bonnet et Comera) et Société des cuisines Pinault qui, ensemble, réalisent 1,13 milliard de francs de chiffre d'affaires.

Ces entreprises appartenaient à la CIA (Compagnie internationale d'ameublement), une des sociétés du pôle bois et négoce de Pinault, qui rassemble aussi Isoroy et France bois industrie. Ce désengagement devrait se poursuivre, pour permettre au groupe de réduire son endettement estimé à 17 milliards de francs, conséquence de ces récentes acquisitions.

Le chiffre d'affaires du groupe Pinault s'élève à 70,8 milliards de francs, dont 80 % est réalisé désormais dans la distribution.

PRÉFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE
DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
4^e Bureau

Avis d'enquête publique

En application d'un arrêté préfectoral en date du 14 mai 1992, il sera procédé du 9 juin au 10 juillet 1992 à une enquête publique préalable à :

- la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de l'autoroute A 14 entre la Grande Arche et l'autoroute A 86, de l'échangeur A 14/A 86 et du réaménagement de la RN 314 (sens la Défense A 86), entre le boulevard circulaire de la Défense (RN 13) et la RD 23 à Nanterre ;
- la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de Courbevoie, Nanterre et Puteaux ;
- la mise en compatibilité du PAZ de la ZAC B1 à Nanterre ;
- la modification du décret du 22 décembre 1989, déclarant d'utilité publique et urgents les travaux de construction de l'autoroute A 14, section Orgeval (A 13) - Nanterre (A 86).

Le public pourra prendre connaissance du dossier soumis à enquête et consigner éventuellement ses observations sur les registres tenus à sa disposition :

- à la Préfecture des Hauts-de-Seine, 167, avenue Joliot-Curie, 92000 Nanterre, 8^e étage, bureau 883 : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;
- à la mairie de Courbevoie, du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;
- à la mairie de Nanterre, du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, et le samedi 27 juin, de 9 h à 12 h ;
- à la mairie de Puteaux, du lundi au vendredi, de 9 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h ;

Le public pourra, en outre, adresser ses observations par écrit à M. le Président de la Commission d'enquête, Préfecture des Hauts-de-Seine, DRCT - 4^e bureau, 167, avenue Joliot-Curie, 92000 Nanterre, siège de l'enquête.

La commission d'enquête sera présidée par :

- M. Pierre MELIN, inspecteur divisionnaire à la SNCF en retraite, 1, rue Pissara, 75017 Paris ;
- Avec lequel siègeront :
- M. Joseph de LA RUBIA, architecte, 40, rue des Sorbiers, 92190 Meudon ;
- M^{me} Claude-Chantal BROUSSARD, urbaniste, 22 bis, rue de la Jonquière, 75017 Paris.

L'un ou l'autre des membres de la Commission d'enquête recevra en personne les observations du public :

- à la Préfecture des Hauts-de-Seine, le vendredi 26 juin 1992, de 14 h à 17 h ;
- à la mairie de Courbevoie, le jeudi 18 juin 1992, de 9 h à 12 h ;
- à la mairie de Nanterre :
- le vendredi 19 juin, de 13 h 30 à 17 h 30,
- le mercredi 24 juin, de 13 h 30 à 17 h 30,
- le samedi 27 juin, de 9 h à 12 h,
- le jeudi 2 juillet, de 13 h 30 à 17 h 30,
- le vendredi 10 juillet, de 13 h 30 à 17 h 30 ;
- à la mairie de Puteaux, le mercredi 17 juin 1992, de 9 h 30 à 12 h.

Une copie du rapport et des conclusions de la Commission d'enquête sera déposée à la Préfecture des Hauts-de-Seine et dans les mairies des communes concernées pour être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées à Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine - DRCT - 4^e bureau.

Le Préfet,
Christian de LAVERNÉE.

EN BREF

□ Accord salarial dans le secteur de la construction en Allemagne. — Le compromis trouvé dans la métallurgie, dimanche 17 mai (le Monde du 19 mai), fait référence pour les autres secteurs. Ainsi dans la construction, représentant 500 000 salariés, un accord a pu être trouvé sur la même base d'une augmentation de salaires de 5,8 % à partir du 1^{er} avril avec un effet rétroactif. L'accord est valable douze mois. Différentes primes ont été accordées en sus, ce qui porte l'avantage consenti aux salariés à 6,5 %. Les vacances seront portées à trente jours en 1993. Les négociations ne sont pas achevées dans l'imprimerie, empêchant ou gênant la parution des journaux. — (Corresp.)

□ L'administrateur de la Yougoslavie à la BERD démissionne. — M. Branimir Pajkovic, représentant de la Yougoslavie au conseil d'administration de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), a présenté sa démission lundi 18 mai, indiquant qu'il ne pouvait plus continuer à « représenter le gouvernement d'un pays qui n'existe plus ». Quatre nouvelles Républiques issues de l'ancienne fédération (Croatie, Slovénie, Bosnie-Herzégovine et Macédoine) ont demandé individuellement leur adhésion à la banque, chargée d'assister l'ancienne Europe socialiste dans sa transition vers l'économie de marché.

□ Hausse des prix et mouvements sociaux en Algérie. — Les prix de l'électricité et du gaz en Algérie ont été augmentés respectivement de 12 % et de 15 % à compter du 1^{er} mai, a-t-on appris, mardi 19 mai, de source officielle. Il y a un mois, les

prix des carburants avaient déjà subi des hausses de 35 % à 40 % et ceux du tabac de 15 % à 20 %. C'est dans ce contexte que les 18 000 salariés du complexe sidérurgique d'El Hadjar, dans le département d'Annaba, ont décidé de prolonger d'une journée insupportable leur mouvement de grève entamé dimanche. Les grévistes réclament notamment une revalorisation des salaires. Le gouvernement a désigné un médiateur pour désamorcer la crise.

□ Parution de « Médiascope ». — Une nouvelle revue consacrée aux médias, Médiascope, est née, qui s'ajoute à Médiaspionnages et à Hermines. Ce trimestriel, édité et financé par le Centre régional de documentation pédagogique (CRDP) de Versailles, sous la responsabilité de son directeur, M. Jacques Trihoire, a été tiré à 3 000 exemplaires ; il est vendu essentiellement par abonnement (153 F) ou dans certains diffuseurs de presse (60 F l'exemplaire) et devrait intéresser particulièrement les professionnels des médias et les enseignants. Médiascope ambitionne de décrire la complexité de la planète médias en associant des journalistes, des chercheurs et des formateurs. Le premier numéro a consacré sa « Une » aux « Images et figures du journaliste ». Médiascope a pour parrains notamment MM. Francis Balle (CSA), Jérôme Clément (Arte) et des journalistes — Hervé Brusini, Anne Bruci, Juan-Luis Cebrían (El País), Thomas Ferenczi (le Monde), Ignacio Ramonet (le Monde diplomatique), etc. — Médiascope, CRDP de Versailles, 3, boulevard de Lesseps, 78000 Versailles. Tél. : 16 11) 30-63-41-02.

Eurostaf

Europe Stratégie Analyse Financière

vient de faire paraître :

LE MARCHÉ DE LA THALASSOTHÉRAPIE :

l'explosion de l'offre répond-elle aux attentes de la demande ?

57 centres dont de nombreux complexes intégrés, 150.000 à 170.000 curistes, un chiffre d'affaires dépassant le milliard de francs,

Le marché de la thalassothérapie a connu un très large développement au cours des dernières années, se traduisant par une véritable explosion de l'offre sous l'effet conjugué de l'intérêt manifesté par les collectivités locales et des investisseurs d'origines très diverses : groupes hôteliers, laboratoires de cosmétologie, industriels du BTP, compagnies d'assurances, etc...

Si actuellement l'offre anticipe largement la demande, la plupart des spécialistes s'accordent toutefois à qualifier ce déséquilibre de momentané. L'analyse économique et financière, menée sur un échantillon de 7 centres de rééducation et de réadaptation fonctionnelle et de 21 établissements de thalassothérapie, a permis de dégager les principales caractéristiques de cette activité.

Pour recevoir la présentation détaillée de ces études, contacter : EUROSTAF 60-82, rue d'Hautville, 75010 Paris. Tél. : 47.70.22.55 - Fax : 47.70.11.93

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

■ Mises en chantier de logements -17 % en avril. — Les mises en chantier de logements aux États-Unis ont chuté de 17 % en avril après une hausse de 6,9 % en mars et de 6,7 % en février. Les mises en chantier sont ainsi tombées — en rythme annuel corrigé des variations saisonnières — à 1,12 million d'unités en avril contre 1,34 million le mois précédent. Cette chute est la plus forte enregistrée depuis huit ans (-26 % en mars 1984). Mais pour les quatre premiers mois de l'année, les mises en chantier restent supérieures de 30,4 % à celles de la même période de 1991.

GRANDE-BRETAGNE

■ Déficit budgétaire : 3,6 milliards de livres en avril. — Le déficit budgétaire de la Grande-Bretagne s'est élevé à 3,6 milliards de livres en avril (35 milliards de francs environ) contre 2,1 milliards en avril 1991. Ce chiffre, plus important que prévu, englobe les comptes des collectivités locales, des entreprises publiques et du gouvernement. Il fait suite au déficit de 6,3 milliards enregistré en mars. D'autre part, les privatisations ont rapporté en avril 600 millions de livres.

Vaincre l'exclusion

RMI : le pari de l'insertion

Le Revenu Minimum d'Insertion a permis à 2 millions de personnes sans ressources de mieux vivre.

La Commission Nationale d'Évaluation du RMI présente un bilan et des propositions.

1992, 834 p.
les 2 tomes : 180 F

29, quai Voltaire
75007 Paris
(1) 40 15 70 00

la documentation

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

ÉCONOMIE

A la veille du conseil des ministres européens

Les projets de déréglementation de l'énergie contestés

Pour protester contre les projets de la Commission européenne d'étendre au gaz et à l'électricité le marché intérieur - ce sera le thème du conseil des ministres européens de l'énergie jeudi 21 mai à Bruxelles, - l'ensemble des organisations syndicales d'EDF et de GDF ont organisé mercredi des manifestations dans les principales villes de France, ainsi qu'à Bruxelles, où plusieurs milliers de personnes étaient attendues en provenance de différents pays de la Communauté.

Ce que la direction d'EDF ou de GDF ne réussit plus guère ou rarement - mobiliser la totalité des organisations syndicales - Bruxelles y est parvenu. Journées « portes ouvertes » sur les lieux de travail les 18 et 19 mai, distribution de 10 millions de tracts et de 50 000 affiches, pétition au président de la République, manifestations dans une quinzaine de villes de l'Hexagone et au siège de la Commission à Bruxelles le mercredi 20 mai. L'arsenal syndical est au complet. Il y aurait peut-être eu la demeure. Les « technocrates européens préparant dans le secret de leurs cabinets » des directives qui, selon les syndicats, « menacent, par leur aveuglement, l'équilibre et l'économie du système énergétique français (et) mettent en péril l'avenir de nos finances » et la notion même de service public de l'électricité et du gaz.

Dans leur croisade pour s'opposer au « diluvien de Bruxelles », les organisations syndicales ne manquent pas d'alliés. La direction d'EDF-GDF les appuie. Et la classe politique, quasi unanime, les défend. Interpellé récemment à l'Assemblée nationale, le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, n'a-t-il pas lancé un très martial : « Nous avons la capacité de résister » ?

Le coût de la non-Europe de l'énergie

Résister à quoi au juste ? Au projet de directive de la commission sur la déréglementation du gaz et de l'électricité dans la Communauté. Un texte toulé de 68 pages dont la dernière motte - celle qui sera au centre du prochain conseil des ministres de l'énergie - porte la patte de la direction générale de la concurrence, la DG 4 qui dirige le commissaire Antonio Cardoso E Cunha.

« L'énergie est une composante si essentielle de toutes les activités économiques (...) que l'achèvement du marché intérieur est incompatible sans marché intégré ». Difficile de ne pas suivre la Commission sur le terrain des principes. L'énergie représente 7 % de la production intérieure brute en Europe. Le chiffre est considérable : l'agriculture, qui emploie une dizaine de millions de personnes, ne pèse que 3 % de la PIB ; la sidérurgie, 1,5 %.

A première vue, l'Europe de l'énergie existe bel et bien. En quinze ans, le taux d'indépendance énergétique de la Communauté a grimpé de 36 % à près de 60 %. L'outre. Coût de cette non-Europe de l'énergie : 120 milliards de francs par an, selon les calculs de la Communauté.

Le constat appelle un remède. Bruxelles en préconise un, radical : supprimer par étapes dans l'Europe des Douze les monopoles dans les secteurs de l'électricité et du gaz. Ils « représentent le passé (et) ne sont plus justifiables », vient de réaffirmer, dans une interview au bulletin *Périsstratégies*, le commissaire Cardoso, tête noire d'EDF-GDF, direction et personnel confondus.

Sur les trois points clés de la « directive Cardoso », un seul est négociable aux yeux de Paris : la présentation comptable séparée des activités de production, transport et distribution des compagnies d'électricité et de gaz (*l'« unbundling »*). « Une mesure logique pour vérifier la transparence des comptes », admet EDF (GDF est plus réservé), sous

réserve qu'elle ne préjuge pas à une « séparation juridique » des différentes entités.

Intransigeance, en revanche, s'agissant du monopole de production dont le commissaire Cardoso souhaite la suppression. « Pourquoi changer un système qui marche ? », s'interroge un haut fonctionnaire. « L'Europe veut faire bénéficier l'Europe des bienfaits du modèle français », renchérit M. Jacques Roger-Machart, animateur du groupe de députés socialistes autour d'un rapport sur « l'avenir d'EDF et GDF ». Bref, le front tricolore est uni mais il est menacé d'être enfoncé à Bruxelles. Belgique mise à part, la France ne compte guère d'allié sur cette question : le monopole de production a été supprimé dans la majorité des pays de la CEE.

Dire « ni » à Bruxelles

Reste « le gros morceau » du projet, celui de l'achat de tiers au réseau (ATR). L'ATR autorisé, expliquait récemment M. Dominique Strauss-Kahn au Parlement, « un entrepreneur de Paris (pourrait) acheter son électricité au Danemark en la faisant circuler sur le réseau d'EDF », moyennant une rétribution. Idem pour le gaz.

L'ATR est « une sottise », lance M. Francis Gutmann, président de Gdf. Marge de manœuvre réduite face aux pays fournisseurs, financement des gisements futurs plus difficile à boucler, traitement discrimi-

natoire entre les clients : le programme de Bruxelles ne présente que des inconvénients, jure Francis Gutmann. « Il faut dire ni », tranche cet ancien diplomate.

Le son de cloche est identique du côté d'EDF. Avec officiellement affichée une crainte supplémentaire : celle de voir, avec le développement de l'interconnexion entre pays, la France devenir « le château d'eau nucléaire » d'une Communauté « sangsue » par crainte du nucléaire chez elle. « Nous exportons aujourd'hui 50 TWh (1), et nous en exportons 72 TWh en l'an 2000, soit 15 % de notre production. Nous ne souhaitons pas aller au-delà », prévient M. Claude Desval, directeur à EDF.

Entre Bruxelles et Paris, le blocage est total. Chacun campe sur ses positions. Avec, côté français, l'assurance de ne pas prêter dans le désert lorsqu'il s'agit de refuser l'introduction de l'ATR. L'exemple britannique de la dérégulation de l'électricité et du gaz étant encore trop récent et trop limité pour en tirer des conclusions définitives, une majorité d'Etats membres précède la production.

Le commissaire Cardoso, lui, n'en démord pas. « L'ATR se fera, répète-t-il, avec ou sans commission ».

JEAN-PIERRE TUQUOI

(1) Tera Watt heure = 1 milliard de kWh.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



RÉSULTAT DU PREMIER SEMESTRE 1991/1992

Le Conseil d'administration de la Fnac s'est réuni sous la présidence de M. Jean-Louis Périaud le 15 mai 1992. Il a arrêté les comptes au 29 février 1992 qui se résument ainsi :

Groupe Fnac

(en millions de francs)	28/02/91	% sur ventes ht	29/02/92	% sur ventes ht	Variation en %
Chiffre d'affaires ht	4 082,0		4 615,3		13,1
Résultat courant	93,4	2,3	105,2	2,3	12,6
Résultat net après I.S. et participation (part du Groupe)	39,9	1,0	45,4	1,0	13,8
Capacité d'autofinancement	161,0	3,9	201,0	4,4	24,8

Les caractéristiques de résultats au 29/02/92 demeurent les mêmes qu'au 31/08/91 : il n'y a pas de reprise de la conjoncture mais plutôt une légère détérioration de la consommation : la Fnac poursuit néanmoins ses prises de parts de marché et maintient son plan de développement exceptionnel.

Malgré une progression du chiffre d'affaires plus faible que prévue, les résultats courant et net évoluent à la même vitesse que le chiffre d'affaires.

En dépit de la stagnation du marché national, les ventes de la Fnac progressent au cours du premier semestre de 13,1 %.

	Produits Techniques	Disques	Livres
MARCHÉ	- 4,0%	+ 12,5%	- 2,7%
FNAC	+ 4,6%	+ 23,8%	+ 18,7%

Compte tenu des ouvertures réalisées, le bénéfice net progresse de 13,8 % alors qu'avec le poids des amortissements consécutif au développement, la capacité d'autofinancement augmente de 24,8 %.

Depuis septembre 1991, le Groupe a enregistré les ouvertures de Lyon Part Dieu, Pau, Nancy, la Librairie Internationale, Berlin et le transfert d'Étoile dont la réussite est à la hauteur des prévisions. Ce développement se poursuit comme prévu au deuxième semestre avec Cergy Pontoise, Reims, Toulouse.

Les investissements importants réalisés depuis deux ans devraient permettre à la Fnac de commencer à récolter en 1993 les fruits de son expansion, si la reprise économique annoncée est bien au rendez-vous.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

Le Monde • Jeudi 21 mai 1992 19

Carrières

JOBS D'ÉTUDIANTS

Banlieue Nord

CENTRE DE RECHERCHES du GAZ de FRANCE

Mission : faire visiter un centre de recherches et présenter les installations techniques à des publics variés. Formation assurée.
Disponibilité : 3 jours environ par mois. Rémunération intéressante.
Profil : étudiants(es), nationalité française, préparant maîtrise ou doctorat, dans le secteur scientifique ou le secteur économique et gestion d'entreprises. Bac C ou D. Sens de la communication, assidue en public, bonne présentation.
Adressez CV + photo à :
Anne-Marie MERVEILLE
GDF DETN - Service Communication
361, avenue du Président-Wilson
93211 LA PLAINE-ST-DENIS
Tél. : 49-22-49-92



IMPORTANTE ORGANISATION HUMANITAIRE

(Association reconnue d'utilité publique)
orientée vers le soutien au développement des tiers-mondes recrute

RESPONSABLE DE SON SERVICE AMÉRIQUE LATINE

MISSIONS ET OBJECTIFS :
Sous la responsabilité du Directeur du Département Projets et Programmes, il met en œuvre les objectifs de développement définis par l'Association pour le continent latino-américain. Il gère et contrôle un budget de 15 MF et assure le suivi des réalisations mises en œuvre dans le continent. Il assure la gestion des ressources humaines de son service (quatre personnes).

PROFIL ATTENDU :
- Expérience réussie de plusieurs années de gestion d'un budget, d'encadrement d'équipe et d'expérience de vie associative.
- Bonne connaissance du continent latino-américain et expérience des problèmes de développement sur ce continent.
- Niveau de culture générale et technique : bac + 4.
- Bonne pratique de l'espagnol.
- La pratique du portugais ainsi que celle de l'informatique sont un plus.

INTÉRÊT DE LA FONCTION :
- Action et innovation dans un contexte international en changement.
- Finalité et environnement riches.

CONDITIONS OFFERTES :
- Grande autonomie et importantes responsabilités.
- Rémunération en relation avec l'environnement associatif et selon l'expérience.

Écrire sous n° 8522 LE MONDE PUBLICITÉ
15/17, rue du Col-P.-Avia - 75002 Paris Cedex 15

CABINET D'AVOCATS SPÉCIALISÉS EN DROIT FISCAL

Ex-conseils juridiques et fiscaux
installé en région parisienne, recherche
FISCALISTE

Bénéficiant déjà d'une solide expérience (cabinet ou administration), notamment en matière de vérification de comptabilité, il est âgé de 26-33 ans environ. Ce technicien de haut niveau, quel que soit son statut professionnel, devra s'intégrer dans une petite équipe d'avocats motivés et dynamiques, pour assurer les fonctions de conseil auprès d'entreprises de stature nationale, implantées sur tout le territoire métropolitain.
Par nature évolutive, le poste épanouira des prédispositions aux relations humaines.
Envoyer lettre de motivation manuscrite, c.v. et photo, sous n° 8513, le Monde Publicité, 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia, 75015 Paris.

URGENT

AGENCE DE PUBLICITÉ recherche un/une

STAGIAIRE

à plein temps pour les mois de juin et/ou juillet, août, sept.

Missions :
- gestion du fonds documentaire (bibliothèque, classement) ;
- les recherches documentaires ;
- la participation à une revue de presse mensuelle ;
- l'indemnité : 1 500 F/mois ;
- Convention de stage exigée.
Lieu de travail :
Lavallois-Perret (92), métro : Anasole-France.

Contact :
Mme FRIEDRICH NAYLE
au 47-55-21-05

Profession libérale de l'art/duze, Ranz, EFACI à Orly.
Tél. : (1) 49-00-15-19.

LA FÉDÉRATION NATIONALE

LEO-LAGRANGE recrute des

MANAGERS SOCIAUX

pour diriger des équipes de développement des instituts de formation associative orientés vers l'insertion des publics en difficulté et la qualification aux métiers du développement local, dans des régions du nord et du sud de la France.

Formation initiale : niveau II minimum.

Exp. de la formation prof. et du gestion.

Motivation par le développement de la citoyenneté active.

Adresser lettre + CV + présentations : Service du personnel, Fédération nationale Léo-Lagrange, 21, rue de Provence, 75008 Paris.

CADRES

à Paris

Cand. 25 ans et plus, motivés pour un emploi au sein d'une institution juive spécialisée dans la collecte de fonds.

Adr. CV, photo et lettre de motivation à : F.A.N.A.R.S., 18, rue de Taherán 75008 Paris.

FÉDÉRATION NATIONALE SECTEUR SOCIAL

RESPONSABLE FORMATION

Coordination et développement actions nationales et départementales. Expérience associative ou sociale.

Paris. Déplacements. Lettre + CV + F.A.N.A.R.S., 78, rue du Puy-St-Denis 75010 Paris.

LYCÉE COLLEGE 19^e GARE DE L'EST

RECH. POUR SEPT. 92

PROFS EXPER.

Si possible certifiés agrégés, plein et mi-temps. Math, Economie, Français.

Env. cv 16, cv. Mémoires 63260 VILLECOMBLE.

AGENCE VARENNE

Recherche négociateur immobilier, 24/30 ans, avec cv photo, 44, rue Barbey-de-Jouy, 75007 Paris.

ENSEIGNANTE CÉLIBATAIRE

en vacances période du 29/5 au 31/7 pour encadrer enfants 5 à 11 ans. Hébergement et nourriture gratuits.

Téléphonez au : 18-1-819-270-7982. Demandez le directeur de l'école.

ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS

recherche

COLLABORATEURS (H/F) Son niveau de culture générale pour poste à caractère journalistique (ou de porte-parole) - Formation assurée - Rémunération très intéressante

Evolution de carrière rapide pour candidats de valeur.

Tél. : 47-54-99-18.

ORGANISME PUBLIC recrute

RÉDACTEUR

bac + 2 ou 3/5 gestion pour encadrer 10 agents d'un service français.

Rémunération très intéressante. Adm. : 8 300 F.

Env. cv à : M. AYZAC C.S.T.M., 11, rue de la Tour-des-Dames 76438 Paris - Cedex 09.

ECOLE RECHERCHE POUR PRÉPA MEC

PROF. EXPERIMENTES

philos, maths, anglais. Tél. : 45-20-58-30.

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE

(Services de la culture) recrute

4 INGENIEURS DE RECHERCHE

(1) sociologue, 1 physico-chimiste, 1 pétrographe, 1 microphysicien

7 INGENIEURS D'ÉTUDES

(2) archéologue, 1 historien d'art, 1 ethnologue, 2 sociologues, 1 informaticien.

Répart. des dossiers du 11 mai au 9 juin 1992.

Bureau des concours, Direction de l'Administration générale, 4, rue de la Banque 75002 Paris.

Tél. : 40-15-64-66

RECHERCHE

PROFESSEUR

Sciences-physiques, de préférence agrégé ou docteur pour enseignement en classe préparatoire.

Écrire à M. MIGNARD, 5, place St-Martin 49100 ANGERS.

MAIRIE DE SAINT-DENIS (93)

Recrute pour son cabinet du mine, un collaborateur, chargé de mission, pour le redynamisme et le suivi des relations des élus avec la population.

Niveau Bac + 3 ou expérience des collectivités territoriales. Intéret pour la vie locale, qualités rédactionnelles. Envoyer CV et candidature, à M. Jean-Louis HUGO, 2, place Victor-Hugo, 93200 Saint-Denis.

IMPORTANTE FÉDÉRATION PROFESSIONNELLE

recherche pour Paris XUV.

URISTE

DOCUMENTALISTE

pour analyse de textes, réécriture de notes de synthèse, établissement de dossiers, tenue de la documentation.

Env. lettre manusc. cv + photo à F.N.A.T., 48, rue A.-Carné 75018 Paris.

Société d'économie mixte d'aménagement et de construction

proche banlieue sud de Paris

ASSISTANT(E) DE DIRECTION

suppléant du Directeur Général. Vous bénéficiez d'une aide financière.

généraliste (niveau supérieur) complètes d'une bonne expérience de l'organisation. Vous utilisez couramment la bureautique.

Votre sens de l'adaptation et votre capacité à communiquer ont été mis à l'épreuve dans des expériences professionnelles diversifiées.

Vous manifestez de l'intérêt pour le développement local (une connaissance des collectivités territoriales serait appréciée).

Nous vous proposons, tous en contrôlant l'ensemble des tâches logistiques liées à la direction de la société, d'organiser et faciliter les relations avec l'extérieur et d'intervenir dans la communication interne (relation avec les services, transmission et collecte d'information).

Vous aurez à développer la fonction planning (calendrier des activités, suivi des dossiers et des échéances).

Vous pourrez aussi être appelé à analyser et donner suite aux dossiers du ressort du directeur général.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et présentations, sous n° 8518 LE MONDE PUBLICITÉ, 15-17, r. du Col.-P.-Avia, 75002 Paris Cedex 15.

GLAZPART accessoires de vitrage, rech.

DIRECTEUR DES VENTES EUROPÉENNES

Basé en France. Enveloppe de salaire négociable. Nous sommes le premier fournisseur au Royaume-Uni d'accessoires de vitrage en matière plastique moulée par injection. Nous cherchons à accroître nos ventes sur les marchés français et européens.

Vous êtes professionnel, motivé, autonome et capable de développer les opportunités de vente sur le marché européen. Sous la responsabilité du directeur des ventes au Royaume-Uni, vous serez capable de communiquer avec courtoisie en anglais qu'en français.

Merci d'adresser votre candidature en anglais à : Glazpart Ltd, Wilmore Ind Estate, Banbury, Oxon, OX16 7RL, Angleterre.

RECHERCHONS JOURNALISTE

connaissant bien le monde de l'entreprise avec une formation marketing commerciale pour compléter la rédaction d'une publication technique professionnelle.

Env. cv + lettre manuscrite sous n° F.M. à Sire, 5, rue Jules-Lafayette 75008 Paris.

capitax propositions commerciales

Firme italienne productrice de parapluies prêts à l'emploi distributeur déjà introduits dans le secteur. Tél. et Fax : 1939-2-98-32-01-72.

FORMATION PROFESSIONNELLE

POLYCOMM (15)

organise 2 cours du soir juin/juillet

- Maîtriser la PAO (40 H)
- Concevoir et réaliser un dossier de presse (40 H)

Méthode pédagogique intense

Accompagnement personnalisé sur site possible

Renseignements et inscriptions :

43-06-00-68

REPRODUCTION INTERDITE

LES LOCATIONS
DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			16 ^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES NEUF		
4 ^e ARRONDISSEMENT			5 P. DUPLEX 131 m², 5/6 ^e ét.	4, rue Félicien-David SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	18 500 + 1 980 14 275	110 m² rez-de-chaussée jardin parking	VERSAILLES Domaine de Picardie 6, avenue Pershing SAGGEL - 48-08-80-36 Frais de commission	8 700 + 1 422 6 264
4 PIÈCES 116 m², 2 ^e étage parking	15, rue des Lions-Saint-Paul SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	12 000 + 1 702 9 400	4/5 PIÈCES 133 m², 1 ^e ét.	8/10, rue Oswaldo-Cruz SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	16 000 + 2 154 11 520	92 - HAUTS-DE-SEINE		
5 ^e ARRONDISSEMENT			4/5 PIÈCES 174 m², 7 ^e ét. vue sur Seine possib. parking	15-17, rue Raynaud SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	25 800 + 3 251 18 576	2 PIÈCES 55 m², 3 ^e étage mezzanine 15 m² parking	BOULOGNE 33-37, rue Louis-Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 400 + 825 6 700
2 PIÈCES 58 m², 1 ^e étage parking	31, rue Claude-Bernard AGIFRANCE - 43-31-73-41 49-03-44-05 Frais de commission	7 242 + 875 5 153	17 ^e ARRONDISSEMENT			56 m², 1 ^e étage parking cave	BOULOGNE 33-35, rue Anna-Jacquin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 200 + 1 216 3 700
2 PIÈCES 59 m², 2 ^e étage parking	31, rue Claude-Bernard AGIFRANCE - 43-31-73-41 49-03-44-05 Frais de commission	7 099 + 922 5 051	4 PIÈCES 136 m², 5 ^e étage	9, rue des Dardanelles CGI - 40-16-28-71 + 2 208	5 440 + 381 4 187	3 PIÈCES 80 m², 3 ^e étage	COURBEVOIE 81, rue des Darniers SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	4 900 + 1 355 3 528
7 ^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 65 m², 5 ^e étage sans ascenseur	22, rue Brochant CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	4 187	3 PIÈCES 75 m², 2 ^e étage parking balcon	GARCHES 70, rue du Docteur-Debat CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	5 760 + 500 4 417
2 PIÈCES 43 m², 2 ^e étage parking	50, rue de Bourgogne SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	6 750 + 695 3 463	4 PIÈCES 83 m², 3 ^e étage Cave	183, rue Parere AGIFRANCE - 44-86-45-45 Frais de commission	10 000 + 1 220 7 116	4 PIÈCES 95 m², 3 ^e étage parking balcon	GARCHES 13, rue des Suisses CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	7 240 + 740 5 483
8 ^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES 126 m², 3 ^e étage	25, rue Colonel-Moll AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	12 097	5 PIÈCES 101 m², 1 ^e étage parking	LEVALLOIS 136, rue Anstade-Brand LOCARE - 40-61-66-00 Frais de commission	9 200 + 829 7 706
3 PIÈCES 60 m² rez-de-chaussée Parking	6, rue Jean-Goujon AGIFRANCE - 43-59-69-70 49-03-44-05 Frais de commission	7 000 + 922 4 981	18 ^e ARRONDISSEMENT			STUDIO 38 m², 3 ^e étage parking	NEUILLY 20, bd. du Général-Leclerc CIGIMO - 48-16-28-68	4 530 + 513
3 PIÈCES 60 m², 1 ^e étage	5, rue Laborde AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 300 + 442 4 483	2 PIÈCES 59 m², 1 ^e étage parking, cave	110, rue Marcadet AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 602 + 1 240 3 275	2 PIÈCES 59 m², 3 ^e étage parking	NEUILLY 22, bd. du Général-Leclerc CIGIMO - 48-16-28-68	7 080 + 807
2/3 PIÈCES 81 m², 4 ^e étage	4, rue Robert-Estienne SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	11 870 + 871 8 547	19 ^e ARRONDISSEMENT			5/6 PIÈCES 251 m², 2 ^e étage parking	NEUILLY 74, rue de Chézy CIGIMO - 48-16-28-68	37 650 + 5 771
11 ^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 79 m², 4 ^e étage parking, cave	74, rue Petit AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 855 + 1 163 4 878	4 PIÈCES 90 m², 5 ^e étage	NEUILLY 1 bis, rue du Général-Delanne SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 190 + 1 894 5 897
4 PIÈCES 101 m², 5 ^e étage	1, rue Polée LOC INTER - 47-45-16-58 Frais de commission	9 557 + 750 7 182	20 ^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES 70 m², 3 ^e étage parking	SAINT-CLOUD 7, rue des Gate-Ceps AGIFRANCE - 46-02-48-68 49-03-44-05 Frais de commission	6 000 + 935 4 483
5 PIÈCES 95 m², 4 ^e étage	4, rue Mouffe LOC INTER - 47-45-16-58 Frais de commission	8 750 + 843 6 462	4 P. IMM. NEUF 87 m², 1 ^e étage parking, terrasse	62, rue de Bagnot LOCARE - 40-61-66-00 Frais de commission	7 900 + 634 6 682	5 PIÈCES 124 m², 3 ^e étage parking	VANVES 114, avenue Victor-Hugo SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	9 300 + 2 156 6 696
12 ^e ARRONDISSEMENT			4 P. IMM. NEUF 103 m², 2 ^e étage parking	44, rue de Bagnot LOCARE - 40-61-66-00 Frais de commission	8 600 + 723 7 238	94 - VAL-DE-MARNE		
4 P. IMM. NEUF 91 m², 2 ^e étage parking, balcon	20 bis, rue Sijuet LOCARE - 40-61-66-00 Frais de commission	9 200 + 719 7 706	5 P. IMM. NEUF 112 m², 9 ^e étage parking, balcon	162, rue de Bagnot LOCARE - 40-61-66-00 Frais de commission	10 400 + 976 8 642	3 PIÈCES 76 m², 1 ^e étage parking cave	CACHAN 34, avenue Carnot AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 400 + 960 3 843
2 PIÈCES 64 m², 7 ^e étage parking, cave	8-10, rue Jules-César AGIFRANCE - 44-86-45-45 Frais de commission	7 180 + 880 5 109	77 - SEINE-ET-MARNE			2 PIÈCES 49 m², 2 ^e étage parking, balcon	SAINT-MANDÉ 2, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	4 950 + 536 3 834
14 ^e ARRONDISSEMENT			78 - YVELINES			2 PIÈCES 50 m², 1 ^e étage parking, cave	VINCENNES 40, rue des Vignerons AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 490 + 526 3 195
3 PIÈCES 69 m², 6 ^e étage parking, cave	82, rue de l'Abbé-Caron AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 472 + 700 5 317	4/5 PIÈCES 105 m², 2 ^e étage Parking, balcon	LE CHESNAY 60-62, rue Mokouri CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	4 600 + 1 800 3 582	95 - VAL-D'OISE		
15 ^e ARRONDISSEMENT			STUDIO 28 m², 4 ^e étage Parking, cave	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 2 bis, rue de la Rochejacquin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 008 + 300 2 140	5/6 PIÈCES 120 m², 3 ^e étage parking terrasse	MONTMORENCY 128, av. Charles-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	7 500 + 2 786 5 670
2 PIÈCES 48 m², 1 ^e étage parking	15, rue Fizeau LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	4 770 + 432 3 726	MAISON 5 PIÈCES 130 m² garage	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 20-22, rue Schnapper SAGGEL - 48-08-80-36 Frais de commission	10 460 + 1 088 7 531			

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde, premier quotidien national avec 1 668 000 lecteurs, dont 742 000 habitent Paris et la région et 630 000 appartiennent à des foyers « cadres supérieurs ». (Source CESP 91 - LNM.)

Le Monde, premier quotidien des cadres : 844 000 lecteurs.

Le Monde, premier quotidien des cadres supérieurs : 596 000 lecteurs. (Source IPSOS 91 - LNM.)

Le Monde, le quotidien national le plus vendu à Paris : 91 176 exemplaires. (Source : NM 88 - année 90.)

Pour tous renseignements : PROFESSIONNELS 46-62-73-43
PARTICULIERS 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE

AGIFRANCE
GROUPE
CASSÉ DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

GENERALI

GFC

CIGIMO
GROUPE GTF

gerer
Le Service Immobilier

LOCARE

LOC INTER

PHENIX
GESTION
AGF GROUPE DES
ASSURANCES
GÉNÉRALISTES DE FRANCE

SOLVEG
LOCATION VENTE ET GESTION D'IMMEUBLES

SAGGEL
VENDÔME
GROUPE UAP

3

Cours relevés à 14 h 00

36-15

(sélection)

19/5

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

Le livre de l'or

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché contre

CARNET DU Monde

Naissances

- Sophie et Jean-Daniel PICK
sont heureux d'annoncer la naissance de
Alexia.

- Eva et Frédéric SAINT-GEOURS,
Jean et Edouard,
sont heureux d'annoncer la naissance de
François,
le 3 mai 1992.

Décès

- M^{me} Gabrielle Bédarida-Tealdi,
ses enfants
ont la tristesse de faire part de la disparition de
Paul BÉDARIDA,

survenue le 19 mai 1992.
Les obsèques religieuses ont eu lieu
le 20 mai, à Paris, en l'église Saint-Basile.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Dominique Belin
et ses enfants
ont la douleur de faire part du décès,
survenu accidentellement le 13 mai
1992, de
Philippe BELIN,
architecte DPLG.

Les obsèques ont eu lieu.
- Claude et Françoise Frontisi,
Agnès et Julien,
Anne-Marie et Roland Frontisi-
Wachaux,
Emilie,
et leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de
leur sœur et parente
Marie-Thérèse FRONTISI,
survenue le 13 mai 1992.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.
9, rue Georges-Lafenestre,
7, rue Violette,
92340 Bourg-la-Reine.

- Antony, Palikao, Saïda,
M^{me} Fernand Bettan,
née Cheraki,
son épouse,
Marcel et Paule Bettan,
Paul et Maurice Nivat,
ses enfants,
Sophie,
Dominique et Marie-Pierre,
Serge et Marie-Christine,
Jean-Luc et Nathalie,
Catherine et Pascal,
Nathalie,
ses petits-enfants,
Claire, Gaëlle, Mathilde, Céline,
Alice et Caroline,
ses arrière-petits-enfants,
M. et M^{me} Sylvain Benalloul,
M. Joseph Aerad,
sa sœur et ses beaux-frères,
Ses neveux et nièces,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Fernand BETTAN,
survenu le 19 mai 1992, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques auront lieu le 20 mai, à 16 h 45, au cimetière intercommunal de Chevilly-Larue.
5, avenue de La Résidence,
92160 Antony.

- Les obsèques de
M. Charles
JULIEN-LEFERRIÈRE,
décédé le 16 mai 1992, dans sa quatre-vingt-dixième année,

auront lieu le jeudi 21 mai, à 10 h 30, en l'église Saint-Ferdinand des Ternes, à Paris-17^e.

De la part de
Ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants,
Et de toute la famille.

- Ollainville, Arpajon (Essonne).
Tous ses amis ont accompagné
Georges LOUIS,
éducateur,
décédé le 12 mai 1992.

« La lumière a un âge.
La nuit n'en a pas.
Mais quel fut l'instant
de cette source éternelle ? »
René Char.

- Vannes.
M^{me} Suzanne Mainguy,
son épouse,
Les familles Mainguy et Guyon,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
M. et M^{me} Maurice Mainguy,
son frère et sa belle-sœur,
Les familles Esnol, Thomas et Quintin,
ses beaux-frères et belles-sœurs,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de
M. Yves MAINGUY,
survenu le 19 mai 1992, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Patern, à Vannes, le jeudi 21 mai à 16 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Bois-Moreau.
Ni fleurs ni couronnes.
Don pour la Ligue contre le cancer.
5, rue Racine,
56000 Vannes.

- L'université Pierre-Mendès-France
a le regret d'annoncer le décès de
M. Yves MAINGUY,
ancien directeur
de la faculté des sciences économiques de Grenoble,
ancien directeur
de l'Institut économique et juridique de l'énergie.

Né en 1909, ingénieur de l'Ecole des mines de Paris, Yves Mainguy s'est consacré aux études économiques en collaborant avec François Perroux, dans le cadre de l'Institut de science économique appliquée (ISEA). Il crée et dirige successivement le service des statistiques et études économiques du Gaz de France et le Centre d'études régionales sur l'économie de l'énergie (CEREN). Administrateur des Charbonnages de France, Yves Mainguy prend aussi une part active à la création de l'Institut économique et juridique de l'énergie (IEJE) de Grenoble, qu'il dirige de 1959 à 1961. Revenu à Grenoble en 1961, il enseigne les statistiques et l'économie industrielle dans le cadre de la faculté des sciences économiques, qu'il dirige de 1970 à 1972. Il conserve jusqu'en 1992 des responsabilités tant professionnelles (*Revue de l'énergie*) que sociales (Université tous âges de Vannes). Yves Mainguy laisse de nombreuses publications dont *l'Economie de l'énergie*, ouvrage de référence publié chez Dunod, en 1966.

« La lumière a un âge.
La nuit n'en a pas.
Mais quel fut l'instant
de cette source éternelle ? »
René Char.

- M^{me} Jacqueline VAZART,
née DILLY,
survenue le 6 mai 1992, au Palais.
La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité en l'église de Locmaria.
56360 Le Palais,
Belle-Ile.
- Paris.
M^{me} Jean Seigmann,
très touchée des marques de sympathie que vous lui avez témoignées lors du décès de
M^{me} Gérard FAURE,
survenue le 5 mai 1992, vous prie de trouver ici l'expression de sa profonde reconnaissance.
45-47, boulevard Montmorency,
75016 Paris.

- Le 21 mai 1983, disparaissait des suites d'une longue maladie
Laurent CATIER.
Il allait avoir vingt et un ans le 24 mai.

Que ceux qui l'ont connu et aimé pensent à lui.
Des dons peuvent être adressés à la Fondation de France, Prix Laurent-Catier.

Famille Catier,
Le Petit-Claux,
13570 Barbentane.

- L'Association des amis de
Cécile de CORLIEU,
née COMEYROT,
décédée le 19 mai 1982, doit perpétuer son œuvre et son souvenir.

Anne de Corlieu-Lavau,
22, rue de Montessuy,
75007 Paris.

- Pour le trentième anniversaire du décès de
Joseph JANICAUD,
une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

- Il y a déjà trois ans que
Robert KIÉFÉ
a quitté sa femme, ses enfants, ses petits-enfants.

Il reste toujours présent parmi nous, présent aussi pour beaucoup par la lutte qu'il a menée pendant quarante ans pour la défense de l'environnement, la défense du consommateur.

Messes anniversaires
- Une messe à l'intention du peintre
Léon GISCHIA,
décédé le 26 mai 1991, sera célébrée le mardi 26 mai 1992, à 17 h 45, en l'église Saint-Sulpice (chapelle de la Vierge), Paris-6.

« Les spiritualités modernes » aux assises nationales du yoga. - Tables rondes, conférences et connaissance pratique du yoga composeront, sur le thème des « spiritualités au carrefour du monde moderne », les 18^e assises nationales du yoga. Celles-ci auront lieu les 28, 29 et 30 mai, au grand amphithéâtre de la Sorbonne, à Paris.

► Fédération nationale des enseignants de yoga, 3, rue Aubriot, 75004 Paris. Renseignements : 42-78-03-05.

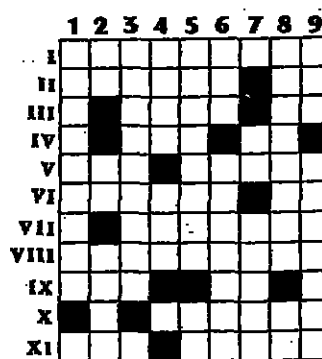
PUBLICATION D'ARSENCE
Cabinet de M^{me} François GUILLON,
avocat au barreau de PARIS,
184, av. Victor-Hugo, 75116 PARIS.
Tél. : 45-44-33-26.

Par requête en date du 8 avril 1992, le tribunal de grande instance de PARIS a été saisi à l'effet de déclarer l'absence de M. Georges-Michel CREISSEN, né le 13 septembre 1914 à PARIS (7^e), de nationalité française, de profession inconnue, ayant demeuré en dernier lieu 23, avenue Victor-Hugo, 75116 PARIS, et qui n'a pas reparu à son domicile ni donné de ses nouvelles depuis 1921.



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5784



HORIZONTALEMENT

I. La protectrice des lettres. - II. Revenu tant qu'on n'est pas parti. Symbole. - III. Immortelle épopée. Fragment de valse. - IV. Devise. Partie de dominos. - V. Au début de maints proverbes. Etais dans les meilleurs termes avec Alexandre. - VI. A le cœur très sec. Abréviation. - VII. Contrites. - VIII. Motifs d'impositions. - IX. S'ouvre en grande pompe. Conjonction. - X. Très détendu. - XI. N'a pas des traits tellement fins. Clément, sa vie entière.

VERTICALEMENT

I. Japonaise. - II. Agneau. As. - III. Ed. Fdt. - IV. Douilles. - V. Is. Pieuse. - VI. Tees. Un. - VII. Are. Tort. - VIII. Gilet. Ter. - IX. Essaim. - X. Uranie. - XI. Deux. Otés.

Solution du problème n° 5783

Horizontalement

I. Jardinage. - 2. Ag. Os. Risée. - 3. Pneu. Tels. - 4. Océpède. Eau. - 5. Na. Lie. Tir. - 6. Au. Last. Mao. - 7. Feu l'Oréant. - 8. Sausure. le - 9. Est. Entrées.

VERTICALEMENT

I. Japonaise. - II. Agneau. As. - III. Ed. Fdt. - IV. Douilles. - V. Is. Pieuse. - VI. Tees. Un. - VII. Are. Tort. - VIII. Gilet. Ter. - IX. Essaim. - X. Uranie. - XI. Deux. Otés.

AUTOMOBILE

Un Voyager au gazole et suralimenté

Annoncé en 1989 lors du lancement en France des versions essence, dont le succès ne se dément toujours pas, le modèle Diesel du Voyager de Chrysler est arrivé.

Ce type de monospace né aux Etats-Unis voilà plus de dix ans à désormais pris une place confortable sur les routes françaises. En 1991, 4 219 exemplaires du genre ont été distribués par l'importateur, Sonauto. L'intervention d'un diesel devrait faire grimper le score aux environs de 7 000 unités en 1992. Il faut dire que l'optimisme règne du côté de Saint-Ouen l'Aumône, au siège du groupe, pour plusieurs raisons. La première est que le diesel continue d'être progressif (38,4 % des immatriculations). La seconde est que le marché des monospaces est passé de 9 324 unités en 1986 à 30 671 en 1991. Enfin 60 % de ces véhicules familiaux qui ont été livrés dans le premier trimestre de 1992 sont alimentés au gazole.

Il faut ajouter à ces considérations que le Voyager nouveau est une réussite. D'une cylindrée de 2 499 cm³, le moteur Diesel à arbre à came latéral choisi par la marque américaine est bien connu. Fabriqué chez VM en Italie, il anime déjà le Range-Rover et l'une des versions de la 164 d'Alfa-Romeo. Son endurance n'est pas à mettre en doute. En l'occurrence il s'agit d'un 4 cylindres suralimenté dont la caractéristique est d'avoir un bloc de fonte chapéauté par une classe en aluminium divisée en quatre parties, chacune d'entre

elles correspondant à un cylindre. Le couple maximum (effort de traction) est élevé - 25,5 mkg - et situé bas, à 2200 tours moteur. A la souplesse qui en découle il faut ajouter des performances spectaculaires puisque 118 chevaux (pour 7 fiscalité) sont au rendez-vous quand on les cherche et, une garantie de reprises fortes et rassurantes dans les dépassements nécessaires.

Toute cette cavalerie fait tout de même un peu de bruit, mais l'équipement fourni sur ce Voyager à sept places rend les excès sonores, tout en limitant la tendance au rouille observée en allure rapide, plus supportable.

De la direction assistée aux rétroviseurs à réglage électrique, de l'ouverture à distance du hayon et de la trappe à essence à la galerie de toit intégrée, de la radio avec quatre HP à l'air-bag, le fameux cousin d'air gonflable à 3^e mode, Chrysler, qui fait monter maintenant ses voitures à Graz, en Autriche, n'a pas mégné dans les détails qui peuvent coûter cher hors la série.

Enfin, comme le réservoir de carburant peut contenir 75 litres de gazole, il est tout à fait possible de rejoindre avec un seul plein la Côte d'Azur, les 118 chevaux cités plus haut étant sobres comme des chameaux. Pour 162 000 francs, ce n'est déjà pas si mal par les temps qui courent.

C. L.

PARIS EN VISITES

JEUDI 21 MAI

« Hôtels et passages pittoresques du faubourg Saint-Honoré », 15 heures, parvis de la Madeleine (P. - Y. Jaslet).

« Les merveilleux appartements rocaille du palais Soubise », 14 h 30, 60, rue des Francs Bourgeois (Sauvageur du Paris historique).

« De Saint-Médard aux jardins de Moutetard », 14 h 30, façade de Saint-Médard (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Les salons de l'Arsenal », 15 heures, métro Sully-Morland (Paris et son histoire).

« Le chinatown du XIII^e arrondissement », 14 h 30, porte de Choisy devant le BNP (C. Morle).

« Le bourg du Gros-Caillois et son vieux quartier », 15 heures, métro Ecole-Militaire (Luncheon-visites).

« Le nouvel opéra Bastille », 10 h 30, sur les marches de l'Opéra (M. C. Lasnier).

« Les passages couverts », 14 h 30, 33, bd de Strasbourg (Paris autrefois).

« Le village Reille des franciscains », 14 h 30, angle rue d'Alsace-avenue Reille (Paris capitale historique).

« Les vieux Montmartres », 14 h 30, métro Abbesses (A nous deux, Paris).

« L'exposition Clodion au Louvre », 14 h 45, 2, place du Palais-Royal (D. Fleuriot).

« Promenade dans l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Ars conférences).

« Les salons du grand chancelier à l'hôtel de Salm », 15 heures, 2, rue de Bellechasse (D. Bouchard).

« L'église Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, rendez-vous devant le portail (Aux arts, et cætera).

« Le théâtre à l'hôtel de Rambouillet », 14 h 30, métro Saint-Paul (J. Hauler).

« L'Opéra de Paris et son musée », 13 h 15, hall d'entrée (E. Romann).

CONFÉRENCES

21, rue d'Assas, Institut catholique de Paris, 18 h 30 : « Premières impressions sur les accords de Maastricht », par M^{me} Pierre de Font-Réaulx ; à 18 h 30 : « La hiérarchie des règles de droit fiscal interne face au droit communautaire », par M^{me} D. Brélier (C. E. J. E. P.).

17, avenue d'Iéna, 18 heures : « Films sur l'art allemand » (Institut Goethe).

1, place d'Italie mairie du XIII^e, 17 h 45 : « Le couvent Saint-Jacques et la bibliothèque du Sully », par M. Bachelot.

18, bd Haussmann, 18 h 15 : « Jean Béraut par Jacques Duquesne (Maison de la région Nord - Pas-de-Calais).

UNE NOUVELLE PUBLICATION

La Lettre du
Monde de l'éducation

Chaque semaine, pendant l'année scolaire, l'essentiel sur :

- les projets et les décisions de l'éducation nationale ; les réglementations nouvelles ;
- les politiques éducatives et les réalisations des collectivités locales ;
- les initiatives de l'enseignement privé, des organisations professionnelles et des entreprises ;
- les nouvelles des universités ;
- les nominations des responsables ;
- les publications spécialisées, les textes officiels et la documentation administrative ;
- les rendez-vous importants : colloques, congrès, conférences, séminaires...

Réservée exclusivement aux abonnés du *Monde de l'éducation*, cette lettre est un instrument indispensable aux professionnels de l'éducation pour suivre au plus près l'actualité du monde scolaire et universitaire.

OFFRE D'ABONNEMENT 211 MEN 24

1 AN : 450 F = Le Monde de l'éducation + La lettre du Monde de l'éducation

OUI, je désire m'abonner :

- au Monde de l'éducation et à la Lettre du Monde de l'éducation (36 numéros par an).

Pour 450 F

NOM : _____

PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____

MODE DE RÈGLEMENT :

- Chèque bancaire ou postal
- Mander ☐ Carte bleue Visa
- Carte AMEX ☐

N° Carte bleue Visa _____

Expiré à fin _____

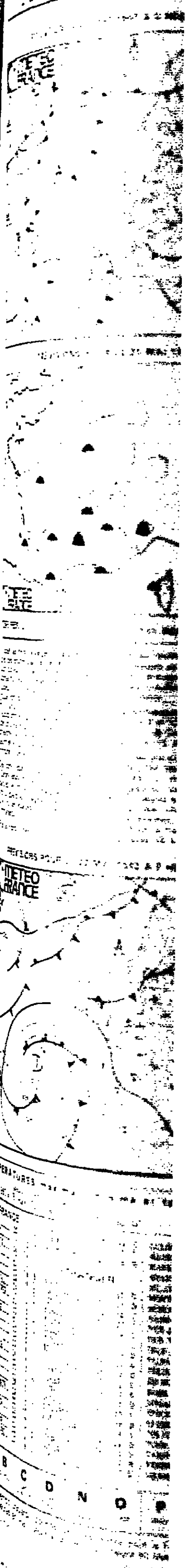
N° carte American Express _____

Expiré à fin _____ Date et signature obligatoires _____

Le Monde de l'éducation

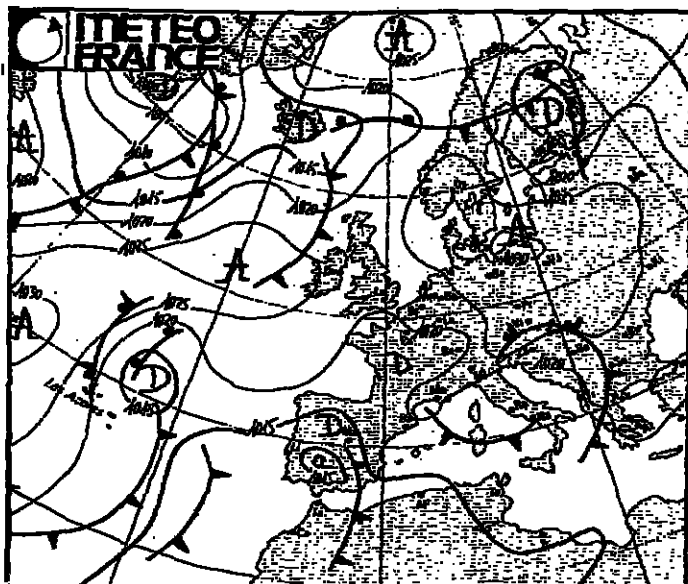
Service abonnements : 1, place Hubert-Bouvier-Méry
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

METEOROLOG

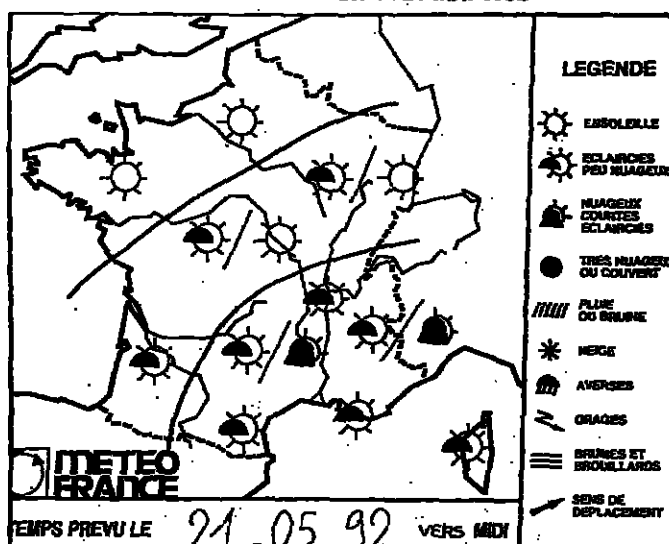


MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 20 MAI 1992 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 21 MAI 1992



Soleil au nord, nuageux au sud avec des orages sur le relief. Du quart sud-est jusqu'aux Pyrénées, la journée débute sous quelques nuages. L'après-midi, l'activité orageuse reprendra principalement sur le relief ainsi qu'en Corse. Ces gros nuages orageux pourront un peu débiter en pluie et sur les côtes méditerranéennes. A noter que dans le Languedoc et le Roussillon, le vent de mer renforcera la nébulosité.

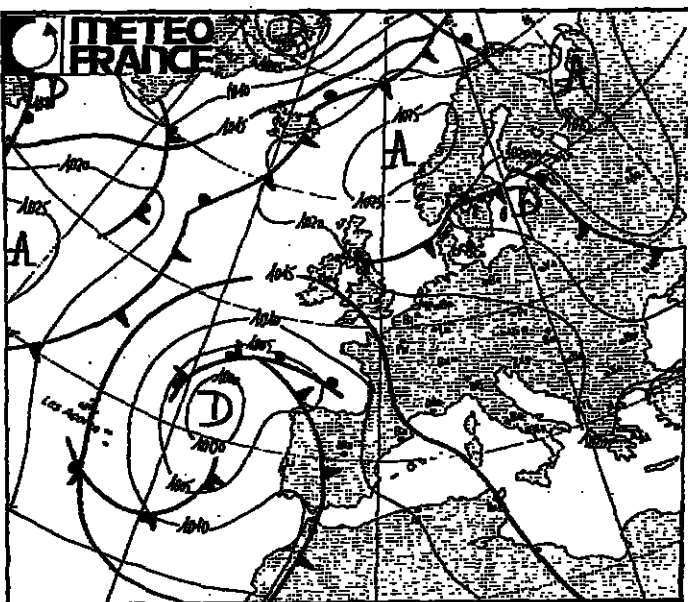
Des côtes aquitaines aux Charentes, au Centre jusqu'en Franche-Comté, les dépressions seront belles malgré la présence de quelques nuages. Localement sur le Jura, les nuages pourraient devenir menaçants.

Plus au nord, soleil et chaleur seront encore au rendez-vous, même si de petits nuages se développent l'après-midi. En Bretagne nord, au lever du jour, des brouillards locaux appelleront à la prudence.

Les températures minimales s'étagent entre 8 et 12 degrés au nord de la Loire, dans le Centre et le Centre-Est, entre 12 et 15 degrés ailleurs.

Les températures maximales ne devraient pas dépasser 18 à 22 degrés près de la Méditerranée, 21 à 23 degrés sur les côtes de la Manche, 24 à 26 degrés sur le quart Sud-Est (en dehors des côtes). C'est sur les régions proches de l'Atlantique et sur le nord de la France qu'il fera le plus chaud avec 25 à 28 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 22 MAI 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
le 19-5-1992 à 18 heures TUC et le 20-5-1992 à 6 heures TUC											
le 20-5-92											
FRANCE				ÉTRANGER							
ALGER	22	18	C	TOULOUSE	25	14	C	LUXEMBOURG	23	11	D
MARSEILLE	24	15	C	TOURS	27	12	D	MADRID	31	14	D
NANTES	24	13	C	POitiers	21	14	N	MARRAKECH	35	21	D
BORDEAUX	24	13	C	STRASBOURG	21	14	N	MEXICO	31	12	C
LYON	24	13	C	CLERMONT-FERRAND	21	14	N	MILAN	20	10	C
PARIS	24	13	C	DIJON	21	14	N	MONTREAL	12	1	D
BRUXELLES	24	13	C	REIMS	21	14	N	MOSCOW	12	2	D
AMSTERDAM	24	13	C	LEZ-TOURNAI	21	14	N	NEW DELHI	25	20	N
ATHENES	24	13	C	BRUXELLES	21	14	N	NEW YORK	21	11	D
BANGKOK	24	13	C	COLOGNE	21	14	N	OSLO	15	10	D
BANGKOK	24	13	C	BRUXELLES	21	14	N	PARMA-DE-JAV	29	19	D
BANGKOK	24	13	C	BRUXELLES	21	14	N	PEKIN	31	16	D
BANGKOK	24	13	C	BRUXELLES	21	14	N	PRAGUE	22	8	N
BANGKOK	24	13	C	BRUXELLES	21	14	N	ROMA	22	8	N
BANGKOK	24	13	C	BRUXELLES	21	14	N	SINGAPOUR	29	24	N
BANGKOK	24	13	C	BRUXELLES	21	14	N	STOCKHOLM	17	14	N
BANGKOK	24	13	C	BRUXELLES	21	14	N	SYDNEY	20	9	N
BANGKOK	24	13	C	BRUXELLES	21	14	N	TOKYO	25	18	C
BANGKOK	24	13	C	BRUXELLES	21	14	N	TUNIS	25	11	D
BANGKOK	24	13	C	BRUXELLES	21	14	N	VIENNE	22	13	D
BANGKOK	24	13	C	BRUXELLES	21	14	N	VIENTIANE	19	12	N

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document publié avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Des éoliennes, de l'extase et des tourterelles

LS ont beau faire partie du paysage depuis près de vingt ans, les éoliennes ont encore le cuir bien tendre. Grisées par leurs 14 %, habitués à collectionner les invites intéressées et à déjouer les finesses tentatives de récupération du type « mais voyons, nous sommes tous écologistes », ils n'en reviennent pas d'entendre parfois monter vers eux un funet de souffre plutôt que d'encens.

Que l'on débette nucléaire, autoroutes ou TGV, tout va bien. Mais qu'on leur administre le centime de ce que le « Sâbête show » assène chaque soir aux politiques « classiques », alors là, scandale et abomination ! Aux côtés du gotha écolo, Dechavanne, malicieux, avait invité un prof de philo, Michel Onfray. Pendant une heure et quart, ledit philosophe avait regardé voler les statistiques et les tourterelles, écouté tourner les éoliennes et siffler les TGV. C'était un bon gros débat, tranquille et sans surprise, une brave autoroute de débat.

Et tout d'un coup, à cinq minutes de la fin, on donne la parole au philosophe. Ah ! Quelle rafale ! Vous n'êtes pas drôles, vous préchez une nouvelle religion culpabilisante, vous nous interdisez de jouer, vous n'aimez pas le vin ! « Venez chez moi, réplique Waechter, piqué, je vous ferai goûter le meilleur vin d'Alsace. » Et il ajoute, l'imprudent : « Du vin biologique ! » Que n'avait-il pas dit ? « Du vin sans alcool, c'est tout ce que vous êtes capables de boire », etc. Autre porte-parole des Verts, Dominique Voynet reproche au malheureux de casser de l'écologie par opportunisme, pour faire de l'audience et vendre des livres. Pour finir, elle l'invite aimablement à aller se coucher. S'ensuit un débat animé sur les aptitudes à la jouissance des uns et des autres, qu'on se gardera bien de départager.

Les Verts ont tort de se crispier. Ces critiques-là, ils feraient bien de s'y préparer. Ce n'est pas du haut de leurs 14 % qu'ils doi-

vent s'imaginer les Français convertis en masse au pilpil et aux capteurs solaires. Les Français sont une race assez particulière d'écologistes, tout à fait prêts à acheter des lessives sans phosphates pourvu qu'elles ne coûtent pas 1 centime de plus et qu'elles aient un aussi joli bari. Il y a deux sortes d'écologistes, résume Brice Lalonde : les « apocryphes », qui annoncent l'apocalypse tous les matins, et les « épiscopaux », qui annoncent le désir de préserver intacts un certain nombre de sources d'extases diverses. On ne l'aurait pas dit ainsi, mais cette classification en vaut une autre...

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 20 mai

- TF 1**

20.50 Variétés : Sacrée soirée.

► ~ 10 % sur tout* de 19 h à 22 h demain jeudi 21 mai.

SAMARITAINE

*Cumulable, sauf alimentation, floraison, services et points rouges.
- De secrets femmes.**

22.50 Magazine : Misa culpa.

0.00 Journal et Météo.
- A 2**

20.10 Sport : Football. Coup d'Europe des clubs champions (finale) : Barcelone FC-Sampdoria Gênes, en direct de Wembley.

22.05 Documentaire : Derniers Far West.

23.05 Magazine : Musiques au cœur. A Saint-Petersbourg, invité : Vladimir Spivakov, violoniste, qui interprète des œuvres de Debussy, Ravel, Schubert, Mozart, Prokofiev.

0.15 Journal et Météo.
- FR 3**

20.40 Magazine : La Marche du siècle. Voyage à l'intérieur du Front national. Invité : Jean-Marie Le Pen.

23.35 Journal et Météo.

23.45 Le Débat.

0.15 Documentaire : Nomenklatura.
- A 2**

13.45 Série : Les Cinq Dernières Minutes.

15.15 Tiercé, en direct de Longchamp.

15.30 Variétés : La Chance aux chansons.

16.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.

16.35 Magazine : Défendez-vous.

16.45 Magazine : Giga.

18.25 Série : Magnum.

19.15 Divertissement : Caméras indiscretes.

19.59 Journal, Journal des courses et Météo.

20.45 INC.

20.55 Magazine : Envoyé spécial. Nigel Kennedy : La Prison pour berceau ; Guy Forget.

22.20 Cinéma : Eclair de lune. Film américain de Norman Jewison (1987). Avec Cher, Nicolas Cage, Vincent Gardenia.

0.05 Magazine : Merci et encore Bravo.

1.10 1. 2. 3. Théâtre.

1.15 Journal et Météo.
- FR 3**

13.40 Série : La Grande Aventure de James O'Neil.

14.30 Magazine : Pégase.

15.00 Magazine : Grands espaces et espaces protégés.

15.30 Série : La Grande Vallée.

16.25 Magazine : Zapper n'est pas jouer.

18.00 Magazine : Une pêche d'enfer.

18.30 Jeu : Questions pour un champion.
- TF 1**

19.00 Le 19-20 de l'information.

20.00 Un livre, un jour.

20.10 Divertissement : La Classe.

20.30 INC.

20.45 Cinéma : Fenêtre sur cour. Film américain d'Otto Preminger (1954). Avec James Stewart, Grace Kelly, Wendell Corey.

22.40 Journal et Météo.

23.00 Cinéma : Tom Jones. Film britannique de Tony Richardson (1962). Avec Albert Finney, Susannah York, Hugh Griffith.

1.05 Musique : Mélomanuit.
- CANAL PLUS**

13.35 Cinéma : Le Vent de la Toussaint. Film français de Gilles Blier (1989). Avec Etienne Chicot, Michel Albertini, Lydia Andri.

15.25 Documentaire : Les Lions ou l'intelligence de la chasse.

15.50 Cinéma : Le Voyage du capitaine Fracasse. Film franco-italien d'Ettore Scola (1990). Avec Vincent Perez, Emmanuelle Béart, Massimo Troisi.

18.00 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.35

18.30 Ca cartoon.

18.50 Le Top.

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.

20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Cinéma : L'Echelle de Jacob. Film américain d'Adrian Lyne (1990). Avec Tim Robbins, Elizabeth Pena, Danny Aiello.

22.20 Flash d'informations.

22.30 Sport : Boxe. Réunion au cirque d'hiver.

23.30 Cinéma : Une journée de fous. Film américain de Howard Zief (1989). Avec Michael Keaton, Christopher Lloyd, Peter Boyle (v.o.).

1.20 Cinéma : Schizo Dream. Film canadien de Sander Siem (1988). Avec David Hewlett, Cyndy Preston, John Ferguson.
- M 6**

13.50 Série : L'Homme de fer.

14.40 Série : Destination danger.

16.15 Musique : Les Starclips.

16.45 Jeu : Zygomatic.

17.15 Magazine : Zygomatic.

17.35 Série : Ohara.

18.30 Série : Vic Daniels.

19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
- LA SEPT**

20.05 Documentaire : Mémoire en hochets. 2. Tous les parfums de l'Occident.

21.05 Informations : Dépêches.

21.10 Magazine : Carnets d'Europe.

21.15 Documentaire : Le Moindre Geste.

22.55 Informations : Dépêches.

23.00 Cinéma : Le Maître du logis. Film danois de Carl Theodor Dreyer (1925).

0.15 Informations : Dépêches.
- FRANCE-CULTURE**

20.30 Antipodes.

21.30 Correspondances.

22.00 Communauté des radios publiques de langue française.

22.40 Les Nuits magnétiques.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**

20.30 Concert (donné le 16 septembre 1991 lors du Festival de Berlin) : Épiphanie pour le sacrifice de Karyn, de Panufnik ; Concerto pour hautbois et orchestre, de Yun ; Symphonie n° 4 en si bémol majeur op. 60, de Beethoven, par l'Orchestre Beethoven de Bonn, dir. Dennis Russell Davies ; Heinz Holger, hautbois.

22.00 Concert (donné le 26 janvier à Radio-France) : Kammermusik, de Schütz ; Point à la ligne, pour piano et ensemble, de Blondeau ; Erinnerungen, de Landuzzi ; Trappes, de Martin, par l'Ensemble 2e2m, dir. Paul Méfano ; Jeffrey Burns, piano.

23.10 Ainsi la nuit... Œuvres de Grieg, Sibelius.

0.30 Dépêche-notes.

0.35 L'Heure bleue.

Jeudi 21 mai

- TF 1**

13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.

14.35 Feuilleton : Côte Ouest.

15.30 Série : Hawaii, police d'Etat.

16.30 Club Dorothée.

17.25 Série : Parker Lewis ne perd jamais.

17.55 Série : Héloïse et les garçons.

18.20 Jeu : Une famille en or.

18.50 Feuilleton : Santa Barbara.

19.20 Jeu : La Roue de la fortune.

19.50 Tirage du Tao-O-Tac.

20.00 Journal, Tiercé, Météo, Loto sportif et Tapis vert.

20.50 Série : Navarro. Le Dernier Casino.

22.30 Magazine : Le Droit de savoir. Voyage à l'intérieur du Front national. Invité : Jean-Marie Le Pen.

23.35 Journal et Météo.

23.45 Le Débat.

0.15 Documentaire : Nomenklatura.
- A 2**

13.45 Série : Les Cinq Dernières Minutes.

15.15 Tiercé, en direct de Longchamp.

15.30 Variétés : La Chance aux chansons.

16.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.

16.35 Magazine : Défendez-vous.

16.45 Magazine : Giga.

18.25 Série : Magnum.

19.15 Divertissement : Caméras indiscretes.

19.59 Journal, Journal des courses et Météo.

20.45 INC.

20.55 Magazine : Envoyé spécial. Nigel Kennedy : La Prison pour berceau ; Guy Forget.

22.20 Cinéma : Eclair de lune. Film américain de Norman Jewison (1987). Avec Cher, Nicolas Cage, Vincent Gardenia.

0.05 Magazine : Merci et encore Bravo.

1.10 1. 2. 3. Théâtre.

1.15 Journal et Météo.
- FR 3**

13.40 Série : La Grande Aventure de James O'Neil.

14.30 Magazine : Pégase.

15.00 Magazine : Grands espaces et espaces protégés.

15.30 Série : La Grande Vallée.

16.25 Magazine : Zapper n'est pas jouer.

18.00 Magazine : Une pêche d'enfer.

18.30 Jeu : Questions pour un champion.
- TF 1**

19.00 Le 19-20 de l'information.

20.00 Un livre, un jour.

20.10 Divertissement : La Classe.

20.30 INC.

20.45 Cinéma : Fenêtre sur cour. Film américain d'Otto Preminger (1954). Avec James Stewart, Grace Kelly, Wendell Corey.

22.40 Journal et Météo.

23.00 Cinéma : Tom Jones. Film britannique de Tony Richardson (1962). Avec Albert Finney, Susannah York, Hugh Griffith.

1.05 Musique : Mélomanuit.
- CANAL PLUS**

13.35 Cinéma : Le Vent de la Toussaint. Film français de Gilles Blier (1989). Avec Etienne Chicot, Michel Albertini, Lydia Andri.

15.25 Documentaire : Les Lions ou l'intelligence de la chasse.

15.50 Cinéma : Le Voyage du capitaine Fracasse. Film franco-italien d'Ettore Scola (1990). Avec Vincent Perez, Emmanuelle Béart, Massimo Troisi.

18.00 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.35

18.30 Ca cartoon.

18.50 Le Top.

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.

20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Cinéma : L'Echelle de Jacob. Film américain d'Adrian Lyne (1990). Avec Tim Robbins, Elizabeth Pena, Danny Aiello.

22.20 Flash d'informations.

22.30 Sport : Boxe. Réunion au cirque d'hiver.

23.30 Cinéma : Une journée de fous. Film américain de Howard Zief (1989). Avec Michael Keaton, Christopher Lloyd, Peter Boyle (v.o.).

1.20 Cinéma : Schizo Dream. Film canadien de Sander Siem (1988). Avec David Hewlett, Cyndy Preston, John Ferguson.
- M 6**

13.50 Série : L'Homme de fer.

14.40 Série : Destination danger.

16.15 Musique : Les Starclips.

16.45 Jeu : Zygomatic.

17.15 Magazine : Zygomatic.

17.35 Série : Ohara.

18.30 Série : Vic Daniels.

19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
- LA SEPT**

12.25 Les Offres du Cercle.

17.00 Documentaire : Lueur d'étoile.

18.00 Téléfilm : Le Souffleur.

18.55 Informations : Dépêches.

19.00 Documentaire : Grand reporter.

19.55 Informations : Dépêches.

20.00 Chronique : Le Dessous des cartes.

20.05 Documentaire : Histoire parallèle.

20.50 Informations : Dépêches.

20.55 Magazine : Carnets d'Europe.

21.00 Magazine : Mégamix.

21.50 Informations : Dépêches.

21.55 Magazine : Objectif amateur. Le film de famille : l'enfant.

22.50 Informations : Dépêches.

22.55 Documentaire : Les Musiques noires en Afrique du Sud.

23.50 Informations : Dépêches.
- FRANCE-CULTURE**

20.30 Dramatique. La Résurrection de Lazare, de Gérard François.

21.30 Profils perdus. Maurice-Edgar Coindreau, traducteur (2).

22.40 Les Nuits magnétiques.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**

20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Variations concertantes pour orchestre, de Ginastera ; Concerto pour piano et orchestre en sol mineur op. 33, de Dvorak ; Fantaisie symphonique en sol majeur op. 16, de R. Strauss, par l'Orchestre national de France, dir. Jesus Lopez-Cobas.

23.10 Ainsi la nuit... Œuvres de Grieg, Sibelius.

0.30 Dépêche-notes.

0.35 L'Heure bleue.

Amnesty International dénonce la poursuite de la répression au Tibet

En dépit de la levée de la loi martiale en mai 1990, les quelque deux millions de Tibétains vivant dans la Région autonome du Tibet sont toujours victimes de la répression exercée par les autorités chinoises, déclare Amnesty International dans un rapport sur « La répression au Tibet de 1987 à 1992 », rendu public mercredi 20 mai.

L'organisation humanitaire assure que « les Tibétains qui parlent publiquement contre le gouvernement chinois risquent la prison, parfois pour des années, et la torture. Ceux qui ont participé à des manifestations pacifiques en faveur de l'indépendance ont été tués ou harcelés par les forces de sécurité », citant notamment le cas de Tenzin Jigme Sangpo, spécialiste en histoire, en littérature et en langue tibétaines, emprisonné dans « des conditions inhumaines de la torture ou à un traitement cruel, inhumain ou dégradant », sous le prétexte d'avoir corrompu « l'esprit des enfants avec des idées réactionnaires ».

Amnesty exige « la libération de tous les prisonniers d'opinion et l'arrêt des tortures et des mauvais traitements », et appelle « la communauté internationale à continuer de soulever la question des droits de l'homme au Tibet » auprès du gouvernement chinois.

LIBAN : violente attaque du Hezbollah contre la « zone de sécurité » israélienne. - Cinq miliciens ont été tués, dont quatre de l'Armée du Liban sud (ALS), lors d'une attaque lancée, mardi 19 mai, par le Hezbollah pro-iranien contre une position commune de l'armée israélienne et de l'ALS, dans la « zone de sécurité » créée par Israël au Liban, qui inclut les services de sécurité libanais dans ce secteur. Pendant une heure, et par intermittence, l'armée israélienne a bombardé les positions du Hezbollah au nord de la « zone ». Une Libanaise a été tuée et cinq civils ont été blessés. - (AFP)

Un jugement du tribunal d'Aix-la-Chapelle

Les AGF perdent la première manche judiciaire contre l'assureur allemand AMB

L'assureur allemand AMB (Aachener und Münchener Beteiligungs) vient de remporter mardi 19 mai devant le tribunal d'Aix-la-Chapelle la première manche judiciaire du conflit qui l'oppose aux AGF (Assurances générales de France).

M. Wolf Dieter Baumgart, président du conseil d'administration d'AMB, vient de recevoir un secours un peu inattendu de la justice allemande. Critiqué par la presse d'outre-Rhin pour son hostilité sans cesse réaffirmée (le Monde du 20 mai) à l'égard des AGF et son refus d'accorder des droits de vote aux 16 % d'actions nominatives AMB possédées par la compagnie française sur un total de près de 26 %, M. Baumgart a gagné le premier épisode judiciaire.

Mais il s'agit seulement d'une étape dans une bataille de longue haleine aux multiples facettes. La direction des AGF, qui compte faire appel du jugement de première instance, montre d'ailleurs une grande sérénité. L'épisode suivant aura donc lieu devant le tribunal d'appel de Cologne et ensuite éventuellement devant la cour de cassation de Karlsruhe.

Après avoir passé en revue les arguments présentés par AMB pour justifier son refus d'inscrire les actions nominatives détenues par les AGF sur ses registres, et donc de leur donner des droits de vote, le tribunal en a retenu un seul : le fait qu'étant une entreprise nationalisée, les AGF ne se trouvent pas sur un pied d'égalité avec AMB.

Voilà qui ne va pas clarifier un conflit dont l'escalade est continue depuis plusieurs semaines. Pour prouver son refus d'une coopération

internationale avec la compagnie française, AMB annonçait le 18 février avec ses alliés anglais (Royal Insurance) et italiens (Fondaria) la création d'un holding baptisé Epic (European partners for insurance cooperation) regroupant leurs participations hors de leur territoire national. Le lendemain, AGF portait plainte auprès du tribunal d'Aix-la-Chapelle. Nouvelle étape le 31 mars, avec l'annonce par l'assureur italien Fondaria, allié de AMB, de l'augmentation de sa participation dans le capital de la compagnie allemande de 3,8 % à 20 %.

Faire monter la pression

Dans cette bataille complexe, M. Baumgart continue de souffler le chaud et le froid. Dans l'entretien accordé au Monde (daté 20 mai), il a laissé ouvertes des voies de négociation mais s'est montré intraitable dans son refus d'accepter les AGF sans obtenir une coopération répondant à ses vœux. Le groupe français semble adopter une stratégie similaire, qui consiste à faire monter graduellement la pression. On évoque aujourd'hui l'ouverture éventuelle d'une autre procédure judiciaire sur la façon dont Fondaria a financé l'acquisition de 14,2 % du capital d'AMB. Peu de temps auparavant, AMB a acquis la filiale allemande de Fondaria pour 2 milliards de francs, donnant en quelque sorte les moyens au groupe italien d'acheter ses propres actions. Les AGF ont d'ores et déjà obtenu un audit de cette opération, réalisé par Price Waterhouse. Les résultats en seront communiqués au plus tard le 15 juillet lors de l'assemblée générale des actionnaires d'AMB.

Si les tribunaux allemands persistent à reconnaître le droit pour la direction d'AMB de choisir ses actionnaires et de les refuser s'il s'agit d'entreprises publiques, la partie française a légalement la possibilité de saisir la Commission de Bruxelles. Cette dernière avait signifié le 6 juin 1991 au gouvernement britannique à propos de la tentative de rachat du groupe immobilier Woodchester par le Crédit lyonnais qu'un tel argument n'était pas recevable.

Au-delà des arguties juridiques, les AGF disposent d'autres atouts. A commencer par la clé d'une cession ardemment recherchée par AMB de sa filiale à plus de 50 % la banque BNC (Bank für Gemeinwirtschaft). Cette dernière - en cours de redressement - pèse lourd dans les comptes de l'assureur allemand. Les AGF ont trouvé un éventuel repreneur, le Crédit lyonnais, mais l'opération ne se fera pas tant que le groupe français restera indéfectible. La compagnie française ne fait pas mystère d'avoir bloqué toute négociation à ce sujet. Elle peut aussi utiliser les quelque 10 % d'actions

au porteur AMB, ayant automatiquement des droits de vote, dont elle dispose, pour entraver la gestion de la compagnie.

Il reste enfin le facteur temps. L'assureur français a engagé 3,5 milliards de francs dans cette affaire et se dit prêt à accepter, « le temps qu'il faudra », d'immobiliser ses fonds avec une rentabilité très faible de l'ordre de 2 % par an. Du côté de la direction d'AMB, on semble faire preuve d'une détermination égale. M. Baumgart met clairement en doute les intentions des AGF d'aboutir à un partenariat équilibré entre les deux groupes sur le modèle BNP-Dresdner ou Crédit national-IBK.

Sans un minimum de confiance entre un management et son actionnaire principal, il y a peu de chances d'aboutir à un compromis. Même si en Allemagne, par tradition, les directeurs ont toujours eu une grande autonomie vis-à-vis de leurs actionnaires présents au sein du conseil de surveillance. La voie d'une solution semble étroite. Il n'est pas imaginable de voir l'un des deux protagonistes faire machine arrière. Les discussions du conflit rend chaque jour plus difficile une négociation, mais il faudra bien en passer par là.

ERIC LESER

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Retour d'âge

L n'y a pas si longtemps, j'étais encore critique de télé, je me pointais au journal et je me faisais épingle par un collègue : T'as vu, hier soir, cette émission sur le retour d'âge ? Non ? Remarque, de toute façon, t'aurais pas pu en parler dans le Monde. C'était d'un choquant ! On savait plus où se mettre, moi et Lucette, devant ces nanas assez décolorées pour venir nous raconter que leur... ouï, bon enfin, leur vagin, c'était des râpes à fromage !

Qu'est-ce qu'il dirait aujourd'hui moi, en France, du sujet tabou on est passé au sujet bateau évoqué, pareil que la calvitie, le roufflement ou l'acné, en termes médicaux sans horreur et sans passion. Mais alors, les Américaines filles du baby-boom ont déboulé, elles, dans ce que j'appelle le tatoo-boom, en poussant des cris d'une stridence revendicatrice et conquérante telle que les États-Unis en ont des sueurs.

Étalée cette semaine en couverture de Newsweek, la ménopausée, devenue rite de passage, concentre encore une fois sur leur ventre, stérile, là maintenant, l'attention pleine d'égards à la fois surpris et trouillards des confrères. Leurs bouffées de cha-

leur, les Red Hot Mamas, émules des Panthères grises, les évanouissant avec une fureur à donner des ailes aux fabricants d'hormones et de best-sellers consacrés à ce nouveau, à cet énorme problème de société !

La cinquantaine venue, les féministes de ma jeunesse, Germaine Greer en tête, remettant le couvert en proclamant, haut et fort, et leur droit à la différence et leur supériorité sur ces pauvres mecs condamnés par la nature à une petite vie écourtée, rantanplan sans à-coups, sans changement, et qui, en plus, ont le culot de leur tourner le dos ! Elles tiennent des meetings, des réunions, elles parlent ostéoporose, ostéopore et libido. Elles échantonnent leurs ordonnances. Elles constatent qu'il n'y a pas deux semblables. Et elles en concluent que la recherche médicale se fout de leur gueule.

J'ai l'air d'en faire autant ? Dérompez-vous. Je les approuve à mille pour cent. Et j'attends avec jubilation le moment où des centaines de millions d'actifs basculeront, hommes et femmes confondus, dans le papy-boom. A reculons. Et en hurlant à la mort... de ceux qui les poussent dehors !

Haut lieu du cinéma allemand

Les studios de la DEFA sont achetés par une filiale de la Générale des eaux

Autant pour leur valeur symbolique qu'économique (estimée à 400 millions de DM), les immenses studios de la périphérie berlinoise, à Potsdam-Babelsberg, constituaient l'un des enjeux les plus en vue de la privatisation des entreprises de l'ex-RDA. Ces studios viennent d'être attribués par la Treuhand, qui gère les privatisations, à la Compagnie immobilière Phénix, filiale de la Générale des eaux (nos dernières éditions du 20 mai).

Pour obtenir ce résultat, Phénix s'est associé avec le géant des médias allemands, Bertelsmann. Leur projet commun, qui devrait permettre le maintien en exercice des 780 employés travaillant encore sur le site, prévoit une importante modernisation des installations, l'intervention du studio en qualité de coproducteur sur les films et produits audiovisuels réalisés dans ses bâtiments (20 millions de DM par an), et la création de visites publiques, qui permettent de rentabiliser les anciens décors et accessoires.

Outre son apport financier dans les coproductions, Bertelsmann devrait devenir un client naturel des studios pour ses productions,

et on s'attend à ce que d'autres acteurs importants du secteur, en particulier des chaînes allemandes (ZDF, ORF) y fassent domicile.

Le projet de Phénix comporte également un volet immobilier, avec un vaste projet de constructions, en partie consacrées à améliorer ses qualités de prestataire de services audiovisuels, et consistant pour le reste en logements et bureaux. C'est la perspective européenne de ce projet français qui a emporté l'adhésion de la Treuhand, se félicite Jean-Michel Gaillard, chargé de mission auprès du président de la CIP, Jean-Marc Oury.

L'ancien directeur général d'Antenne 2 insiste sur le volontarisme de la direction artistique, et avait reçu l'appui de la plupart de ses confrères allemands (Wim Wenders, Peter Fleischmann...).

J.-M. F.

Le mensuel
PASSAGES
CEUX qui ont sauvé des JUIFS
Vente en kiosque 30 F

classes pilotes PREPA-HEC
améliorez vos chances d'obtenir une grande école de commerce grâce à un encadrement efficace et une discipline de travail rigoureuse.

Centre Paris 17ème
tél. 42 38 21 21

INSTITUTION FRILLEY
Prépa HEC fondée en 1864

Condamnations pour corruption dans les pompes funèbres niçoises

GRENOBLE

de notre correspondant

Six employés de l'hôpital Pasteur de Nice affectés à la morgue de cet établissement et plusieurs responsables de sociétés de pompes funèbres ont été reconnus coupables de corruption passive et active par le tribunal correctionnel de Grenoble. Les premiers recevaient d'importantes commissions - 600 francs pour une crémation, 1 000 francs pour un enterrement traditionnel - de la part des entreprises chargées du « traitement » des personnes décédées (le Monde du 16 avril 1991).

Le procès a révélé que cette pratique des pots de vin était très courante à Nice, depuis de nombreuses années, mais aussi dans la plupart des grandes villes françaises. Dans son réquisitoire, le procureur de la République, M. Jean-Louis Bergez, avait notamment mis en évidence qu'à la morgue de Nice, la corruption s'était « développée d'une façon foudroyante [à partir de 1985] lorsqu'une entreprise tenta de casser le monopole exercé par les grands groupes de pompes funèbres ».

Le tribunal a condamné l'ancien directeur de la société Les pompes funèbres réunies Lamy-Trouvain, M. Gaston Robaut, adjoint RPR

SOMMAIRE

DÉBATS

Histoire : « Les archives de Moscou », par Pierre Broué, Bastia : « Le petit Corse », par Christine Ockrent... 2

ÉTRANGER

Les États-Unis et les Républiques nucléaires de la CEI devraient mettre en œuvre le traité START... 3
La situation en Thaïlande... 4
L'Afrique : la famine menace une vingtaine de pays... 5
Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle en Equateur... 6
Musulmans et Croates envisagent une confédération entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine... 6
Le conflit du Haut-Karabakh... 6
Les élections au Kurdistan irakien... 6

POLITIQUE

Dans son rapport annuel, le Conseil d'Etat critique la « logorrhée législative et réglementaire »... 7
La ratification du traité de Maastricht... 8
Le projet de loi sur le sport : les députés socialistes renforcent la lutte contre l'insécurité dans les stades... 9

SOCIÉTÉ

Le « deuil impossible » de Bastia... 10
Des spécialités phytothérapeutiques à base de germandrée-peut-être chère interdites à la vente... 11
Mort du général André Dulac... 11
Le procès de Gérard Delbourg aux assises du Calvados... 11
Le redémarrage de Superphénix : le gouvernement fera prochainement connaître sa décision... 12

ÉDUCATION • CAMPUS

• L'orientation à plusieurs voix
• Turbulences au SGEN-CFDT

• L'alternance en pointillé • Université : le front du refus • Point de vue : « Les vertus du partenariat », par Jean-Claude Werrebrouck... 13 à 16

ÉCONOMIE

Le désordre italien compromet le programme de l'Union économique et monétaire... 17
Le projet de loi sur le RMI... 17
Les comptes de Daimler-Benz... 18
Les projets de déreglementation de l'énergie sont contestés... 19
Vie des entreprises... 22

ARTS • SPECTACLES

« Photofolie », la première fête de la photographie en France : questions pour un art neuf ; « Les Français et la photographie », un sondage réalisé par le SORFES : rencontre avec Jean Dieuzeide et Cinéma : rencontre avec Arnaud Desplechin • La sélection des programmes de la semaine... 27 à 36

Services

Abonnements... 12
Annonces classées... 19 à 21
Automobile... 24
Marchés financiers... 22 et 23
Météorologie... 25
Carnet... 24
Mots croisés... 24
Radio-télévision... 25

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » folioté 27 à 36

Le numéro du « Monde » daté 20 mai 1992 a été tiré à 488 984 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

Rezvani, Sainte-Beuve et Stendhal dans « le Monde des livres »

J.-M. G. Le Clézio a lu pour le Monde le dernier roman de Serge Rezvani, *Le Traversé des Monts noirs*. Philippe Solers a relu Sainte-Beuve, que l'on redécouvre. L'« éternel critique », « jamais ennuyeux », se plait pourtant à faire la morale à tous les grands écrivains. Parmi eux, Stendhal - dont les *Voyages en France* paraissent aujourd'hui dans « La Pléiade », - auquel François Bont consacre sa chronique.

POINT/ La question kurde

Les premières élections libres organisées au Kurdistan d'Irak sont dénoncées par Bagdad et inquiètent les pays voisins.

ARTS



THAÏLANDE : deux ressortissants français légèrement blessés. Deux ressortissants français ont été blessés légèrement au cours des violentes manifestations anti-gouvernementales à Bangkok, a annoncé mercredi 20 mai le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Maurice Gourdault-Montagne. - (AP)

ARTS • SPECTACLES



De Gentilly à Gentilly.
Le photographe Robert Doisneau nous a confié sa première et sa dernière photo, prises dans « sa » ville, qu'il a voulu lui-même commenter : « 1992. Dans une école de photographie, l'arrivée d'un professeur en arrangements floraux me paraît plus souhaitable que la présence d'un de ces maîtres en mathématiques optico-chimiques. L'art de composer les bouquets apporte une discipline excellente pour l'éducation visuelle. Ensuite, quittant le monde floral pour celui de la vie courante, l'élève agencera spontanément avec des silhouettes et des visages l'occupation harmonieuse du rectangle. Sur cette image, c'est un bouquet tordru composé avec les habitants de Gentilly. »

PHOTOFOLIE Un nouveau festival

« *L* e photographe mangeait à la cuisine; maintenant, il est invité à la table du maître. » Robert Doisneau a la formule facile. Sa boutade, qui a fait le tour du petit monde de l'image fixe, illustre bien la ferveur que connaît la photographie en France depuis une quinzaine d'années. Robert Doisneau lui-même en est le plus bel exemple. Après une traversée du désert dans les années 60 et 70, le maître du Paris nostalgique est aujourd'hui célébré partout.

L'actrice Sabine Azéma lui a consacré un film à l'occasion de son quatre-vingtième anniversaire. Le Musée d'art moderne d'Oxford propose en ce moment une rétrospective de son œuvre (1). Les médias multiplient les hommages. Une maison à son nom est prévue dans la ville de Gentilly, où il est né. Sa fameuse photo, *le Baiser de l'hôtel de ville*, est, de loin, la plus achetée en France, que ce soit les 130 tirages signés (22 000 F chacun) ou les 500 000 posters. La photographie de l'agence Rapho a également vendu 2 300 000 cartes postales de ses clichés. Son livre avec Cavanna a été vendu à 250 000 exemplaires après un premier tirage de... 9 000. Celui avec Daniel Pennac avoisine les 40 000. Et le dernier, avec Prévert, part comme des petits pains (2).

Il y a une folie Doisneau, comme il y a une folie de la photo. Après le cinéma, la musique, le livre et le patrimoine, il fallait bien une fête pour couronner cet « art moyen », comme le dit Pierre Bourdieu (3). C'est chose faite avec Photofolie : cinq cents manifestations dans trois cents villes et villages de France, les 22, 23 et 24 mai à l'initiative du ministère de la culture. Photofolie est une invitation à deux facettes : la découverte du patrimoine visuel ; un encouragement à utiliser son appareil de prises de vue. « Je n'ai pas de regard adoratif ou contemplatif pour la photographie, explique Robert Delpey, directeur du Centre national de la photo (CNP) et instigateur de cette fête. J'aime confronter l'image d'un anonyme du début du siècle avec celle d'un Cartier-Bresson. J'adore mélanger les torchons et les serviettes, car il y a ce miracle dans la photographie de voir des autodidactes réaliser des choses étonnantes. »

Le développement de la photographie en France s'est toujours appuyé sur une pratique foisonnante et des artistes lucides. « Cette ambivalence rend la photographie passionnante », explique Alain Sayag, conservateur au Musée d'art moderne. Quel chemin parcouru ! Il y a vingt-cinq ans, le visiteur incrédule demandait à Robert Delpey, directeur de galerie, si le prix d'un tirage de Cartier-Bresson ne comportait pas un 0 de trop... Avant de monter sa galerie en 1974,

QUESTIONS POUR UN ART NEUF

La photographie, qui s'interroge encore sur son statut d'art à part entière, méritait bien une fête. C'est ce qu'a pensé le ministère de la culture, qui organise avec le concours de l'Association pour la promotion de l'image (API) le premier festival Photofolie : cinq cents manifestations dans trois cents villes et villages de France du 22 au 24 mai. Ce nouveau rendez-vous a un double objectif : permettre la rencontre du grand public et des grands photographes vivants et du passé ; fortifier la pratique amateur qui connaît déjà un immense engouement.

Agathe Gaillard a essayé de vendre 200 francs des photos en vitrine de la librairie La Hune à Paris. En vain...

Tout est parti de passionnés, d'éditeurs, de photographes. Et des galeries. « *A part les photoclubs amateurs, il n'y avait rien au début des années 70, se souvient Claude Nori. Des photographes français ont alors créé des structures pour diffuser leur travail et celui des artistes qu'ils aimaient. Leurs modèles étaient Krims, Gibson, Friedlander qui éditaient leurs bouquins eux-mêmes.* » Lucien Clergue participe ainsi à la création des Rencontres d'Arles en 1970. Jean Dieuzaide lance, en 1974, le Château d'Eau à Toulouse, première galerie municipale (lire l'article de Jacques Brunel page 31). A Paris, Claude Nori invente Contrejour (galerie, édition, stages, journal). Albert Champeau propose la revue *Créatis*, Alain Fleig, la galerie Phot'Éil. Il y a aussi les galeries de la FNAC, la Photogalerie, Nikon, Samia Saouma. Plus tard, Carol-Marc Lavillier crée le studio 666 ; Roland Laboye, Montpellier Photovision ; Pierre de Fenoyl, la Fondation nationale de la photographie, en 1978, à l'initiative de Michel Guy. Ce dernier est d'ailleurs le premier à faire entrer la photographie au ministère de la culture en 1975.

Les années 70 seront celles de l'avènement des galeries mais aussi de fortes personnalités, comme Jean-Claude Lemagny, conservateur à la Bibliothèque nationale, qui ne cesse de regarder des portfolios depuis vingt ans et d'amasser des images pour la collection de la BN. Les années 80 verront l'explosion des institutions et l'arrivée de nouveaux responsables, moins « romantiques » et plus historiens. L'Etat est le plus actif. Il multiplie par six le budget photo, crée le Centre national de la photographie (expositions au Palais de Tokyo), la Mission du patrimoine, la commission spécialisée du Fonds national d'art contemporain, l'Ecole d'Arles, et dispense des aides aux projets et bourses. La Ville de Paris suit : l'association Paris audiovisuel obtient un succès public avec le Mois de la photo (cinq éditions depuis 1980) ; un laboratoire de restauration est confié à Anne Cartier-Bresson ; l'Espace photo est créé dans les Halles ; une politique d'édition est menée ; la revue *la Recherche photographique* redécouvre l'histoire.

MICHEL GUERRIN
Lire la suite page 28

(1) Robert Doisneau, *Rétrospective*. Musée d'art moderne d'Oxford. Jusqu'au 15 juin.

(2) Ces trois livres de Robert Doisneau ont été publiés aux éditions Hachette.

(3) *La Photographie, un art moyen*, de Pierre Bourdieu, Editions de Minuit, 1965.



« 1929
J'ai dix-sept ans
Je suis maigre et mal fringué
J'apprends un métier sans avenir
Le décor qui m'entoure est absurde.
Quand je montre mes photos à mon
entourage, ils sont tous d'accord, c'est de
la pellicule gâchée.
M'en fous, je continuerai quand même.
Un jour peut-être il y en aura un pour
trouver dans mes images comme un
ricanement révolté. »

46 14 70 00

Atem
photographie

NANTERRE
AMANDIERS

Litanie
musicale et
égalaire
de Georges
Aperghis

II

du 19 mai au 14 juin

PASSAGES
CEUX qui
ont aimé
des livres

IMAGES DE LA SPHÈRE P R I V É E

PHOTOGRAPHIER, c'est d'abord « récolter » les petits et grands moments de la vie. Ce réflexe de consommation est prouvé par une très forte présence des appareils dans les foyers (82 %, question 6). Mais ces appareils sont peu sophistiqués, de prix inférieurs à 1 000 F pour 48 % des sondés (question 7). Cette tendance est confirmée par le « boom » des appareils jetables (de 45 F à 85 F). Peu importe l'appareil puisqu'il n'est qu'un moyen d'enregistrement, utilisé occasionnellement, voire rarement (question 8), et que les photos sont regardées deux à trois fois dans l'année (question 11). La photo est aussi une pratique jeune, la fracture se situant à cinquante ans. Plus on vieillit, moins il est fréquent de posséder un appareil, moins on déclenche, moins on regarde ses albums, moins on connaît le médium.

L'Association pour la promotion de l'image (API) estime pour sa part que le parc d'appareils en France est inférieur à ceux des États-Unis, du Japon, d'Allemagne et de Grande-Bretagne. « Il existe donc un potentiel important de croissance en France », conclut la Fédération des professions de l'image. Une chose est sûre, la vente d'appareils est pour la première fois en régression, après une dizaine d'années de hausse. Même chose pour les ventes de pellicules, qui avaient connu des années record en 1987, 1988 et 1989.

La pratique consumériste apparaît dans d'autres réponses : le dédain pour le noir et blanc et l'effacement de la diapositive, qui sont les deux pellicules des professionnels (question 9) ; le plébiscite de la photo type « album de famille », que ce soit lors de la prise de vue (les proches et les fêtes envahissent les clichés,

Pour les photographes, galeristes et conservateurs, la photographie est un art. Pour les professionnels comme Kodak ou Fuji, c'est un marché de 18 milliards de francs, 50 000 emplois, un parc de 17 millions d'appareils (2,6 millions vendus en 1991) et 108 millions de pellicules par an. Pour le public, c'est un appareil ménager, aussi répandu que le réfrigérateur ou le grille-pain, mais beaucoup moins utilisé. Entre la pratique amateur et celle des professionnels, les cloisons étaient jusqu'ici étanches. Elles le sont toujours, mais des brèches apparaissent si l'on en croit le sondage réalisé par la SOFRES sur « les Français et la photographie » pour « le Monde » et l'Association pour la promotion de l'image (1).

question 3), mais aussi au moment où on regarde les photos (en famille ou entre amis, question 12) ou dans le moyen de rangement (question 4 et 6). La photo appartient à la sphère privée : on les range chez soi, on les donne à des proches, mais seulement 4 % amènent des images sur leur lieu de travail. La photo d'art est enfin rejetée comme pratique personnelle, puisque seulement 6 % des personnes interrogées cherchent à prendre des « compositions artistiques » (question 3). Et, si 37 % encadrent leurs images, les amateurs préfèrent

regarder leurs albums, voire des photos de presse, plutôt que d'aller dans une exposition (question 10).

Ces goûts se retrouvent dans la question de notoriété (question 2). Les images ont la vie dure. Si aucun photographe n'atteint les 50 %, David Hamilton arrive largement en tête alors même qu'il a disparu de la circulation depuis une bonne dizaine d'années. Mais ses cartes postales, posters, films et livres, teintés d'un érotisme discret, ont eu un succès fou chez les adolescents et sont dans tous les esprits. Hamilton, c'est un camouflet pour le milieu de la photographie, qui l'a toujours méprisé - il n'est même pas cité dans le dictionnaire des photographes de Carole Naggar - mais il a conquis les jeunes pour avoir bien assimilé cette dimension de consommation de la photo. Le public a toujours reconnu les photographes qui singeaient la peinture (belles images, belles couleurs, belles matières), que ce soient les pictorialistes ou les tenants du « flou artistique ». Doisneau également est proche des gens ! La nostalgie est à la mode, ses photos et livres s'apparentent à l'album de famille. Mais son grand mérite est d'être le premier photographe à réconcilier le milieu photo et le grand public.

La pratique consumériste, enfin, est consacrée par les images que les Français « auraient envie de garder » (question 1). Quelle surprise ! La photo de guerre du Vietnam peut choquer ; le nu de Jeanloup Sieff perturbe ; la photo de mode (Sarah Moon) laisse indifférent. Mais le beau portrait d'une jeune fille romantique ou la belle composition de gamins marchant sur leurs mains (signées Doisneau) avaient toutes les chances de s'imposer. Pas du tout. C'était sans compter sur le paysage très classique signé Pierre de Fenoyl. Plébiscité à 67 % ! Cité par 80 % des personnes âgées et 89 % des agriculteurs. Surtout, moins on pratique la photo, plus on « vote » pour cette image. Plus on vieillit, plus on l'aime. C'est le cliché qui dérange le moins, le plus « anonyme », le moins « photographique » et le plus « pictural » (idée de collection). C'est la photo, surtout, qui se rapproche le plus de la pratique amateur et intime, car elle seule ne comporte pas de personnage. Le public n'accepte en effet de garder que les visages des siens : enfants, famille, amis. Il est impensable de mettre au mur ou de coller dans un album le portrait d'Anita, à la Boule rouge, ou celui d'un Vietnamien dont on fait sauter la cervelle.

Les réponses sont rudes pour le secteur de la « photo culturelle », tant la pratique amateur, la connaissance et les goûts révèlent, à une écrasante majorité, un banal enregistrement de la vie sans réappropriation du réel. Mais les réponses par classe d'âge et catégorie socio-

professionnelle (qui n'apparaissent pas sur les tableaux) définissent trois catégories qui ont une attitude bien plus dynamique devant la photo telle qu'elle est définie dans les galeries, revues et musées : ceux qui utilisent fréquemment un appareil, les jeunes de dix-huit à trente-quatre ans et les cadres.

Les jeunes et les cadres connaissent bien, voire très bien, les photographes : David Hamilton est reconnu par les jeunes (66 %) et plébiscité par les cadres (82 %). Les réponses de ces derniers sont étonnantes : Doisneau (63 %), Cartier-Bresson (47 %), Lartigue (45 %), Newton (39 %), Sarah Moon (30 %), Harcourt (29 %), Man Ray (25 %), Nadar (25 %), Depardon (22 %), Sieff (16 %) et Clergue (12 %). Ces chiffres témoignent d'une bonne connaissance des photographes. Les jeunes, les cadres et les « pratiquants » sont ceux - et les seuls - qui ont bénéficié du « boom » de la photographie en France depuis une quinzaine d'années (lire ci-dessous). La fracture est en effet évidente avec les autres catégories socio-professionnelles, notamment les agriculteurs (5 % connaissent Cartier-Bresson) et les personnes âgées, dont 57 % sont incapables de citer un nom.

Autres exemples : les jeunes possèdent un appareil à 95 %, contre 54 % pour les personnes âgées. 80 % des cadres, 73 % des 18-24 ans et 69 % des utilisateurs fréquents considèrent une photo réussie quand elle « provoque une émotion ou un choc » (critères spécifiques à la photographie), alors que les ouvriers, agriculteurs, inactifs, retraités, mais aussi ceux qui utilisent exceptionnellement ou jamais la photo, placent en tête un critère plus pictural : « avoir de belles couleurs » (question 5).

Le choix des images préférées donne des réponses instructives : pour les 18-24 ans, ceux qui utilisent fréquemment un appareil et les cadres, ce n'est pas le paysage mais la photo anecdotique de Robert Doisneau qui arrive en tête. Chez les plus jeunes, la photo de guerre est relativement appréciée (37 %), tout comme chez les cadres (30 %). Le nu, en revanche, est rejeté par les retraités (8 %) et la photo de mode par les agriculteurs (9 %). Les photographes les plus connus sont les représentants les plus exemplaires d'une photo « pure », voire ludique. La plupart ont disparu (Nadar, Man Ray, Lartigue, studio Harcourt), ou atteignent un âge respectable. La notoriété est un long chemin.

M. G.

(1) Sondage réalisé par la SOFRES pour le Monde et l'API (Association pour la promotion de l'image, qui rassemble les professions de la photo), réalisé du 18 au 23 avril dernier auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de la population âgée de dix-huit ans et plus.

Suite de la page 27

Et Paris devrait ouvrir en novembre 1994 une Maison européenne de la photographie dans un hôtel particulier de 3 200 mètres carrés.

Dans la foulée de Toulouse, des centres se sont créés en province, (Lyon, Montpellier, Pontault-Combault, Douchy-les-Mines ou Aurillac). Des musées d'art moderne ont accueilli la photographie (Saint-Etienne, Nantes...). Des festivals ont fleuri dans la foulée d'Arles : Perpignan, Lorient, Reims, Nice, Cahors, Metz, Montpellier et même la Réunion. Paris était déjà, depuis le début des années 70, la capitale mondiale de l'image de presse avec les agences Magnum (Cartier-Bresson, Riboud, Depardon), Rapho (Doisneau, Boubat), mais aussi Gamma, Sygma et Sipa. Avec des institutions solides et des collections réputées (Musée national d'art moderne, Musée d'Orsay, BN). Paris est, avec New-York, une des capitales de la photo tout court et devient un modèle pour les capitales étrangères. Le Mois de la photo - cinquante expositions et 500 000 visiteurs tous les deux ans - a été copié à Amsterdam, Barcelone, Houston, Athènes, Montréal, Bratislava et peut-être Tokyo bientôt.

La diffusion tous azimuts de la photo a permis une meilleure connaissance de son histoire et de ses maîtres. « Il y a vingt ans, il n'y avait pas de revues ni de livres, nous étions des autodidactes », explique Alain Sayag. Aujourd'hui, il existe une douzaine d'histoires de la photographie que les jeunes photographes connaissent.

Bref, le paysage est très riche, au point qu'il est difficile, parfois, de suivre le rythme des manifestations en France. « Plus personne n'oserait demander aujourd'hui si la photo est un art, même si sa présence phénoménale dans les institutions peut toucher à la saturation », affirme Robert Delpire. Ou à la caricature, tant de villes et villages en manque d'animation n'hésitent pas à mettre quelques clichés au mur, parfois de travers, pour revendiquer le label festival... « On a conquis et fidélisé un public. Maintenant, il faut gagner en rigueur », reconnaît Jean-Luc Monterosso, responsable de Paris Audiovisuel.

La photographie est donc, peut-être, un art. Mais un art fragile. Pour le public d'abord, qui confond souvent consommation d'images et photographies et qui considère cette dernière comme une pratique personnelle (lire notre sondage page ci-contre). Mais aussi « un art mineur » pour beaucoup de responsables de la culture, pense Alain Sayag, qui la « tolèrent car elle ne prend pas trop de place et ne coûte pas trop cher par rapport à la peinture ». Certains, rapporte tel galeriste, disent encore que « Irving Penn n'est pas un artiste car

QUESTIONS POUR UN ART N E U F

c'est un photographe de mode ». Des galeries de peinture, pourtant, présentent des photographes depuis deux ou trois ans. Certaines ont « leur photographie de service et n'ont pas voulu rater le train », explique Michèle Chomette, adepte de la photo plasticienne et convaincue que « la création contemporaine, depuis cinq ans, passe par une photographie enrichie des autres arts ». Agathe Gaillard pour sa part, défend l'usage de la photographie « pure », affirme que « la photo doit rester drôle, ludique. Certains voudraient la rendre ennuyeuse. Elle est parfois détestée car elle dérange, elle remet en cause l'idée d'œuvre d'art, d'œuvre unique, et entretient une relation particulière au réel ».

Les oppositions entre Michèle Chomette et Agathe Gaillard illustrent bien toutes les ambiguïtés qui entourent cet « art fragile », comme le dit Alain Sayag : oppositions pratique amateur-pratique professionnelle ; photo pure-photo plasticienne ; photo créative-photo appliquée ; œuvre multiple-œuvre unique ; tirage d'époque-tirage moderne. Institutions et festivals se sont développés en portant ces ambiguïtés, mais ont, indirectement, fait du tort au secteur privé qui les prend de plein fouet. Galeries, édition et presse spécialisée ont en effet du mal à vivre. Ce n'est pas un hasard si la principale revue photo, *Chasseurs d'images*, s'adresse aux amateurs. En revanche, *Zoom* et *Clichés*, bonnes revues artistiques, ont disparu et *Photo* n'est plus ce qu'il était.

Robert Delpire, à qui l'on doit, avec Cartier-Bresson et Robert Frank, quelques-uns des plus beaux livres photos de l'histoire, reconnaît « n'avoir jamais gagné un rond » avec ses livres. « Ce que je gagnais

dans la publicité. Je l'investissais dans les expositions et les livres photos. Sans la pub, j'aurais fermé tout de suite. » Hervé de La Martinière, qui a découvert la photo avec Georges Herscher au Chêne dans les années 80, se souvient que, sur quarante-cinq livres noirs et blancs, « le seul qui a dégagé un bénéfice est Des clés et des serrures, de Michel Tournier ». C'est-à-dire un choix d'images par un écrivain... Les stars de la photo (Arbus, Cartier-Bresson, Sander, Beaton, Kertész, Lartigue) se sont vendues à 3 000 exemplaires. Les grands succès ? Les Michaux, avec *Caravanes de Tartarie* : 40 000 exemplaires, des auteurs méprisés par le milieu au point de « se faire siffler à Arles ».

Les livres noirs et blancs ne se vendent que s'ils sont très bon marché ou concernent des auteurs confirmés. La collection Photopoché du CNP (plus de 50 numéros à 50 francs chacun) cumule les deux critères et connaît un réel succès. Les éditions Contrejour, en revanche, sont au bord du gouffre, en dépit de beaux succès (18 000 exemplaires pour le *Paris des photographes*, plus de 30 000 pour *l'Histoire de la photo française*). « Je fais le travail d'une institution mais sans les moyens », explique Claude Nori, désabusé. Il s'interroge sur la place d'une galerie-éditeur indépendant, en 1992, face au CNP ou à Paris Audiovisuel qui expose et publient avec des moyens beaucoup plus importants.

La situation des galeries n'est pas plus brillante. Le studio 666 a fermé en 1990, Giovanna Minelli et Le Comptoir de la photographie en 1991. Antoine Candau, Jacques Gordat et Urbi et Orbi en 1992. Seule Agathe Gaillard - « une sainte », dit Claude Nori - tient, depuis 1974. Des galeries ferment, d'autres arrivent, comme Michèle Chomette, Jean-Pierre Lambert, Bouqueret-Lebon, Pons. Mais pour combien de temps ? Spécialisées dans le contemporain, ces galeries ont du mal à trouver des clients sur un marché où les valeurs sont aléatoires et qui reste dominé par les Américains. Mais ces galeries sont fort utiles quand on voit la liste des photographes qu'elles font découvrir. Et le nombre de plus en plus important de photographes « qui frappent à nos portes et ne trouvent pas de galerie », explique Christian Bouqueret. S'affirmant plus comme un businessman de la photo, Alain Paviot tire bien son épingle du jeu sur le marché de la photographie historique (1850-1938). Les valeurs et les règles en sont bien définies. Un tirage d'époque de Kertész, *l'Atelier de Mondrian*, vendu 250 000 dollars dans une galerie de Los Angeles, vient par exemple de battre le record mondial de 165 000 dollars, détenu jusqu'alors par une nature morte de Tina Modotti.

Pour digérer son succès et éviter que la photo ne soit seulement diffusée par des « voix officielles », le

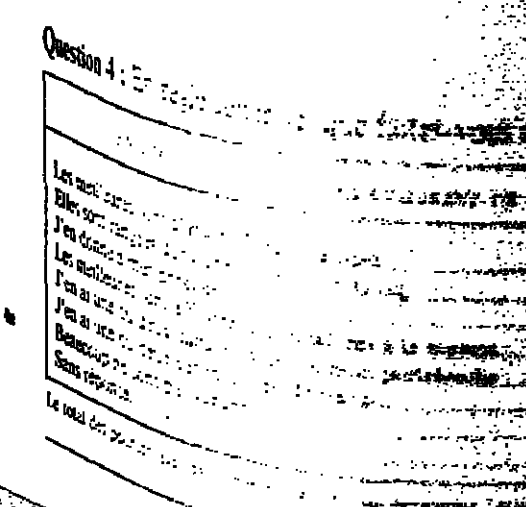
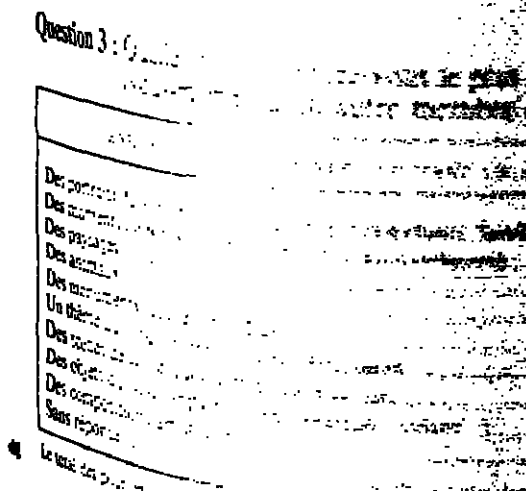
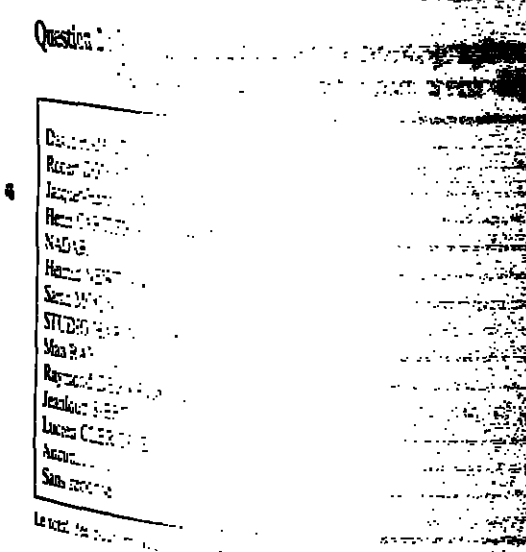
monde de l'image fixe devra, dans les dix ans qui viennent, faire « décoller » le nombre des acheteurs privés, « seuls garants d'un art vivant », selon Alain Sayag. « Contrairement à l'Allemagne et aux États-Unis, il n'y a pas, en France, un seul grand collectionneur privé », note Christian Bouqueret. Un premier pas a été fait en janvier dernier, avec un décret gouvernemental qui définit « œuvre d'art » les photos limitées à 30 exemplaires. La plupart des galeries approuvent car ce statut fait baisser les taux de TVA et les tarifs douaniers, mais les photographes qui refusent de limiter leurs tirages - Cartier-Bresson en tête - ont vigoureusement protesté.

Pour les directeurs de galeries, Photofolie est reçu un peu comme une provocation, dans un contexte de crise du marché de l'art. La plupart ont refusé d'y participer, et Michèle Chomette envisage même de fermer durant les trois jours : « Photofolie va à l'encontre de ce qu'on bâtit depuis vingt ans : expliquer, affirmer et défendre la photo d'art. » Robert Delpire rétorque l'argument : « La perception de la photo a été bouleversée en dix ans ; La notion d'artiste est récente. N'oublions pas que tous les grands photographes des années 30 à 60, comme Brassai, n'étaient pas considérés comme des artistes. »

La photo est un art trop jeune (cent cinquante ans) et à peine « installé » (dix ans) pour ne pas éviter quelques égarements. Son histoire n'est pas assimilée, il y a encore de fortes confusions dans les valeurs, personne ne peut prédire son avenir : « Qui dit qu'elle ne va pas disparaître comme l'aquarelle ? », lance Alain Sayag. Mais la photographie vit, bouge. Elle découvre encore, comme au Musée Condé à Chantilly il y a quelques mois, des trésors du dix-neuvième. La profession est plus sereine, moins turbulente. Il y a quinze ans, elle doutait, se déchirait, s'investissait à Arles lors de tel débat passionné. Saura-t-elle aujourd'hui penser son développement fulgurant ?

MICHEL GUERRIN.

* Coordonnées par le Centre national de la photographie (CNP), la plupart des 500 manifestations de Photofolie ont été mises en place sur des initiatives locales. A l'échelon national, 6 000 sténopés en kit et 6 000 appareils prêts à photographier ont été livrés dans 950 lycées, collèges et écoles où sont organisées des séances d'animation. Pour la sixième édition du Mai du livre d'art, douze livres seront primés. Une campagne d'information est prévue dans les villes, métro, quais de gare, bus... Renseignements : 43-37-94-14, jusqu'au 22 mai, 19 h, ou sur Minitel : 3615 ARTS. *Photographies Magazine*, dans son numéro de mai, publie le guide de Photofolie, région par région, 28 F.



S O N D A G E

PHOTOFOLIE

« Les Français et la photographie »



EDMIE ADAMS/AP

Question 1 : Voici six photographies prises par des grands photographes. Quelles sont les deux que vous auriez envie de garder ?

	Réponse citée en premier	Réponses citées en premier et en second
Photo N° 1 (Guerre).....	10	18
Photo N° 2 (Paysage).....	46	67
Photo N° 3 (Portrait).....	7	24
Photo N° 4 (Mode).....	4	11
Photo N° 5 (Scène de rue).....	25	58
Photo N° 6 (Nu).....	3	10
Sans réponse.....	4	
	100 %	% (1)

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.



PIERRE DE FENYL



ROBERT DOISNEAU/RAPHO



SARAH MOON



ROBERT DOISNEAU/RAPHO



JEANLOUP SIEFF

Question 2 : Voici quelques grands photographes. Quels sont ceux dont vous avez déjà entendu parler ?

David HAMILTON.....	47
Robert DOISNEAU.....	31
Jacques-Henri LARTIGUE.....	24
Henri CARTIER-BRESSON.....	21
NADAR.....	14
Helmut NEWTON.....	13
Sarah MOON.....	12
STUDIO HARCOURT.....	11
Man RAY.....	8
Raymond DEPARDON.....	8
Jeanloup SIEFF.....	6
Lucien CLERGUE.....	5
Aucun.....	34
Sans réponse.....	2

Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Question 3 : Quelles photos prenez-vous le plus souvent (vous-même ou un autre membre de votre foyer) ?

ENSEMBLE DES PERSONNES UTILISANT UN APPAREIL PHOTO (82 % de l'échantillon)	
Des portraits de vos proches (enfants, petits-enfants, famille, amis).....	85
Des moments importants de la vie (fêtes, anniversaires).....	67
Des paysages.....	57
Des animaux.....	31
Des monuments, des œuvres d'art.....	23
Un thème qui vous intéresse particulièrement.....	13
Des scènes de la vie quotidienne dans la rue.....	9
Des objets qui vous appartiennent (maison, voiture...).....	8
Des compositions artistiques.....	6
Sans réponse.....	0

Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Question 4 : En règle générale, que faites-vous des photos que vous avez prises ?

ENSEMBLE DES PERSONNES UTILISANT UN APPAREIL PHOTO (82 % de l'échantillon)	
Les meilleures sont classées dans un album.....	80
Elles sont rangées dans une boîte ou un tiroir.....	46
J'en donne à mes proches.....	40
Les meilleures sont affichées ou encadrées à la maison.....	37
J'en ai une ou deux dans mon sac ou mon portefeuille.....	27
J'en ai une ou deux sur mon lieu de travail.....	4
Beaucoup ne sont pas gardées.....	2
Sans réponse.....	1

Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Question 5 : Quelles caractéristiques doit avoir, selon vous, une photo pour être réussie ?

(Réponses à l'aide d'une liste)	
Provoquer une émotion, un choc.....	52
Avoir de belles couleurs.....	42
Etre insolite.....	36
Etre techniquement parfaite.....	25
Avoir des effets spéciaux (reflets, lumière).....	23
Sans réponse.....	4

Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Question 6 : Dans votre foyer avez-vous :

	Un ou plusieurs appareils photos	Un ou plusieurs albums photos
Oui.....	82	87
Non.....	18	13
	100 %	100 %

Question 7 : Combien êtes-vous prêt à dépenser pour un appareil photo ?

Moins de 1 000 francs.....	48
De 1 001 à 2 500 francs.....	26
De 2 501 à 5 000 francs.....	9
Plus de 5 000 francs.....	2
Sans réponse.....	15
	100 %

Question 8 : Dans l'année, quand utilisez-vous votre appareil photo (ou quand l'utilisez-t-on dans votre foyer) ?

ENSEMBLE DES PERSONNES UTILISANT UN APPAREIL PHOTO (82 % de l'échantillon)	
Presque tous les jours.....	1
Plusieurs fois par mois.....	21
Environ une fois par mois.....	27
Environ deux à trois fois par an.....	43
Moins souvent.....	6
Jamais.....	1
Sans réponse.....	1
	100 %

Question 9 : Préférez-vous regarder une photo :

Sur papier noir et blanc.....	11
Sur papier couleur.....	75
Sur diapositive.....	9
Sans réponse.....	5
	100 %

Question 10 : Où préférez-vous regarder des photos ?

(Réponses à l'aide d'une liste)	
Dans un album de famille.....	71
Dans un journal, un magazine.....	33
Dans une exposition.....	27
Dans un livre.....	22
Sur une affiche.....	13
Sans réponse.....	3

Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Question 11 : Dans l'année, quand regardez-vous vos photos ?

ENSEMBLE DES PERSONNES UTILISANT UN APPAREIL PHOTO (82 % de l'échantillon)	
Plusieurs fois par semaine.....	2
Environ deux à trois fois par mois.....	17
Environ cinq à six fois par an.....	41
Environ deux à trois fois par an.....	31
Moins souvent.....	6
Jamais.....	2
Sans réponse.....	1
	100 %

Question 12 : A quelles occasions regardez-vous vos photos ?

ENSEMBLE DES PERSONNES REGARDANT LEURS PHOTOS (80 % de l'échantillon)	
Seul, quand j'ai un moment.....	42
En famille.....	79
Entre amis.....	58
Au travail.....	4
Sans réponse.....	0

Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

PHOTOFOLIE

P O R T R A I T
de groupeVISAGES
EN PLAN
L A R G E

DÈS les débuts de la photographie, inventeurs et pionniers usent des possibilités offertes par le panoramique qui élargit le champ de vision et permet l'ubiquité de la présence humaine. Le mouvement s'amorce avec l'opticien Lerebours qui, vers 1845-1850, réunit sur la terrasse de son immeuble vingt-quatre membres de sa famille et de son personnel. Réalisé au mégascope, en une seule prise, cette vue horizontale où chacun joue son rôle et se livre à une action particulière (cuisine, lecture, jeu de cartes) s'apparente à une véritable mise en scène de la société.

Dessinateur d'étoffes, réputé pour ses compositions florales, Adolphe Braun, opérateur officiel de la cour impériale française, fixe un conseil d'administration; Gustave Le Gray passe en revue les troupes du camp de Châlons (1857) et Samuel Bourne, l'un des premiers utilisateurs anglais du daguerrétype, happe en surplomb, au Festival de Mahamadan en Inde, une foule qu'un seul coup d'appareil suffit à embrasser (1866). — Lors d'un instantané d'un instantané, la photographie constitue une chaîne humaine. En 1894, Eugène Omar Goldschmidt, photographe baigneuse, girls et danseuses. L'une de ses photographies rassemble 22 800 personnes. Bien avant Neal Slavin, il réalise ses clichés de groupes et associations d'après dessins et plans.

Les rassemblements de foule, que seul le format panoramique appréhende dans leur totalité, inspire d'importants créateurs. Vers 1851, Nadar entreprend par la lithographie une fresque géante de deux cent-cinquante personnes représentant le tout-Paris littéraire et artistique. Toute une équipe y travaille sous sa direction. Cette œuvre originale, intitulée le *Panthéon Nadar*, sera décisive pour sa carrière. Non seulement parce qu'elle le rend célèbre, mais parce qu'elle l'amène à la photographie et le convainc d'en faire son activité principale. Il réalise par la suite un second *Panthéon*. Les

Figure majeure de la photo familiale, le portrait collectif, principal thème de Photofolie, nie les qualités propres à chaque individu. Par la mise en relief d'un dénominateur commun, il accentue le sens de l'appartenance, redéfinit le rôle et la position de chacun. Acte purement fonctionnel, sans création personnelle de la part du photographe, il atteint son sommet dans l'automatisme du Photomaton.

«binettes» d'artistes et de compositeurs sont des compositions à peine exagérées des portraits photographiques. Le public se rue aux devantures des marchands d'images et détaille avec délectation l'effigie de Balzac, Dumas, Hugo, Lamartine ou Vigny. Inventeur de la carte photographique, Disderi mène un projet similaire dans la *Mosaïque politique* (1860) où de hauts dignitaires sont assemblés de façon significative puis à nouveau photographiés.

La parade rituelle de Nadar trouve son couronnement au tournant du siècle dans la photo de famille. Lors des prises de vue à la chaîne, on célèbre officiellement ou naïvement les grandes étapes de l'existence (naissance, communion, mariage). Rien ne déroge à la règle dans ces vues conventionnelles qui tentent d'affirmer l'égalité et l'absence de présence que régissent l'alignement, l'ordre et la symétrie. Personne (ni le sujet, ni l'opérateur) n'est libre face aux normes et aux conventions. Dans le lieu théâtral du studio, espace des

à des photos érotiques mais jamais de porno. Ici, on voit quelques photos de morts, c'est une tradition chez les bouddhistes du quartier.

» Ce sont les clients qui sont le plus drôle, quand ils apportent leurs pellicules ou récupèrent les tirages. Si on fait tomber une pellicule par terre, certains nous en demandent une autre en expliquant que celle tombée pourrait être floue. De toute façon, si les photos sont floues, c'est toujours de notre faute, car les clients sont tous de grands professionnels... Je me souviens d'un monsieur dont la pellicule était vierge après le tirage. Il a fait un scandale et voulait aller rechercher ses images dans la machine de développement, persuadé que les vues devaient encore s'y trouver... »

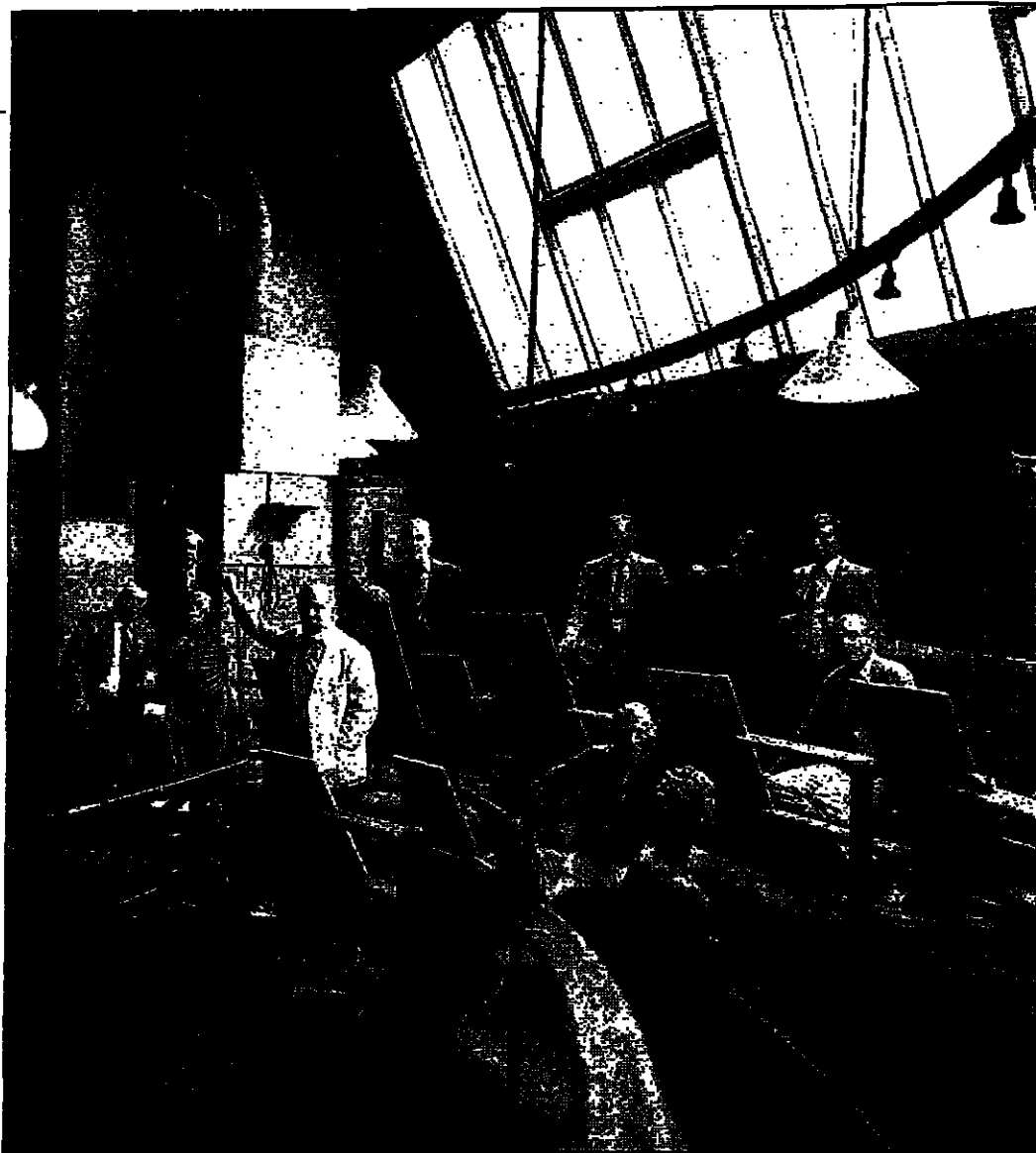
CATHERINE MEUGNOT
(16^e arrondissement)

» Ce que je remarque le plus, c'est la différence entre les couches sociales. Chez les familles très BCBG, on voit beaucoup de photos de famille. Ils posent tous en rang d'oignons avec la grand-mère devant et le reste de la famille derrière; dans les classes plus populaires, je retrouve toujours des fêtes de famille, avec des grandes bouffes. Il y a plus de pagaille dans les images, c'est plus naturel. On voit des photos de nus à partir du mois de juin: la pellicule est consacrée aux enfants mais les trois dernières vues, jamais plus, sont des nus. C'est rare de tomber sur des pellicules entières de nus. Parfois, le client photographie ses phantasmes, avec des femmes de cuir vêtues avec des chaînes... »

» J'ai un jour viré un type qui m'amenait des photos d'Asiatiques nus. Les filles qui posaient me semblaient très jeunes... J'ai vu aussi des gamins battus à mort, c'était bouleversant. Dans ce quartier, je vois aussi des photos d'esthéticiens. Ça me fait beaucoup rire, les seins qui pendent ou le bide sur les cuisses, et puis les photos après l'opération.

» Les gens ont des appareils très sophistiqués dans ce quartier, et se prennent pour des professionnels. Le pire que j'ai vu? Un monsieur très sûr de lui qui voulait acheter une pellicule. « 100 Asa? », lui ai-je demandé. Il m'a répondu: « Non, avec! » Un vrai pro, non!

E. M.



The Hanging Committee, Royal Academy of Art, Londres. Neal Slavin, 1984.
(Hanging Committee pour se traduire par « comité d'accrochage » mais aussi par « comité de pendaison ».)

hors-temps, délimité par le fond peint, baigné d'une lumière blanche qui oblitère les souillures du quotidien, les modèles obéissent à un agencement strict. L'unité de l'ensemble prime sur l'expression de la singularité. La solennité du maintien, le refus du naturel, caractérisent ces attitudes graves et officielles, parfois dérisoires grâce auxquelles la photo devient une « épreuve indélébile ».

Individualisation des idéaux collectifs, le portrait de groupe confère à l'être le plus démuné un prestige sans égal. Rappelant que le fait d'aller chez le photographe relève d'abord d'une pratique religieuse, magique, ses compositions hiérarchiques, bâties en respectant la progression arithmétique des classes d'âge, s'apparentent à de pieuses icônes, à des chromos dévots qui trôneront sur un meuble au centre de la salle à manger ou du salon.

« La logique de la solennité réciproque des personnages et du décor tend à faire de la photographie un idéogramme qui élimine de l'environnement les aspects circonstanciels et datés, comme les personnages en mouvement, bref, tout ce qui constitue la vie », note Pierre Bourdieu dans *Un art moyen* (1965). Comme si chacun contribuait à la formation de l'édifice, la convergence des regards assure la cohésion du groupe. Le rituel de la pose est pareil partout, de l'anonyme photographe des ponts de Saint-Etienne au Péruvien Martin Chambi. Face à un opérateur soucieux de s'effacer, sous le drap noir, de ne rien mettre de lui-même dans le cliché, et dont le seul rôle est de reproduire (et donc de maintenir) l'ordre, se perpétue le portrait conforme à la norme sociale, répétant à l'infini la même scène inépuisable.

Reflet d'une pathologie, d'une névrose collective, la propension à la collecte obéit, selon Georges Perec, à un principe de hiérarchisation. Ce n'est pas un hasard si les portraits de groupe (au besoin retouchés pour ôter ce qui risque d'attirer l'attention) sont produits par des photographes de quartier qui ne sont ni des reporters ni des artistes mais des artisans œuvrant dans un cadre économique déterminé.

A l'opposé de cet académisme traditionnel se situent les portraits de prostituées pris dans les années 30 par Brassai dans les bordels de Pigalle. Et le célèbre *Sardins*, à Coney Island, le 28 juillet 1940, à 16 heures, ahurissante marée humaine en maillot de bain, captée par l'objectif légendaire de Weegee, reporter du crime, qui poursuivait la tradition documentaire inaugurée par Lewis Hine et les déshérités du Bowery, par une nuit d'hiver, en 1906.

En rupture avec le militantisme de Hine, Richard Avedon pétrifie ses modèles par l'éclair du flash et les contraint à se situer d'eux-mêmes face à l'appareil. Dans *Andy Warhol et l'équipe de la Factory* (1969), composé de quatorze personnes dont cinq entièrement nues, il montre que le portrait de groupe vise à faire oublier le corps individuel pour un corps collectif. Alors qu'Irving Penn conçoit en scénographie ses portraits de groupe, tel le Ballet Theater, hiérarchiquement perché sur un échafaudage, ou l'éblouissant *Doze top models* (1947), Elliott Erwitt traite le genre humain comme une espèce rare et s'adonne à des études de comportement en saisissant des badauds, juchés sur un banc, à Paris (1951), ou Marilyn Monroe, Clark Gable et Arthur Miller, à Reno, lors du tournage des *Misfits* (1960). Des Moscovites en 1961 aux Parisiens à l'enterrement de Coluche, William Klein fend le visage anti-uniforme de la foule. Opérant sans rempart, il tasse le cadre pour fixer le chaos et exprimer à plein l'extrême complexité de la vision.

Sur un autre registre, Krzysztof Pruszkowski développe une esthétique proche du collage. Perpétuant le

portrait composite mis au point vers 1880 par l'Anglais Francis Galton, il superpose plusieurs figures d'une même profession ou d'un groupe social donné dont il crée un prototype standard. A travers le portrait modèle des *Quinze candidates au titre de Miss Europe* et des *Présidents de la 1^{re} République*, il renoue avec la photographie signalétique mise au point par Bertillon, comme le fait aussi l'Américaine Nancy Burson dans ses portraits-robots d'enfants morts.

C'est aussi d'une autre façon au portrait de groupe qu'appartient le travail de Christian Boltanski, basé sur la réappropriation et la dépossession du souvenir collectif. En s'inspirant des photos de classe, il pose le problème de l'identité photographique en se confrontant aux soixante-deux membres du *Club Mickey* (1974) ou aux *Enfants de Dijon* (1974). A base de faux éléments biographiques, son univers, marqué par le sacré, assortit la photo à la relique, à l'ex-voto et même à l'objet fétichiste (mèche de cheveux, première dent) qui sont à l'origine de la photo de famille et — ou — d'amateur.

Comme le rappellent les compositions fictionnelles de groupes sociaux de Clegg et Guttman, le portrait de groupe emprunte aussi ses codes à la peinture et au théâtre. Leurs mises en scène photographiques, d'un maniérisme raffiné, traitent de la relation problématique entre la valeur esthétique et le pouvoir économique. La représentation officielle des membres des grandes entreprises et multinationales (joués par des acteurs ou de vrais PDG) se réfère à l'iconographie de la peinture classique. Tout comme les fictions critiques reconstruites par Karen Knorr sur le statut et les codes de la *genry* britannique.

Par la représentation de son pouvoir, le groupe affirme sa légitimité sociale au détriment des individualités qui le composent. C'est ce qui ressort aussi des fresques de Neal Slavin dont l'attrait pour le portrait de groupe est né d'une photo de scouts où des dizaines de garçons possèdent côte à côte. Depuis vingt ans, Slavin, aidé d'une équipe de sept personnes, épie de façon anthropologique, à la chambre Polaroid 20 x 24 qu'il plante tel un chevalet, les corporations, lignes, amicales, clubs et sociétés d'Amérique et d'Angleterre. Il les campe, non sans humour, avec leurs attributs, insignes et trophées. Ces portraits collectifs ratifient les valeurs et conformités de l'organisation sociale au profit de laquelle chaque participant disparaît pour laisser de lui une image collective.

Ainsi le portrait groupé agit-il à contrario de toute impulsion créatrice qui est de provoquer et de désobéir aux normes. Il remodèle le « moi » en un tout uniforme. C'est pour cela que de Walshams, qui cadre en 1916 tout un régiment, à Bruce Weber, apôtre d'une beauté martiale, les militaires correspondent si bien au portrait collectif. A travers le maintien, les attributs, la photo de groupe intègre, abolit la particularité des traits individuels. Elle est le contraire de la photo d'identité qui ne s'intéresse qu'à la tête. Basé sur l'organisation, le portrait de groupe à l'honneur de ces premières Photofolies agit à l'inverse de son titre. Il neutralise la diversité des apparences, gomme les différences, dévalise. Son enjeu idéologique est d'imposer l'évidence. En ce sens, il donne raison à Barthes: « La société s'emploie à assagir la photographie, à tempérer la folie qui menace sans cesse d'exploser au visage de qui la regarde. »

PATRICK ROEGERS

* Les 60 000 habitants de la ville de Niort sont invités à se rassembler le samedi 23 mai à 19 heures sur l'esplanade du Jardin des plantes pour compléter « l'Album photo 1992 de Niort », qui comprend toute une série d'images monumentales (métiers, associations, classes d'âge...) réalisées dans cette ville depuis plusieurs mois.

« 100 ASA ?
NON !
AVEC ! »

Nous avons demandé à trois responsables de laboratoires parisiens leurs réactions sur les photos qu'elles manipulent par milliers toute l'année et qui forment un gigantesque album de famille des Français.

SABINE MEILLON (Montrouge)

» J'ai travaillé l'été dernier dans une boîte de développement par correspondance et je peux vous dire que j'ai vu des photos en tout genre et pas toujours très catholiques. Des nus, bien sûr, on en voit tous les jours mais jamais rien de méchant quand on est en contact avec les clients: forcément, ils n'osent pas apporter de photos trop osées. Mais par correspondance j'ai vu du porno vraiment hard, en couple et surtout à plusieurs. Au bout d'un moment, on ne fait même plus attention! Ce qui me choquait le plus, c'était les photos de macchabées. Après des accidents, certains s'amusaient à prendre des photos des morts, avec du sang et tout le reste, c'est odieux... »

ANNE MAINGOT (13^e arrondissement)

» Il n'y a rien de drôle dans les photos que les Français m'apportent, et pas d'images artistiques. Les belles photos sont très rares, on en a quelques-unes l'été, quand les célibataires s'offrent des voyages. Ce qu'on voit le plus, ce sont les bébés. Bébé dans son bain, dans les bras de papa, dans les bras de maman, les premiers pas... Tout, quoi! Il y

NOTS CRUS
FRANC
EUR

La photo de famille est un rituel. Elle est le reflet d'une société. Elle est le lien entre les générations. Elle est le souvenir. Elle est la mémoire. Elle est la vie.

La photo de groupe est un rituel. Elle est le reflet d'une société. Elle est le lien entre les générations. Elle est le souvenir. Elle est la mémoire. Elle est la vie.

La photo de groupe est un rituel. Elle est le reflet d'une société. Elle est le lien entre les générations. Elle est le souvenir. Elle est la mémoire. Elle est la vie.

La photo de groupe est un rituel. Elle est le reflet d'une société. Elle est le lien entre les générations. Elle est le souvenir. Elle est la mémoire. Elle est la vie.

RENCONTRE
avec Jean Dieuzaide

PHOTOFOLIE

LES MOTS CRUS D'UN FRANC TIREUR

Jean Dieuzaide dirige le Château d'Eau à Toulouse, la plus ancienne galerie municipale de France. Photographe, tireur, biographe, ce pygmalion est le plus symbolique, avec son ami Lucien Clergue, des barons de la photo, des touche-à-tout qui ont imposé l'image fixe dans l'après-guerre. A soixante-dix ans passés, sa foi est intacte. Personnage picaresque, il se sert de la truculence de son vocabulaire pour défendre une conception de son métier, de ses métiers qui se moque des évolutions récentes.

tireur, biographe, pygmalion, chef de guerre (sa croisade contre le papier plastique lui a valu des représailles des fabricants). Ce Gascon turbulent trouve encore le temps de « penser » la photo avec l'accent de Toulouse, c'est-à-dire un romantisme non feint. Arrivé en vue du Château d'Eau, le visiteur lit, en grosses lettres, sur un drapeau : « La photographie n'est pas un accident de l'histoire du monde, mais un moment de sa métamorphose. » Il plonge ensuite dans les entrailles de brique rose. La courbe moelleuse d'un espace sans horizons, les alignements changeants d'arcades, les photos de Max Pam qui surgissent de l'ombre à intervalles réguliers, tout cela tisse un espace hors du temps, vaguement onirique, sensible aux impressions photographiques.

Un vieux monsieur est là, en veste pied-de-poule, très droit sous sa crinière d'argent, le regard perçant encadré de lunettes épaisses. Cette nuit, Jean Dieuzaide n'a dormi que quelques heures, il réalisait des tirages. Tout fatigué qu'il soit, le septuagénaire s'active au four et au moulin. La photo est une maîtresse jalouse, exigeante.

Elle fut, c'est vrai, la première. Dieuzaide père tâtait déjà de l'appareil à plaques. A onze ans, Jean décroche un Coromet, petit appareil offert par les supermarchés aux collectionneurs de bons d'achat. Il bricole un agrandisseur avec des pièces de mécano et des boîtes de boudin Kub. L'argent de poche, c'est pour la photo : son « kodak » est demandé dans les surprises-parties. Puis vient la Libération. « C'était le 19 août 1944. Les Allemands se rendaient ou fuyaient Toulouse en tirant. Je photographiais ça depuis le matin sur une quinzaine de pellicules. Le soir, j'avais un magasin Waffen SS en feu. Les flammes léchaient la pancarte : c'était « la » photo. Et voilà que deux types me plaquent au sol, revolver sur la tempe. On photographie ne pouvait être qu'Allemand, ou espion. On saisit mes films, on les jette au feu. La foudre voulait me tuer. En fin de compte, un FFI m'a libéré. Et j'ai retrouvé mes films dans le bas de mon pantalon de golf : la poche avait craqué. »

Les photos sont publiées. Comme la ville de Latécoère compte alors vingt-cinq journaux, Jean Dieuzaide

renonce à l'aviation pour embrasser la photographie. Un métier, ça ? « Un métier de danseur, on disait, de salimbanque », martèle Jean Dieuzaide avec son accent du Sud. Quarante-cinq ans après, la colère le reprend. « Quand j'ai voulu faire réaliser une tapisserie avec des images, on m'a ri au nez : Héhé monsieur, vous êtes photographe !... Et c'était en 1971 ! » Ces humiliations excitent sa combativité. Dans le Sud, Dieuzaide rencontre d'autres « jeunes gens en colère ». Parmi eux, Lucien Clergue, qui deviendra, avec son aide, le fondateur des Rencontres d'Arles en 1970.

A Toulouse même, la situation mûrit depuis que les amateurs du Cercle des Douze ont exposé Brassai, en 1955. La Mairie a promis un département photo au musée, mais dans douze ans... Dieuzaide cherche un nouveau lieu, il trouve ce vieux château d'eau, habité par des cantonniers. La bagarre commence. « Plus on m'envoyait promener, plus je m'accrochais. Un jour de 1974, j'ai vu la poussière sortir du Château d'Eau : les travaux étaient terminés. » La nouvelle galerie sera ouverte à tous les arts, mais on autorise Dieuzaide à essayer les plaques. « Je suis donc allé trouver Robert Doisneau. Il m'a dit : « La photo est foue ! » C'était l'époque où Willy Ronis voulait jeter ses tirages à la Seine. Après une tournée des bistrots de Paris, il m'a enfin confié les trente tirages dont il disposait. J'en ai tiré quarante autres. »

Dieuzaide installe l'éclairage lui-même, fait les cadres, monte les cinaïses et réussit : l'exposition reçoit trente visiteurs par jour. Ravie, la Mairie s'empresse de reprendre le Château. « Ils y ont mis de la peinture, ça ne faisait pas plus de dix visites par jour. J'ai donc pu renouveler ma démonstration en accrochant Lee Friedlander et Winn Bullock : trente-cinq visiteurs par jour. » Nouvel essai pictural, nouvel échec. Dieuzaide, dont le patronyme indique décidément qu'il bénéficie de la protection de sa bonne étoile, en profite pour exposer deux parfaits « inconnus » : Arthur Tress et George Tice. Désespérée, la peinture passe son tour au profit des affiches 1900. Echec encore. « Cette fois, la presse s'en est mêlée. La Mairie m'a dit : Gardez-le, votre Château d'Eau, et fou-

lez-nous la paix ! » Mais on ne rassasie pas Jean Dieuzaide. Quatre ans plus tard, il ouvre dans son Château un centre de documentation, prélude à un nouvel espace d'exposition. En attendant l'ouverture de la Maison européenne de la photographie, à Paris en 1994, sa documentation reste unique. On y vient de partout bacheloter entre diapotheque, vidéothèque et 4 000 livres en rayon.

Soucieux de mémoire, Dieuzaide a constitué au fil des ans un patrimoine de 2 500 épreuves, certaines – tirées ou non par ses soins – de grande qualité. A côté des coups de cœur (nombreux) et des dons (traditionnels) des photographes exposés, on découvre les photographes de la Farm Security Administration (FSA) et Kertész, et Zola.

L'éclectisme des collections du Château d'Eau est tel qu'elles ont été la matière de soixante-dix-huit expositions hors les murs, dont la dernière en date, réclamée par le Taiwan Museum of Arts, a permis d'afficher cent quarante photographies sur les murs de Formose. On en estimera mieux l'intérêt en considérant que le Château d'Eau a exposé Bonbat, Larigue, Weston, Bill Brandt, Joan Fontcuberta, Sebastião Salgado, Robert Capa et des centaines d'autres, qui dessinent le portrait d'un Dieuzaide humaniste, fier de technologies (images du satellite Spot) et grand patron de la photographie-cassoulet (jeune photographie toulousaine, le Liban de Dominique Baudis...)

Deux ou trois accrochages par mois attirent plus de cent mille visiteurs chaque année. Le public toulousain ignore souvent que bien des expositions sont de seconde main. A ce rythme haletant, comment Jean Dieuzaide, qui tient en outre à rédiger lui-même la plaquette de l'exposition, trouverait-il le temps de monter des créations ? « Des créations, j'en ai fait, j'en fais moins. Les expositions tournent vite, c'est ma façon d'aider la photo. Monter une création nous revient trop cher... » Le Château d'Eau serait-il mal doté ? A l'enveloppe de la ville – 950 000 F – s'ajoutent les 50 000 F du ministère de la culture et pas moins de 500 000 F de recettes propres provenant des entrées, de la location des expositions, de l'édition et de la vente de posters, affiches et plaquettes monographiques... Au total, un budget annuel de 1,5 million de francs, envié par plus d'un. D'autant que l'équipe du Château d'Eau n'est pas pléthorique. Quatre gardiens, un administrateur, un directeur pour le Centre de documentation, un responsable des expositions itinérantes, un tireur qui se charge aussi des accrochages, une attachée de presse et Jean Dieuzaide lui-même, toujours insatiable. Mais, dit-il, « celui qui n'est pas capable de se contenter d'un bout de pain pour défendre la virilité de la photo ne mérite pas le nom de photographe. Je n'expose ici que ceux qui ont des... »

En l'espèce, l'évolution de la photo ne le satisfait guère. « Le Château d'Eau est né dans la liberté. Du secrétaire au tireur, je travaillais avec des copains. La photographie balbutiant, les expositions coûtaient peu et, comme à Arles, on fonçait. Il fallait du courage. La photo est maintenant mieux connue mais, dans les faits, on en revient à l'avant-garde. » Reste qu'à l'heure où la photographie engendre de nouveaux métiers – critique, muséographe, galeriste, historien... – on éprouve quelque gêne à voir un photographe exposer, éditer, juger la photographie sans tenir compte de cette évolution. La réponse fuse : « Cette nouvelle génération peut-être douée, elle perd son temps. On ne parle bien que de ce qu'on pratique. Aux Etats-Unis, seuls les photographes peuvent enseigner la photographie. La photo ne supporte pas les tricheurs. » Le prochain directeur du Château d'Eau sera-t-il un photographe ? « Pourquoi pas ? J'ai des projets de liaisons informatiques, mais il faudra bien un jour je me retire. J'ai fait durant ma vie un million de photos et le Château d'Eau m'a pris bien du temps. Il faudra que je les reclasser... »

JACQUES BRUNEL

★ Le Château d'Eau rend hommage aux éditions Marval en présentant les livres publiés et les photographes défendus par l'éditeur Yves-Marie Marchand. Jusqu'au 1^{er} juin. Tél. : 61-42-61-72.



La création des Rencontres d'Arles, en 1970, marque un moment déterminant du développement de la photographie en France. Les trois fondateurs, Michel Tournier (troisième en partant de la gauche), Lucien Clergue (écharpe et lunettes) et Jean-Maurice Rouquette, directeur des musées d'Arles (le dernier à droite) posent pour la photo de famille aux côtés des « compagnons de route » dont Jean-Claude Lemagny, de la Bibliothèque nationale (à gauche au premier plan), Edouard Soubat (septième en partant de la gauche) et Jean Dieuzaide (au premier plan à droite).

ELLE figure sur les plans de Toulouse, comme la cathédrale. Des panneaux indicateurs la signalent aux carrefours. S'agissant d'une galerie, ce traitement est considérable. Surtout lorsqu'elle expose un art aussi négligemment considéré que la photographie. Mais le Château d'Eau est unique. Première galerie municipale de photographie en France, première par son ancienneté (comme par son rayonnement, prémice d'un possible pôle Sud unissant Arles et Madrid, Barcelone et Montpellier, c'est, au même titre que le CNP, le Musée de l'Elysée ou le Festival d'Arles, une des Rolls des enfants de Niepce.

Pourquoi la ville rose plutôt que Paris ? Le Château d'Eau, cet élégant édifice en briques foraines qu'on prend, de prime abord, pour un phare campé par-dessus le Pont-Neuf, fut édifié en 1822, l'année où Niepce inventait la photographie. En 1840, Toulouse est la première ville à exposer des daguerréotypes. La troisième à se doter, en 1875, d'une société de photographie. La fouguesse métropole inaugurera encore, en 1862, l'impression en couleurs sur papier ordinaire.

Le maire, M. Dominique Baudis, a beau être un ancien photographe, ce château d'eau jadis chargé de la distribution des eaux de la Garonne aurait disparu sans l'enthousiasme – obstinément communicatif – d'un homme, Jean Dieuzaide. A soixante et onze ans, le maître des lieux est l'un des derniers barons de la photographie d'après-guerre. Et l'un de ceux qui contribuent le plus à sa reconnaissance. Depuis ses premières expositions, les galeries – comme Saint-Cyprien – ont fleuri aux alentours, transformant Toulouse en capitale régionale de la photo.

Jean Dieuzaide a gardé la passion un peu brouillonne des pionniers. Galeriste, oui ; mais aussi photographe,

LES éditions Contrejour prises dans les turbulences, Adam Biro coulé, Nathan-Images digéré – après réduction – par son département « beaux livres »... Quelle mouche tsé-tsé frappe le livre de photos ? Aux éditions Marval, en tout cas, Yves-Marie Marchand affiche la sérénité : « Nos soucis ne sont que ceux de l'édition en général. Des nouveaux titres en surnombre, des lecteurs moins dépensiers, des libraires plus timorés... Mais nous sentons que la photo commence à percer, le public à mieux la connaître. » Depuis 1988, cette petite maison de quatre salariés a bétonné sa réputation d'activisme éclairé à travers d'une cinquantaine de titres et lance deux collections cette année.

En 1972, Yves-Marie Marchand, fils du cofondateur, prend en main les éditions Marval, exroissance de l'imprimerie du même nom et dont le principal titre de gloire était d'avoir sorti trois livres en vingt-sept ans. Passionné d'art contemporain, il édite la première – et à ce jour la seule – monographie d'un inconnu qui deviendra illustre : Joseph Beuys. Cet ami du photographe Bernard Plossu teute alors l'aventure du livre de photos. A l'inverse des monographies définitives, sa première collection, « Sur la photographie », révèle aux amateurs, avec des tirages de 300 exemplaires, « la photographie contemporaine en train de se faire ».

La qualité des textes (des nouvelles), le prix rai-

MARVAL UN ÉDITEUR HAUTE RELIURE

sonnable (160 F le recueil d'environ 100 pages) et l'effet de collection sont bien reçus. Un effet qui s'use : en 1992, Yves-Marie Marchand met sa collection en veilleuse. « Je me suis parfois fait bluffer, reconnaît-il, faute d'expérience. Si c'était à refaire, j'oublierais bien dix livres. Il y a ceux que j'aimais et qui n'ont pas vraiment marché, comme les portraits noirs de Bernard Venet (600 livres vendus), si noirs que nous avons mis deux ans à mettre au point des programmes informatiques de photographie à trame croisée. Il y a les livres que je n'aimais pas et qui ont marché. Enfin ceux que j'aime et qui marchent. Yoknapatawpha, par exemple, une balade d'Alain Desvergnes dans le Sud de Faulkner. Ou le It's only Rock and Roll, d'Alain Dister, dont on a vendu 2 500 exemplaires. »

Cet éditeur sans subventions, qui boude les bacs des soldes, ne s'est jamais laissé aller au titre-lesive. Pour « tirer » les ventes de la photo, il compte sur les livres d'art, les livres des stars comme Ralph Gibson ou encore les « beaux livres » reliés grand format comme le Going East du routard-photographe Max Pam (2 000 exemplaires en librairie). Quand Lucien Clergue est venu offrir ses photos de corridas, il s'est entendu répondre : « Nous ferons un livre sur la tauromachie. Avec tes photos. » Il répartit vexé, puis revint. Aujourd'hui, le livre existe. Il y en a même trois. Dont un déjà en

rupture de stock. 8 300 exemplaires vendus à ce jour.

Un ouvrage de la collection « Sur la photographie » qui marche, c'est 2 000 exemplaires. Autant dire que Marval reste une petite affaire. Yves-Marie Marchand se mobilise pour gérer, opérer les choix éditoriaux, travailler la maquette – son dada – assurer la direction littéraire... Et, bien sûr, il reçoit. Chaque semaine, cinq dossiers sont examinés. « La curiosité est le premier devoir. » Le second ? « Epauler l'auteur, surtout après la sortie du livre. » Ses arguments ? En plus des beaux livres et des « grandes » monographies, trois collections « légères ». Des plaquettes financées par le Conservatoire du littoral pour dresser l'état des lieux d'un bout de côte : Depardon sur la pointe du Raz. Mais aussi « Premier », pour donner leur chance à des jeunes, « un travail qui devrait revenir aux photographes du Centre national de la photographie ».

Ambitieux, les « Lieux de l'écrit » font interpréter par un « auteur-photographe », comme on dit ici, l'univers d'un grand écrivain. Kafka par Alain Fleischer, Pessoa par Jean-Philippe Reverdot... On attend le regard de Ralph Gibson sur Marguerite Duras : elle tient à le ponctuer de ses annotations. Pas d'inquiétude, ils sont très amis.

J. B.

LA SÉLEC

TEATRE

DE LA SEMAINE

DANSE

Ballet de l'Opéra de Paris

Wozlaw
Carmen
Etudes

L'insipide Wozlaw de John Neumeier nous paraît dépasser ce programme, mais tant pis, on y verra en alternance Patrick Dupond, pour qui le ballet fut créé, Manuel Legris et Kader Belarbi. L'insaisissable Carmen de Roland Petit sera sans doute un nouveau triomphe pour Marie-Claude Pietraglia, mais Monique Lonsdale, Fanny Cellé, Carole Arbo et Alessandra Ferri, étoile invitée, auront aussi leur mot à dire sur la farce gitanes. Les Don José : Kader Belarbi, Laurent Hilaire, Wilfried Romoli, Jean-Yves Lormeau. Les tout aussi insaisissables Etudes de Harald Lander, cascadeur démonstrateur de haute école, devraient confirmer la « pêche » actuelle du corps de ballet.

Opéra de Paris-Garnier, les 23, 25, 27, 29, 30 mai, les 2, 6, 10, 12, 16, 18, 22, 24 et 30 juin, à 19 h 30. Tél. : 47-42-63-71. De 30 F à 350 F.

Nolay-le-Grand

Compagnie Nomades

Grand Angelo
Le Spectre de la Rose
Jack and Betty

Fondée par la très belle Florence Faure et Serge Campardon, transgènes de chez Béat, la Compagnie Nomades n'avait fait jusqu'ici qu'une brève apparition en France (un soir, au Théâtre des Champs-Élysées, parmi les « Géants de la danse »). Assez pour nous donner l'appétit de la revoir. C'est Karole Armitage qui a réglé pour eux Jack and Betty. Serge Campardon signait une « réécriture » du Spectre de la Rose et Karole Armitage, autre évadé de chez Béat, Grand Angelo.

Espace Michel-Simon, le 22 mai, 21 heures. Tél. : 49-31-02-02. 140F.

Châtillon

Solos d'hommes

Propos M. Adrien
Chorégraphes masculins
Musique de 1917

Des solos rigides respectivement par Denis Plested, William Petit, Philippe Tressan, dont cet autoprogramme de 1917, inspiré par le peintre Egon Schiele, a été très remarqué au Théâtre de la Bastille. Les chorégraphes sont leurs propres interprètes, excepté pour la pièce de Tressan et Genty, défendue par Bruno de Saint-Clément.

Théâtre à Châtillon, le 22 mai, 20 h 45. Tél. : 48-67-22-11. De 40F à 80F.

Champigny-sur-Marne

Dances panoramas

Paratithème : deux
Le Vito
Héroglyphes

Dans le cadre des « Dances panoramas », un duo d'Hervé Clusac - les retrouvailles d'un homme et d'une femme qui ont chagriné - un solo de Jean-Antoine Biot - « Les amours perdus ne se retrouvent plus » et les amants délaissés peuvent toujours chercher », comme chantait Gainsbourg - et un autre solo de Helder de Carvalho - « Les pyramides de l'orgasme, des sacrifices ».

PROLONGATION JUSQU'AU 31 MAI 20H30
LE SILENCE DE MOLIERE
GIOVANNI MACCHIA - JACQUES NICHET
avec Dominique Valadié
et Guillaume Lévêque
AU THEATRE PARIS-VILLETTE
211 av. Jean-Jaurès, Paris 19^e - LOC. 42 02 02 68

MUSIQUE

Classique

Vendredi 22 mai

Häbeler
Epiphany
Nunes
Omnia II
Pablo

Médiane Furioso
Pierre-Yves Arnaud (basse),
Ensemble 2-2m.
Paul Méfano (direction).

Les historiens s'interrogeront dans trois siècles : pourquoi cette horde d'œuvres expérimentales pour l'élite ou autour de la flûte, en France, à partir des années 70 ? Les chercheurs n'auront aucun mal à découvrir les traces de leur inspirateur et interprète : un certain Pierre-Yves Arnaud, notre Fan moderne. Ensemble 2-2m a encore une fois décidé de lui faire fête, l'entendant dans des œuvres de l'Allemand Häbeler, de l'Espagnol Pablo, et dans une création française du Portugais Nunes : Omnia II pour neuf instruments, dix-huit minutes entre le triple et le quadruple pianissimo.

Centre Georges-Pompidou, 20 h 30. Tél. : 42-74-42-19. 86 F.

Schubert-Mahler

La Jeune Fille et la Mort
Schmittke
Monologue
Mozart
Symphonie concertante pour violon, alto et orchestre
Les Solistes de Moscou-Montpellier.
Yves Bealmet (alto, direction).
Viktor Tsyshlov (violin).
Les Solistes de Moscou-Montpellier ne

Opéra de Paris-Garnier, le 22 mai, 20 h 30. Tél. : 48-65-41-20.

Mulhouse

Eurodanse

La cinquième édition d'un festival international de danse contemporaine dont l'importance s'affirme. Au menu, la Compagnie Maguy Marin et son ludique Cortez, Adèle Rina, de Strasbourg, avec Strazhko Tones, Monica Rebouva, de Prague, avec Pas encore, le S.O.A.P. Dance Théâtre de Francfort, Louis Ziegler, de Bourwiller, Olivier Vianu, de Mulhouse, Nadine Gansse, de Bruxelles, le Centre chorégraphique de Tour, la Vénitienne Caterina Sagna, Frey Faust, de Düsseldorf, Hervé Jourdet, de Paris... et d'autres.

Divers lieux de Mulhouse, du 23 au 30 mai. Tél. : 89-45-63-95.

La sélection « Danse »

a été établie par : Sylvie de Nassac.

Rock

The Levellers

Dirty District

Les Levellers, rock violent d'ascendance alternative, mais aussi mélodique, marqué par l'acquis des Byrds. Dirty District entre le souvenir des beaux jours des squats et l'éventualité d'une musique plus ouverte aux influences extérieures.

La 20, Elysée-Montmartre, 19 heures.

Joe Sun

Aux marges de la country (un homme des frontières, donc), Joe Sun est un cavalier solitaire qui parcourt des routes cent fois parcourues et toujours nouvelles. Et en plus, cet homme du Sud-Ouest (Texas, Nouveau-Mexique) joue au Passage du Nord-Ouest.

La 20, Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Les Satellites

Pour leur retour parisien, les Satellites annoncent un show d'un nouveau type en deux parties : la première plus funk, plus débridée, la seconde classique, à la manière des Satellites, déchaînement rigolo et cuivres en fusion.

La 21 et 22, Batclan, 20 h 30. Tél. : 47-00-33-12.

Des'ree

Enfant prodige de la soul sophistiquée britannique, Des'ree, qui vient de réussir un joli disque, d'une maturité surprenante pour une débutante, passe l'examen de la scène accompagnée d'un vrai groupe, plein de vrais instruments.

La 22, Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Stevie Wonder

Annoucé au dernier moment, cette visite de Stevie Wonder est comme d'habitude bienvenue. Cette fois, le génie polymorphe de Detroit est annoncé avec un orchestre symphonique. Si quelqu'un peut se tirer sans encombre de l'épreuve, c'est lui.

La 28, Palais omnisports de Paris-Bercy, 20 h 30. Tél. : 40-02-60-02. 130 F.

Tournées

Shoulders

Groupe texan, théâtral, neuf, Shoulders ne souffre que d'un excès d'âme et d'énergie (le Monde du 14 mai). Sur scène, Michael Slattery, le chanteur, se donne en spectacle avec une fureur et une générosité rares dans le domaine du rock.

La 22 mai, Yutz (57), MJC, 21 heures, 80 F. La 23, Mulhouse, Halle au blé (dans le cadre du Festival d'Alsace), 20 heures, 20 F. La 24, Luneray, la Dolce Vita, La 27, Besançon, le Montjoye. (2^e partie : Nanç, 20 h 30, 80 F et 100 F.

VRP

Pour égarer les vacances, pour enseigner un week-end prolongé, pour amuser la famille, faire ripailler les copains, rien de tel qu'un concert des VRP.

La 23 mai, Agen, le Skating, 20 heures, 100 F. La 27, France-Saint-Marnes, près de Vesoul, le Babop.

Lush

Britannique et languide, le rock de Lush est doué d'une certaine élégance, d'une sensibilité insidieuse. Bref, de qualités qui le distinguent immédiatement du reste de la production anglaise du moment.

La 22 mai, Toulouse, le Bistrot, La 23, Montpellier, salle Victoria II, 21 heures, 80 F. La 25, Joué-lès-Tours (près de Tours), MJC, La 28, Rennes, l'Ubu, 20 h 30, 50 F et 80 F. La 27, Paris, le Batclan, 19 h 30, 130 F.



Maurane, à l'Olympia.

Dimanche 24

Rachmaninov

Symphonie n° 3

Dvorak

Symphonie n° 7

Pittsburgh Symphony Orchestra,
Lorin Maazel (direction).

Mesure-t-on vraiment ce que la vie musicale parisienne a perdu en prestige, en exigence, en qualité, quand Lorin Maazel a quitté la direction artistique de l'Orchestre national ? Sait-on pourquoi l'ancien patron de l'Opéra de Vienne, ce formidable technicien, n'a jamais fait l'unanimité des critiques français, lors même que son public et ses musiciens l'adoraient ? A Pittsburgh, Maazel a formé un orchestre de virtuoses à sa dévotion. Ensemble, ils se sont mis à travailler. Le résultat est désormais à la mesure des efforts déployés.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 280 F.

Musique religieuse

d'Amérique latine

Ensemble vocal de Mexico,
Maîtrise nationale de Versailles,
La Grande Église et la Chapelle du Roy,
Jean-Claude Malgouère (direction).

Chanteurs et instrumentistes français et mexicains sont réunis cette fois pour l'écriture de masses, antennes et hymnes, extraits de la cérémonie des vœux en usage dans les chapelles de Versailles et de Mexico pendant la première moitié du XVIII^e siècle.

Versailles. Chapelle royale du château, 18 h 30.

Mardi 26

Weill

Barbaric Requiem
Cantata pour Tadi in Wald
Concerto pour violon et instruments à vent

Peter Kooy (baryton),
Elizabeth Galt (violin),
Chœur de la Chapelle royale,
Ensemble musique oblique,
Philippe Herreweghe (direction).

L'irrésistible affinité de Philippe Herreweghe pour la musique de ce siècle se confirme. Affinité qu'il aime affirmer en compagnie de l'ensemble Musique oblique. Après un admirable *Pierrot lunaire* gravé sur CD pour Harmonia Mundi, l'abbé se tourne vers Kurt Weill, son ascétisme, sa clarté lapidaire : l'expressionnisme à restaurer, à réhabiliter. On

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73.

Musique religieuse

d'Amérique latine

Yves Rapiniet (orgue),
Ensemble vocal de Mexico,
Jocap Cabré (direction).

Versant versailles de ces Chemins du baroque dont nous vous parlions dans notre dernier supplément « Arts et Spectacles ». Et pour commencer, sur le thème du culte à Marie, l'exploration d'un répertoire composé au Mexique au début de XVIII^e siècle, et de pièces écrites antérieurement en Espagne, à Séville notamment.

L'atelier vocal que dirige José Cabré a été formé spécialement à cet effet dans la capitale mexicaine et poursuivra ultérieurement ses explorations bilatérales.

Versailles. Chapelle royale du château, 21 heures.

THÉÂTRE 71 MALAKOFF
32 m. du métro Malakoff
Plateau de Vanves
19 mai • 20 juin
Ballatum Théâtre
3 spectacles
On s'aimait trop...
Ivanov
La Double Inconstance
46 55 43 45

(Publicité)
La Chambre Syndicale des Directeurs de Théâtres de France et le Centre Français de Formation Lyrique
organisent une audition à l'intention des jeunes artistes lyriques, en présence des directeurs de théâtres en exercice et des décideurs de notre profession.
Renseignements et inscriptions AVANT LE 29 MAI auprès de la :
C.S.D.T.F. - Laure Sylvestre
au 42-48-00-54 (entre 9 heures et 17 heures)

THEATRE DE L'AQUARIUM
PIRANDELLO
L'ETAU
mise en scène
Jean-Louis Benoît
avec les Comédiens Français
Coproduction Comédie-Française/Odéon-Théâtre de l'Europe
12 mai - 21 juin
JE REVE...
mise en scène
Didier Bezace
43 74 99 61

théâtre de la bastille
19 au 23 Mai
CATERINA SAGNA
Le Sommeil des Malfaiteurs
2 au 28 Juin
L'INQUISITOIRE
de Robert Pinget
mise en scène
Joël Jouanneau
avec David Warrillow
43 57 42 14
76, RUE DE LA ROQUETTE, 75011 PARIS

saison musicale
brochure disponible
42 60 94 27
E.K. ÉDITIONS CONTINENTAL
IRCAM



LA SÉLECTION

Festival
Tours

Le Chânon manquant

Ce festival est d'abord un marché aux jeunes artistes où les professionnels peuvent trouver de quoi renouveler leur programmation. Les organisateurs ont tenu à ce que ces artistes (qui relèvent de disciplines scéniques diverses, du rock au cabaret en passant le jazz et tous les hybrides possibles) se produisent dans des conditions réalistes. Du coup le public profite d'une palette de talents inédits, méconnus (Eric Larcene, la Strada) ou déjà sur la voie du succès (Tom Novembre, Zap Mama, Shoulters).

Du 27 au 31 mai. De 20 F à 90 F. Renseignements et réservations : 47-05-89-70. Location FNAC jusqu'au 26 mai : 47-31-27-00.

Chansons

Maurane

De la voix, de l'énergie, et un sens qualitatif important dans les chansons, la Belge Maurane avance dans la carrière avec la sûreté de ceux qui savent qu'il faut du temps pour se construire. Et du talent.

Du 20 au 23, 20 h 30 ; le 24, 17 heures. Olympia. Tél. : 47-42-25-49. De 150 F à 180 F.

Renard

Renard en marchand de cailloux, mi-fil, mi-raisin. Contre le Paris-Dakar et la corrida, pour les mélanges irlando-français. Examen de passage plutôt réussi en public, avec références au passé révolté et après un album en forme de caricature du chanteur par lui-même.

Les 20, 21, 22, 23, 25 et 26. Casino de Paris. 20 h 30. Tél. : 48-95-99-99. De 150 F à 180 F.

Richard Desjardins

Passage surprise à Paris du magicien québécois, grand voyageur des mots et des idées, à qui le Théâtre de la Ville avait réservé un triomphe au début de l'année. En attendant une tournée plus importante à la rentrée, une occasion de goûter à la poésie rebelle de la grande révélation de la saison.

Le 26. Bataclan, 20 h 30. Tél. : 47-00-30-12. 135 F.

Tournées

Nilda Fernandez

Petit à petit, sa réputation grandit, de Victoire de la musique en passant radio, mais on l'a peu vu sur scène. Nouvel espoir d'une chanson française qui a envie de retrouver des bases plus solides (mélodies, poésie des textes, voix). Nilda Fernandez prend son temps.

Le 22 mai. Lanester (Morbihan). Salle Jean Vilar, 21 heures, 100 F et 120 F. Le 23, dans le cadre du 3^e Festival des Résidences de Belfort. Parc des loisirs, 21 heures, entrée gratuite. Renseignements, tél. : 84-28-89-33.

Musiques
du monde

Esnar Boisdur

Le disque (chez Mélodie) a surpris par sa fraîcheur et son énergie : voix et tambours à l'ancienne, Esnar Boisdur chante en créole, et charrie l'énergie gaudeloupienne et noire avec une poignée sans égal. Juste avant Angoulême, passage attendu à Paris.

Le 23. New Morning, 21 h 30. Tél. : 46-23-51-41.

Voice Land

Un festival en forme d'hymne à la voix, au profit d'Amnesty International. Mariages bizarres entre Julia Migenes, Dee Dee Bridgewater, Liz McComb et les Chœurs de l'ex-Armée rouge. Un programme qui vaut par la singularité du cocktail.

Le 25. Palais des congrès, 20 h 30. De 220 F à 300 F.

Tournées

Tambours du Burundi

Des rythmes surprenants agencés avec un art savant de l'entrelacs et de la superposition acrobatique. Plus efficaces que sur disque, les tambourinaires apportent en scène une énergie sans égale.

Le 24 mai. Berlin (près de Bétune). Centre culturel et sportif, 17 heures, de 30 F à 60 F. Le 26. Orléans (près de Rouen). Palais des Congrès, 20 h 30, 55 F et 75 F. Le 27. Reims, au CNAT, 20 h 45, 80 F et 100 F.

Festivals

17^e Festival international d'Angoulême

Musiques métisses

Le pionnier de l'ouverture du jazz vers les musiques du monde inaugure le 26 mai sa dix-septième édition par une Nuit du blues (Amar Sundy, Ali Fakar, Touré, John Mayall's Blues Breakers), un hommage à la Bretagne moderne (quintette de clarinettes, le trio Erik Marchand) et au jazz sud-africain des années 50 (African Jazz Pioneers, déjà présents l'an passé). Le 27, le Malgache Justin Vally et son trio, Stella Chiweshe, Dee Dee Bridgewater, et début d'une programmation originale consacrée à la Guyane (Wailing Roots). Le 28, l'ONJ de Denis Badault entre les Sardes (Coro della Confraternita di Santa Croce) et le Super Rail Band de Bamako. Suit un week-end chargé sur lequel « le Monde » des arts et spectacles reviendra plus largement dans son prochain numéro.

Du 26 au 31 mai. Renseignements, tél. : 48-95-43-42. Réservations, tél. : 48-95-43-43. Minimal : 3615 ARTS.

Ris-Orange

Festival de musiques vivantes

Très belle affiche pour un festival concentré sur une journée, mais qui joue la carte de la richesse identitaire. La grande chanteuse du Zimbabwe, Stella

Chiweshe, les Klezmorim, jazz et humour juif de New-York, Soungalo Coulibaly, (Mali) de Côte d'Ivoire, les chants yiddish et judéo-espagnols d'Hélène Hengst, le trio malgache de Justin Vally. Mais il y a aussi de la musique traditionnelle française (trio Anne Lise Foy, d'Alsace), Caré Manchot, de Bretagne), du rock-chanson sympathique (les Têtes Raides) et un rendez-vous d'accordéonistes mené par Didier Roussin, des bals et des colloques.

Le 23 mai, de 14 heures à l'aube, à l'hippodrome d'Evry, parc Saint-Eutrope. Renseignements, tél. : 69-06-30-95.

La sélection
« Classique » a été établie par Alain Lompech.
« Jazz » : Francis Marmann.
« Rock » : Thomas Sotinel.
« Chansons »
et « Musiques du monde » :
Véronique Mortaigne.

ARTS

Nouvelles
expositions

Pol Bury

L'agiste... depuis longtemps intéressé par la recherche du point qui sépare l'immobile du mobile - à la dans sa jeunesse, relié depuis et illustré tout récemment par la *Théorie de la danse*, où Balzac, justement, s'interroge sur les principes du mouvement. D'où son exposition à la maison de l'écrivain.

Maison de Balzac, 47, rue Raynouard, Paris 16^e. Tél. : 42-24-58-38. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40. Du 20 mai au 12 juillet. 15 F.

Du Tage à la mer de Chine

Quand Christophe Colomb allait vers les Indes occidentales, les Portugais allaient vers la Chine en suivant les routes des pilotes arabes. Ils y parvinrent en 1513 et fondèrent Macao. L'exposition raconte leurs itinéraires et les échanges commerciaux qui s'établirent alors entre Lisbonne et l'Empire du Milieu.

Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, place d'Iéna, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-85. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Du 20 mai au 31 août. 32 F (comportant la visite du musée).

Photofolie

Éclat dans les musées, les centres culturels et les galeries de Paris et de province, un nouveau festival. (Lire pages 32-33)

Divers musées, centres culturels et galeries de Paris et régions. Du 22 mai au 14 mai.

Paris

Alechinsky

On l'a vu à la télé, chez Pivrot, qui, pour une fois, avait envie d'art, et maintenant le voici au Musée de la marine, où il expose 178 œuvres de 1967 à 1992 - dessins, estampes, peintures et céramiques - sur un thème à prendre ou ne pas prendre au pied de la lettre : celui de la mer et de l'eau. Comme il se doit en un tel endroit.

Musée de la marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro, Paris 16^e. Tél. : 45-53-31-70. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 septembre. 22 F.

Clodion, sculpteur

Claude Michel, surnommé Clodion, sculpteur au temps de la Révolution et de l'Empire, a produit en abondance des petites galanteries en terre cuite, qui ont fait sa réputation. L'exposition - une centaine d'œuvres - le montre sous d'autres jours : monumental, traitant la pierre et le marbre, et pratiquant le bas-relief.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris 1^{re}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 22 heures. Ouvert les 28 mai et 8 juin jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 28 juin. 35 F.

Dessins de Miro

Cinquante des quatre-vingt-dix dessins de Miro conservés au Musée national d'Art moderne y sont exposés, divers et spontanés, tout au long du parcours, de 1924 à 1977. On voit l'artiste, trois points et quelques traits légers suffisent à faire naître du monde, sinon le monde. Et beaucoup de poésie, avec ou sans le mot calligraphié ou écrit.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 7 juin.

Dessins de Rodin

Pour fêter la parution du cinquième et dernier tome de l'inventaire des dessins de Rodin, dont le musée, rue de Varenne, possède la plus belle collection du monde : 1200 numéros. Qu'il a fallu trier, séparer des faux, regrouper, essayer de dater. C'est ce travail de recherche qui est exposé.

Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris 7^e. Tél. : 47-05-01-34. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 45. Jusqu'au 19 juillet. 21 F.

Guimard

Cinquante ans après sa mort, une trentaine d'années après la destruction des entrées de métro qu'il avait dessinées pour Paris, voici la première exposition monographique sur Hector Guimard. On découvre qu'en dehors des questions de « style » son œuvre fut portée par une réflexion ambitieuse faisant fusionner l'architecture, l'art et la vie.

Musée d'Orsay, 1, rue de la Harpe, Paris 5^e. Tél. : 40-45-48-14. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. À partir du 20 juin ouvert de 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 26 juillet. 32 F (billet jumelé musée-exposition : 45 F).

Annie Leibovitz

Vingt ans dans la vie d'une photographe américaine. Des manifestations pacifistes contre la guerre du Vietnam aux *performances* de New-York, en passant par le rock (les plus beaux portraits des Stones, avec ceux de David Bailey), lorsque Annie Leibovitz travaillait pour *Rolling Stone*, le show business et les excès de l'Amérique réaganienne.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 27 juillet. 25 F.

Le Passé recomposé

Le Gray, Bisson, Marville, Le Secq, Baldus, Charney, Atget... en un voyage depuis la cathédrale de Reims jusqu'à la pyramide d'Izamal, au Mexique. Et cent cinquante photos d'édifices restaurés, qui proviennent de la riche collection de la bibliothèque du Musée des arts décoratifs. L'exposition présente également les techniques de restauration et de conservation de ces photos historiques.

Musée des arts décoratifs, Palais du Louvre, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{re}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi, mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 juin. 20 F.

Le pont transbordeur et la vision moderniste

Construit en 1905 par le roi du câble, Ferdinand Arnodin, le pont transbordeur de Marseille a fasciné, dans les années 20 et 30, plus d'un plasticien : Moholy-Nagy, Man Ray, Florence Henry notamment qui l'ont photographié, ou filmé. Outre 34 tirages originaux sur ce motif constructif, et de film de Moholy-Nagy sur Marseille, l'exposition, qui vient du musée Centaï, propose aussi, à Paris, une section sur l'histoire des ponts transbordeurs et les activités de l'ingénieur Arnodin.

Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Anatoine, Paris 4^e. Tél. : 44-61-20-00. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 juin. 25 F.

Les Vikings

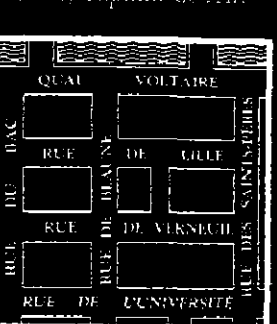
Les Vikings étaient-ils des brutes assoiffés de sang et de pillage que nous décrivait les chroniques médiévales ? Une exposition ambitieuse, organisée avec le concours des musées de Stockholm, d'Oslo et de Copenhague, nous présente des navigateurs habiles, des artisans inventifs et des poètes à l'imagination fertile. Une civilisation qui, très tôt, a su intégrer les apports extérieurs.

PRIX JACQUES-GAUTIER

André Gautier et les Amis de Jacques Gautier organisent un concours destiné aux jeunes créateurs de bijoux contemporains : œuvres en argent ou dans des matières originales.

Deux Prix JACQUES-GAUTIER seront attribués par un jury de qualité. Le dépôt de deux bijoux devra être effectué avant le 10 juin 1992, à la Galerie Jacques Gautier, 86, rue Jacob, 75006 Paris. Tél. : 42-60-84-33.

Paris, Capitale de l'Art

Carré Rive Gauche
Le Quartier des Antiquaires

LES 5 JOURS DE L'ÉTIÉ
EXTRAORDINAIRE
du 20 mai au 24 mai 1992
de 11h à 22h (dimanche inclus)

Renseignements : 11 42 70 18 37
Les Antiquaires de Paris
Nordstern
POMMERY

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 12 juillet. 40 F.

Sima

On connaît mal Josef Sima, une grande figure pourtant, qui, comme l'avait fait Kupka, établit un pont entre la scène artistique tchécoslovaque et Paris. En silence, il glissa à travers plusieurs courants de la peinture abstraite, du cubisme à l'art informel, évolua dans les parages du surréalisme, finit par trouver sa lumière dans le dedans des tableaux. En quelque deux cents œuvres, une rétrospective, accompagnée d'une exposition documentaire sur « le Grand jeu », et d'un parcours à travers une quinzaine d'ateliers d'artistes de Prague et de Bratislava.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 21 juin. 35 F (comportant l'entrée de l'exposition « Le grand jeu »).

Geer Van Velde

Un choix de peintures, de gouaches et de dessins de ce peintre discret, sensible et réfléchi qui mit le lyrisme de ses débuts en sourdine pour construire des tableaux avec lignes, plans et transparences, toujours plus abstraits, toujours plus épurés.

Musée Tervet-Delaunay, 4, rue Lamoignon, Pontfarcy, 95300. Tél. : 30-38-02-40. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 7 juin.

Galleries

Gaston Lachaise

L'occasion de découvrir Gaston Lachaise, un sculpteur peu connu en France, où il est né, mais qu'il a quitté en 1905 pour aller vivre et travailler aux États-Unis. Il est représenté avec ses œuvres les plus importantes, ses sculptures en pierre, ses photographies d'après sa galerie. L'œuvre de Lachaise est exposée au musée Centaï, qui vient de la collection de l'Institut de France.

Galerie Gérard Piltzer, 78, avenue des Champs-Élysées, Paris 8^e. Tél. : 43-59-90-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 juillet.

Michel Haas

Michel Haas, depuis plus de vingt ans, n'a pas changé de cap, qui travaille au sol, avec de l'eau, du ciment ou des papiers, pour faire surgir dans l'épaisseur de ses grandes boîtes de papier, l'ombre compacte de la vie : un visage, un couple, une fleur... des choses vues dans la rue.

Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts, Paris 6^e. Tél. : 43-54-10-98. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 11 juillet.

Maîtres français des XIX^e et XX^e siècles

Chaque année, à la même époque, la galerie Schmit sort sa moisson de raretés : ici c'est un portrait de femme de la période fauve de Derain, là une gouache de Cézanne avec un dessin au dos, et là un Bonnard d'Odilon Redon... Une exposition pour collectionneurs.

Galerie Schmit, 396, rue Saint-Honoré, Paris 1^{re}. Tél. : 42-60-36-36. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 16 juillet.

Agnes Martin

L'Américaine Agnes Martin n'a pas choisi la voie facile : partant d'une réflexion sur le purisme géométrique, au temps de l'expressionnisme abstrait, elle est devenue, avec ses trames sur fond nu, ses blancs et ses papiers, une des artistes les plus radicales des

Organisée par le consulat du Portugal et la mairie de Versailles

Exposition de peinture et de céramique de

CARGALEIRO

à l'Espace Carré à la Farine - place du Marché Notre-Dame à Versailles

du 20 mai au 11 juin
Tous les jours, de 11 h à 19 h
Tél. : 39-51-52-04

Du 22 mai au 1^{er} juin
RAPHAËLE PIA
PEINTURES
Che internationale
des arts
Salon du 2^e étage
18, quai de l'Hôtel-de-Ville
75004 Paris
Métro : Pont-Marie
Tous les jours de 13 h à 19 h
Tél. : 42-78-71-72

"LA CITÉ
HISPANO-AMÉRICAINE,
LE RÊVE D'UN ORDRE"
Exposition
26 mai - 30 juin 1992

INSTITUTO CERVANTES
7, rue Quentín-Bauchart
Paris (8^e)

Du mardi au samedi,
de 12 h à 19 h 30
Entrée libre.

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
24 MAI À 11 HEURES
FRANÇOIS-RENE DUCHABLE
BORIS PERGAMENSHIKOW
BEETHOVEN SCHUMANN FAURE

MOZART / HARNONCOURT
LES 3 DERNIÈRES SYMPHONIES
N° 39, 40 et
41 "JUPITER"
LE CONCERT DU
BICENTENAIRE
VIENNE
5 DÉCEMBRE 1991

TELDEC
EUROPE 1
Événement exceptionnel : N. Harnoncourt dirige Mozart sur Europe 1 le 31 mai à 21 h

PRIX JACQUES-GAUTIER
André Gautier et les Amis de Jacques Gautier organisent un concours destiné aux jeunes créateurs de bijoux contemporains : œuvres en argent ou dans des matières originales.
Deux Prix JACQUES-GAUTIER seront attribués par un jury de qualité. Le dépôt de deux bijoux devra être effectué avant le 10 juin 1992, à la Galerie Jacques Gautier, 86, rue Jacob, 75006 Paris. Tél. : 42-60-84-33.

Paris, Capitale de l'Art
Carré Rive Gauche
Le Quartier des Antiquaires
LES 5 JOURS DE L'ÉTIÉ
EXTRAORDINAIRE
du 20 mai au 24 mai 1992
de 11h à 22h (dimanche inclus)
Renseignements : 11 42 70 18 37
Les Antiquaires de Paris
Nordstern
POMMERY

SEMAINE

LA SÉLECTION

Musiques du monde

Esnar Boisdur

Le disque (chez Mélodie) a surpris par sa fraîcheur et son énergie : voix et tambours à l'ancienne, Esnar Boisdur chante en créole, et charrie l'énergie gaudeloupienne et noire avec une poignée sans égal. Juste avant Angoulême, passage attendu à Paris.

Le 23. New Morning, 21 h 30. Tél. : 46-23-51-41.

Voice Land

Un festival en forme d'hymne à la voix, au profit d'Amnesty International. Mariages bizarres entre Julia Migenes, Dee Dee Bridgewater, Liz McComb et les Chœurs de l'ex-Armée rouge. Un programme qui vaut par la singularité du cocktail.

Le 25. Palais des congrès, 20 h 30. De 220 F à 300 F.

Tournées

Tambours du Burundi

Des rythmes surprenants agencés avec un art savant de l'entrelacs et de la superposition acrobatique. Plus efficaces que sur disque, les tambourinaires apportent en scène une énergie sans égale.

Le 24 mai. Berlin (près de Bétune). Centre culturel et sportif, 17 heures, de 30 F à 60 F. Le 26. Orléans (près de Rouen). Palais des Congrès, 20 h 30, 55 F et 75 F. Le 27. Reims, au CNAT, 20 h 45, 80 F et 100 F.

Festivals

17^e Festival international d'Angoulême

Le pionnier de l'ouverture du jazz vers les musiques du monde inaugure le 26 mai sa dix-septième édition par une Nuit du blues (Amar Sundy, Ali Fakar, Touré, John Mayall's Blues Breakers), un hommage à la Bretagne moderne (quintette de clarinettes, le trio Erik Marchand) et au jazz sud-africain des années 50 (African Jazz Pioneers, déjà présents l'an passé). Le 27, le Malgache Justin Vally et son trio, Stella Chiweshe, Dee Dee Bridgewater, et début d'une programmation originale consacrée à la Guyane (Wailing Roots). Le 28, l'ONJ de Denis Badault entre les Sardes (Coro della Confraternita di Santa Croce) et le Super Rail Band de Bamako. Suit un week-end chargé sur lequel « le Monde » des arts et spectacles reviendra plus largement dans son prochain numéro.

Ris-Orange

Festival de musiques vivantes

Très belle affiche pour un festival concentré sur une journée, mais qui joue la carte de la richesse identitaire. La grande chanteuse du Zimbabwe, Stella

Du Tage à la mer de Chine

Quand Christophe Colomb allait vers les Indes occidentales, les Portugais allaient vers la Chine en suivant les routes des pilotes arabes. Ils y parvinrent en 1513 et fondèrent Macao. L'exposition raconte leurs itinéraires et les échanges commerciaux qui s'établirent alors entre Lisbonne et l'Empire du Milieu.

Dessins de Rodin

Pour fêter la parution du cinquième et dernier tome de l'inventaire des dessins de Rodin, dont le musée, rue de Varenne, possède la plus belle collection du monde : 1200 numéros. Qu'il a fallu trier, séparer des faux, regrouper, essayer de dater. C'est ce travail de recherche qui est exposé.

Dessins de Miro

Cinquante des quatre-vingt-dix dessins de Miro conservés au Musée national d'Art moderne y sont exposés, divers et spontanés, tout au long du parcours, de 1924 à 1977. On voit l'artiste, trois points et quelques traits légers suffisent à faire naître du monde, sinon le monde. Et beaucoup de poésie, avec ou sans le mot calligraphié ou écrit.

Clodion, sculpteur

Claude Michel, surnommé Clodion, sculpteur au temps de la Révolution et de l'Empire, a produit en abondance des petites galanteries en terre cuite, qui ont fait sa réputation. L'exposition - une centaine d'œuvres - le montre sous d'autres jours : monumental, traitant la pierre et le marbre, et pratiquant le bas-relief.

Musée de la marine

Musée de la marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro, Paris 16^e. Tél. : 45-53-31-70. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 septembre. 22 F.

Alechinsky

On l'a vu à la télé, chez Pivrot, qui, pour une fois, avait envie d'art, et maintenant le voici au Musée de la marine, où il expose 178 œuvres de 1967 à 1992 - dessins, estampes, peintures et céramiques - sur un thème à prendre ou ne pas prendre au pied de la lettre : celui de la mer et de l'eau. Comme il se doit en un tel endroit.

Photofolie

Éclat dans les musées, les centres culturels et les galeries de Paris et de province, un nouveau festival. (Lire pages 32-33)

DE LA SEMAINE

années 60. Mais sans rien perdre de sa sensibilité.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 20 juin.

Moore intime

Des objets en quantité, des os et des pierres trouvées, des sculptures de l'antiquité civilisée, des dessins et des tableaux de Seurat, Carrière, Vuillard ou Redon y sont mêlés aux œuvres de Moore, dont la maison a été reconstituée par l'architecte Christian Germainaz. Pour ce « Moore intime », tellement moins connu que le sculpteur monumental, Didier Imbert a mis les petits plats dans les grands.

Galerie Didier Imbert Fine Arts, 19, av. Maignon, Paris 8^e. Tél. : 45-82-10-40. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 24 juillet.

Anne et Patrick Poirier

Après plusieurs années d'absence, les deux artistes reviennent sur la scène parisienne, égaux à eux-mêmes et différents. Avec une ville nouvelle, métaphorique comme au bon vieux temps : *Mémo-syne*, ses plans et sa grande maquette en bois brut, qui, assurément, n'est pas rien.

Galerie Thaddeus Ropac, 7, rue Dabul-teyma, Paris 3^e. Tél. : 42-72-59-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 6 juin.

Serge III

Les derniers tableaux-objets à fonctionnement symbolique d'un plasticien réfractaire, ami de Ben et des amis de Fluxus. Qui a pris le risque, dans les années 60, de jouer à la roulette russe, et de défier les autorités de Prague, ce qui lui valut alors quatorze mois de détention. Artistiques ou pas, des gestes.

Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette, Paris 11^e. Tél. : 47-00-10-94. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 mai.

Régions

Aries

Zadkine

Il y avait longtemps que l'œuvre de Zadkine n'avait pas fait l'objet d'une exposition. Depuis vingt ans. Celle qui propose le Musée Réaumur réunit des bois et des pierres éclairant le parcours artistique du statuaire tout au long de la première moitié du siècle. A l'Espace Van-Gogh sont exposées les gouaches plus libres des années 20.

Musée Réaumur, 10, rue du Grand-Prieuré, 13200. Tél. : 90-49-37-58. Tous les jours de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Samedi, dimanche et fêtes de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 juin.

Espace Van-Gogh, rue du Président-Wilson, 13200. Tél. : 90-49-39-03. Tous les jours de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 juin.

Dijon

Portraits sculptés, du XV^e au XVIII^e siècle

De Thomas de Plaine, conseiller des ducs de Bourgogne, à Sabine Honodon enfant, une grande galerie de portraits sculptés provenant des collections des musées de Dijon et d'Orléans, mais aussi du Louvre, dont le département des sculptures est en chantier.

Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle, 21000. Tél. : 80-30-31-11. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 août. 10 F.

Lyon

Flandre et Hollande au Siècle d'or

Les musées de Lyon, de Bourg-en-Bresse et de Roanne ont entrepris de faire découvrir, ensemble, les meilleurs tableaux des écoles flamande et hollandaise du dix-septième siècle conservés dans la région Rhône-Alpes. Lyon propose les peintures d'histoire et les portraits, Bourg-en-Bresse les scènes de genre et les paysages, Roanne les natures mortes, vanités et allégories.

Musée des beaux-arts, palais Saint-Pierre, 20, place des Terreaux, 69001. Tél. : 78-26-07-95. Tous les jours sauf lundi et mardi de 10 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 12 juillet.

Musée de Grou, 63, boulevard de Brin, 01000. Tél. : 74-45-39-00. Tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 20 septembre.

Musée Joseph-Duchet, 22, rue Aristote-France, 42300. Tél. : 77-70-00-90. Tous les jours sauf mardi et fêtes de

10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 septembre.

Muzeum Sztuki W Lodzi

Sait-on que le Musée Sztuki de Lodz possède une collection d'art du vingtième siècle de tout premier ordre ? Que cette collection constituée pendant soixante ans comprend des œuvres de Schwitters, Klee, Leger, Picasso, Ernst, Braque, Opalka, Boltanski, etc. ? Et que le Musée d'art contemporain de Lyon l'expose largement ? L'ELAC, dans le même temps, présente les travaux inédits de quatre artistes polonais d'aujourd'hui.

Espace lyonnais d'art contemporain, Centre d'échanges de Parache, 69002. Tél. : 78-42-27-39. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 27 septembre.

Meymac

Brigitte Nahon, Ernesto Tatafiore

Brigitte Nahon est un sculpteur français d'une trentaine d'années. Ernesto Tatafiore vit à Naples, est plutôt peintre, et a vingt ans de plus. On peut cependant trouver des points communs aux deux artistes exposés à Meymac, pour le printemps : un goût pour les constructions et les images légères, précieuses, en référence amusée à l'art conceptuel. Non sans poésie.

Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André, 19250. Tél. : 55-95-23-30. Tous les jours sauf mardi de 14 heures à 18 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 mai. 15 F.

Mouans-Sartoux

Le Regard libéré

Mouans-Sartoux est un beau village, son château en triangle aménagé en espace d'expositions, un bonheur, et ce qui y est montré, toujours de qualité. On peut donc y aller, même sans être absolument converti aux choses de l'art abstrait pur et dur, dit « concret », qui a motivé la création du centre. D'ailleurs on s'agit des œuvres de parents lointains.

Espace de l'art concret, château de Mouans-Sartoux, 06370. Tél. : 93-75-71-50. Jeudi, vendredi, samedi, dimanche de 15 heures à 17 heures. A partir du 1^{er} juin jusqu'à fin septembre tous les jours sauf mardi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 juin.

Nantes

Sir Edward Burne-Jones

Le Musée de Nantes vient de faire l'acquisition d'un portrait peint par Burne-Jones, et se trouve désormais le seul musée français, avec celui d'Orsay, à posséder un tableau de l'artiste préraphaélite. Pour fêter l'événement, il propose cent dix de ses dessins, qui proviennent des collections du Fitzwilliam Museum de Cambridge. Une rareté.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clémenceau, 44000. Tél. : 40-74-53-24. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 27 juillet.

Saint-Paul-de-Vence

Art millénaire des Amériques

Cent cinquante sculptures, masques et pots représentatifs de la plupart des styles précolombiens ont quitté le Musée Barberier-Müller pour la Fondation Maeght. L'idée n'est pas désagréable de les savoir dans un des fiefs de Miro.

Fondation Maeght, 06570. Tél. : 93-32-81-83. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 juin.

Villeneuve-d'Ascq

Richard Deacon

C'est un bon sculpteur anglais, de la nouvelle génération. La ville de Villeneuve-d'Ascq lui a demandé une œuvre, qui vient d'être inaugurée, sur la pelouse, à l'entrée du musée. Celui-ci en profite pour présenter une exposition sur cette commande publique monumentale.

Musée d'art moderne, 1, siège du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-46. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 26 juillet.

La sélection « Arts » a été établie par Geneviève Ruerette « Architecture » : Frédéric Edelmann « Photo » : Michel Gueria

XXXVII^e SALON DE MONTROUGE - 13 MAI - 15 JUIN

ART CONTEMPORAIN

peinture, sculpture, dessin, travaux d'atelier, photo, etc.

"RUE DU BAC - RUE DE Tournon"

KARL FLINKER

2, av. Emile Boutroux (face Mairie) 32, rue Gabriel Péri

10/19 h L.J. - Tél. 47 35 70 96 - M^e Porte d'Orléans - Bus 68-126-128

DISQUES

Classique

Beethoven

Les neuf symphonies. Gabriele Benicova, Béatrice Uria-Monzon, James McCray, Franz Grundheber, Chœurs de Bratislava, Orchestre national Bordeaux Aquitaine, Alain Lombard (direction).

Par un orchestre péant de santé que l'on dirait, malgré sa jeunesse, porteur d'une tradition beethovenienne vieille de centaines d'années, une intégrale de base, en tous points recommandable. Première version hexagonale des neuf symphonies, prétend l'argument publicitaire. C'est oublier celle de Schuricht avec l'Orchestre du Conservatoire, rééditée sur CD par EMI. Peu importe puisque Lombard prouve ici avec ses Bordelais une maturité qui lui permet de construire l'architecture thématique et dynamique de chaque monument symphonique plutôt que de se laisser aller à ces incongruités de détail dont il était autrefois friand. Un Beethoven tout d'énergie, qui n'a rien à envier par son irrésistible allant à celui de Brüggner sur instruments anciens (une admirable *Quatrième* vient de paraître chez Philips) ni même, par la grandeur de ton et la netteté de l'articulation, aux grands moments de Toscanini (légendaire *Septième* de 1936 rééditée chez RCA, devant laquelle la *Septième* bordelaise ne pâlit pas). On ne trouvera rien ici du ton légèrement compassé de la *Cinquième* de Bernstein et du New York Philharmonic en 1961 (l'un des volumes de *The Royal Edition*, hommage de Sony au chef américain) ni des grâces trop archaïques d'Abbado avec Vienne dans la *Troisième* (DG). Version du juste milieu ? Version juste, même si les solistes ne sont pas à la hauteur dans la *Neville*.

Coffret de 5 CD Fontana 16858/60.

Brahms

Œuvres pour chœur. Monteverdi Choir, John Eliot Gardiner (direction).

Ah, l'inattendu régal de cette brassée de pages jamais jouées, condensé du romantisme allemand dans ses détours les plus secrets, musique en sympathie avec une nature où rôdent les esprits, la nostalgie, l'instinct de la mort. Les *Chants* opus 17, contemporains au *Sextuor à cordes*, accompagnent un chœur de femmes de deux cors et d'une harpe : la sonorité d'ensemble fait frissonner par sa beauté. Les *Liedeslieder-Walzer* - des valses, si l'on veut - sont ici données dans la version pour chœurs mixtes et piano à quatre mains (Brahms en a laissé une version uniquement pianistique) : encore un son unique et délicieux. Les *Quatuors* opus 92 pour quatre voix et piano sont « le » chef-d'œuvre (le flou pointilliste des basses piquées du piano sur les dessins ondulants du chant dans *Fin d'automne*...). Les *Chants* opus 104, contemporains de la *Troisième* sonate pour piano et violon, sont du Brahms dernière manière : *a cappella*. On pense tout au long de ce disque aux grands chœurs de *Guillaume Tell* de Rossini, mais au *Berlioz de la Damnation* aussi (la forme rhapsodique de l'admirable *Warum* sur un texte de Goethe). On est perdu, c'est délicieux. Comment peut-on chanter aussi juste, avec autant de délicatesse et de sensualité que le chœur de Gardiner ? Comment parvenir à cette perfection amoureuse, marque du chef anglais ? Comment, en résumé, faire mieux son métier ?

1 CD Philips 632 162-2.

Prokofiev

Sonates n^{os} 2 et 7, *Visions fugitives* Laurent Cabasso (piano).

A l'opposé de tous ces « tapeurs » qui se sentent obligés par une fausse tradition, héritée d'un certain piano russe, d'écraser les touches de tout leur poids dans les difficiles sonates de Prokofiev, Laurent Cabasso leur

offre son toucher net et vif, la légèreté de son impeccable virtuosité. Ces deux sonates en sont toutes requinquées, nous avec. Sous les doigts du jeune pianiste français, les *Visions fugitives* (recueil d'inégale qualité) peuvent être aussi irrésistibles et racées que le souhaitait Prokofiev. Il manque peut-être dans tout cela un peu de folie, d'excentricité.

1 CD Valois-Aurélien V 4655.

A. R.

Rap

Rapattitude 2

Le premier volume de la compilation *Rapattitude* avait servi d'acte de naissance discographique au rap français. Alors que le premier disque était quasiment exhaustif, *Rapattitude 2* n'offre qu'un tableau partiel, tant la scène rap s'est élargie. On y retrouvera quand même les tendances que l'on observe tout au long de l'année. D'abord, le rap français a refait une partie de son retard technique par rapport au rap américain. Les échantillons, les rythmes sont moins prévisibles, la production plus lèche. Du coup, cette deuxième livraison s'écoute plus facilement que la précédente. Ensuite, on constate la part croissante du ragga-muffin sur la scène rap, sans qu'il soit toujours possible de distinguer exactement les deux genres. Enfin, le rap *stricto sensu* reste encore très dépendant de ses modèles américains.

Sur un disque inégal par nature, on retiendra Lucy, le rap afro-centriste de B-Love, plus pour la forme que pour le fond, démarqué des originaux américains. MC Janik, avec *Natty Princess*, comment une blutée sans conséquences, si ce n'est qu'il réussit à marier une mélodie typique des Antilles francophones avec un rythme ragga-muffin. C'est sans doute là que se trouve la force du ragga-muffin francophone. Le voisinage géographique et culturel entre Gadeloupe et Martinique d'une part, Jamaïque d'autre part, donne aux toasters francophones un naturel qui manque souvent à leurs collègues rappers. Sur le mode de la chronique banlieusarde, *Blonde ou brune* (rap orthodoxe) de Créateurs uniques se pose naturellement dans le sillage de Tonton David ou des Little. Enfin, on attend avec impatience de savoir si la *Main de Faune*, de Siria Khan, rap sur des thèmes orientaux, n'est qu'une curiosité ou la première étape d'un parcours inédit.

Labelle noir/Delabel DE030942.

T.S.

Rock

Black Crowes

The Southern Harmony and Musical Companion

Groupe de musiciens sudistes (d'Atlanta), les Black Crowes pratiquent le *revival* avec la même ferveur, la même rigueur intransigeante qu'un pasteur qui plante son chapiteau dans la campagne géorgienne. Et comme le pasteur, les Black Crowes sont convaincus qu'un peu de ferveur et d'énergie ramèneront les ouailles dans le bon chemin. Seulement, il s'agit ici de rock'n'roll et là de religion.

Trop jeunes pour avoir vu Duane Allman sur scène, pour avoir connu les Rolling Stones au temps de Mick Taylor, les Black Crowes témoignent vis-à-vis de leurs modèles (exemples serait un terme sans doute plus exact) d'une adoration touchante. L'instrumentation, par exemple, sur ce second album, ne s'écarte jamais d'une orthodoxie qui rapproche les Black Crowes des plus rigides des baroqueux : instruments à l'ancienne, pas l'ombre d'un synthétiseur, comme claviers un piano, un orgue Wurlitzer (plus sub que le Hammond). On retrouve sur le *Companion* des ambiances enfumées de fin de nuit, à la façon des Stones de l'époque *Sticky Fingers*, des boogies légèrement de guingois mais toujours justes et aussi une variété de climats (les textes sont plus intéressants, portent mieux les chansons que sur

Shake Your Money Maker, le premier album du groupe), une profondeur de champ qui donne vie à une musique que l'on croyait remise au rayon des souvenirs.

Def American-Phonogram 512 263-2.

T. S.

Musiques du monde

Dimi Mint Abba

Musique et chants de Mauritanie

La plus grande chanteuse mauritanienne avait dû renoncer au Théâtre de la Ville en 1991 pour cause de guerre du Golfe. Erreur réparée l'année suivante, avec bonheur tant la présence vocale de Dimi Mint Abba se fait sentir sur une musique qui marie l'Afrique noire avec le désert du Nord. Fille de l'auteur de l'hymne national mauritanien et d'une célèbre joueuse d'aridin, instrument calqué sur la kora, harpe des griots

mandingues, Dimi Mint Abba, qui a commencé par accompagner ses parents aux percussions, continue de jouer en famille (son frère au tidinit, le luth, sa fille à la guitare, et sa nièce aux percussions et chœurs).

Étrange musique, toute en développements et circonvolutions, qui s'appuie sur les vibratos et les envolées de la voix, hymnes à la paix, à la foi, chants d'amour et d'attente, superposition de tranquillité non feinte (la mélodie) et de fébrilité (la rythmique). Il faut l'écouter dans les détails, car la richesse ne se gagne pas d'emblée, elle jaillit soudainement comme une source rare. Dimi Mint Abba, qui compose des pièces virtuoses pour l'aridin, met en musique des poésies traditionnelles maures, termine son album par un hommage à Debya, célèbre griote mauritanienne joueuse de violon : « Oh ! Que j'aime Debya ! Mon chameau blanc l'aime aussi, ma tasseloufra (le paquetage) et mes verres à thé l'aiment aussi ! »

1 CD 86768 Auridis.

V. Mo.

ORCHESTRE DE PARIS

DIRECTEUR MUSICAL
SEMYON BYCHKOV



SAISON
1992 1993

45 63 07 40

BROCHURE DISPONIBLE SALLE PLEYEL

